26e Année N° 16 15 Août 1919

GENERAL LIBRARY
SEP 22 1919
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Abel Hermant	*La Journée brève* (1re partie)	673
L. Dumont-Wilden	*Le Roi Albert aux Armées*	714
Fernand Gregh	*Ode sur l'Entrée des Français à Metz*	730
Abel Ferry	*Lettres* (août 1914 - mars 1916)	737
Jean-José Frappa	*L'Idée* (fin)	766
Franck-L. Schoell	*Avec le Tsar Ferdinand* (1910). — I.	798
Pierre Boutroux	*Nos Effectifs* (août 1914 - mars 1918)	818
Jules Sageret	*L'Évolution des Causes de Guerre*	844
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	867
A. Vandouny	*Les Arméniens dans la Guerre mondiale*	883

Copyright 1919, *Revue de Paris*.

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1919

LIVRES NOUVEAUX

LA DERNIÈRE INVASION DES BARBARES
par **Francis Chevassu.**

On a rassemblé dans ce volume les derniers articles de Francis Chevassu. Le journaliste et l'écrivain s'y montrent avec toute leur distinction littéraire et tout leur agrément parisien. Il se trouve que ces chroniques, après avoir charmé les lecteurs du *Figaro*, forment par leur réunion un vrai livre d'une homogénéité parfaite, car il atteste d'un bout à l'autre les rares qualités de finesse et de bonne grâce qui distinguaient Francis Chevassu chroniqueur. Il ajoutera aux regrets que sn disparition nous laisse.

LES YEUX DU MORT
par **Lucien Graux.**

Dans la lettre qui sert de préface à ce volume, le général de Maudhuy se plaît à signaler la vérité et la beauté de l'œuvre que M. Lucien Graux a réalisée, en présentant ces tableaux de la vie du soldat qui le feront mieux comprendre et mieux aimer. Toutes les nouvelles sont remarquables par leur originalité pittoresque et leur relief. La première, qui donne son titre au volume, est d'une rare intensité, mais il les faudrait citer toutes pour ce qu'elles ont de saisissant, de pittoresque ou de pathétique. On a rarement peint avec autant de vérité la vie et la mort dans les tranchées.

Dans ce numéro, la **REVUE DE PARIS** *commence la publication de*

LA JOURNÉE BRÈVE

Par Abel HERMANT

Ce nouveau roman est le second d'une série de trois ouvrages qui constitueront un historique de la génération placée entre les deux guerres. Le premier est *l'Aube ardente*, que nos lecteurs connaissent déjà et qui paraît en librairie au moment même où nous donnons *la Journée brève* ; le troisième sera *le Crépuscule tragique*.

L'AFFAIRE SHAKESPEARE
par **Jacques Boulenger.**

UNE AUTOBIOGRAPHIE DE SHAKESPEARE
par la **comtesse de Chambrun.**

Le livre si curieux de M. Abel Lefranc a suscité des polémiques où l'on a dépensé, de part et d'autre, beaucoup d'ingéniosité et d'érudition. M. Marcel Boulenger a défendu ici même la thèse de M. Lefranc avec une verve et une précision dont nous n'avons pas à faire l'éloge : nos lecteurs les ont appréciées. Mme de Chambrun lui a répondu avec l'autorité que lui confère sa parfaite connaissance de l'œuvre shakespearienne, et notamment des *Sonnets*. La *Revue*, fidèle à ses traditions de libéralisme, a publié ces deux pièces d'un grand procès historique et littéraire. Aux lecteurs de décider.

SOUVENIRS ENTOMOLOGIQUES (1re Série)
par **J.-H. Fabre.**

On vient d'entreprendre l'édition définitive des *Souvenirs entomologiques*. C'est sous ce titre modeste que J.-H. Fabre a publié ses remarquables travaux sur l'instinct chez les insectes. Dans ce premier volume, il décrit les longues opérations par lesquelles le scarabée sacré et certains hyménoptères rassemblent et préparent pour leur larve une nourriture appropriée. Une fort belle impression, de nombreuses planches photographiques prises sur le vif, des dessins schématiques des insectes étudiés rendent plus facile encore la lecture de cette prose alerte et souriante comme une causerie, où la science si sûre est limpide et bon enfant, et où revit comme un écho des dialogues grecs et des poèmes de Mistral.

LA JOURNÉE BRÈVE

I

NATIVITÉ

La nuit d'été, courte et sereine, faite de deux crépuscules, s'achevait; lorsque Philippe ouvrit, comme un voleur, la porte de la bibliothèque, il vit clairement les grands fantômes des arbres sur le ciel, demeuré pâle depuis hier soir, et qui pâlissait encore à l'approche du jeune matin.

Jamais il ne pénétrait avec indifférence dans ce lieu consacré, ni, comme dans les autres pièces de l'appartement, avec une émotion familière et tiède. Ici pourtant, il était plus qu'ailleurs chez lui, mais comme le prêtre est chez lui dans son église; ordinairement seul : il ne songeait pas à en exclure sa femme, compagne intime du corps et de la pensée; mais il appréciait la réserve de Madeleine, qui s'abstenait de l'y venir joindre parce que « la femme ne monte pas à l'autel », ou n'y venait que mandée par lui et ne franchissait point le seuil sans murmurer en souriant quelque ingénieuse variante du *Domine non sum digna.*

L'habitude rendait machinale, et ne blasait point cependant, cette religion qui tenait en crainte Philippe à l'aspect de la cité des livres; cité morte, où reposent, ainsi que dans un columbarium, tous les restes et toutes les cendres du génie humain. Son premier regard essayait toujours de compter tant de volumes. Leur pêle-mêle, non moins que leur foule,

le décourageait : il baissait la tête et sentait à chaque fois, comme une fugitive mortification, sa solitude et sa chétiveté. Il ne pouvait se défendre de relever la vue, pour admirer cette chose de beauté dont la caresse ne le lassait point : la tapisserie sans paysage ni personnages que faisaient au mur les reliures diverses et que le hasard seul avait composée.

Il aimait aussi — vanité d'auteur — la décoration par lui-même inventée, dans le goût encore tout entaché de romantisme qui subsistait à cette époque, dix années à peine avant la fin du siècle : le bureau de chêne, dont la façade était un panneau de coffre ancien sculpté en haut relief, où grimaçaient des sortes de nains à la Téniers que Louis XIV eût appelés magots ; dans l'un des angles de la pièce, un escalier de chaire pour monter à l'étroite galerie qui régnait à mi-étage ; entre les deux fenêtres, ce meuble hollandais dont les volets demeuraient toujours ouverts, et dont chaque tiroir était peint d'une miniature de sainteté ; jusques enfin à ce chandelier d'église placé à gauche du fauteuil où il s'asseyait pour écrire, et à ce cierge pascal colorié au bout duquel sifflait une flamme de gaz.

Mais ce qui, plus que chaque détail, lui plaisait et flattait son snobisme ingénu, c'était l'air de dignité du logis. Il avait fait la trouvaille d'un rez-de-chaussée d'hôtel historique dans le faubourg Saint-Germain. Il possédait cette rareté : en plein Paris, un parc au moins trois fois centenaire. Il en connaissait tous les arbres par leurs noms officiels, comme Chateaubriand ceux de l'infirmerie Marie-Thérèse. Le souvenir de *René*, une curiosité littéraire, plutôt sans doute qu'un zèle sincère pour la botanique, l'avaient engagé à pousser cette étude. La nature lui faisait un peu peur ; elle l'intimidait plus que les livres. Il ne s'apprivoisait pas à la longue avec elle comme avec eux. Sa majesté le surprenait toujours et, ce matin, lui parut encore plus auguste, mais pour le coup ne l'étonna point ; car il sentait entre son cœur et elle comme un accord de plénitude, au lieu qu'on n'a coutume de sentir qu'une irritante et inconvenante discordance et comme un parti pris de contrariété.

Il lui parut que le même tressaillement qui l'agitait, agitait les plantes près de leur réveil, qu'elles étaient, comme lui,

émues. Il regarda le ciel entre les arbres, et vit que l'Aurore n'ouvre pas les portes de l'Orient d'un seul grand geste, mais par petits mouvements brefs et saccadés. Il tendit l'oreille et croyait écouter le silence ; et soudain il s'aperçut que ce prétendu silence était un prodigieux et assourdissant concert de chants d'oiseaux.

Alors, il alluma le cierge pascal, repoussa, d'une main brusque et impatiente, l'in-folio des œuvres de Platon, son divin maître, avec le commentaire de Marsile Ficin, qui était toujours sur sa table ; il prit une feuille de papier à lettres, et sans chercher les mots, sans hésiter, sans penser, il écrivit :

« Un fils vient de me naître, Rex, il y a une heure. Votre nom m'est monté aux lèvres quand je l'ai vu dans son berceau, et j'ai décidé qu'il s'appellerait comme vous : Rex. »

Puis il posa la plume, écarta le papier, relut, d'assez loin, cette phrase, qu'il n'avait pas *voulu* écrire, qui lui avait été inspirée ; et ces caractères, où il ne reconnaissait pas son écriture, ainsi que des signes magiques évoquèrent de l'oubli les choses passées, les êtres lointains : Rex Tintagel, son ami, Oxford, le premier éveil de son esprit, de sa sensibilité, cet étrange roman de son adolescence qu'il appelait : « Mon aube ardente ».

Ce fut, avec la précision fatigante des hallucinations, un de ces raccourcis de mémoire où toute une vie se résume à la minute d'un danger mortel, et où la suite pressée des événements usurpe l'aspect de l'éternité. Philippe était, pour la seconde fois, soudain et miraculeusement transporté dans cette ville où, à vingt ans, il avait eu le caprice de vivre quelques mois. Il en respirait l'air vif, les parfums d'herbes, ceux de l'eau. Il voyait si distinctement les créneaux et les tours, les clochers et les coupoles, qu'il ne pouvait se défendre de murmurer : « Ici est la cathédrale, ici Magdalen, ici la belle rotonde de la Radcliffe Camera. »

Il voyait un paysage composite, symbolique : ensemble le Parson's pleasure, où il entendait rire les baigneurs, et la Mésopotamie, jardin de délices. Ashley Bell, le grand poète exilé d'Amérique, accueilli par l'Angleterre, était là ; comme d'ordinaire coiffé d'un feutre à larges bords, vêtu grossièrement, le veston et la chemise déboutonnés, mais pareil à un

roi pasteur, et du banc de gazon où il était assis dictant des oracles comme d'un trépied ou d'un trône ; vénérable dès sa trentième année, depuis lors immortellement jeune.

Autour du maître, Philippe voyait et reconnaissait les disciples. Sur la rivière, dans le bateau plat, mollement étendu parmi les coussins rouges, lord Swanage — Swan — se penchait vers le fleuve au point que ses abondants cheveux pâles et moirés retombaient sur son visage, et il se mirait au travers, comme un Narcisse, dans l'onde que sans la troubler il effleurait du bout de ses doigts. Aux pieds de Bell, le petit Billee Liphook jouait, et il entendait la Parole sans l'écouter. A gauche se tenait l'ennemi, l'Allemand Lembach ; à droite, l'ami, Rex Tintagel. Et il semblait à Philippe Lefebvre que c'était encore le jour de sa vocation. Rex venait le chercher sur la rive opposée, l'amenait devant Ashley Bell. Et le poète demandait :

— Qui est-ce?

Et Rex Tintagel répondait :

— Mon camarade.

Philippe s'était maintes fois ressouvenu de ces choses, depuis le jour qu'il avait précipitamment quitté Oxford, à la nouvelle d'un incident de frontière, d'une guerre peut-être imminente. Il avait maintes fois rêvé qu'Ashley Bell lui faisait signe, et que Rex, pour le conduire auprès du Maître, détachait le bateau de la rive. Jamais cependant il n'était retourné là-bas, même de Londres, où il allait souvent, jamais il n'avait osé revoir la terre promise qu'il ne voulait plus appeler dorénavant que son paradis perdu. Plus redoutable que le glaive de feu au poing de l'ange, une superstition que lui-même il ne s'expliquait point lui en interdisait l'approche.

Bien qu'il y eût jadis vécu en marge de l'Université, hôte d'un suspect, d'un paria, il avait reçu l'empreinte d'Oxford, comme ces Anglais qui, après leurs études, ne peuvent plus exister ailleurs et y restent fixés. Mais surtout il avait reçu l'empreinte du mystérieux prophète, et elle demeurait sur son esprit comme les stigmates sur le corps de François d'Assise. Il n'avait, depuis lors, pu concevoir aucune pensée qu'il ne rapportât point à son maître ; il n'osait pas même les exprimer en son propre nom ; quand il essayait d'écrire, il

substituait au moi haïssable le personnage d'Ashley Bell ; il le mettait en scène, il s'effaçait derrière lui. Si bien que Bell aurait pu dire de Philippe, en souriant, comme Socrate de Platon : « Ce jeune homme me fait dire bien des choses. »

Mais Ashley Bell ne parlait pas ainsi, car il ne savait rien de son disciple. Philippe, après le brusque adieu, et quoiqu'il eût le cœur brisé par la séparation, n'avait pas écrit une seule lettre à cet homme, qui durant toute sa vie en avait écrit de si amples et de si belles à ses camarades ordinaires : les vagabonds, les gens du port et les conducteurs de tramways. A peine s'était-il deux ou trois fois rappelé au souvenir de miss Florence Bell, par devoir de politesse. Sa correspondance avec Tintagel avait traîné un peu plus longtemps ; mais Tintagel ne savait pas plus écrire qu'il ne savait parler : il fallait le deviner. Pourquoi Philippe, qui naguère le devinait si bien, avait-il feint de ne plus savoir lire entre les lignes de ses lettres glacées? Pourquoi lui avait-il répondu sur le même ton, du même style contraint, et bientôt cessé de répondre? Pourquoi Rex avait-il cessé d'écrire?

Un jour, après plusieurs années, il avait rompu le silence pour annoncer à Philippe son mariage. L'année suivante — l'année dernière — il lui avait annoncé la naissance d'un fils. Il ajoutait :

« Nous l'avons appelé Philippe... »

Il se gardait bien d'ajouter :

« C'est pour l'appeler comme vous. »

Mais Philippe n'imputait qu'à la discrétion raffinée de Tintagel cette absence de commentaire.

Il relut la phrase que lui-même avait écrite :

« Un fils vient de me naître, Rex, il y a une heure. Votre nom m'est monté aux lèvres quand je l'ai vu dans son berceau, et j'ai décidé qu'il s'appellerait comme vous : Rex. »

Il se demanda si cette formule, qui d'abord lui avait paru d'une solennité un peu trop biblique, n'affectait pas, au contraire, un tour trop familier.

Philippe avait aussi, l'an dernier, annoncé à Tintagel son mariage, mais le mot qu'il lui avait écrit n'était guère moins banal et impersonnel qu'un billet de faire-part. Il n'y déclarait de Madeleine que le nom. Une pudeur l'avait empêché d'en

tracer un de ces crayons où cependant il excellait. Il n'avait pas avoué à son ami ce charme qui, déjà, ne le séduisait point, mais l'attachait, cette belle santé qui était comme la saison du corps ; ni dessiné ce visage pur, sans surprises ; ce noble front où les cheveux blonds, ondés, se partageaient en deux nappes égales ; ces yeux gris qui se reposaient à loisir sur les objets et sur les âmes, ni cette bouche où il y avait autant d'âme que dans les yeux ; toute cette expression enfin de sagesse et de fidélité. Il n'avait pas écrit à Tintagel : « Celle que j'ai choisie est la compagne dont le cœur est sûr. »

Il ne lui avait pas non plus révélé qu'il avait eu la singulière fortune de rencontrer une jeune fille, comme lui-même, depuis l'enfance, indépendante et seule au monde sans y être abandonnée, réfléchie, mûre avant le temps, mais de qui la maturité hâtive n'était qu'une grâce de surcroît. A la vérité, si Philippe n'avait rien écrit à Rex de tout cela, c'est aussi qu'il était un peu fâché que Rex lui eût annoncé son propre mariage trop sèchement. Il songeait : « Je lui en dirai toujours autant de ma femme qu'il m'en a dit de la sienne. »

Sa réserve jalouse avait un autre motif. Dès le jour des fiançailles, l'intimité de Philippe et de Madeleine était devenue soudain conjugale au sens le plus noble du mot : c'était le don réciproque et absolu, la communauté de l'humble vie quotidienne et la communauté de l'esprit. Philippe ne pouvait matériellement point dérober à sa compagne les souvenirs de l'aube ardente, puisque toute sa pensée en procédait, et son travail où il ne doutait pas qu'il dût toujours l'associer. Jamais cependant il ne lui parlait de ce matin des matins d'une façon directe et positive, et elle-même ne l'interrogeait pas. Ils en respectaient l'un et l'autre, au même titre, le mystère et l'ineffable. Madeleine n'ignorait pas Ashley Bell, mais aurait pu croire à la rigueur que c'était un personnage fabuleux, et que Philippe avait imaginé ce maître de sa pensée, comme les poètes de la Renaissance les maîtresses de leurs sonnets. Oxford demeurait pour Philippe Lefebvre le jardin secret, pareil à cet autre jardin où, le soir de son arrivée, il s'était introduit presque par effraction, et où il avait médité au seuil de la terre promise.

Il était si déterminé à n'en révéler rien dans les assemblées

de profanes que, même à son ami d'enfance parisien André Jugon, il n'avait fait que des récits évasifs de ses deux termes d'Oxford. Leur amitié s'était ressaisie après cette intermittence, dont il semblait, mais faussement, que le souvenir s'effaçât parce que l'on n'y faisait aucune allusion. Ils étaient même plus étroitement liés, à rebours de la coutume, depuis qu'ils étaient mariés tous les deux. André Jugon avait fait ce qu'on appelait encore, en ce temps-là, un sot mariage. La bourgeoisie ne les excusait guère environ la fin du XIXe siècle, et notamment le monde artiste, qui se donnait, par contenance, des airs de bohème, mais qui était, dans le genre bourgeois, l'espèce la plus timorée. André Jugon, étudiant en médecine, avait épousé une de ses camarades, étudiante, sa maîtresse qu'il avait rendue mère.

Il eût malaisément plaidé les circonstances atténuantes. Cette brave fille, d'origine russe et qui s'appelait Sonia, était trop dépourvue de charme slave. Parmi tant d'autres jeunes filles, ses compatriotes, qu'une soif honorable de science a poussées à l'émigration, son physique ne la faisait malheureusement pas remarquer, et elle ne se recommandait pas davantage par une intelligence alarmante, ni par des doctrines hardies. Elle ne se targuait d'aucun ascétisme et n'avait point, comme la plupart des étudiantes russes, rayé l'amour de ses papiers : elle avait au contraire cédé à André Jugon avec une facilité qui était plus du Quartier latin que des milieux nihilistes.

Après la cérémonie du mariage, au lieu de devenir pour son mari, comme il semblait tout indiqué, une associée et une collaboratrice, elle s'était empressée de renoncer à la médecine, afin de se consacrer uniquement aux soins du ménage. Elle y témoignait un zèle digne de louange, mais terre-à-terre. Son honnêteté était au-dessus du soupçon, sa vulgarité était excessive. Elle manquait de toute fantaisie, et Philippe Lefebvre disait en riant que ce n'est vraiment pas la peine d'épouser sa maîtresse, quand on doit se réveiller le lendemain marié comme si on était allé chercher sa femme en province.

Cette manière de conversion de Sonia ne lui avait pas même servi à effacer la tache de la « réparation » et à vaincre le

préjugé : elle y eût sans doute mieux réussi avec un peu moins de vertu et un peu plus d'agrément. On ne se souciait pas de la recevoir ; mais elle ne se souciait pas elle-même d'être reçue, et elle avait signifié d'abord à André qu'elle entendait qu'il continuât de fréquenter seul le monde où il avait ses habitudes. Elle ne laissait pas cependant d'être fort sensible à la bonté de Madeleine Lefebvre, qui l'accueillait chaque fois qu'elle voulait bien venir ; et elle n'abusait pas de la permission, car elle avait décidément toutes les qualités, la discrétion entre autres, et une timidité extrême.

André Jugon, de qui la situation conjugale avait malgré tout on ne sait quoi de faux, ne s'était pas moins écarté de la règle dans la pratique de son métier. Il avait poussé jusqu'au bout ses études, il était ancien interne des hôpitaux, et il n'exerçait pas la médecine illégalement ; mais il avait quasiment l'air de l'exercer en amateur. Il s'était fait une spécialité de psychologie qui lui assurait une grande clientèle de femmes et surtout d'artistes ou d'hommes de lettres. Il était le directeur de conscience de tous les gens connus, sans être, à proprement parler, le médecin de personne, sauf des malades imaginaires. On causait avec lui quand on avait des troubles nerveux indéfinissables, ou même des scrupules ou des ennuis ; mais, quand on avait la fièvre typhoïde ou seulement un rhume de cerveau, on consultait un de ses confrères. Il avait trop d'esprit pour s'en fâcher.

L'excellente Sonia, qui surmontait aisément sa timidité naturelle ou sa discrétion pour rendre service et se dévouer, avait osé offrir à Madeleine de lui tenir lieu de garde. Elle était demeurée là toute la nuit. André y était venu aux nouvelles environ quatre heures du matin. Il arrivait rue de Babylone, juste comme Philippe quittait la chambre de sa femme et passait dans la bibliothèque. Après avoir jeté sur le nouveau-né un regard de parrain ou d'oncle plutôt que de médecin, il fut tout droit où il pensait trouver son ami ; et il entra assez brusquement, sans se faire annoncer, faute de domestiques, ni s'annoncer lui-même ou heurter à la porte. Philippe avait maintenu le protocole ancien de leur amitié. André Jugon avait toujours le droit, qu'il avait seul, de se croire chez lui chez Philippe Lefebvre et d'agir en conséquence. Ce sans-

gêne commandé était encore plus que jadis désagréable à Philippe, et il avait cette bizarrerie d'en goûter d'autant plus la petite mortification.

Au moment qu'il entendit et reconnut le pas d'André, il se rappela soudain le matin du départ pour Oxford et une entrée pareillement brusque de son ami, dans cet appartement voisin de la place Malesherbes qui avait été son premier logis de garçon, et comme l'ébauche de celui-ci. Ses yeux tombèrent par hasard sur le billet qu'il avait commencé d'écrire à Rex Tintagel. Pour le dissimuler, il le glissa sous d'autres paperasses, d'un mouvement instinctif, mais dont l'hypocrisie puérile fut consciente ; et il observa que sa sensibilité, d'ailleurs comme celle de Jugon, redevenait enfantine chaque fois qu'il reprenait le contact avec son camarade d'enfance.

André pourtant était plus changé que Philippe. A force de jouer au directeur auprès de ses malades et pénitents ordinaires, il avait fini par subir une manière de déformation professionnelle, et s'était mis, sans y penser, à faire aussi le directeur avec Philippe Lefebvre. Leurs confidences, peu à peu, avaient tourné à la confession : d'abord réciproque ; mais, depuis assez longtemps, l'habitude de cette réciprocité semblait perdue ; sauf quand Lefebvre, par boutade, disait à Jugon, comme l'Ingénu dit au récollet : « Allons, mon ami, je t'ai conté mes péchés, tu ne sortiras pas d'ici que tu ne m'aies conté les tiens. »

Mais Philippe n'en usait plus avec André si librement. Il semblait avoir conçu, pour son camarade plus jeune, ce respect gauche, honteux, quasi contre nature, qu'ont les frères aînés pour les cadets devenus prêtres. Bien qu'il eût le sentiment fort net de sa supériorité, et une solide confiance en lui-même, il éprouvait fréquemment le besoin de ces chuchotements au tribunal de la pénitence et de ces humbles consultations. Les protestants, qui ne reconnaissent, hors Dieu, d'autre juge que leur conscience, ont souvent peine à supporter cette vaste solitude de leur for intérieur ; et Philippe n'était pas protestant en ce point. Il se flattait d'avoir éliminé aussi tout esprit catholique ; mais il dépendait trop de son hérédité pour n'être pas tenté aux heures

de crise par ce grand réconfort que promet la communication *à autrui* des secrets trop lourds, le substitut du confident et juge suprême ne fût-il, en l'espèce, qu'un laïque, docteur en médecine.

Il advint à cet incrédule ce qui advient aux croyants qui ne sentent le poids de leur conscience qu'au moment qu'ils avisent une occasion de la décharger. Philippe tout à l'heure ne pensait être bouleversé que par la joie prodigieuse d'avoir vu de ses yeux, touché de ses mains maladroites, un être vivant, fils de ses œuvres : il aperçut qu'il était en proie à une angoisse indicible et ne s'en pourrait délivrer ni même ne la saurait comprendre qu'après l'avoir expliquée à son ami. Il lui lança un regard de détresse. André était lui-même bouleversé d'avoir vu le fils de Philippe ; et toujours selon l'étiquette de leur enfance, il affectait des manières d'autant plus rudes et indifférentes que son émotion était plus profonde.

Mais il ne put garder cette attitude quand il reçut l'appel muet de son ami. Machinalement il ouvrit les bras, Philippe s'y jeta. L'absurdité de ce geste, qui ne leur avait jamais été coutumier même à douze ans, leur causa ensuite une grande gêne. Ils demeurèrent face à face, interdits. Puis Philippe alla, par contenance, fureter sur son bureau, mettre un peu d'ordre parmi ses papiers, ranger la lettre à Rex dans un buvard. André s'étendit sur le divan ; et lorsque Philippe, enfin, tourna la tête de son côté, il dit, en exagérant l'accent joyeux de sa voix :

— Eh bien, je viens de voir Philippe II.

— Qui appelles-tu Philippe II? — demanda Philippe d'une voix mal assurée, qui trahissait la surprise, la méfiance, on ne sait quelle fâcherie.

— Qui veux-tu que j'appelle Philippe II, sinon ton fils? — repartit André Jugon en riant, et cependant avec une arrière-pensée grave, que Philippe Lefebvre pénétra, qui accrut son obscure angoisse. — Ton héritier présomptif, — reprit Jugon avec une cruauté qu'il soupçonnait peut-être. — Tu l'appelleras comme tu voudras : moi, je ne pourrais jamais l'appeler autrement que Philippe II.

« Moi, songea Philippe, je le nommerai Rex ; mais seul

je lui donnerai ce nom, et dans le secret de mon cœur. Nul n'en saura rien, pas même Rex Tintagel. »

Et, retrouvant d'un geste sûr comme un geste d'aveugle le billet qu'il avait caché, il le déchira, en jeta les fragments dans une corbeille. « J'enverrai, se dit-il, à Rex le même avis banal qu'à tout le monde. »

Il releva les yeux, rencontra le regard d'André Jugon, qui voyait clair en lui, et du même coup y vit clair. Il éprouva ce qu'un parodiste a traduit assez plaisamment par ce vers :

Puisque vous savez tout, je ne vous cache rien ;

et il sentit avec plus d'urgence le besoin de déclarer à André tout ce qu'André devinait déjà. Comme aux temps lointains de leur enfance, ils aimaient aborder de plain-pied et soudainement les questions les plus transcendantes. Ils n'avaient cure des entrées en matière ni des transitions. Le sublime leur était encore si naturel qu'ils passaient sans se guinder de la platitude aux sommets de l'esprit.

— André, — dit Philippe Lefebvre d'une voix seulement un peu plus sourde, — je viens d'éprouver à la vue de mon enfant nouveau-né la plus intense joie physique et la plus affreuse anxiété morale dont il me paraît que la sensibilité d'un homme soit susceptible. J'aspirais à la paternité de tout mon désir, mais sans la connaître ; elle ne m'a été révélée que tout à l'heure et elle ne répond à rien de ce que j'avais préconçu. C'est un double mystère, qui enveloppe celui de la vie et de la mort. Nul plus ingénument que moi n'a goûté la joie de vivre, d'être, d'accroître son être et d'y persévérer. Elle n'est que l'embryon d'une autre joie, identique mais centuple, la joie de créer. Quand j'ai vu tout à l'heure que j'avais créé un autre moi, j'ai été si transporté qu'il m'a fallu toute ma bonne éducation et une sorte de dignité stupide pour ne me point mettre à danser devant ce berceau comme Saül devant l'Arche. Et en même temps, j'ai senti passer la mort...

» André, le flambeau qui vient de s'allumer m'a signifié pour la première fois qu'un jour, bientôt, mon propre flambeau doit s'éteindre. Il me semble que ma journée est près de finir ; combien elle fut brève ! Je n'ai pas trente ans, on dit que je parais moins et j'ai la faiblesse d'en être flatté. Mais

j'ai une tristesse et comme un remords quand j'aperçois — et je l'aperçois aujourd'hui cruellement — que le peu que j'ai fait jusqu'ici est proportionné à mon âge apparent, non pas à mon âge réel. Je n'ai pas grand'peine à embrasser d'un seul regard cette courte carrière. Bien que je me targue de vouloir ce que je veux, elle ne s'est pas développée à la rigueur selon la loi que je lui avais assignée. J'ai, il est vrai, sauvé mon indépendance et mon loisir. J'ai beaucoup senti, honorablement pensé... Il y a aussi, dans ma destinée, un peu trop de littérature pour mon goût.

» Sans doute, je ne suis pas devenu, ce qui est l'idéal de presque tous mes jeunes contemporains cultivés, un faiseur de romans professionnel; mais j'ai publié, — oh! de rares idéologies, même assez hermétiques : elles ont obtenu, toutes, une singulière fortune, je dirai presque compromettante, dans un public où on ne me voit pas souvent. Tu y fréquentes davantage, et sans toi j'ignorerais peut-être que je suis quelque chose comme un prince de la jeunesse. Je le suis à peu de frais, et pourtant je m'enivre de cette gloire facile autant que de mon adolescence fausse et prolongée. Elle attiserait, s'il n'était pas superflu, ma passion d'exister et mes appétits.

» André, j'ai faim de tout, je n'ai encore tâté de rien et voici que la cène est finie. Tu vas te moquer : il me semble que je n'ai pu donner l'être sans le renoncer pour moi, comme ces animaux rudimentaires qui ne peuvent se propager sans mourir.

André ne se moqua point, mais répondit en docteur, avec une sécheresse positive :

— Tu as passé une nuit blanche, tu es bouleversé, très nerveux. Tu verras les choses sous un autre aspect, quand tu auras dormi deux heures et recouvré ton sang-froid.

Philippe aurait trouvé cette réponse d'une vulgarité choquante, s'il ne se fût assuré que Jugon parlait ainsi terre-à-terre uniquement pour le ramener sur la terre. Il lui en sut gré, et sentit même un léger apaisement.

André reprit alors, avec un peu plus de philosophie, cependant toujours familière :

— Tu viens de dire que cet accident fâcheux de mourir en se propageant n'arrive qu'aux animaux les plus élémen-

taires. Tu m'accorderas bien que tu es un être supérieur.

— Nous sommes... — murmura Philippe, avec son enfantin et charmant sourire.

— Oui, — fit André Jugon sans fausse modestie.

— Mais, — dit Philippe, — cette fameuse allégorie de la course des lampes?...

— Elle est, — repartit André, — sommaire comme toutes les allégories. Elle ne tient compte que des faits les plus généraux, elle néglige les particularités et les exceptions. Crois-tu que les aînés qui transmettent la torche à leurs cadets n'aient désormais plus rien à faire que de suivre des yeux les petites flammes vacillantes qui s'éloignent? Souvent un de ces cadets tombe avant d'avoir atteint le but, et celui qui vient de donner le flambeau le reprend.

Ils étaient l'un et l'autre de sensibilité si délicate qu'ils aperçurent ensemble le vague mauvais présage de ces derniers mots ; et André regretta de les avoir dits, Philippe eut un serrement de cœur. Ils se taisaient, gênés. Heureusement Sonia survint et leur annonça que Madeleine reposait.

— Allons revoir le petit, — dit Philippe.

Ils entrèrent, sur la pointe du pied, dans la chambre de Philippe II ; et le père, en voyant cette petite chose née de lui, eut un tel retour de joie, un sentiment si profond — presque maternel — de l'identité de cette chair à peine formée et de la sienne, qu'il oublia dans l'instant même la lutte fatale des générations qui se poussent et se remplacent, la rivalité de tous les pères et de tous les fils, la loi d'airain des successions.

II

LA PETITE FILLE ÉTRANGÈRE AU GRENIER D'AUTEUIL

Les hommes arrivés à l'âge d'homme en même temps que Philippe Lefebvre, quand ils étaient enfants, ont ouï dire que le XIXe siècle fut celui de la vapeur et de l'électricité, et que, vers son milieu, les conditions de la vie, privée ou publique, furent subitement modifiées du tout au tout. Pleins de cette idée, ils ont oublié de s'apercevoir qu'environ

la fin du même siècle et le début de celui-ci la figure du monde a encore beaucoup plus changé, et que nous avons gardé moins d'habitudes de notre premier âge que nos pères n'en avaient gardé de leurs grands-pères. Le téléphone a, bien autrement que le télégraphe, hâté les relations, et l'on ne pouvait se flatter, avant les automobiles, que la distance et le temps fussent vaincus, du moins dans un petit rayon et dans le trantran bourgeois. Le rythme n'avait pas été, somme toute, sensiblement accéléré.

Cette remarque était une de celles que Philippe s'amusait à vérifier : non qu'elle lui parût témoigner d'une façon éclatante la clairvoyance dont il se piquait ; mais il avait, plutôt que de l'orgueil, un rien de misanthropie méprisante qui n'épargnait pas ses plus notables contemporains, et il ne lui déplaisait pas qu'à une époque où le premier amateur venu se targue du génie de l'observation, certaines choses qui crèvent les yeux échappent même aux professionnels.

Il ne manquait point de rêver à ce grand changement de la figure du monde, quand il revenait, au cours de ses promenades maintenant si faciles et si brèves, seul ou accompagné de son fils adolescent à peine, en l'un des endroits où naguère il avait mené Rex enfant, et où c'était alors un véritable voyage de parvenir ; quand par exemple il passait boulevard de Montmorency devant la maison des Goncourt, où il avait fréquenté peu, mais enfin un peu, le dimanche, jour de réception au « grenier ».

— Te rappelles-tu, quand vous veniez me chercher ici, toi et maman, avec la voiture, après avoir fait le tour du Bois?

Philippe II répondait d'un signe, sans plus, rêveur aussi, et regardait, avec une sorte de rancune, ce boulevard dont il n'avait jamais aimé la tristesse, mal dissipée par le fracas et les sifflets des trains qui passent. Puis, il levait les yeux, regardait la façade, si simple, le médaillon, la plaque de marbre ; et cela lui paraissait « drôle » d'avoir connu vivant un homme dont le nom était à présent inscrit sur une plaque de marbre ; presque aussi « drôle » que de voir en marbre, aux Champs-Élysées, Alphonse Daudet qui lui disait en ce temps-là, avec son joli accent : « Bonjour, petit. »

Rex — car tous le nommaient ainsi : Philippe n'avait pas su garder secret le nom d'élection qu'il lui avait donné la nuit de sa naissance —, Rex se rappelait encore, avec ennui, toute l'affaire que c'était, ces promenades, et les plans et les combinaisons dès que son père, à déjeuner, avait dit :

— Madeleine, il faut vraiment que j'aille aujourd'hui chez Goncourt, je n'y ai pas mis les pieds depuis six semaines ! J'irai par le chemin de fer, tu prendras la voiture et tu viendras me chercher vers cinq heures et demie. Tu auras encore une demi-heure à rester, et nous ne rentrerons pas trop tard à la maison.

Les Lefebvre avaient une voiture au mois, grand luxe à cette époque de simplicité ; une voiture traînée par un cheval, naturellement ; mais c'était une Urbaine, la caisse était cannée, le cocher portait une livrée beige !

Lorsque Philippe disait à Rex en passant devant la « maison d'un artiste » : « Te rappelles-tu ? » il y avait dans sa voix un peu d'embarras, d'inquiétude. Un homme ne l'eût point senti ; mais Rex était déjà doué, ou plutôt il l'était encore, d'une finesse de vue et d'ouïe extraordinaire. Il percevait surtout, non pour ainsi dire lui-même, mais par réverbération, tout ce qui faisait ombre ou lueur sur l'âme de son père. Sa conscience n'était, en surface, que le miroir où celle de Philippe se reflétait, comme l'eau reflète le ciel et imite la fuite des nuages ; et non plus que l'eau mystérieuse elle n'avait jusqu'alors trahi ce qui se cachait dans ses profondeurs.

Te rappelles-tu ? Rex le savait bien, *Te rappelles-tu ?* voulait dire *Si tu pouvais ne pas te rappeler !* et ne faisait pas allusion à n'importe lequel de ces dimanches, mais à un dimanche particulier, où il s'était passé là quelque chose dont Rex ne pouvait pas mesurer la grandeur ou le désastre, mais qu'il sentait obscurément, qui avait eu sur la vie de son père, de sa mère, sur la sienne, une influence longtemps continuée, inépuisable, irréparable.

Ce dimanche-là, comme les autres, Philippe avait dit :

— Je ne suis pas allé chez Goncourt depuis plus de six semaines, j'irai cette après-midi. Tu veux venir, Rex ?

Et Rex avait répondu oui sans hésiter, mais en fronçant

légèrement le sourcil. Cette petite manifestation avait fait sourire le père, pour qui le fils n'avait guère de secrets, un peu plus cependant que le père n'en avait pour le fils.

Rex avait le tact des enfants, non pas supérieur à leur âge, mais au contraire qui ne survit pas à l'enfance. Il sentait fort bien qu'un gamin n'était pas trop à sa place, même une demi-heure, au grenier, où le Maître l'accueillait avec ses grandes manières courtoises, mais avec cette espèce de noble gaucherie du vieillard sans postérité que le postérité des autres déconcerte. C'est Philippe qui manquait un peu de tact en imposant Rex, et Rex le sentait encore très bien : il cédait par faiblesse pour son père, qui était comme une âme en peine loin de lui. Rex ne comptait pas de s'amuser beaucoup dans un cénacle littéraire : cette crainte est pardonnable, à cinq ans. Mais il se disait, avec une précoce philosophie :

« Si on y va aujourd'hui, on n'ira pas dimanche prochain. En voilà pour un mois ou deux. »

Les sentiments de Philippe, à beaucoup plus de cinq ans, ne différaient guère des sentiments de Rex, et cela est assez plaisant. Ses visites au grenier de Goncourt n'étaient pas pour lui des corvées, il ne faut pas employer ce vilain mot, mais elles lui causaient une appréhension, un malaise préalable, qui se dissipait — quelquefois, non pas toujours — après coup. Sa situation dans les milieux littéraires, et singulièrement dans celui-là, était assez mal définie. On y avait trop de justice et de respect de l'intelligence pour méconnaître la qualité de la sienne ; et malgré l'extrême rareté de sa production, dont, au surplus, un souci un peu bas de la concurrence eût empêché qu'on ne lui fît reproche, nul ne se fût avisé de le traiter d'amateur ; mais on le traitait moins en confrère qu'en original ou en bête curieuse, et avec une certaine froideur qui n'était point exempte de méfiance ni d'hostilité. De vrai, on ne concevait rien à ce phénomène.

Sa haute culture, son humanisme, son hellénisme passaient — si l'on peut emprunter ce mot à la langue anglaise — pour des *excentricités*. Certaines de ses admirations faisaient scandale ; celle, par exemple, qu'il vouait à Renan ; car on pensait avoir tout dit de l'auteur des *Origines du Christianisme*, quand on avait dit que « son cerveau est une cathé-

drale désaffectée ». Il va de soi qu'on ne savait pas au juste si Ashley Bell était un personnage réel ou imaginaire.

D'autre part, les querelles d'école, où s'attardaient là des jeunes gens et souvent des hommes déjà mûrs, étaient pour Philippe Lefebvre un sujet de perpétuel étonnement. Avec la meilleure volonté du monde, il ne pouvait prendre aucun intérêt aux questions de menue esthétique qui semblaient tous les passionner. Le champ de leur activité intellectuelle lui semblait prodigieusement restreint ; et enfin, ce qui par-dessus tout le choquait, c'était, dans ces réunions, comme dans les livres de ceux qui assidûment y fréquentaient, — sauf un seul, — l'absence totale d'esprit.

Il avait trop de sens critique pour ne pas faire la distinction du Maître avec les hommes qui, sans être ses disciples, s'étaient groupés autour de lui ; mais l'auteur de *Chérie* et de *la Fille É isa* aurait été suffoqué s'il avait pu savoir ce que prisait en lui Philippe Lefebvre : car ce n'était pas la supériorité littéraire. Philippe ne niait pas à Edmond de Goncourt une qualité de talent singulière, mais qui, en somme, le touchait peu. Les jeunes naturalistes l'ennuyaient avec leur préoccupation d'originalité ou plutôt de spécialité, et cette âpre dispute autour du réel, dont chacun prétendait posséder en propre et défricher seul un lopin ; mais les recherches « artistes » du vieil écrivain ne l'excitaient pas davantage ; et même son goût classique s'effarouchait de la question extraordinaire où les deux frères ont soumis notre pur parler français. Jamais il n'avait pensé recevoir un si beau compliment que le jour où un des familiers d'Auteuil lui avait dit, à propos d'un de ses opuscules :

— Mais vous écrivez, monsieur, comme si les Goncourt n'avaient jamais existé !

Philippe n'avait pu se défendre de répliquer, non sans arrogance :

— Mais je l'espère fichtre bien !

Chez cet homme qui ne croyait être qu'un homme de lettres, ce que Philippe Lefebvre admirait surtout, c'était la qualité de l'homme, la tradition française inscrite sur sa physionomie de vieux maréchal de France et, bien plus que ses velléités révolutionnaires, son goût, sa fine intelligence

de l'art le plus français, de l'art du XVIIIe siècle. La japonerie de Goncourt semblait à Philippe un caprice, un faible. Il savait gré au minutieux preneur de notes d'avoir vécu davantage que ses amis actuels, pénétré plus de milieux divers et vu — autrefois — plus de gens. On ne l'avait mis en chapelle que sur le tard, et comme les statues antiques de dieux, plus grandes que nature, il dominait de tout le buste le toit béant du minuscule sanctuaire où ses fidèles l'avaient cantonné. (Philippe était assez fier d'avoir imaginé cette comparaison.)

Goncourt, en dépit de ses humanités médiocres et de ses idées courtes, lui semblait un être beaucoup moins étroit que ceux de sa suite, plus nombreux, plus intéressant à feuilleter, et pour user d'un terme d'atelier dont on abusait à l'époque : plus amusant. Philippe lui rendait justice plus volontiers depuis qu'un jour il l'avait vu secouer fort brutalement un de ses hôtes qui médisait de l'esprit.

— Si vous en aviez, — répliqua le Maître, — vous en parleriez avec plus de considération.

Il avait d'autant plus de mérite à soutenir cette cause qu'on n'aurait su dire précisément qu'il eût lui-même de l'esprit.

Chaque fois que Philippe Lefebvre se rendait à Auteuil, il rusait pour voir le vrai Goncourt, c'est-à-dire le voir seul, au moins quelques instants, ou parmi d'autres visiteurs que les membres attitrés du grenier; et, bien qu'il fût invité justement à l'heure du grenier, il s'arrangeait pour être reçu un peu plus tôt. C'est encore ce qu'il fit ce dimanche-là ; mais, comme d'ordinaire, son impatience se ralentit au moment qu'il arrivait ; et pour différer au contraire la cérémonie d'une visite, dont il redoutait maintenant — l'ennui, non pas, mais le plaisir morose, il descendit du train à la station de Passy au lieu de descendre à celle d'Auteuil, sous prétexte qu'il faisait bon marcher. C'était le premier jour tiède du printemps ; et les arbres du Bois n'avaient pas de feuilles, mais, dans les vergers, les arbres fruitiers étaient couverts de fleurs.

Philippe cheminait à pas lents le long du boulevard, entre la voie du chemin de fer et les petits hôtels, environnés de

jardins nus et fleuris. La pensée lui venait d'un autre boulevard, celui qui longe, à Oxford, le parc de l'Université ; et il revoyait la façade rose de Paumanock house, ou bien, parmi les verdures de la Mésopotamie, Ashley Bell entouré de ses jeunes disciples. Il entendait aussi les rires et les cris prochains de centaines d'enfants qui jouaient au Ranelagh, et il pensait à Rex ; non pas à Rex Tintagel : à son fils Rex. Il se demandait s'il n'était pas fou d'aller passer auprès d'un vieil homme ce beau dimanche de printemps, ce beau dimanche de Paris, au lieu de se promener avec son fils, en le tenant par la main. Mais il anticipait le plaisir accru de revoir son enfant tout à l'heure chez le vieil homme, après en avoir été privé plus de deux heures.

Malgré sa flânerie, il arriva encore, ou put croire qu'il arrivait le premier : quand il entra, pour déposer ses affaires, selon l'usage de la maison, dans la petite salle du rez-de-chaussée toute vêtue de tapisseries, il ne vit aucun pardessus ni aucun chapeau sur la table. Pélagie, la fidèle servante que le *Journal* de son maître a rendue célèbre, lui dit :

— Monsieur est dans le jardin.

Goncourt n'y était pas seul ; mais deux étrangers, que Philippe Lefebvre aperçut près de lui, n'avaient pas voulu se découvrir pour aller au jardin. Lui-même avait une calotte noire sur ses beaux cheveux épais, soyeux et d'une radieuse blancheur, un bon veston de molleton noir et, autour du cou, un foulard blanc négligemment noué. Il ressemblait, sauf la calotte, d'une manière frappante à la belle eau-forte de Bracquemond. Il avait l'air imposant et timide.

Les deux amis de Goncourt qui avaient précédé Philippe n'appartenaient pas au groupe officiel ; ainsi donc qu'il l'avait souhaité, il arrivait encore à temps ; il en fut charmé quoique l'un des deux ne lui inspirât aucune sympathie, et lui inspirât même comme une répugnance physique.

C'était un grand gaillard, d'une élégance louche, une gueuse parfumée, qui devait pourtant lire Martial — dans la traduction, et tenir de lui qu'il ne faut pas sentir bon continuellement. Il laissait maintenant grisonner ses cheveux, mais les avait teints jusqu'à la semaine dernière au henné, dont ils gardaient encore çà et là quelques taches et quelques reflets. Cet

homme si l'on peut dire était conteur à la petite semaine, libertin avec application ; surtout gazetier, nouvelliste à la main et à la bouche ; il essayait de détourner, en collaborant à la chronique scandaleuse, les coups qu'elle avait trop d'occasions de lui asséner : il prenait l'offensive. Il tirait d'un sac deux moutures, parlait ses articles avant de les écrire et ne publiait qu'après avoir colporté. Il manquait d'instruction, mais non de littérature ; apprêté, inculte ; avec du talent, de la verve et même, comme toutes les pestes, de l'esprit ; une manière, qui déguisait sa vulgarité, une voix criarde qui la trahissait, un perpétuel sourire content de soi.

L'autre faisait avec lui un contraste pittoresque et n'aurait pu souhaiter un meilleur repoussoir. Il n'avait pas le timbre moins haut, mais il avait le timbre du faubourg Saint-Germain. Il était si évidemment né qu'il pouvait se permettre des extravagances de dandysme qui, de tout autre, singulièrement du gazetier, eussent prêté à rire. Il n'avait sans doute pas moins de méchanceté, mais de grand seigneur, avec toute la différence du salon à l'office ; il causait comme Saint-Simon écrit, mais s'abaissait à tenir compte de la syntaxe, et pour bien montrer qu'il achevait ses phrases, appuyait sur la dernière syllabe du dernier mot. Tout en lui sentait le grand siècle, jusqu'à sa politesse et à son impertinence, que Philippe lui enviait autant que le mordant de son esprit. Et cela, sans doute, était étudié, mais si bien qu'il n'y paraissait pas, et que le personnage avait bien l'air de ne s'être jamais donné la peine que de naître. Il portait, en effet, un des plus grands noms de France, et il avait eu, non le caprice, mais la volonté, d'ajouter « au cimier doré du gentilhomme » cette plume de fer dont parle Vigny. Il n'avait point jusqu'alors tâté de la prose, et ne faisait figure que de poète hautain, original, redouté dans son propre monde, qui pourtant s'honorait de lui. Il se répandait peu dans les milieux littéraires : il choisissait. Il avait jugé digne de lui la maison des Goncourt, mais n'y venait qu'à ses heures, qui n'étaient pas celles du commun. Quant au gazetier, s'il venait aussi à ses heures, c'était pour éviter ses confrères, dont il avait traîné la plupart dans la boue.

L'autorité du poète était admirable et bien servie par la

puissance de son organe : il dominait toutes les voix, et après une courte lutte, gardait seul la parole, à la grande colère du gazetier dont le bavardage était intarissable. Goncourt était ordinairement silencieux. Aujourd'hui, c'est lui qui parlait, et ils l'écoutaient tous deux avec une égale attention, ne voulant rien perdre d'une histoire qu'il leur récitait, qui amusait leur dilettantisme de la sottise. Il leur contait les bévues et les pataquès d'une femme du monde, alors célèbre par sa ligne, sa consomption, son ineptie et son intellectualité, qui tout à l'heure était venue visiter le petit musée japonais d'Auteuil.

Il s'interrompit cependant pour accueillir Philippe. Il lui donna une poignée de main assez cordiale, mais *fondante*. Puis il lui demanda, non comment il se portait, mais s'il avait bien travaillé cette semaine ; à quoi Philippe, qui n'avait pas les habitudes d'assiduité — d'ailleurs fort louables — de l'école naturaliste, répondit en termes vagues. Au surplus, Goncourt n'écouta pas la réponse et reprit tout aussitôt :

— Et savez-vous ce qu'elle a dit quand je lui ai montré mes gardes de sabres? Elle a dit : « Oh ! c'est charmant, ces entrées de serrures ! »

— Entrées de serrures ! — répéta le poète en accentuant la finale.

Le gazetier, ne pouvant placer un mot, se contentait de rire et de glousser. Philippe, qui connaissait la dame, sourit. Cette approbation plus discrète plut davantage à Goncourt, qui se tourna vers lui, disant :

— Vous avez bien fait de venir aujourd'hui, Lefebvre. Nous aurons un dimanche très intéressant, au moins pour vous qui êtes curieux des âmes étrangères.

(Malgré lui, le vieux Maître sédentaire accusait rien que par l'intonation un étonnement quelque peu candide que l'on pût avoir cette curiosité. Son quant-à-soi était celui des Anciens, moins *xénophobes* que certains modernes, et qui cependant avaient fait synonymes les mots « étranger » et « ennemi ». Peut-être même allait-il jusqu'à renverser la belle maxime de Térence : « Rien d'humain ne m'est étranger. » Il semblait que, pour lui, ce qui était étranger ne fût pas proprement humain.)

— Figurez-vous, — reprit Goncourt, — que j'ai rencontré mercredi chez la Princesse...

Une exclamation sauvage l'interrompit. Aussitôt après l'avoir poussée, le poète, qui perdait le sang-froid au seul nom de la princesse Mathilde, se mit à déblatérer contre la nièce de Napoléon. Il enfilait, avec une volubilité extraordinaire et une féroce drôlerie, des anecdotes d'ailleurs usées ou apocryphes ; cependant qu'Edmond de Goncourt, éperdu, faisait, pour arrêter ce flux, de vains efforts, ne trouvant pas même jour à un *permettez* ou à un *je vous prie*, et suppléant à l'insuffisance de ces interjections par son geste familier de collectionneur, manieur de bibelots fragiles, qui devenait en l'occurrence comme un geste propitiatoire. Le Maître était fidèle à ses amitiés, cancanier par devoir et uniquement par écrit, mais haïssant au fond la médisance. Il réussit enfin à débiter toute une phrase, fort brève, fort sèche, par où il témoigna que les mauvais propos à l'endroit de la Princesse l'atteignaient lui personnellement ; et il mit fin à l'intermède avec une autorité un peu timide, néanmoins sans réplique. Il ne manqua point d'ajouter que, le jour où il publierait le volume de son *Journal* concernant ladite Princesse, on aurait là un document comme il ne croyait pas qu'il en eût jamais été publié de semblable sur une Altesse Impériale, quant à la vérité vraie.

— Qui donc avez-vous rencontré chez la Princesse? — demanda Philippe, qui fréquentait rue de Berri, et déjà regrettait de n'y être pas allé le mercredi précédent.

— Une drôle de petite bonne femme, — dit Goncourt. — Elle n'a pas quinze ans, et c'est — à un âge où, sous le régime de nos climats, il subsiste dans le sexe même comme un doute, l'agacement d'un hermaphrodisme — c'est, non pas une jeune fille comme notre Renée Mauperin ou ma Chérie — mais une femme et la plus douée de *féminiété* peut-être que nous ayons jamais vue. Elle m'a *époustouflé*. Elle a lu mes livres. Elle a tout lu, elle sait tout. Quatorze langues ! (Il eut une velléité — très faible — de lever les bras au ciel.) Les mathématiques supérieures ! Elle parle de tous les systèmes philosophiques, à ce qu'il m'a semblé, avec compétence, mais à tort et à travers et avec la même frivolité qu'elle parle toilette. Au

reste, elle brouille ces deux sujets, et tous les autres. Avec cela, une artiste. La promesse, et déjà mieux que la promesse, d'un très réel talent de peintre. Et quand on lui demande si c'est afin de poursuivre ses études de peinture qu'elle est venue en France, elle vous répond qu'elle a fermement l'intention d'entrer chez Jullian, mais qu'elle n'est pas décidée du tout à faire une carrière de peintre ni à exposer ; qu'elle n'a pas de préférence pour tel ou tel art, et n'aime, au bout du compte, que « la gloire » qui est le couronnement de n'importe lequel. C'est curieux : elle parle de la gloire avec passion, mais sans aucune emphase, et comme d'une chose qu'on décroche fatalement pourvu qu'on se donne la peine de tendre la main, comme les anneaux au carrousel. En somme, la gloire est la seule chose dont cette petite fille sans naïveté parle avec une vraie candeur.

— D'où sort-elle? — dit Philippe Lefebvre, presque sèchement.

— Ah ! voilà... — repartit Goncourt, en faisant cette fois un geste quasi désespéré. — C'est une sorte de monstre ethnographique. Elle est née dans ces régions de la Hongrie où les races se croisent si rageusement qu'une chatte n'y reconnaîtrait pas ses chatons, et je pense qu'elle est elle-même très sang-mêlé. Je présume cependant qu'elle est plus foncièrement Polonaise, d'après son petit nom de Zosia... Joli, n'est-ce pas? — fit Goncourt, en s'adressant au poète et au gazetier, à qui gracieusement il semblait donner à entendre que, s'ils avaient à nommer une Polonaise en leurs ouvrages, ils pouvaient user de ce nom-ci, dont il leur faisait cadeau et qu'il ne se réservait point. — Son petit nom de Zosia, — répéta-t-il, — et son nom patronymique de Wieliczka. Il y a une ville de Wieliczka et le domaine de la famille se trouve à proximité ; mais la petite Zosia et la comtesse Wieliczka sa maman résident plus volontiers à Nice. Ah ! cette maman ! Si enfantine alors que la fillette est si femme ! Le vide de ce cerveau ! Et cet attifement qui est un programme, la table des matières d'une psychologie ! La robe balayeuse ! Splendeur et misère ! Coulage ! Au demeurant, une fortune *monte-cristesque* : P***, qui me les a présentées, me l'a dit. Et ce luxe théâtral jusqu'à l'oripeau, qui caricaturise la mère, met

à l'entour de la petite quelque chose comme l'irréel d'une héroïne de « de Musset », une Barberine ou une Kalékairi.

Les trois auditeurs du Maître lui prêtaient l'oreille diversement. Le gazetier avait un sourire de danseuse sur le retour ; et déjà il rédigeait *in petto*, en démarquant Goncourt, la note qu'il comptait d'insérer dans sa plus prochaine chronique sur les comtesses Wieliczka. Il enrageait de penser qu'il ne serait plus là quand elles viendraient (puisque la prudence l'obligeait de déguerpir bientôt). Le poète demeurait assez indifférent : il avait d'autres relations cosmopolites, dont il était blasé. Philippe Lefebvre, qui ne laissait pas d'en avoir aussi, écoutait cependant avec une attention passionnée. Il imaginait la mère et la fille; la mère davantage, dont à son tour il enrageait. Il critiquait au fur et à mesure le procédé descriptif de Goncourt et cette analyse en ordre dispersé, ce *pointillisme*, et ne pouvait avec cela leur refuser un singulier pouvoir d'évocation. A moins que sa propre fantaisie ne fît tous les frais de l'image instantanée qu'il crayonnait des deux étrangères, et qui avait le contour net d'une hallucination vraie anticipée.

— Et elle va venir? — dit-il avec impatience.

— Oui, — dit Goncourt, — elle m'en a demandé la permission. Elle veut voir mes Gavarni. Et surtout, — ajouta-t-il, mais trop visiblement par politesse, — elle veut vous voir tous.

Philippe eut dans l'instant même la certitude que, parmi tous les autres, Zozia Wieliczka ne ferait attention qu'à lui. Il eut honte, à la réflexion, de cette vanité stupide et, de surcroît, peu vraisemblable, attendu que tous les autres étaient célèbres ou à peu près, et lui-même à peine connu. « Je serai le seul, se dit-il, à qui cette jeune personne ne fera aucune attention. » Il se l'affirma raisonnablement, ne se le persuada point, et par l'effet d'une de ces contradictions qui lui étaient familières, en fut extrêmement mortifié.

Mais les habitués du dimanche arrivaient. Pélagie, au seuil de la maison, héla son maître, qui se leva aussitôt. Le nouvelliste fit des adieux hâtés et se retira comme on fuit. Le poète, à pas comptés, accompagna Philippe et Goncourt, et les retint encore à la porte de la rue. Ils montèrent assez

lentement le petit escalier tournant et raide, dont la rampe dissimulait sa banalité sous de précieuses étoffes japonaises et dont les murs étaient ornés de kakémonos. Quand ils entrèrent dans la pièce meublée de fauteuils commodes et de divans que Goncourt appelait son grenier, mais qui n'avait du grenier que la mansarde, ils y trouvèrent déjà plusieurs personnes installées. Goncourt s'excusa de son retard sans trop de cérémonie, et ne craignit point de déclarer pour quels visiteurs mal vus de ses intimes il était demeuré au jardin si longtemps.

Cette petite manifestation de bravoure plut à Philippe. Elle était méritoire et marqua bien l'entrée de Goncourt chez lui, qui sans cela eût passé peut-être inaperçue. De vrai, personne ne semblait avoir pris garde que le maître de la maison fût absent. Cette distraction était due à la présence de deux autres maîtres qui étaient là comme chez eux et qui avaient l'air de recevoir. Ils ne le faisaient pas exprès ; mais leur renommée, beaucoup plus répandue que celle de Goncourt et, diraient les Américains, d'une valeur commerciale plus haut cotée, leur donnait — malgré eux — l'autorité, l'aisance, et le pouvoir de fasciner les jeunes.

Le contraste de ces deux physionomies était frappant : Daudet, la finesse même, et que son mal affinait encore, diminué par la douleur physique, spirituellement grandi par le martyre ; Zola rude et carré, pesant, grossièrement sain, prolifique, aussi orgueilleux de sa fécondité que de son engrais. Ils différaient si brutalement qu'on ne pouvait nier entre eux une de ces irréductibles antipathies cérébrales qui ne sont comparables qu'aux répugnances de peau ; mais avant tout ils étaient hommes de lettres et confrères ; dès qu'ils se rencontraient, ils se reconnaissaient à ce seul point qui leur était commun et tangent ; ils s'asseyaient l'un près de l'autre sur le même divan, et d'abord, sans exorde, à demi voix, traitaient de ces questions que le profane vulgaire appelle « questions de boutique », sans distinguer comme il devrait les plus hauts soucis de métier des plus bas.

Près d'eux s'était assis, pour bien marquer son égalité avec les maîtres, le plus âgé des disciples et le plus indépendant. Il n'intervenait dans le dialogue qu'après avoir pris

une multitude de précautions oratoires. Les formules de sa politesse étaient compliquées, quasi orientales; et il enguirlandait si bien ses premières phrases qu'on ne s'avisait qu'à la réflexion, trop tard, que le sens nu de ces premières phrases était : « Pardon, cher maître, vous n'y entendez absolument rien. » Après quoi, il disait des choses ensemble interminables et définitives. Il s'était levé, à l'entrée de Goncourt.

Daudet, abîmé dans les coussins, ne se leva pas. Goncourt vint jusqu'à lui, et lui prit la main, s'informa de sa santé avec une tendresse qu'on ne sait quelle gaucherie rendait plus charmante, puis fut lui-même s'asseoir sur un autre divan, tandis que cinq ou six jeunes hommes, venus d'abord à lui, retournaient causer à voix basse dans l'embrasure d'une fenêtre mansardée qui donnait sur le jardin, autour d'une petite table où étaient des flacons et des verres.

La conversation à voix haute était générale. Les deux noms peu sympathiques que Goncourt venait bravement d'y jeter en avaient suggéré un troisième, celui d'un romancier en vogue, mais d'ailleurs, ici peu goûté, envié surtout; et l'association des idées amena dès lors à la file les divers lieux communs en faveur au grenier de Goncourt : de l'influence du monde sur la littérature, de la vilenie des ambitions d'argent et de l'agrément d'en gagner. On parla ensuite, naturellement, des tirages et des acceptions diverses du mot succès. Puis on revint à l'esthétique pure, et l'on disputa curieusement de minuties et de scrupules qui semblaient à Philippe dénués du moindre intérêt.

Il ne savait pas s'ennuyer. Il ne tenait pas en place. Dix fois il s'était assis, puis levé. Il regardait avec attention, mais sans les voir, les Gavarni, allait vers le groupe de la fenêtre, essayait, par politesse, de prendre intérêt à la conversation, et se sentait accueilli avec méfiance. Ah ! qu'à présent il regrettait d'avoir donné rendez-vous ici à sa femme et à son fils ! Il aurait pu s'esquiver, aller les rejoindre au Ranelagh. Mais alors il n'aurait pas fait la connaissance des comtesses Wieliczka. D'ailleurs il ne s'en souciait plus. Un intermède sans précédent au grenier le divertit à propos.

Un jeune romancier, qui venait de publier un roman mili-

taire, contait avec sang-froid, mais d'un air assez gourmé, que l'un après l'autre les officiers de son ancien régiment lui demandaient raison, soit d'avoir écrit d'eux trop de mal ou trop de bien. C'était ordinairement le dimanche, jour de permission, qu'il recevait ces cartels, il en avait reçu un ce matin même, et, l'affaire devant être réglée avant l'heure du dernier train, il avait pas la liberté de venir à Auteuil escorté de ses deux témoins qui avaient un procès-verbal à rédiger. Goncourt s'empressa de les installer tous les trois dans une pièce voisine, et sitôt qu'ils furent hors de portée d'entendre, on se mit à disputer de cette affaire d'honneur avec beaucoup d'animation et d'indépendance, c'est-à-dire sans se croire obligé à priori de donner raison au confrère.

Tout le monde, sauf Daudet, était maintenant debout ; on gesticulait ; et c'est parmi un tohu-bohu inusité que les comtesses Wieliczka firent leur apparition. Pélagie avait cru devoir les accompagner jusqu'en haut. Elle ouvrit la porte et, par mégarde, entra la première, tant elle était effarée. Elle le fut encore davantage lorsqu'elle vit une assemblée, contre l'ordinaire, si tumultueuse ; mais sa première émotion s'expliquait très suffisamment par la physionomie quelque peu surprenante des deux étrangères.

A rebours de ce que pronostiquait Philippe, après avoir entendu Goncourt faire le portrait de Zosia, ce n'était pas la fille, mais la mère qui attirait d'abord et accaparait l'attention. Elle avait la même façon de se faire remarquer qu'un phare dans la nuit, qui, au lieu d'éclairer, aveugle. Elle étonnait l'ouïe au moins autant que la vue ; le timbre de sa voix était charmant, le diapason insupportable, et la musique de son accent aurait paru délicieuse si elle avait mis la sourdine, mais elle mettait la pédale. Sa volubilité était étourdissante ; elle faisait succéder les mots aux mots comme la nature les effets aux causes, sans que l'on pût concevoir une cause première ni un point final. On ne doutait point, quand on l'entendait, qu'on ne l'eût entendue tout à l'heure, la veille et ainsi de suite en remontant jusqu'aux origines du monde, ni qu'on ne dût l'entendre, hélas ! indéfiniment, pour peu que l'on fût éternel. C'est ce que sa fille exprimait par cette drôlerie scolastique :

— Le commencement et la fin des bavardages de maman sont des antinomies que Kant a oubliées.

Au surplus, on n'entendait que l'ensemble de ces bavardages, point le détail, comme on ne perçoit pas le bruit de chacune des vagues, mais le fracas total de l'océan. La comtesse débitait tant de paroles, successivement ou à la fois, que toutes semblaient égales et indifférentes. Peut-être que ses lèvres laissaient tomber des perles dans le nombre; mais elle faisait plutôt songer aux pommiers de Normandie que le vent d'automne secoue et qui lancent leurs pommes de tous les côtés.

Le verbe infini et innombrable de madame Wieliczka n'était pas la seule de ses antinomies, pour parler pédantesquement comme Zosia : elle était toute fabriquée de contrastes. A première vue, on ne pouvait se défendre de dire : « Bon Dieu ! quelle est donc cette vieille caricature ? » Puis on apercevait, après un examen plus sérieux, ou à la réflexion, qu'elle avait encore de la jeunesse, ou point d'âge, même qu'elle était régulièrement belle, avec toute la grâce piquante et languissante de son pays. Elle était fine, avec un embonpoint, un volume invraisemblable. Elle avait dû acquérir cette ampleur, en dépit de son tempérament, à force de ne pas faire un pas et de vivre étendue. Cependant, elle ne tenait pas en place ; mais, au lieu de courir de chaise en chaise, elle courait de sofa en sofa. Elle était d'une extrême coquetterie, et nippée misérablement, avec un luxe fou : poupée de chiffons à trois ou quatre cents francs le mètre. Sa *balayeuse* — c'était alors la mode — était vraiment une balayeuse qui ramassait toute la poussière des trottoirs, bien qu'elle ne fît que les traverser en descendant de sa voiture. Elle avait très certainement ce qu'il y avait de mieux comme modiste et couturière ou couturier, non pas à Vienne, mais à Paris; et à force de défaire elle-même, de refaire ses chapeaux et ses robes, d'y ajouter un tas de petits accessoires d'une couleur locale, elle se donnait un genre plus étranger qu'il ne semble humainement possible en un temps où la mode est uniforme et universelle. Enfin, elle avait l'air d'une marchande à la toilette qui a grand air, et ce n'était pas le moindre de ses contrastes, de paraître à la fois imposante et ridicule.

Lorsque l'oreille s'accoutumait au charivari qu'elle faisait en parlant, et qu'au sens propre du mot on commençait de l'entendre, c'était une surprise nouvelle : on distinguait parmi ce flux incroyable de futilités, et même de sottises, une abondance non moins incroyable d'idées, de connaissances, où il ne manquait guère qu'un peu d'ordre ; si bien que Philippe étourdi se demandait : « Est-ce de la mère ou de la fille que Goncourt nous a dit tout à l'heure : « Elle » sait tout, quatorze langues, les mathématiques supérieures, » elle parle philosophie avec compétence mais à tort et à tra- » vers, et elle brouille tous les sujets ? »

L'impossibilité où était Zosia de placer un mot ne facilitait point la comparaison, ni surtout ne permettait pas de remarquer tout d'abord que la fille avait la même volubilité de pensée et de langue que la mère, la même agilité pour monter soudain du plus bas et du plus puéril de l'esprit au plus haut : comme dans ces morceaux mal écrits pour la voix qui font le désespoir des chanteurs ; mais, pour les deux comtesses, ces manières de tours de force étaient d'habitude ou d'instinct, et elles les exécutaient sans le savoir. Le sentiment de qui voyait ces deux femmes pour la première fois était qu'avec des différences, non pas marquées, mais, si l'on peut dire, énormes, elles se ressemblaient aussi essentiellement qu'une mère et une fille se doivent ressembler ; et cette première impression n'était point du tout fausse, Zosia était bien une réplique de sa mère — plus effacée : on le trouvait naturel d'une jeune fille, et l'on oubliait qu'elle n'était même qu'une petite fille. Sa taille formée, son allure, sa toilette, plus modeste, encore tapageuse, trompaient sur son âge. Elle perdait ainsi tout le déplaisant bénéfice de la précocité. L'enfant prodige n'étonnait et n'agaçait plus, parce que rien d'elle ne semblait enfant. C'était, comme avait dit Goncourt, « une drôle de petite bonne femme ».

Le jugement de Philippe Lefebvre, à ce premier contact, fut entièrement faussé, pour un temps, il est vrai, assez bref. Zosia d'abord ne l'intéressa point, la comtesse l'amusait, et d'autant plus qu'il avait le sentiment flatteur d'être seul ici capable d'apprécier son pittoresque. Dans ce milieu, on se piquait bien d'exotisme, mais à titre littéraire. Philippe seul

avait effectivement voyagé. Il ne pouvait jamais se rappeler sans rire qu'un des grands maîtres de céans, ayant visité l'Angleterre sur le tard, disait naïvement d'Oxford (Philippe rapportait tout à Oxford) :

— C'est une ville admirable, et *personne ne le sait*.

En vertu de sa compétence particulière, il pensait avoir également, sur madame Wieliczka, des droits privilégiés ; et bien qu'il fût d'ordinaire fort réservé à Auteuil, peu causeur, presque morose, par contagion, et peu disposé à se mettre en avant, il se donna des airs de vouloir revendiquer et séquestrer l'étrangère. On ne la lui disputait point et, après l'avoir honorée d'une curiosité ahurie, on s'écartait d'elle comme d'une intruse ; mais la grosse comtesse était insaisissable. A la première phrase, nécessairement banale, que lui dit, pour l'amorcer, Philippe, elle répondit avec un excès et comme une effusion de banalité, puis se tourna vers un autre, ensuite vers un troisième. Elle ne poussait à fond aucune attaque, les moins bavards en étaient quittes pour la peur, et comme elle faisait les demandes et les réponses, ils n'avaient pas même la peine de riposter. La conversation, bien qu'elle parlât seule, devenait générale, et même, ô miracle ! animée ; ce fut bientôt un charivari dont jamais on n'avait eu d'exemple au grenier d'Auteuil ni on n'en devait avoir dorénavant.

Ce vacarme dans la chapelle divertit un moment Philippe Lefebvre, puis l'excéda ; il s'en retira, quêta un abri, un coin ; et c'est alors que, par chance, il se trouva isolé, tête à tête avec Zosia, à qui personne ne prêtait attention.

Elle avait une vanité extrême d'enfant gâtée, prête à pleurer si on la négligeait ; elle boudait, elle vit approcher Philippe, elle sourit avec malice ; mais son vrai sentiment fut l'humble reconnaissance, et il y eut dès cette minute entre eux une « amitié particulière ». Ils en usèrent comme les enfants qui du premier coup se tutoient. Naturellement, ils ne se permirent point cette familiarité ; mais Zozia, impatiente de briller, supprima tout le protocole. Elle « attaqua » d'abord, en *blaguant* la scène qui se déroulait sous leurs yeux. E le fit de sa mère un portrait impayable, ou qui parut tel à Philippe Lefebvre parce qu'il pouvait à tout instant et

point par point le vérifier sur l'original. Il avait si exactement la même façon de voir que Zosia qu'il doutait de qui des deux elle traduisait le sentiment, et il s'attribuait le mérite de l'expression, colorée, jaillissante, étourdissante. Si content qu'il pût être de soi, jamais il ne s'était trouvé autant d'esprit. Il goûtait le plaisir paresseux de ceux qui lisent, qui rencontrent chez un auteur de qualité leurs propres pensées toutes rendues, et qui ont la joie sans l'effort, l'illusion de l'honneur sans la peine. Zosia, qui parlait seule, lui ménageait cependant la même satisfaction d'amour-propre que les maîtresses de maison accomplies qui ne disent rien et, en s'effaçant, font briller leurs hôtes.

Puis, passant à elle-même (qui était son sujet favori), elle témoigna qu'elle n'était pas dupe des dissemblances apparentes et savait voir mieux que personne combien elle répétait sa mère. Philippe à l'instant se flatta de l'avoir aussi bien vu ; mais ce n'est guère qu'alors qu'il regarda vraiment Zosia Wieliczka comme il savait regarder. Il fut ébloui. Sa beauté avait un caractère de perfection, et une grâce de fantaisie, un charme rarement compatible avec la régularité des traits. Elle aurait pu dire : « Je hais le mouvement... », et sa physionomie était d'une mobilité extraordinaire, quasi folle, point grimaçante, qui « déplaçait les lignes » mais ne les gâtait pas. Son éclat n'était pas celui de la santé ni de la jeunesse. Philippe lut sur l'ardent visage, comme sur la muraille les mots fatidiques, deux signes de flamme, dont l'un annonçait le génie et l'autre la mort prochaine. L'avenir, la brièveté de l'avenir lui fut mystérieusement révélée. Il sentit que Zosia avait le droit d'être pressée de vivre et que cette hâte excusait cette précocité. Il se rappela le mélancolique proverbe des Grecs sur celui qu'aiment les dieux... Il se rappela que cette femme était une enfant, âgée *réellement* de treize ans à peine.

Alors, il la considéra tout ensemble avec un effroi religieux, à cause du signe de mort, et, à cause du signe d'élection, avec un sentiment d'orgueilleuse égalité (car il n'était pas modeste). Il osa faire, à voix haute, réflexion que, dans un milieu tel que celui-ci, de littérature honnête, appliquée, de pensée médiocre, deux êtres comme elle et lui étaient singu-

lièrement déplacés, mais singulièrement heureux de se joindre. Cette remarque à l'improviste eût été inintelligible à toute autre que Zosia ; mais elle était près de rendre à Philippe le même hommage brusque, et il l'avait prévenue de si peu qu'elle ne fut surprise que de leur correspondance. Elle partit de là pour juger, sans complaisance, ce cercle où elle n'était admise que depuis un quart d'heure. Ce fut elle cette fois qui prévint Philippe et exprima son opinion, plus hardiment peut-être qu'il n'eût fait, si brillamment qu'il en fut ébloui et presque fâché. Il lui demanda, non sans une ironie glacée, trop supérieure, quelles hautes ambitions elle nourrissait donc elle-même pour se permettre de dédaigner des hommes qui, après tout, dans le petit domaine de leur art, volontairement rétréci par eux, avaient atteint à la maîtrise. Elle ne prit point garde au ton, ne parut point blessée, et avec cette espèce d'impudence ingénue des ambitieux de grande marque, elle répondit qu'elle avait deux appétits immenses, insatiables, l'amour de l'amour et l'amour de la gloire.

Philippe sourit, mais par contenance, et laissant de côté l'amour (elle avait treize ans), il lui demanda par quel chemin elle comptait de parvenir à la gloire. Zosia répondit sans le moindre embarras qu'elle ne s'en doutait pas encore et qu'elle n'avait de préférence pour aucune science, ni pour aucun art ; que la gloire seule l'intéressait, la gloire fatale qu'elle voyait au bout de n'importe quelle carrière. Elle articulait avec une emphase naïve et à la fois une familiarité ce mot de « gloire » que les modernes ont banni de leur vocabulaire, qu'ils laissent tomber en désuétude, comme on ne sait quoi de romantique, de suranné, de ridicule et peut-être d'inconvenant, qu'ils excusent, gauchement, par la moquerie de l'intonation quand ils ne peuvent pas faire autrement que de l'employer. Pour le même motif, Philippe continuait de sourire, mais Zosia voyait bien que c'était de mauvaise foi, que s'il eût été avec elle vraiment seul et tête à tête, non pas entourés d'hommes célèbres, sceptiques à l'endroit de la gloire, il eût prononcé le grand mot comme elle-même le prononçait, naturellement, avec une piété sans-gêne. C'est alors qu'elle s'avisa d'une chose plaisante : elle ne savait

pas du tout qui était ce jeune homme avec qui elle faisait la conversation.

Cette gamine si hardie eut un accès de timidité. Elle, qui osait tout, n'osa pas lui demander : « Qui êtes-vous? » Comme on dit au théâtre, elle enchaîna, revint au *leitmotiv* de la gloire, et déclara qu'elle hésitait entre la musique et la peinture. Elle fit sur l'une et l'autre un développement assez long en manière de lieu commun ; enfin elle changea de ton et dit, presque bas :

— Vous savez que je n'ai pas entendu votre nom, quand on vous a présenté à moi tout à l'heure.

— Je me nomme Personne, — répondit orgueilleusement Philippe. — Mon nom ne vous apprendrait rien. Je suis parfaitement inconnu, au milieu de tous ces notables. Les débutants mêmes ont cinq ou six volumes sur la conscience; moi, je suis l'original qui n'a pas fait imprimer cent pages.

Ces précautions oratoires ne l'empêchèrent point de dire ensuite qu'il s'appelait Philippe Lefebvre. Zosia fit une légère exclamation. Comme la plupart des étrangères « au courant de notre littérature », elle ignorait des gens qui sont officiellement célèbres, et des noms, en France à peine connus, lui étaient familiers. Elle avait lu les opuscules de Philippe! Ce qui le toucha davantage, elle avait appris par son intermédiaire l'existence d'Ashley Bell ; et elle aimait passionnément *les Voix de la Mer, de la Ville et de la Forêt.* Elle en savait par cœur des pièces entières qu'elle se mit à lui réciter tout bas, dans le texte, d'une façon bizarre, si intelligente, d'une voix chantante et monotone. Elle baissait la tête, ses grands yeux se fermaient à demi, elle semblait prier ; et Philippe revoyait la terre promise, l'Isis et le Cherwell, les bois sacrés de la Mésopotamie ; et il ne s'étonnait pas, mais il était gêné, amusé aussi, un peu, d'entendre passer par ces lèvres innocentes les plus ardents poèmes du Maître, les versets, comme disait naguère l'innocent Rex Tintagel, les plus « sexuels ».

Soudain, elle se tut, releva le front. Ils se regardèrent et sourirent. Qu'ils se sentaient loin d'ici, et plus haut — ensemble!

— Vous l'avez approché? — murmura-t-elle avec une expression de ferveur.

Philippe alors se mit à lui parler de cet homme, de ces choses, d'une voix si mélancolique, si basse qu'elle ne pouvait l'entendre qu'en le devinant; et elle l'écoutait comme on aime d'être écouté. Elle était dans l'extase. Ses narines, qui palpitaient, semblaient quêter, aspirer les parfums de l'herbe humide et de la rivière ; ses mains s'ouvraient, se refermaient et semblaient caresser les images qu'il lui suggérait ; son corps était abandonné comme au fil de l'eau.

Le bruit de la porte qui s'ouvrait rompit le charme. Madeleine et Rex parurent. Philippe sentit un inexplicable remords et eut conscience comme d'une infidélité, mais dont la victime était son fils plutôt que sa femme.

Il se pencha vers Zosia Wieliczka, lui dit furtivement :

— C'est ma femme et mon fils.

Comme il eût dit : « Prenez garde... »

Elle ne répondit pas. Elle regardait les nouveaux venus fixement, gravement. Tous s'étaient groupés autour d'eux, et Goncourt flattait l'enfant avec cette gaucherie, cette bonne volonté touchante de ceux qui ne connaissent la paternité que par ouï-dire.

Philippe ne pouvait courir au-devant de Madeleine et de Rex. Il avait quelques instants de répit. Il dit à Zosia :

— Vous êtes une passagère, je ne vous reverrai peut-être jamais.

Elle parut s'éveiller d'un rêve, et répondit brièvement :

— Ce soir, si vous voulez. N'irez-vous pas chez la princesse Mathilde? C'est dimanche.

Puis elle rentra dans le cercle, où Philippe la suivit. Il ne lui adressa plus quatre mots jusqu'à la fin de la réception qui fut à peine un quart d'heure plus tard, et lui dit adieu comme à une inconnue. Il partit en voiture avec Madeleine et Rex, tandis que les autres allaient à pied vers les gares d'Auteuil ou de Passy. La nuit tombait, le ciel était pâle, le crépuscule pauvre et froid. Cependant Rex demanda si on ne faisait pas encore un petit tour, d'un ton d'enfant boudeur et gâté ; il semblait dire : « On me doit bien une compensation. » Selon l'usage, on lui obéit ; mais Philippe était taciturne, absent. Il dit tout d'un coup :

— C'est assommant ! Je ne sais pas où j'ai eu la tête :

j'ai promis à Goncourt que nous irions ce soir chez la Princesse... Il est vrai que nous n'y avons pas mis les pieds depuis des éternités.

Il ajouta, comme s'il n'eût pas dit *nous* :

— Tu viendras?

— Tu crois que tu ne pourrais pas y aller tout seul? — dit Madeleine.

— Vingt minutes, — répondit Philippe.

Elle reprit, après un temps, et sans elle-même se rendre compte de l'association mystérieuse qui lui suggérait cette réplique :

— J'ai été bien étonnée de voir ces deux femmes chez Goncourt. Qui est-ce donc?

Et comme si elle n'eût parlé que de Zosia, Philippe lui repartit :

— C'est une drôle de petite bonne femme.

Cependant Rex avait levé les yeux sur son père et le gênait d'un de ces inquiétants regards d'enfants, dont on ne sait jamais s'ils sont vagues et vides, ou s'ils contiennent, avec l'immense mémoire de tout le passé, la prévision de tout l'avenir.

III

RUE DE BERRI

Bien avant que cette première rencontre de Zosia eût révélé ses effets, le souvenir de ce dimanche au grenier d'Auteuil s'était installé dans la mémoire de Philippe Lefebvre, où il faisait époque selon la définition de Bossuet :

« *Il faut avoir certains temps, marqués par quelque grand événement auquel on rapporte tout le reste; c'est ce qui s'appelle époque, d'un mot grec qui signifie s'arrêter, parce qu'on s'arrête pour considérer comme d'un lieu de repos tout ce qui est arrivé devant ou après.* »

Les hommes ont aussi de ces lieux de repos, d'où ils considèrent tout ce qui est arrivé devant ou après dans leur histoire particulière, qui les intéresse ordinairement davantage que l'histoire universelle. Mais, comme cette histoire, en même

temps qu'ils la considèrent, ils la vivent, et que leur faculté de se connaître peut aller jusqu'au pressentiment, non jusqu'à la prescience de l'avenir, ils n'aperçoivent qu'après coup l'importance véritable et la signification des époques : cependant ils ne laissent pas d'en être avertis sur le moment même par une instinctive clairvoyance, avec une assez grande marge d'erreur.

L'erreur consista, pour Philippe, à croire que ce dimanche aux longs retentissements fît exclusivement époque dans l'histoire de son amour paternel. Pouvait-il anticiper de si loin, malgré l'éveil et le trouble de sa curiosité, le rôle futur de Zosia Wieliczka dans sa vie? Ce jugement, au surplus, s'il était incomplet, n'était point faux. Dès la première confrontation de Zosia et de Rex, le père et le fils — cette petite âme entr'ouverte, déjà capable de toutes les divinations — avaient senti la même sourde angoisse. Quelque chose les avait avertis, pour ainsi dire à leur insu, que la discorde venait de se dresser entre eux. Et c'est bien à ce moment précis de la durée que leur immense et jalouse tendresse avait perdu la sécurité de la paix, pour devenir, pour rester jusqu'au dernier jour un douloureux et perpétuel conflit.

L'enfant, chez qui l'instinct était d'autant plus fort qu'il échappait au contrôle de la raison, fut peut-être plus prompt que le père à éventer la menace et à prendre les premières mesures pour y parer. Ses armes furent celles de la faiblesse ; même, il mentit, et s'étant mis en tête (d'où lui venait cette idée ?) qu'il ne fallait point que son père allât chez la princesse Mathilde ce dimanche soir, il feignit une indisposition.

La suggestion, en ce cas, est presque certaine à son âge : il se procura le malaise qu'il simulait. Le printemps nouveau l'y aida, toute une journée de trop grand air, de congé, de désœuvrement. Il dîna peu ou point. Il avait les yeux brillants et en détresse, le sang au visage, lui dont le teint était naturellement olivâtre et mat, — son père disait en riant : « Le teint espagnol de Philippe II. »

Rex n'obtint qu'un demi-avantage. Madeleine, qui n'avait pas l'intention d'aller chez la Princesse, n'y alla point; et Philippe, qui semblait quémander un prétexte pour n'y pas aller, finit de guerre lasse pas s'habiller, en bâillant, et partit.

Il répéta qu'il n'y demeurerait que vingt minutes et serait de retour avant une heure. Il ajoutait, à part lui :

« C'est bien la peine! Puisque je ne *la* rencontrerai pas! »

De cela il était parfaitement sûr, et cette sûreté lui agaçait les nerfs. Bien qu'il eût connu peu de Slaves, de l'un ou de l'autre sexe, il avait comme l'intuition de leur fabuleuse inexactitude, qui fait que, si on a le malheur de leur assigner un rendez-vous, on peut jurer qu'ils ne s'y rendront pas, ou deux heures trop tard, ou même — c'est leur raffinement — deux heures trop tôt. Philippe était si sûr de sa déconvenue qu'il en prenait déjà son parti et se disait :

« Bah! j'aurai toujours fait ma visite et je n'aurai plus à la faire dimanche prochain. »

Il n'allait guère qu'en rechignant dans ce salon, si brillant jadis et aujourd'hui assez morne ; mais son rechignement n'était pas d'entière bonne foi. Sans doute, il ne s'amusait pas, au sens vulgaire, chez la Princesse, mais ensuite il ne regrettait point d'y avoir passé la soirée. Outre un rien de snobisme (qu'il faut bien avouer), il y goûtait en expert tout ce qui, dans cette maison, pourtant simple et privée, avait encore le grand air impérial, non du dernier règne, mais de l'autre. Sans doute, les bustes de Napoléon III et d'Eugénie de Montijo faisaient face à la porte d'entrée du vestibule ; mais, dès que les gens ouvraient celle du premier salon, à droite, il semblait que l'on pénétrât, soudain et de plain-pied, dans un passé plus passé, dans une relativement plus ancienne histoire.

La reine Hortense y présidait, pâle figure de marbre, d'une grâce souveraine et inconséquente ; puis, la Princesse elle-même, vieille et vivante, brusque et superbe. Tout l'essentiel du masque tenait, intact malgré les ans. Elle avait tout d'une médaille, sauf le fruste. Majestueuse sans y penser, elle était, dans un fauteuil commode et sans style, assise comme dans un trône. A près de quatre-vingts ans, elle pouvait montrer ses épaules en grand décolleté de cérémonie, et ne se parer point d'autres bijoux que d'un rang de grosses perles noires. C'est la roideur, plutôt que la courbure de la taille, qui accusait son âge.

— Mon père, — disait-elle, — pour m'habituer à me tenir

bien, me faisait porter, en guise de bretelles, deux grands cordons de moire de la légion d'honneur croisés sous mon corsage.

Elle accueillait tous les visiteurs avec un sans-façon qui était l'extrême raffinement de la condescendance et de la politesse. Pour n'importe quelle femme elle se levait, leur dérobait sa main quand elles faisaient mine de la baiser, et les baisait elle-même au front pendant la révérence. Elle honorait jusqu'aux hommes d'un imperceptible soulèvement. Son langage était aussi impérial, qui ne signifie pas langage de cour, mais militaire et plébéien ; de même son accent, sa voix commandante. Elle avait en horreur toute étiquette, et lorsque Philippe, selon la règle, lui disait : « Votre Altesse Impériale se porte bien? » elle ne manquait pas de lui répondre :

— Pas mal. Et vous? Et votre femme? Est-ce que je ne la verrai pas ce soir?

L'entretien se bornait le plus souvent à ces deux répliques et à oui, ou une excuse évasive. Philippe Lefebvre s'asseyait sur l'un des cinq ou six sièges qui entouraient celui de la Princesse, qu'un des précédents arrivés lui laissait et que, deux minutes plus tard, il laissait à un autre. Puis il cherchait par le salon quelques personnes de connaissance, qu'il ne trouvait pas toujours. De compagnie ou seul, il allait flâner dans la serre, ainsi nommée d'un massif de plantes vertes au centre, et d'un grand vélum de coutil bis et rose à larges raies. Il explorait d'un bout à l'autre l'immense toile de Victor Giraud qui occupait tout un des murs, et sortait par la salle à manger qui communiquait à l'antichambre.

Ce soir, à peine eut-il pris place dans le cercle qu'il sentit une démangeaison inaccoutumée de participer à la conversation, ou plutôt de l'interrompre, pour demander à la Princesse si les comtesses Wieliczka étaient arrivées et se cachaient, ou si du moins elles étaient tout de bon attendues. Mais il savait que l'on n'interroge pas les princes, et observait le protocole beaucoup plus à la rigueur que la nièce de Napoléon, qui disait volontiers :

— Je n'y entends rien. Je ne suis pas de droit divin, moi : je ne suis pas née.

Cependant, on trouve toujours une transition quand on a une idée fixe, et Lefebvre crut un instant qu'une boutade de la Princesse lui allait fournir l'occasion qu'il cherchait. Elle avait rencontré, aux environs de Saint-Gratien, une femme à bicyclette, en culotte (cette mode était alors dans sa plus fraîche nouveauté) :

— C'est d'une laideur ! On m'a dit : « Madame, ne regardez pas ça !... »

Mais Philippe ne trouva pas le joint. La suite fut plus favorable. Elle critiquait avec âpreté cette manie de donner aux enfants des bonnes étrangères pour leur apprendre les langues vivantes.

— Alors, disait-elle, ils apprennent l'allemand et l'anglais des domestiques?

— Cela, dit soudain Philippe, est d'autant plus désobligeant pour nous, que les étrangers qui apprennent le français apprennent celui des maîtres et même des académiciens. La comparaison est fâcheuse... J'ai vu, — poursuivit-il en pressant son débit comme s'il eût craint d'être coupé, ou qu'une timidité ne l'essoufflât, — j'ai vu aujourd'hui, chez monsieur de Goncourt, une Polonaise qui parle français à ravir.

— Est-ce la Wieliczka? — dit la Princesse. — Une drôle de petite bonne femme...

— Au fait ! Votre Altesse la connaît...

— Elle devait venir ce soir, avec la maman. Mais ces dames, paraît-il, avaient complètement oublié qu'elles partaient pour Nice à huit heures.

Philippe, outré, se leva si brusquement qu'il se fût trouvé ensuite bien gêné si un très vénérable diplomate n'était survenu fort à propos. Il sembla ne s'être levé que pour céder sa chaise à cet ancien ambassadeur (qui, au lieu d'une rosette au revers, portait sa croix de commandeur au cou ainsi que pour une réception officielle). Bien que cette entrée opportune eût empêché que l'on ne remarquât la soudaineté de sa retraite, il n'osa point, comme d'habitude, s'esquiver aussitôt, et demeura en vue un bon quart d'heure par respect humain. A quoi bon? Personne ne prenait garde à lui.

Lorsqu'il pénétra dans la serre, il eut la surprise d'entendre

une musique. Il vit dans la pièce voisine, surélevée de quelques marches, et dont la baie à quatre vantaux était grande ouverte, un de ces orchestres de Napolitains en habit rouge et en pantalon blanc, qui exécutaient les chansons populaires de leur pays. La Princesse les avait fait venir sans doute par pure bonté; on les avait relégués le plus loin possible, et invités à ne pas troubler les conversations par trop de bruit; ce qui expliquait dans une certaine mesure que Philippe jusqu'alors ne les eût même pas entendus.

Il aperçut alors Goncourt, seul sur un de ces sièges appelés dos-à-dos, et qui faisait mine d'écouter, mais qui avait plutôt l'air de ruminer sa note quotidienne, Philippe, que sa déconvenue rendait taquin, prit un malin plaisir à contrarier le vieux maître dans l'exercice de cette fonction, et s'assit sur le dos-à-dos. Goncourt ne l'accueillit pas moins courtoisement, mais se vengea de l'intrus en lui disant avec une perfidie pateline :

— Vous comptiez de trouver ici les Wieliczka? Elles devaient partir ce soir pour Nice et n'y pensaient plus. Elles se sont fait excuser.

Cette originalité des deux Polonaises ne pouvait manquer de les conduire à quelques réflexions sur le secret de l'âme étrangère, qui était l'un des lieux communs favoris de l'école naturaliste; mais ils furent divertis par les musiciens, qui faisaient à ce moment un peu plus de bruit que tout à l'heure, pour la raison qu'ils pliaient bagage.

On vit alors la princesse Mathilde s'avancer toute seule et très lentement à travers le salon vide. Elle ne jugeait pas suffisante la gratification qu'elle avait fait remettre aux Napolitains et voulait y ajouter un remercîment. Elle vint jusqu'au pied des marches, et dit à ces braves gens confus deux ou trois phrases en italien, que Philippe n'entendit pas. Puis, comme si cela ne suffisait pas encore, elle leur fit coup sur coup plusieurs courtes révérences, avant de s'en retourner, du même pas lent et majestueux, vers ses invités.

Cette curieuse scène frappa singulièrement Philippe; et plus tard, n'ayant revu depuis lors la Princesse que peu de fois, quand il songeait à elle, il ne pouvait l'imaginer qu'au bas de cette estrade, saluant, elle, la nièce du grand

empereur, avec sa dignité souveraine, de pauvres musiciens qui n'étaient guère plus que des artistes de la rue.

Dès que la Princesse eut regagné le cercle, il se persuada, sans trop bien saisir en vertu de quelle relation, que maintenant il avait congé de partir. Il ne fit ses adieux qu'à Goncourt, et s'esquiva comme d'ordinaire par la salle à manger. Trois valets de pied sommeillaient dans le vestibule; un autre lui donna son manteau. La cour était déserte, peu éclairée, la porte cochère close, les voitures, en petit nombre, attendaient le long du trottoir.

— Vite, — dit-il, — à la maison.

Il avait hâte de voir Rex, entièrement oublié depuis plus d'une heure, dont l'indisposition recommençait soudain de l'inquiéter.

« C'est bien fait », se disait-il, pensant aux Wieliczka et se moquant de lui-même, avec un vague remords. Ce départ pour Nice lui semblait un départ pour le bout du monde, sans esprit de retour. Il ne doutait plus qu'il ne dût jamais les revoir. En était-il fâché?... Il avait un poids de moins sur la conscience.

Sitôt rentré, sans même quitter son manteau, le chapeau sur la tête, il fut droit à la chambre de Rex, où il trouva Madeleine qui veillait. L'enfant, agité, mais qui semblait dormir, ouvrit les yeux et regarda son père fixement. Quelles choses mystérieuses se dirent-ils sans dire un seul mot, et rien que par l'intelligence de ce regard échangé? Ils sentirent qu'ils étaient réconciliés. Philippe II eut aussi un poids de moins sur la conscience. Il sourit, ses yeux se refermèrent, et il se rendormit apaisé.

(A suivre.)

ABEL HERMANT

LE ROI ALBERT AUX ARMÉES

L'imagination populaire a fait du roi des Belges une sorte de figure légendaire : le chevalier du droit et de la justice, l'incarnation même de la cause de la liberté. Sa fidélité aux engagements, sa fermeté dans l'adversité, tout a contribué à lui créer une gloire singulièrement pure, et, ce qui a touché tous les cœurs, c'est cette simplicité avec laquelle il accepta de vivre au milieu de ses troupes, dans cette humble villa de La Panne, qu'il ne voulut pas quitter avant l'heure de la délivrance. C'est avec une nuance très particulière d'affection et de sympathie qu'on l'a appelé le « roi-soldat ». L'instinct populaire ne s'est pas trompé. Ce jeune souverain, qui n'avait rien de militariste et qui semblait s'intéresser beaucoup plus aux questions industrielles qu'à l'art de la guerre, a conduit la guerre en soldat, et, dans la mesure de ses forces, il a exercé, sur la conduite des opérations, une action beaucoup plus considérable qu'on ne le suppose généralement.

Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on pourra faire l'histoire scientifique de la guerre, mais je voudrais, dès à présent, montrer, par un simple et sec exposé des faits, la part qui revient au roi des Belges dans la victoire commune que le monde célèbre aujourd'hui.

***

La Constitution belge donne au roi le commandement suprême de l'armée : il en est ainsi dans presque tous les États

monarchiques. Mais d'ordinaire, cette disposition demeure purement fictive : les souverains s'exposent rarement à compromettre leur prestige en se risquant à l'art difficile de la stratégie, où une si grande part appartient à la fortune. Le roi Albert, qui est plutôt de ceux qui acceptent de grands devoirs que de ceux qui cherchent un grand rôle, n'a pas paru rompre avec cette tradition monarchique : on ne l'a pas vu imposant son avis aux généraux, dans l'exécution des opérations, ni cherchant à usurper la gloire de ses subordonnés ; mais, remplissant son office avec cette même conscience qu'il met à faire tout ce qui concerne son métier de roi, il n'en a pas moins exercé effectivement le commandement en chef, en ce sens qu'il a eu une part déterminante dans la conception d'ensemble de toutes les opérations de l'armée belge depuis août 1914. Or, on peut se rendre compte dès à présent de l'importance qu'eurent ces opérations dans leur cadre restreint, et de l'influence qu'elles exercèrent sur toute la conduite de la guerre.

***

Il serait injuste et inexact de dire que l'armée belge d'avant 1914 n'était qu'une armée de parade, — à Liége, sur la Gette, sur l'Yser, elle a vaillamment combattu; — mais c'était incontestablement une armée destinée à ne jamais faire la guerre.

Tous les théoriciens du droit des gens, même les Allemands, reconnaissent explicitement que l'État neutre a le droit et même le devoir de défendre sa neutralité par les armes. Mais l'opinion belge, dans son immense majorité, s'était accoutumée à considérer la violation de sa neutralité comme impossible : « Je ne me permets pas de douter de la parole des puissances », avait dit un jour à la Chambre M. Charles Wœste, le principal adversaire du service personnel et de l'augmentation des charges militaires. On justifiait ainsi cette tendance au moindre effort qui s'empare des peuples trop prospères et trop heureux.

Dans un mémoire prophétique, intitulé *Considérations politiques sur la défense de la Meuse*, un haut fonctionnaire du

ministère des Affaires étrangères belge, M. Émile Banning, avait, il est vrai, dès 1881, fort nettement mis en lumière le danger allemand et la vanité des garanties qu'offrait la neutralité permanente ; mais son travail n'était point connu, et les gouvernements qui se succédèrent au pouvoir semblent l'avoir ignoré ou n'y avoir attaché qu'une attention distraite. A l'étranger, le problème n'avait pas été plus sérieusement examiné : l'Allemagne, avec une arrière-pensée que les événements de 1914 ont mise en évidence, ne demandait qu'à encourager la Belgique dans son impuissance volontaire; le grand état-major français était hypnotisé par la frontière de l'Est ; l'Angleterre, comme on l'a vu par les conversations du colonel Bernardiston, attaché militaire à Bruxelles, avec le général belge Ducarne, — conversations dont le procès-verbal, dérobé par les Allemands, a été publié par eux, — avait examiné l'éventualité d'une violation de la neutralité belge, mais sans beaucoup d'esprit de suite.

A la vérité, en Belgique du moins, la tension diplomatique qui suivit le coup d'Agadir ouvrit les yeux à quelques personnes. Le parti catholique, au pouvoir depuis 1884, avait toujours été résolûment opposé à l'augmentation des charges militaires : c'était sa meilleure plate-forme électorale auprès de sa clientèle paysanne. Seule, une fraction, celle qu'on appelait « la jeune droite », s'y était ralliée, mais sans enthousiasme. Le parti libéral, partisan du service personnel et du renforcement de l'armée, était impuissant. Le parti socialiste s'en tenait obstinément au système de la « nation armée », c'est-à-dire au système suisse. Ce fut l'honneur de M. de Broqueville d'obtenir de ce Parlement hésitant et divisé la loi de 1911 qui, si elle ne donnait pas à la Belgique l'armée correspondante au chiffre de sa population, permettait du moins de mettre en ligne 350 000 hommes. Mais cette loi ne devait produire tous ses effets qu'en 1918, et en 1914 l'effectif de l'armée était loin d'atteindre ce chiffre.

D'autre part, au moment où la guerre éclata, le plan de campagne inspiré par l'idée de neutralité n'avait pas été modifié. Toutes les frontières étaient également gardées, comme si le danger eût été égal du côté de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. La première division, ou division

des Flandres, regardait l'Angleterre; la troisième division, ou division de Liége, regardait l'Allemagne; les quatrième et cinquième divisions regardaient la France, la quatrième ayant à faire face à une attaque sur Namur, la cinquième à une armée qui eût débouché de Maubeuge-Lille. C'était l'ancienne théorie, imposée à la Belgique par les traités de 1839, et suivant laquelle toutes les puissances garantes et voisines du pays étaient également à respecter et également à craindre. La Belgique n'avait pas le droit de voir où étaient ses véritables ennemis, et malheureusement, elle s'était montrée scrupuleuse jusqu'à la sottise des obligations qui lui avaient été imposées. La seule modification qui, avant 1914, eût été apportée au vieux plan neutraliste, c'était le renforcement de la garnison de Liége, et cette mesure avait été prise à l'initiative du roi Albert.

***

Au moment ou la guerre éclata, il fallut donc modifier instantanément tout le plan de défense. Pour faire face à une agression dont le roi prévoyait la violence et la puissance sinon la férocité, le haut commandement belge ne disposait que d'une armée de campagne de 117 000 hommes, auxquels vinrent s'ajouter ultérieurement 18 500 volontaires. Il ne pouvait être question d'une résistance prolongée. Sans le secours des Alliés, la Belgique ne pouvait rien. Aussi, dès les premiers jours, le roi considéra-t-il que le rôle de l'armée belge devait être celui d'une avant-garde de l'Entente, rôle périlleux mais glorieux entre tous.

Cependant, telle était la puissance des idées inspirées par le régime de la neutralité à laquelle la Belgique ne devait renoncer officiellement que beaucoup plus tard, qu'il fallut d'abord donner à l'action militaire de l'armée belge le sens d'une simple défense du droit violé par l'Allemagne. C'est la signification de l'appel que le 4 août la Belgique adressa aux puissances garantes de sa neutralité :

Il y aurait, disait le Gouvernement belge dans ce document, une action concertée et commune, ayant pour but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et, en même

temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans la guerre. La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assurera la défense des places fortes.

Cette action concertée et commune, il eût fallu du temps pour la préparer et l'organiser. L'armée anglaise ne put prendre contact avec l'ennemi qu'à la fin d'août. Quant à l'armée française, elle avait à opérer un gigantesque changement de front. Elle y mit toute la diligence possible, et l'offensive qu'elle prit à la fois dans les Ardennes et entre Sambre et Meuse, et qui devait se terminer par la cruelle défaite de Charleroi, si elle a été jugée imprudente depuis par beaucoup d'experts militaires, a du moins montré que la France n'abandonne jamais ceux qui se sacrifient pour elle ; elle a noué entre la grande République et le petit Royaume des liens désormais indissolubles.

En réalité, l'action « concertée et commune » ne commença qu'à la bataille de l'Yser. Jusqu'au 6 octobre, l'armeé belge demeura isolée. Avant-garde volontaire des Alliés, elle semblait abandonnée à ses propres ressources. Attaquée par des forces infiniment supérieures, ne disposant que d'une artillerie de campagne insuffisante, complètement dépourvue d'artillerie lourde, elle voyait le terrain qu'elle était obligée d'abandonner abominablement ravagé par l'ennemi. Il y avait de quoi désespérer...

Ce fut le grand mérite du roi de ne jamais désespérer. Aucun souverain, aucun chef d'État n'eût eu plus de droit que lui d'adopter la magnifique devise de Guillaume d'Orange : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. » Et il eut d'autant plus de noblesse à s'en tenir fermement à son dessein qu'il n'était pas très bien secondé. Le haut commandement belge était un commandement du temps de paix : il n'avait aucune expérience de la guerre. Il eût fallu le renouveler, le rajeunir : on n'en avait pas le temps. Mais quelles qu'aient été les fautes de détail qui ont pu être commises, l'armée n'en a pas moins rempli son devoir avec autant de succès que de courage, accomplissant à la lettre le plan très sage et très prudent que le roi avait conçu et à l'exécution duquel il sut veiller lui-même avec une vigilance de tous les instants. Ce plan consistait essentiellement

à retenir et à fatiguer l'ennemi, afin de permettre au gros des forces alliées de préparer son entrée en action. Il s'agissait de gagner du temps pour que l'armée française pût achever ses préparatifs.

Dans le *Rapport du Commandement de l'Armée belge, sur l'action de l'armée pour la défense du pays et le respect de sa neutralité* (période du 31 juillet au 31 décembre 1914), on a publié les instructions générales qui furent données aux chefs de corps. Il n'est pas sans intérêt de les reproduire ici :

I. — *Toutes les fois que l'armée aura devant elle des forces très supérieures :*

1° Se maintenir le plus en avant possible sur de bonnes positions défensives barrant le chemin à l'envahisseur, de manière à soustraire la plus grande partie du territoire à l'invasion ;

2° L'armée étant ainsi placée en avant-garde des armées françaises et anglaises, attendre sur ces positions que la réunion avec ces armées puisse s'opérer ;

3° Si cette jonction n'est pas faite au moment de l'arrivée des masses ennemies, ne pas exposer l'armée à une perte certaine qui entraînerait nécessairement l'occupation du territoire et pour cela :

a) Éviter que l'armée livre seule une bataille contre ces masses;

b) Éviter que l'armée se laisse envelopper et agir, au contraire, de façon à lui ménager toujours une ligne de retraite permettant sa réunion ultérieure avec les armées françaises et anglaises, en vue de l'action commune avec celles-ci.

II. — *Toutes les fois que l'armée n'aura devant elle que des forces égales :*

Attaquer l'ennemi au moment le plus favorable, soit que ses positions soient trop étendues et insuffisamment organisées, soit qu'il se soit momentanément affaibli.

Cette tâche exactement définie n'était-elle pas, à la lettre, celle d'une avant-garde?

L'avant-garde de l'avant-garde se trouvait à Liége, position solidement fortifiée par le général Brialmont, mais qui, dans l'ancien plan de défense de la Belgique, n'avait qu'une garnison absolument insuffisante. A la suggestion du roi, par une disposition prise un peu avant 1914, cette garnison devait être renforcée, en cas de guerre, par toute une division de l'armée de campagne. Peut-être le haut commandement allemand l'ignorait-il, car il attaqua la place comme s'il comptait sur une défense absolument illusoire.

Dans la matinée du 5 août, un parlementaire se présenta au général Leman, gouverneur de la position fortifiée, et lui demanda de livrer passage. Il essuya un refus catégorique. Immédiatement, sans préparation d'artillerie lourde, l'infanterie allemande passa à l'assaut des forts de Chaudfontaine, Evegnée, Fléron, Barchon et Pontisse. Partout, elle fut repoussée avec des pertes énormes (au cours des opérations de Liége, l'armée d'invasion perdit environ 40 000 hommes), et une énergique contre-attaque de la 11e brigade belge rejeta les assaillants en désordre au delà de leurs positions de départ.

Ce succès qui eut non seulement en Belgique, mais aussi en France et en Angleterre un immense retentissement, devait être sans lendemain. La 3e division belge avait devant elle une armée de 300 000 hommes. Une partie de cette armée avait passé la Meuse à Lixhe, près de la frontière hollandaise, et ses avant-postes se trouvaient déjà à Tongres. Les forces dont disposait le général Leman étaient insuffisantes pour défendre les intervalles des forts : il comprit que s'il tentait une résistance prolongée, son armée de campagne ne manquerait pas d'être entourée et faite prisonnière. Selon les instructions générales qu'il avait reçues, et qu'il exécuta avec un admirable héroïsme, il décida de défendre les forts jusqu'à la dernière extrémité, mais il ordonna la retraite immédiate de l'armée de campagne. Cette retraite s'exécuta dans un ordre parfait, et les derniers forts ne succombèrent que le 16 et le 17 août.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les conséquenses que la résistance imprévue de Liége eut sur la suite de la guerre. Tous les écrivains militaires les ont immédiatement mises en lumière. Le succès du plan allemand dépendait de la rapidité de son exécution. Or, le temps d'arrêt que lui imposa le général Leman embouteilla l'armée allemande et entrava son ravitaillement. Les routes et les voies de chemin de fer furent encombrées pendant plusieurs semaines, et des divisions entières en furent réduites à piétiner sur place, tandis que s'opérait en France le changement de front nécessité par la violation de la neutralité belge.

Devant les forces considérables qu'elle avait devant elle, l'armée belge eût pu, sans déshonneur, se retirer dès ce

moment sur le camp retranché d'Anvers, considéré comme le réduit national, et où se trouvaient son ravitaillement, ses approvisionnements et sa base. Mais le roi, obstinément fidèle au plan qu'il avait conçu, et décidé à se maintenir le plus en avant possible sur toutes les positions défensives qui lui étaient offertes, arrêta le mouvement en arrière sur la ligne de la Gette qui, appuyée à gauche du Démer, prolongée par le cours de la Meuse entre Namur et Givet, protège une grande partie du territoire.

Cette ligne est trop étendue pour que la petite armée belge pût songer à l'occuper tout entière. Mais on pouvait espérer que l'armée française arriverait à temps pour défendre la Meuse de Namur à Givet. L'opération fut tentée, mais sans succès : une formidable armée allemande occupait déjà le massif des Ardennes, et la position fortifiée de Namur, dont les forts furent immédiatement détruits par l'artillerie lourde, n'offrit pas la même résistance que celle de Liége.

L'armée belge, massée derrière la Gette, devait donc se trouver promptement dans une situation dangereuse. Elle ne continua pas moins à tenir jusqu'au dernier moment, retenant devant elle onze corps d'armée, et soutenant victorieusement plusieurs combats, dont celui de Hælen, qui fut un succès sérieux.

Le 18 août, la situation devint nettement critique ; indépendamment des forces allemandes qui se dirigeaient vers la France à travers les provinces belges de Luxembourg et de Namur, il y avait environ 500 000 hommes qui marchaient sur la rive gauche de la Meuse. Or, on avait alors perdu tout espoir que l'armée belge pût être secourue à temps par les armées française et anglaise. Suivant les renseignements fournis par le commandement français, un des corps de la 5e armée tenait les ponts de la Meuse, entre Hastière et Namur, et les ponts de la Sambre entre Floreffe et Tamines. Les trois autres corps de cette armée étaient arrivés le 19 dans la région de Philippeville. Elle était menacée tout entière par un fort groupement ennemi qui s'étendait d'Yvoir à Beauraing, et qui avait attaqué Dinant le 17. Quant à l'armée anglaise, elle arrivait en ce moment au sud de la Sambre, et ne pouvait être en état d'entrer en action avant le 22 ou le 23 août.

L'armée belge, forte de deux corps environ, demeurait donc seule en contact avec onze corps ennemis. Accepter la bataille dans ces conditions, c'était courir à un désastre certain : le roi décida la retraite sur Anvers, l'ennemi entra le 19 à Louvain, qu'il incendia, et le 20 à Bruxelles.

Le commandement allemand semble avoir jugé à ce moment que l'armée belge était définitivement hors de cause. Il ne laisse devant Anvers qu'un rideau de troupes, et lance toutes ses forces contre la France. Il gagne la bataille de Charleroi et se précipite vers Paris, en brûlant les villages et en rançonnant les villes. C'est la guerre « fraîche et joyeuse »...

Cette ruée, qui fut le premier grand mouvement offensif de l'Allemagne, s'arrêta à la bataille de la Marne, qui décida du sort de la guerre. Dans la défense hâtive, improvisée que la France et l'Angleterre opposèrent à l'agression germanique, ces deux puissances avaient triomphé grâce à l'héroïsme des soldats de Joffre, et grâce à cette courageuse résistance de la Belgique que tout le monde croyait impossible. Par sa claire conception de la tâche qu'elle pouvait remplir, la petite armée belge destinée à ne jamais faire la guerre avait joué un rôle capital dans la plus formidable bataille de l'histoire. Placée en avant des armées alliées, elle avait supérieurement rempli la fonction de toutes les avant-gardes qui est de « retarder et de reconnaître la marche de l'ennemi ».

***

Cette fonction, elle devait l'assumer encore, lors du second grand mouvement offensif qu'entreprit l'Allemagne sur le front occidental, celui qui commença environ un mois après la Marne et se termina par la bataille des Flandres, ou bataille de l'Yser. La première offensive avait commencé par le siège de Liége; la seconde commença par le siège d'Anvers. Pendant la bataille de la Marne, la garnison de cette place avait effectué deux sorties qui avaient suffisamment inquiété le haut commandement allemand pour retenir un certain nombre de divisions qui eussent été fort utiles à von Kluck. Il décida d'assurer avant tout ses derrières et de se débarrasser d'une menace qu'il ne jugeait plus négligeable. Mais il ne renouvela pas la

faute qu'il avait commise à Liége en faisant attaquer la place par l'armée von Emmich qui était dépourvue d'artillerie lourde; l'armée qui entreprit le siège d'Anvers sous le commandement de von Beseer était abondamment pourvue de pièces de gros calibre. Dans le même temps, une nouvelle armée se formait et s'instruisait en Allemagne, prête à entrer en action dès que la place aurait succombé.

Le plan allemand était bien conçu. Tandis que les armées qui, sur la Marne, avaient été battues mais non détruites, retiendraient sur la ligne de l'Aisne les armées françaises, animées d'un magnifique esprit offensif mais encore insuffisamment pourvues de munitions et de matériel pour pouvoir percer un front déjà formidablement organisé, la nouvelle armée, renforcée par l'armée von Beseler, devait se précipiter vers la mer, s'emparer de Dunkerque, de Calais et de Boulogne et couper les communications directes de la France et de l'Angleterre. Ce plan échoua grâce à l'héroïsme que l'armée belge devait déployer sur l'Yser, mais tout cet héroïsme eût été vain si la résistance d'Anvers ne se fût prolongée assez longtemps pour permettre aux forces franco-anglaises de secourir à temps les vaillants défenseurs du petit fleuve flamand. Or c'est à l'action directe du roi Albert, à sa ferme volonté, que l'on doit d'avoir tenu à Anvers jusqu'au 10 octobre.

Dès le 1er, le commandement belge s'était aperçu que contrairement à toutes les espérances, la résistance de la place ne pourrait être longue. Les premiers coups de l'artillerie lourde allemande avaient été foudroyants. Le 29 septembre déjà, les deux principaux forts de la défense, ceux de Waelhem et de Wavre-Sainte-Catherine avaient été mis hors d'usage. Aussi à partir de ce moment commença-t-on à envisager l'éventualité de la retraite vers l'ouest, opération délicate parce qu'on ne disposait que d'une voie ferrée qui part de la rive gauche de l'Escaut, tandis que la ville et les forts se trouvent sur la rive droite. Mais alors que beaucoup voulaient l'entreprendre immédiatement, le roi manifesta sa volonté de ne céder la place qu'à la dernière extrémité.

La situation était tragique. Anvers est une ville de 300 000 habitants : le Gouvernement et tous les services administratifs de la Belgique s'y trouvaient réunis et, malgré l'état de siège,

l'élément civil y avait une grande influence. Or les premiers effets du bombardement de l'ennemi qui, bien entendu, ne s'était pas contenté de tirer sur les forts, mais, dès qu'il avait pu le faire, avait dirigé le feu de ses batteries sur la ville elle-même, avaient produit dans ce milieu mal préparé à la guerre un véritable affolement. La plupart des membres du Gouvernement, un grand nombre d'officiers et de généraux suppliaient le roi d'ordonner la retraite immédiate. Ils pouvaient d'ailleurs mettre en avant des arguments d'ordre militaire.

En exécution du plan qui semble avoir été adopté par le grand état-major aussitôt après la défaite de la Marne, les armées allemandes en effet, remontant de Lassigny vers le nord, avaient atteint les environs de Lille. Que ce mouvement s'étendît davantage et l'armée belge était coupée de l'armée franco-anglaise. Le roi se rendait parfaitement compte du péril, mais il voulait s'en tenir à ce grand principe de l'art de la guerre : on n'abandonne jamais à l'ennemi ni terrain ni forteresse tant qu'il est possible de les défendre. Cependant il était sur le point d'être débordé par la masse de ceux qui voulaient opérer la retraite immédiatement, quand M. Winston Churchill arriva dans la ville assiégée. Le roi n'eut pas de peine à faire partager ses idées au ministre anglais, et il se servit de l'autorité et du prestige du grand pays que représentait M. Churchill pour imposer sa volonté de résister à outrance. Il obtint d'ailleurs immédiatement de l'Angleterre la promesse d'un secours destiné à assurer la retraite de l'armée belge. Par une convention passée le 3 octobre, le Gouvernement britannique s'engageait à occuper Gand et « tout autre point de la ligne de retraite de l'armée belge » avec des forces suffisantes. De son côté, le haut commandement français ne devait pas tarder à jeter en avant au secours de la Belgique l'héroïque brigade des fusiliers marins, qui partageront désormais le sort de l'armée royale et, se couvrant de gloire, prendront une part brillante à la défense de l'Yser.

Malheureusement, si important qu'ils eussent été, ces renforts anglais et français ne purent retenir longtemps l'énorme masse allemande qui se trouvait sur la ligne de la Dendre. Dans la soirée du 8 octobre la situation se présentait ainsi : La ligne de la Nèthe était percée ; la ligne de la Dendre

était franchie et celle de l'Escaut vivement attaquée par des forces qui s'accroissaient sans cesse. La liaison sous Anvers avec le gros des forces françaises et anglaises ne pouvait plus être espérée ; l'occupation de Gand par l'ennemi était inévitable. Dans ces conditions, il devenait urgent d'évacuer Anvers.

Le passage du fleuve commença aussitôt et le 7 toute l'armée de campagne était transportée sur la rive gauche ; la 4e division et les troupes anglaises qui étaient venues secourir la ville reçurent l'ordre de défendre les forts tant que leurs communications ne seraient pas irrémédiablement coupées. La place capitula le 10. La plus grande partie de la garnison put rejoindre l'armée ; quelques éléments passèrent en Hollande, et l'ennemi fit relativement peu de prisonniers.

Par son héroïque obstination le roi avait gagné toute une semaine et il avait rendu ainsi à la cause commune un service inestimable. Si l'armée belge, en effet, avait quitté Anvers une semaine plus tôt, l'armée assiégeante faisait une semaine plus tôt sa jonction avec la IVe armée allemande, la bataille de l'Yser s'engageait une semaine plus tôt, soit vers le 11 octobre ; et comme les premiers renforts français — la 42e division — ne purent arriver sur le front Nieuport-Dixmude que le 23, il est infiniment probable que ce front eût été enfoncé et Calais occupé par l'ennemi. Les 48 000 combattants auxquels se trouva réduite l'armée belge après sa rude campagne et sa pénible retraite — soutenus il est vrai de la brigade des fusiliers-marins, troupes incomparables, mais dont l'effectif n'était que de 8 000 hommes environ — purent tenir seuls, du 17 au 23, puis, renforcés, du 23 au 31; mais à ce moment, ils étaient arrivés à l'extrême limite des forces humaines.

***

Je n'ai pas à raconter les péripéties de la bataille de l'Yser. Elles sont universellement connues. C'est l'épisode le plus glorieux de la glorieuse bataille des Flandres où se brisa la seconde grande offensive allemande en Occident. Le haut commandemant allié avait demandé à l'armée belge épuisée,

et à laquelle la brigade des fusiliers-marins avait été rattachée, de résister pendant quarante-huit heures : elle résista huit jours et, donnant ainsi aux forces franco-anglaises le temps d'organiser le front, elle sauva la situation. La légende a déjà popularisé le rôle du roi dans cette période critique : elle est conforme à l'histoire. A ce moment, Albert Ier mérita vraiment ce titre de roi-soldat que lui décernèrent les journaux. Pas un instant il ne quitta le front. On le voyait, insoucieux du danger, visiter les uns après les autres tous les postes de commandement, inspecter les tranchées, encourageant les hommes de la parole et du geste : plus que jamais il fut alors l'âme de la résistance, l'âme de son armée.

La période qui suivit la bataille de l'Yser fut pour l'armée belge une période de recueillement. Tandis qu'elle garde le front réduit, et désormais assez calme, qu'elle a héroïquement défendu, elle se réorganise à l'arrière.

Tout était à refaire : on renouvela, on rajeunit le haut commandement; on fonda en France des écoles d'officiers, qui ne devaient pas tarder à fournir à la jeune armée des cadres excellents; on reconstitua les effectifs en appelant sous les drapeaux tous les Belges de dix-huit à quarante ans qui se trouvaient dans la Belgique libre, les pays alliés et les pays neutres. Grâce à l'appui de la France et de l'Angleterre, on réapprovisionna l'armée en artillerie, en munitions et en matériel de toute nature. Bref, en pleine guerre, et alors que le Gouvernement se trouvait sur le sol étranger, on forma une armée nouvelle qui, dès la fin de 1915, comportait six divisions, plus deux divisions de cavalerie. Bien que ne disposant d'aucune réserve d'alimentation, cette armée, peu à peu, par un entraînement constant et méthodique, arriva à devenir un excellent instrument de combat; elle continua à garder un front de plus en plus étendu, exécutant sans cesse des coups de main, tenant l'ennemi en haleine, et retenant devant elle un certain nombre de divisions.

Durant cette période de reconstitution, le rôle du roi fut en apparence assez effacé, parce que ce fut surtout un rôle moral. Refusant l'hospitalité qui lui était offerte en France et en Angleterre, il avait voulu rester au milieu de ses soldats, et cette résolution eut sur l'esprit de l'armée le meilleur effet.

Rien n'est plus démoralisant que l'inaction périlleuse et laborieuse de la guerre de tranchées. Dans le morne paysage dévasté et presque toujours noyé de brume où ils montaient la garde, sans cesse menacés par le bombardement ennemi qui leur causait des pertes journalières assez considérables, éloignés de leurs foyers et de leurs familles, sans espoir de prendre avant de longs mois l'offensive libératrice, les troupiers belges étaient plus que d'autres des victimes désignées pour le « cafard ». Le roi l'avait compris. Très heureusement assisté par la reine qui fut admirable d'ingéniosité, de charité et de délicatesse dans son rôle d'infirmière et de sœur de charité, il s'appliqua à améliorer la vie du soldat, à soutenir son moral, à le distraire, à l'instruire. Peut-être aurait-il pu jouer un rôle politique plus important, prendre une part plus active dans les conseils de l'Entente. D'autres souverains dans sa situation eussent sans doute cherché à exercer une action directe sur les affaires européennes, eussent rêvé de grande politique : ne voulant d'autre tâche dans l'avenir que celle de restaurateur de la patrie belge, il ne songea qu'à rester le chef de son armée. Pour modeste qu'elle soit, cette conception du devoir royal a sa grandeur, et le sentiment populaire l'a fort bien compris. Le roi, se promenant de long en large sur la plage de La Panne, ayant à ses côtés soit la reine, fine et menue silhouette féminine, soit quelque officier d'ordonnance, s'arrêtant par instants devant la mer grise, où croisaient les monitors anglais, puis reprenant sa promenade songeuse, quelle image émouvante du malheur fermement supporté, et de l'espérance obstinée dans la Justice !

Il attendait son heure.

Dès le commencement de 1918, la nouvelle armée belge était parfaitement au point ; bien équipée, bien exercée, abondamment fournie d'artillerie, elle était au courant de toutes les difficultés de la guerre de tranchée. Le général Gillain, chef d'état-major, s'était appliqué à développer son esprit offensif par des raids et des coups de main continuels. Lors de l'offensive allemande contre les monts de Flandre, elle s'était distinguée notamment au combat de Kippe, où elle rétablit la situation un moment compromise et infligea à l'ennemi un échec sérieux. Aussi, quand vint le moment de

l'offensive générale, brûlait-elle tout entière du désir d'y prendre part.

Avec ce sentiment juste des situations qu'il avait montré à Anvers, le roi saisit l'occasion. Étant donnée la faiblesse de ses effectifs, il ne pouvait être question pour l'armée belge d'entreprendre à elle seule la libération du territore. Elle n'avait pas d'ailleurs à agir isolément : son effort davait faire partie de l'effort général. Le roi demanda donc au haut commandement allié que des forces françaises et anglaises fussent adjointes à l'armée belge, et placées sous son commandement. Cette suggestion fut immédiatement acceptée, et c'est avec la coopération d'une armée française et d'une armée anglaise placées toutes deux sous les ordres du roi, que l'armée belge prit part à la grande bataille décivise qui, commencée par la victorieuse contre-offensive du général Mangin, se termina par l'armistice du 11 novembre.

L'offensive avait été minutieusement étudiée par l'état-major belge, d'accord avec les états-majors français et anglais qui lui avaient été adjoints, et le roi lui-même y avait apporté toute son attention. Le plan qui avait été arrêté fut exécuté avec une extrême précision, malgré les difficultés du terrain. Tandis que les Anglais attaquaient vigoureusement au sud d'Ypres, l'armée belge entrait en action, à la fois dans le secteur de Dixmude et devant la forêt d'Houthulst. En deux jours, elle enlevait ce formidable réduit, merveilleusement organisé, où les Allemands jusque-là avaient tenu contre toutes les attaques, elle reprenait les ruines de Dixmude, et poussait jusqu'aux crêtes des Flandres, position stratégique qui commande tout le pays.

A ce moment, l'armée allemande était encore un redoutable instrument de combat. La résistance avait été sérieuse, et malgré l'enthousiasme de la victoire, l'armée belge seule n'eût sans doute pas pu poursuivre ses avantages, d'autant plus que les difficultés du terrain augmentaient au fur et à mesure que l'on avançait. Mais alors, l'armée française des Flandres, sous les ordres du général Degoutte, entre en ligne. Après un temps d'arrêt nécessité par la mise en état des routes, des voies de communication et de ravitaillement, on reprend la marche en avant : Français, Belges, Anglais poursuivent

sans interruption leur offensive qui ne s'arrêtera qu'à l'armistice.

Jamais coopération entre alliés ne fut plus complète et plus intime : Roulers enlevé, la côte occupée, toute l'armée allemande de Belgique était irrémédiablement compromise, et les victoires des armées anglo-belges, placées sous les ordres du roi Albert, coïncidant avec les victoires de Lorraine et de Champagne, contribuèrent pour leur part au désarroi qui devait amener la brusque capitulation de l'Allemagne.

***

M. Paul Deschanel à la Chambre a salué dans le roi des Belges le vainqueur des Flandres. C'est un beau titre que, sans doute, conservera l'histoire, mais en réalité le rôle du roi Albert fut moins sonore et plus important. De par les traités qui avaient présidé à sa fondation, la Belgique n'avait d'autre obligation militaire que la défense de sa neutralité et de son territoire. Elle parut d'abord s'y tenir, d'ailleurs héroïquement, mais, usant des prérogatives que lui donnait la Constitution, le roi, dès les débuts de la guerre, comprit sa tâche d'une façon beaucoup plus large et plus généreuse. En acceptant le rôle d'avant-garde des Alliés, il prépara l'abandon du régime de la neutralité qui avait été si funeste à l'esprit public du pays, et, du même coup, l'entrée de la nation belge dans la grande alliance des nations libres. Les traités de 1831 et de 1839, qui portaient encore la marque de l'esprit qui régnait en Europe au moment du traité de Vienne, avaient fait de la neutralité belge une sorte de bastion contre la France. Le rôle qu'elle a joué dans cette guerre, rôle que le roi, expression vivante de la conscience nationale, a su choisir et délimiter, a rendu le pays à ses destinées véritables, qui sont d'occuper les avant-postes de la Gaule et de barrer la route aux éternelles ambitions germaniques. Le roi-soldat, soldat du droit, commande aux avant-postes de la civilisation occidentale.

L. DUMONT-WILDEN

ODE SUR L'ENTRÉE DES FRANÇAIS A METZ

(19 novembre 1918)

Un jour qui n'est ni bleu, ni sombre
Et qui ressemble à tous les jours ;
Un jour de novembre où quelque ombre
Baigne un ciel aux nuages courts.
Pourtant chacun de ces nuages
Entrait dans l'histoire des âges
Doré d'un nimbe sans pareil,
Et du balcon à la croisée
La ville était si pavoisée
Qu'elle ruisselait de soleil.

O Metz vue au loin dans la plaine !
Haute et molle apparition
Sous le ciel où son fils Verlaine
Vit de blancs vols d'assomption !
Un charme est sur ce paysage,
Un charme d'yeux et de visage,
Un sortilège presque humain,
Le charme des antiques Gaules
Qui, leurs cheveux sur les épaules,
Venaient boire à l'esprit romain.

Rome opposait ce territoire
Aux Germains âpres et trompeurs :
On sent sur ces coteaux l'histoire
Qui palpite dans les vapeurs.

C'est ici que sur la Moselle,
Autrefois consul plein de zèle,
Ausone vieux buvait son vin,
Le même, blond, sans flamme aucune,
Qu'on boit comme du clair de lune
Dans un verre à pied frêle et fin.

Là-bas, les sombres Germanies,
Par delà le Rhin brusque et vert,
Massent leurs forêts infinies
Loin de ce beau pays ouvert.
Avec Hermann, le premier reître,
Elles ont tué d'un bras traître,
Varus, tes légions, hélas !
Mais leur châtiment, c'est que Rome
Ne leur a pas enseigné l'Homme
Qu'elle avait appris de l'Hellas !

— Oh ! dans les brumes mosellanes
La Mutte inonde le matin,
Sous des vols fous d'aéroplanes
Où parfois tonne un fort lointain !
Et sa voix fait tinter et vivre
Des échos d'argent et de cuivre
Et des harmoniques d'airain,
Par delà l'ancienne frontière,
Aux cloches de la France entière
De la Bretagne jusqu'au Rhin !

Oui, toute la France délire
En ces beaux jours tant retardés !
Comme les cordes d'une lyre,
Nos clochers restaient accordés !
Musique heureuse, unique, immense
Que semble verser sur la France
Un seul instrument irréel !
Harpe de cloches, harmonies
Dont les vibrations unies
Font comme un sonore arc-en-ciel !

*
* *

O crainte que l'heure ineffable
Ne déçoive l'espoir ancré !
O bonheur que tout soit semblable
A ce qu'on s'était figuré !
Canons, fleurs, clairons en cadences,
Cris de joie, ô chansons, ô danses,
Des vierges avec les vainqueurs !
Moment d'extase sur la cime,
Image d'Épinal sublime,
Enfance héroïque des cœurs !

Oui, c'est nous, amis, c'est la France.
Ce n'est pas un soldat germain,
Petit garçon sans assurance,
De qui ta main touche la main !
Le rêve est accompli : la chose
Dont on parlait à porte close,
Seuls, à voix basse, au coin du feu,
Elle est là, passant dans la rue,
Et cette foule ivre se rue
Pour la voir au grand jour de Dieu !

Écoutez, Messins, ces musiques
Aux heurts de cuivre assourdissants
Qui semblent les gestes physiques,
Les bonds en nos corps de nos sangs !
Écoutez ces airs de la race,
Gais, fiers, jactants, mais qu'à la trace,
Mais qu'au pas la Victoire suit,
Et cette Madelon nouvelle
Chantant la femme, image frêle
Que chaque soldat porte en lui !

Je les connais, ces longues chaînes
D'habits bleus et de bonnets blancs
Que les vieilles marches lorraines
Entraînent en chœurs jubilants !

Nos pères de quatre-vingt-seize
Faisaient courir l'âme française
Parmi ces guirlandes de main :
Ce sont elles, sans différence,
Elles relient Metz à la France,
Elles nouent hier à demain !

Ce sont elles, c'est la spirale
Des folles rondes d'autrefois,
Sous les murs de la cathédrale
Qui renvoient tambours et hautbois !
Ainsi, quand Hoche en cadenettes
Portait aux vieux Rhénans honnêtes
Le reflet de la Liberté,
C'étaient ces jeux, c'étaient ces danses,
Quand, mi-nue à travers les lances,
La *Marseillaise* avait chanté !

La *Marseillaise!* elle erre et fuse
Par échos à tous les tournants.
Metz n'est plus qu'une voix confuse
Qui recommence : *Allons, enfants !...*
Tous les peuples ont pris pour guides
Des hymnes pieux ou splendides
Dont les airs graves ou rythmés
Font leurs cœurs s'épanouir d'aise ;
Mais il n'est qu'une *Marseillaise*
Que chantent tous les opprimés!

Chaque mot de l'ode guerrière
Vit mourir un homme en un champ,
Qui, vaincu, jetait sa prière
Au ciel vengeur avec ce chant.
Il est comme un vent pur des cimes :
Il mêle les bruits des abîmes
Aux rayons du soleil levé.
— Mais pour les vaincus de l'histoire,
En notre propre jour de gloire,
Le jour de gloire est arrivé !

Oui, si Metz redevient française,
Une équité vit dans les faits ;
Hier déjà, triste Louis XVI,
Pershing venant, tu triomphais.
Mais c'est plus loin que vont ces choses :
C'est dans des feux d'apothéoses
Que Jeanne d'Arc brûle à son tour,
Et l'on croit voir dans la nuée
Chaque main du Christ déclouée
Par la Justice et par l'Amour !

O larmes, larmes qui dans l'ombre
Coulez des yeux mal essuyés,
Coulez, pleurs, sans honte et sans nombre,
Vous que tant de sang a payés !
Pour nous que tout un peuple envie,
Nous sommes au haut de la vie,
Maintenant nous pouvons mourir.
Oh ! si le sang fou de nos veines
Ranimait là-bas les chairs vaines
Qui n'ont pas fini de pourrir !

Indicible et poignant mélange
D'allégresse et de gravité !
Chaque âme ici frissonne et change
Comme la mer au vent d'été !
Oh ! voir ce peuple qui se donne
Ainsi qu'une seule personne
A la France qu'on porte en soi !
Sentir sa patrie adorée
Si belle, si pure, sacrée !
O communion d'une foi !

Aujourd'hui c'est des frères mêmes
Que triomphants nous délivrons :
Le bonheur qui fait nos fronts blêmes
Incline là-bas d'autres fronts.
Ils ont fait verser trop de larmes
Pour que nous ne trouvions des charmes

A narguer des yeux leurs douleurs;
Il faut qu'augmentant notre ivresse,
Au vin pur de notre allégresse,
Se mêle un peu l'eau de leurs pleurs!

Ils ont sous une nuit profonde
Aveuglé quatre ans l'horizon;
Ils ont fait osciller le monde
Sur les pôles de la raison.
S'ils avaient vaincu, notre Terre
N'eût plus été qu'une adultère
Dans le chœur des chastes soleils.
C'était la planète maudite
D'où la Justice eût pris la fuite,
Du sang à ses lâches orteils!

Sous leur glaive, sous la Matière
Le monde a failli succomber;
C'est l'Espérance humaine entière
Qu'avec nous l'on eût vu tomber.
Aujourd'hui c'est la délivrance:
Ce n'est pas seulement la France
Qui revient dans une cité;
Après un lustre d'agonies,
C'est l'Idée et l'Ame infinies
Qui rentrent dans l'humanité!

O peuple de l'élan, où l'Ame
Combat l'antique pesanteur!
Semeur de blé, verseur de flamme,
Peuple toujours libérateur!
Tels ont l'égoïsme pour crible.
Toi, ton secret le plus terrible,
C'est de savoir te faire aimer,
O France, et non pas pour toi-même,
Mais pour un idéal suprême,
Pour l'Humain que tu fais germer!

Jour le plus pur de notre gloire
Où l'infini sembla tenir !
Ciel bleu rouvert dans notre histoire !
Pont d'or jeté sur l'avenir !
Tu viens donc de t'écouler toute,
Journée, et nul n'a sur ta route
Pu t'arrêter, fût-ce un moment !
Quand une heure humaine est si belle,
Elle devrait, perle éternelle,
Rester sertie au firmament !

FERNAND GREGH

LETTRES

(AOUT 1914 — MARS 1916)

Abel Ferry est mort pour la France le dimanche 15 septembre 1918. Ses yeux se sont fermés sur l'émouvante certitude de la victoire. Maintenant que les grandes choses pour lesquelles il a donné sa vie sont accomplies, il va être ramené dans son pays, afin que sur le tertre de Saint-Dié, en face de la ligne bleue des Vosges et à côté de son oncle Jules Ferry, cette brève destinée développe pour la génération de la grande guerre tout le sens dont elle est pleine. Ceux qui, dans les premiers jours d'août 1914, ont arrêté par une intense et courte méditation le compte de leurs raisons de vivre et qui ne sont pas morts parce que la mort ne les a pas choisis, comprennent l'efficacité du sacrifice d'Abel Ferry. Il a été consenti pendant quatre ans, sans discontinuité, avec toute la lucidité d'une haute conscience conservée dans les remous de la politique comme dans les élans de la bataille.

Ferry était, de race, de tradition, de tempérament, de raison, un homme de combat. Fier du nom qu'il honorait et porteur d'un idéal national qu'il élaborait et mûrissait lentement, il a exprimé le fond de sa nature dans son premier discours à la Chambre : « On ne ruse pas avec une idée juste. » Cette formule donne la courbe de son destin. Ayant combattu dans le rang, appris la guerre à la guerre, et lutté pour l'institution des commissaires aux armées, il est mort pour prouver la justesse de son idée.

Député, ministre et soldat, il fut une sorte de synthèse concrète et douloureuse de la nation armée : ardent au feu et tout entier dans la bataille, et cependant attentif jusqu au drame de conscience à mettre son expérience de combattant au service du Gouvernement et du Parlement pour perfectionner les moyens par lesquels la victoire devait être obtenue. Au conseil des ministres et à la Chambre, comme au front, il servait avec la même passion

patriotique, le même entêtement. Ses satisfactions de chef de troupe, à la fin de l'attaque, étaient abrégées par les exigences de ses fonctions politiques. Il préparait un rapport pour la commission de l'armée comme une affaire en service commandé, avec la même minutie, le même sens du risque, le même goût du résultat. Il écrivait et parlait pour agir, et quand il avait agi, il allait au point expérimental, sans souci du danger, vérifier la portée de son acte. L'admiration mêlée de tendresse qu'il avait pour le poilu, et la fière conception qu'il avait de son rôle de représentant du peuple lui faisaient accomplir son mandat de contrôle aux armées avec une bravoure comparable à celle que donne l'entraînement du combat. Il s'exposait avec une crânerie qui prenait un air de nonchalance. On lui criait : « Tu es fou ! » Il répondait doucement : « Je suis député ! », chargeant ce mot de tout le poids de sincérité, de probité, de dévouement au bien public que lui ont donné plusieurs générations de parlementaires, dont Abel Ferry était le bourgeon terminal. Sur son rôle politique pendant la guerre il s'expliquera lui-même, quand l'heure sera venue de débûcher du fourré des passions contemporaines pour entrer dans l'histoire. Car, armé d'une solide méthode, il a parlé et agi la plume à la main.

La publication des lettres et notes qui suivent font connaître un homme dont les qualités du cœur et de l'esprit étaient souvent cachées par les rigueurs de l'action. Elles ont été écrites dans des conditions et dans des circonstances où la nature humaine se découvre et se livre jusqu'en ses plus profonds replis. « On a sous le danger, dit-il, entre sa chair et soi, des colloques intimes. On sait le plus ou moins d'autorité qu'on peut laisser à son cœur qui se resserre et tremble. Chaque jour on compte mieux sur soi, les autres comptent mieux sur vous. Mes hommes sont comme des moineaux dans ma main... L'idéal n'est pas verbal. Il est fait de sueur, de nuits sans dormir, de petit et de grand courage. »

Abel Ferry était sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères quand la guerre éclata. Après avoir vécu heure par heure toutes les émotions de la catastrophe inéluctable, il donna sa démission pour rejoindre l'armée, bien qu'il eût été réformé au cours de son service militaire. Cette démission n'ayant pas été acceptée, il partit le 6 août, affecté au 166e régiment d'infanterie avec le grade de caporal. Nommé sous-lieutenant, il combattit dans cette unité jusqu'au début de 1915. Il passa ensuite par plusieurs états-majors pour voir la guerre par en haut et la comprendre dans son ensemble ; il était lieutenant mitrailleur au 91e régiment d'infanterie lorsqu'il fut envoyé en mission de contrôle aux armées par la commission de l'armée de la Chambre. Il s'en acquitta avec ce patriotisme lucide et ardent, cette ténacité, cette inquiétude du devoir, une sorte de scrupule républicain qui étaient les traits fondamentaux de son caractère. Il s'y était préparé en se soumettant à toutes les épreuves de la guerre ; dès le début il en définissait ainsi l'esprit :

« Je veux, écrivait-il le 15 novembre 1914, faire mes notes aussi vraies que possible, collées à la vérité, un décalque des caractères, un dessin réel des combats. Je n'y veux mettre que de l'exact, tel du moins que je le vois. J'y veux mettre ce que l'on voit de la guerre, j'entends de la guerre vue par en bas, les renseignements que l'on en peut tirer pour la conduite de la troupe ; où que la destinée me mène durant cette guerre, je continuerai. »

Ces lettres et ces notes sont aussi une contribution précieuse à l'histoire morale de la grande guerre, dont la mise en œuvre importe à l'avenir de la nation, et qui ne peut être tentée que par l'apport au trésor commun de l'innombrable correspondance entre le front et l'arrière. L'âme de tout un peuple, en la diversité et multiplicité des éléments qui le composent, souffrant, vibrant, pensant, méditant, mourant, s'est exprimée dans le secret du cœur, dans l'isolement de la raison, dans l'exaltation de la douleur, dans la joie du devoir accompli, face à face avec la mort. Quelle merveilleuse interprétation de la vie individuelle et nationale nous découvrirons peu à peu, et tout le long d'une génération, dans ces millions de lettres de poilus, de mères et de femmes !

Ces fragments d'histoire publiés ici sont d'une étoffe d'humanité qui les fera certainement apprécier du lecteur et intégrer dans les profondeurs de l'édifice qui sera élevé à la gloire de la France. Ils émanent de l'un des combattants qui l'ont servie avec le plus de courage, de calme ardent, de droiture et qui est mort pour elle la tête pleine et le cœur gros des plus nobles et des plus douces raisons de vivre. — H. M.

17 août 1914. — Fort de Belrupt — 166e R. I. 4e Cie.

Je bous d'impatience : nos armées se battent et nous sommes l'arme au pied. Je fais une période d'instruction, rien de plus. Cela ne sera d'ailleurs pas inutile et je connaîtrai moyennement ma théorie lorsqu'il faudra l'appliquer sous les balles et sous les shrapnells. Thann est repris. Le 10e, de Saint-Dié, est dans mes grands bois du Donon : il y fait la chasse, non au cerf, mais à l'Allemand !

Je me pendrais d'être ici au lieu de là-bas, dans les bois où papa m'a appris à aimer la France, où tant de fois j'ai pleuré sur nos défaites, où la « Revanche » a été mon premier amour. J'étais entré dans la politique pour la conquérir...

Ah ! j'avais eu peur en partant d'avoir peur ! La haine, la revanche, la bataille sont dans mon sang, et j'espère y entrer moi-même. Si j'y reste, je ferai de la terre française ! Si j'y reste... mais je n'y resterai pas.

23 août 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Enfin, voilà la bataille qui vient ! Hélas ! j'aurais voulu la porter sous Metz, mais la guerre a ses reflux : celle-ci sera longue et rude, mêlée de revers, mais suivie de l'avantage final ! L'élan est trop formidable pour qu'il n'emporte pas les barrages de casques et de pointes.

Dispositif d'alerte ! Je t'écris harnaché, près du colonel ; le canon tonne dans le ciel serein. Orage de chaleur dont les gouttes sont de sang ! J'ai gardé mon sang-froid : ils sont tous affolés, sauf le colonel ; je crois que je ne perdrai pas la tête.

... Je te rapporterai l'Alsace dans ma musette. C'est le dernier mot que j'ai dit à papa [1] mourant, il ne l'a pas entendu, — c'est le dernier mot que je t'envoie.

29 août 1914. — 166e R. I. 4e Ci. — Premier combat : bataille d'Etain.

Notre colonel vient d'être tué d'une balle au front sur la ligne de feu : ce pauvre J... était une belle figure de soldat ; sorte de reître, ayant un ascendant extraordinaire sur ses hommes. Il ne vivait que pour cette guerre ; depuis la mobilisation il n'avait pas retiré ses bottes. Je verrai toujours sa silhouette nerveuse et déjetée, son bon sens ironique. C'était un Vosgien patriote et brave, laid et bon. J'ai été très affecté par sa mort. Il m'avait donné le commandement d'une section presque sous le feu.

Mon impression, je te la résume : celle que j'ai ressentie à mon premier discours à la Chambre. Quand on m'a dit : « Vous allez attaquer Étain », une angoisse au cœur, puis, dans l'action, tout mon sang-froid. Conduire, même une section, est un travail intellectuel constant, préoccupant, qui distrait du danger.

Au premier obus percutant qui a soulevé devant nous un nuage de fumée noire, j'ai fait saluer mes hommes ; à partir de ce moment je les ai eus en main. Je me suis, m'a-t-on dit, conduit comme un vieux sous-lieutenant. Mes hommes ont été admirables de placidité et d'allant sous les shrapnells. On m'a ordonné de venir à l'état-major du nouveau colonel, j'ai refusé. Je suis resté avec ma section; nous couchons dans les bois...

1. M. Charles Ferry, sénateur, puis député des Vosges, mort en juillet 1909.

3 septembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Il faut apprendre la grandeur qu'il y a à aimer son pays, à espérer, à ne pas désespérer, car pour tristes que soient les nouvelles, la défaite en cinq semaines et l'incroyable invasion, il ne faut pas désespérer. Je fais, dans mon coin, mon devoir. Je m'attache à mes hommes, je parfais les tranchées où nous combattons et mourrons. Je relève les courages. Les guerres sont des luttes morales ; il faut dans la défaite chercher les éléments de la victoire et, même battu, ne pas se sentir une âme de vaincu. Le temps, la patience, et nous reprendrons l'Alsace. Le grave, c'est que tant de lâches s'embusquent. Voilà des éléments de défaite !... Pas assez de dureté, voilà notre vice !

L'idéal n'est pas verbal ! Il est fait de sueur, de nuits sans dormir, de petit et de grand courage. Dis bien autour de toi que Verdun ne faiblira pas, que le moral est bon.

Tu embrasseras tendrement ma tante [1] et tous autour de toi. Dis bien à ma tante, qui a dû avoir tant de joie à penser que Thann était traversée par les pantalons rouges, tant de douleur à penser qu'elle était reprise, que rien ne sera désespéré tant que la paix ne sera pas signée, que je l'aime tendrement et que je ferai ce que mon nom oblige, afin que « mon oncle et mon père l'ayant fait entrer dans l'histoire, il soit dignement porté ». Je serai fidèle au testament d'oncle Jules [2].

7 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Le 7 octobre au soir, notre bataillon fut porté en avant de Fresnes-en-Woëvre, à l'attaque de la cote 233. Les Allemands avaient sur cette cote établi de grosses batteries, une sorte de fort, flanqué à gauche par le village de Marcheville, à droite par le village de Champlon. Le secteur d'attaque attribué à notre bataillon, tout compris entre les deux routes qui partent en éventail de la droite et de la gauche du gros bourg de Fresnes, dessinait un immense triangle. C'était un billard. Le bon sens disait au moindre soldat que pour s'y tenir il fallait s'y terrer : on nous y porta le soir par un beau

1. Madame Jules Ferry.
2. Jules Ferry.

clair de lune; à peine y étions-nous que l'ordre arriva de nous reporter en arrière à la lisière du village. Nous y passâmes la nuit à faire des tranchées, et le matin, au petit jour, on nous reporta à l'endroit occupé la veille. Les tranchées faites restèrent à 500 mètres en arrière, inoccupées, et nous voici reconduits sur notre billard.

Un admirable soleil d'octobre se levait dans un ciel pur; de suite nous fûmes repérés ; un aéroplane allemand tournoya lentement au-dessus de nos têtes. Par demi-section, nous étions couchés, serrés comme des perdrix arrêtées. Du coin de l'œil, je suivais l'oiseau noir. On rabattait, par gestes lents, les capotes bleues sur les pantalons rouges. A l'une des sections, à ma droite, un homme se souleva. Des jurons et des invectives coururent la ligne; mais, immobiles ou debout, nous étions décelés et les percutants commençaient l'arrosage méthodique; il en tomba un sur la section où l'homme s'était levé, et le sergent Ramon fut tué. A droite, à gauche, en avant, en arrière, partout nous étions couverts de terre et j'avais des blessés.

De 1 heure du matin à 15 heures, les heures sous les rafales passaient lentes, lentes. Avancer était impossible ; nous avions devant nous, avant d'arriver à la cote 233, 1 500 mètres de glacis dénudés, derrière nous aucune réserve, aucune artillerie pour seconder l'attaque, mais par fractions, à droite, des soldats du 303e se repliaient sur la route de Champlon. Je reçus l'ordre avec deux sections de protéger leur repli. Ce fut une détente joyeuse : en rampant, la section se déploya par un changement de front demi à droite, face à Champlon. Les batteries allemandes firent rage. Leurs feux se croisaient. Les gros obusiers d'Herbeville nous tiraient à vue comme des lapins, leurs percutants creusaient leurs trous à dix mètres en avant de la ligne. Je saisis l'instant : « En avant ! » et d'un bond, entre deux rafales, nous passâmes. Retourné, j'eus l'indicible plaisir de les voir tomber derrière nous, dans nos bottes, il est vrai, mais derrière nous, à la place quittée à l'instant même. Cette lutte de l'intelligence et du fer m'enivrait. Le bruit infernal, les balles tapant sur la terre faisaient tac, tac. Les shrapnells éclataient bas au-dessus de nous et les percutants ciraient nos bottes. Je dis à un brave

mineur du Nord : « Hein ! c'est beau ! » et l'homme, qui n'y avait jamais pensé, répondit : « C'est beau ! »

Les hommes ici et là tombaient, mais parmi eux pas une hésitation, pas un fléchissement. Ils tombaient et ne tiraient pas encore. J'avais envoyé Debelvalet se renseigner auprès du capitaine Condamy. Il revint me dire qu'on pouvait tirer, puis il tomba mort. Alors je lâchai ma fusillade. En vain avais-je fouillé le village de Champlon, à peine avais-je cru apercevoir un homme. Je fis tirer au hasard sur les abords du village, car le terrible de cette guerre aura été de se battre sans voir. Le costume a sauvé bien des vies allemandes, le nôtre a coûté bien des vies françaises.

A quatre pattes, je courais le long de la ligne ; je plaçais chaque homme, et mes types, malgré moi, se mettaient à genoux ou debout pour mieux tirer. Ah ! la belle âme de soldat ! pas un qui fléchît, hésitât ou tremblât. Un caporal blessé me demande de desserrer son ceinturon : « Allez, allez, me dit-il, les autres ont besoin de vous. » Puis avec un peu de mousse rouge aux lèvres, il expira.

A chacun d'eux je parlais, j'avais l'impression d'une réunion publique. L'un d'eux, blessé, déroulait des paquets de cartouches pour son camarade et disait : « Vise bien, vise bien. » Debout en avant, les bras tendus, je plaçais mes hommes. Je fis infléchir de plus en plus les lignes sur la droite, mais voici que derrière nous des fractions se repliaient. Je voyais, au milieu d'eux, de gros percutants faire des nuages noirs. Les obus à la poursuite des hommes, même isolés, marchaient, couraient comme des choses vivantes derrière du gibier traqué.

Tout le monde rentra au village, et me voici avec ma longue et frêle ligne de tirailleurs pris en face, de flanc et bientôt débordé par derrière. J'ordonnai le repli. Il se fit méthodique, fraction par fraction, et sous les balles nous défilâmes. Je choisis comme point de direction, non point celui que m'avait indiqué le capitaine, à l'issue de la route de Marcheville — l'artillerie y faisait un barrage d'obus —, mais une haie devant une sorte de château-villa. Tout le monde s'y rallia. Je sortis debout, on me visait, mais les hommes dans leur retraite gardèrent leur moral ; le capitaine Mignon

vint me trouver et me félicita. Il pleuvait des balles; nous fîmes passer des hommes derrière le bâtiment, et resté seul, lentement, pour ma femme, je cueillis une rose et, face à l'ennemi, la baisai. Derrière le mur, à tous mes hommes, je serrai la main, et dans cette poignée de main je sentis qu'ils se donnaient à moi. A ce moment, on apporta le corps du lieutenant X... qui venait, dans le même jardin, de recevoir une balle à travers sa lorgnette, qui avait fait sauter la cervelle. Il était très brave.

Une de mes escouades était réduite de 16 hommes à 4; j'étais parti le matin avec 46 hommes, j'en ramenais 22.

Tout chaud de la bataille, je montrais, une heure après, ma section réduite au commandant X... « Voilà, mon commandant, tout ce qu'il me reste de ma section; ils se sont admirablement conduits. » « Bah ! me dit-il, vous retrouverez les autres. » Mais les autres, morts, blessés, ou disparus, ne sont jamais revenus.

9 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Le capitaine vient, impassible, m'annoncer « mêmes ordres d'attaque qu'hier ». Nous y retournerons. C'est un dur moment. Nous savons, par expérience, la mort presque certaine; je me répète un mot emprunté à un roman de Claude Farrère et qu'affectionne de Nazelle : « Un gentilhomme doit payer. » Oui, mais c'est dur. J'avertis mes hommes. J'entends quelques murmures : « Alors quoi, ils veulent notre peau? De la viande à boucherie ? » J'interviens en quelques paroles rudes et les mêmes hommes, d'une voix claire : « Craignez rien, mon lieutenant, on ira. » Ah ! les braves gens, comme je les aime. Ce premier acte de chef m'a permis de me reprendre un peu. Contre-ordre... Nous n'attaquons plus et progressons par sape. Ouf... je viens, dans ce colloque intime, entre ma chair et moi, de toucher le fond de mon courage ou de ma peur, comme on veut...

11 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Le désastre du 8 n'a rien appris à nos chefs. Ils l'ont déjà oublié, du moins les anonymes lointains, qui commandent à nos chefs de bataillon, l'ont déjà oublié. Ordre : même progression du bataillon vers la cote 233, au grand jour éga-

lement. La 4e compagnie, trop éprouvée, est, cette fois-ci, de deuxième ligne. La première et la troisième prennent notre place. Pauvres amis !

La même pauvre histoire ! Comme nous, au grand soleil ils quittent les tranchées à l'avant du village. Nous les y remplaçons. Les percutants nous encadrent, mais le projectile a horreur du but. Le jour, par intervalle, j'ai observé leurs sections couchées, progressant comme à la manœuvre, par escouade, mètre par mètre. C'est beau !

Quand ils ont approché des grands peupliers, le sol à semblé se soulever autour de certaines escouades. La terre fume, comme dit de Nazelle. On voit la lueur des coups de canon. On tire les hommes au canon comme au fusil. Ils sont dans la même fournaise que nous avant-hier. et, comme le 8, le 364e lâche les abords de Champlon. La 1re et la 3e compagnie sont réduites de moitié. Pas un homme n'a hésité. Le capitaine Herrick, toujours calme, a continué, paraît-il, de voir tomber les obus en propriétaire placide dont on ensemence le champ. Ce soir, je vois de Nazelle. Il a le visage qui sent les grandes émotions domptées. De l'escouade de tête, du lieutenant Mongard, parvenue aux grands peupliers, il ne reste sur 50 hommes que 12 hommes. Pas un n'a reculé ! Mongard lui-même est mourant. Il a conduit sa section comme à la manœuvre, a dit de Nazelle. J'ai un pauvre papier entre les mains où Mongard a griffonné ces mots : « Mes chers parents, j'agonise sur le champ de bataille, je vous embrasse bien. » On l'a emporté mourir tandis qu'il répétait : « J'ai été aussi loin que possible. »

J'ai pleuré sa mort comme celle d'un frère. Je le connaissais peu; c'était un petit brun, timide, myope, avec des lorgnons.

Tous les soirs nos patrouilles, les mains dans les poches, s'en allaient aux grands peupliers. Il suffisait d'y porter la troupe le soir pour s'y retrancher la nuit. Nos morts, jalonnant le terrain, eussent dû montrer, du moins, que ce glacis était un tombeau. Mais les chefs font la guerre sur la carte. Ils ne viennent pas voir le terrain. Leur Kriegspiel, leur littérature militaire ne « colle » pas avec la réalité. La 2e compagnie, affaiblie par la typhoïde et décimée par le feu, est partie. Le bataillon reste à 320 hommes. Le com-

mandant du 2e bataillon dénie nos pertes. Pour les prouver, il faut donner des états individuels...

15 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Chaque nuit, nous faisons une tranchée plus avant. Cette nuit nous avons creusé de véritables tanières sous de grands peupliers. Les peupliers sont un point de repère pour l'artillerie. J'ai joué là-dessus. J'ai pensé avec mon capitaine que les Allemands ne supposeraient pas que nous ayons l'audace de nous y installer. Mais il faut y être caché, aussi ai-je surveillé moi-même, cette nuit, chaque abri. J'ai fait faire, malgré les projecteurs allemands, sous ma direction, les corvées de volets pour nous protéger des shrapnells, les corvées de branchages. On a saupoudré le tout de feuilles mortes ; au petit jour, à trois pas, on n'y voyait rien. « Allons tous à..., et maintenant qu'on ne voie pas un mouvement de toute la journée. »

Dans ces tranchées on est assez protégé. Il faut le coup malheureux pour y périr. Hier, un percutant de 105 est tombé à cinquante centimètres d'une de nos tranchées, a brisé trois fusils et enseveli quatre hommes ; le soir je les ai retrouvés frais, encore un peu émus, mais joyeux. Les braves types !

Il est bien énervant de tendre sans cesse l'oreille à la trajectoire. Le sol tremble sans cesse. La tête fait mal, on respire mal à l'aise. Hier le capitaine s'est évanoui...

Cette vie me transforme peu à peu, et tu trouveras un mari plus trempé, plus résolu et qui se connaît mieux. On descend jusqu'au fond de soi-même. On a, sous le danger, entre sa chair et soi, des colloques intimes. On sait le plus ou moins d'autorité qu'on peut laisser à son cœur qui se serre et tremble. Chaque jour on compte mieux sur soi, les autres comptent mieux sur vous. Mes hommes sont comme des moineaux dans ma main, j'ai sur eux l'ascendant qui peut aller jusqu'à la mort...

Malgré cela, nos hommes, fatigués, éreintés, décimés, souvent déjà atteints par la typhoïde, gardent leur énergie, leur patriotisme. Conduits sous les rafales pendant une journée, ils reviennent moitié, mais ils ne reculent pas. Ils ne vont plus,

comme aux premiers jours, au combat comme on va à la danse : ils y vont graves, fatalistes, calmes et leur patriotisme moins brillant s'est fait plus intense, ils tiendront le coup.

Si j'y reste... j'aurai fait mon devoir et mérité du moins l'estime de ceux qui m'auront connu. La seule chose que je redoute est d'être abandonné sur le champ de bataille. Songe que je viens d'y retrouver deux de mes hommes qui y étaient depuis quatre jours avec la jambe cassée.

Vive la France victorieuse !

27 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Cette vie dans la tranchée est insipide. Dormir le jour ; la nuit organiser des postes d'écoute, veiller à la sûreté, faire le terrassier, le contremaître galonné. Comme cette guerre est loin de la bataille, du soleil et de la jouissance qu'avaient rêvés les militaires. Nos officiers ne sont pas découragés, mais désillusionnés.

Seuls les artilleurs gardent à cette guerre un intérêt joyeux. Seuls, en effet, ils ont des armes à la hauteur des nécessités. Nous n'avons qu'un bâton sur l'épaule. La plupart de mes hommes sont tombés sans tirer un coup de fusil ; les autres n'ont jamais vu un Allemand. Nous ne sommes que des buts qui marchent. Le reine des batailles, c'est la mécanique.

Ne crois pas que ce que je t'écris soit du pessimisme : c'est la constatation d'une réalité. Il faut s'en pénétrer pour préparer la Victoire.

... A mon retour on m'a annoncé que nous attaquions une position très forte. C'était la certitude d'être frappé pour la moitié au moins des officiers présents...

L'attaque est remise de quelques jours, et voici que se pose, pour moi, un délicat cas de conscience : la date tombera probablement au moment où je devrai partir pour Bordeaux. Je crois, à la réflexion, ma présence indispensable là-bas, au début du mois. Je ne veux pas d'autre part, par un départ à la veille du combat, affaiblir l'autorité morale que j'ai conquise ici, et puis ce n'est pas mon habitude de fuir le risque. J'adresse donc une demande de congé pour le 3 novembre, en spécifiant que s'il y a combat à ce moment-là je reste. Approuves-tu ? Est-ce le devoir ?

La canonnade continue : les obus fouillent le terrain à côté de nous : c'est le seul intérêt de ces longues journées. Il faut leur savoir gré de donner au moins un aliment à notre curiosité...

2 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Tous les jours, le bombardement nous met hors de combat 4 ou 5 hommes. Voici que les marmites tombent Les officiers sont réunis dans une chambre qui n'offre qu'une demi-protection. Malgré soi l'oreille inquiète suit le zim... zim... boum qui signale la trajectoire et le point d'éclatement. On a parlé de nos chefs, le général X..., le colonel Y..., et qu'on n'a jamais vus sur la ligne de feu, et qui travaillent et décident sur croquis et bouts de papier.

Je me mets à lire madame de Sévigné. Je tombe sur la mort de Turenne : « Monsieur de Turenne est mort en revenant de placer lui-même une batterie. » — « Bon, dit un officier, voilà madame de Sévigné, elle-même, qui dit du mal de nos grands chefs ! »

9 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie,

... La vie, ici, est physiquement dure, moralement assez douce. Nous formons un petit noyau d'officiers très unis. Les uns et les autres nous savons ce que nous valons, nous nous sommes vus au feu et nous nous sommes jugés, éprouvés. Nous mettons en commun, dans notre popote, nos risques, nos provisions, notre gaîté. Je te présenterai mon capitaine Mignon [1], un honnête homme, un homme consciencieux. Il faut le voir faire ses cantonnements, chercher les caves et les abris. Quand lui et ton mari ont placé la compagnie, elle peut être sûre d'être au minimum des risques, tandis que les autres compagnies subissent 4 à 5 hommes de pertes par le bombardement de tous les jours.

La guerre, bénissons-la, bénis-la, même si je n'en reviens pas. Elle aura refait une jeunesse à notre pays. Elle refait, dans la mort, ce pays. Les sentiments de notre vieille France renaissent et rajeunissent. Tous ceux qui ont un cœur volent plus haut à l'heure qu'il est, et c'est dans cette grande coupe d'idéal et d'énergie que la France s'est retrempée...

1. Capitaine Mignon, commandant la 4e Cie du 166e R. I.

11 novembre 1914. — Devant Marcheville. Parallèle P. 3.
11 heures du soir. — 166e R. I. 4e Cie.

Je t'écris dans la nuit, à la lueur intermittente des fusées allemandes qui éclairent la plus somptueuse attaque de nuit qu'il m'ait été donné de voir. C'est à 200 mètres devant nous un tintamarre exaspéré de mitrailleuses et de fusils. Notre 75 donne enfin et fait des torches brillantes au-dessus de leurs tranchées. J'ai placé tous mes hommes, je les ai groupés, j'ai parlé à chacun d'eux et je veux que ma meilleure pensée, chantant dans les balles qui font un bruit de guêpes sur la tranchée, soit pour le seul amour de ma vie. Pour risquer de perdre avec la vie ton amour, il me faut du courage...

12 novembre 1914. — Riaville. — 166e R. I. 4e Cie.

Endormi, harassé, à 3 heures du matin, réveillé par un vague bruit : « On bombarde. » Il est 8 heures. Les Allemands ne commencent jamais leur bombardement avant 10 heures ; c'est irrégulier ! Cette infraction aux habitudes prises, et qui paraissent déjà des lois impératives, me met hors de moi. Je sors : shrapnells. Le capitaine et moi filons vers la cave où est, ironie des mots, le poste de commandement du commandant R... Je donne des ordres pour que la section se réfugie dans l'abri, derrière l'église.

Le bombardement croît, d'heure en heure, en intensité. Cent obus à l'heure sur les trente maisons du village. Tout l'état-major du régiment, tout le monde est réuni là. On blague, on déjeune, je mange comme quatre, car qui sait quand je pourrai manger. La terre tremble sous les 150, le village, pas très grand, va être détruit. Notre cave n'offre qu'une sécurité relative.

Peu à peu l'énervement croît. Je vois directement l'effet du bombardement : certains somnolent, harassés par la tension nerveuse. Le lieutenant de Nazelle avoue son énervement. Le courage prend les formes les plus diverses. Gentilhomme, fin, allié aux Lannes de Montebello, militaire par hérédité plus que par vocation, de Nazelle récite volontiers des passages entiers d'Anatole France et de Rabelais. Il se tient longuement à l'entrée de la cave. Évi-

demment elle est, par espionnage, connue des Allemands, et devant les deux portes il y a un barrage de shrapnells. Toutes les demi-minutes, une rafale, pan, pan, pan, pan. C'est une attaque, évidemment, et tous se harnachent. Je fais remarquer quelle admirable mise en scène offre cette cave : dans un angle, deux soldats appuyés sur un fusil ; dans un coin, femmes et vieillards réfugiés, Le lieutenant de Nazelle à la porte, un pied sur les marches, regarde chaque rafale.

Ce bombardement intense et long ne nous aura pas coûté de grandes pertes; on les verra inférieures à celles subies par le bombardement intermittent des jours précédents, qui agit par surprise ; mais le désarroi moral est intense. Pour moi, mon courage est calé par un bon déjeuner, j'ai le courage physique, comme dit, dans une de ses notes, de Goncourt, d'oncle Jules [1], à propos du siège de Paris : « Son tempérament sanguin se grisait au spectacle. » De Nazelle, lui, a un courage de dompteur de nerfs. Je l'admire, car cette bravoure plus contenue est aussi plus belle.

La nuit vient : ordre de réunir la compagnie. Je sors sous les shrapnells. Je ne la trouve plus : le bombardement l'a dissipée, comme une ouverture de chasse dissipe une compagnie de perdreaux. Enfin je la retrouve par morceaux. J'aligne les hommes dans la rue, où les shrapnells tombent ralentis, comme une queue d'orage. Obligé, pour les remettre en main, de leur faire faire du maniement d'armes. Voilà les effets du canon ; il amollit les courages et désorganise la troupe.

Les Allemands s'emparent, à gauche, des tranchées de Pintheville ; nous sommes à droite, toute la nuit nous faisons des tranchées ; il fait un froid glacial et un grand vent qui chasse les nuages. Je ne peux plus remuer ma jambe percluse.

Toute la nuit se passe à faire travailler les hommes, à les empêcher de dormir, car nous manquons, comme à l'ordinaire, de matériel de défense accessoire...

15 novembre 1914. — Riaville. — 166e R. I. 4e Cie.

Riaville est bombardée quotidiennement. Tous les jours

1. Jules Ferry.

4 à 5 tués ou blessés. Toutes les fenêtres sont sans carreaux. A ce sujet, un joli mot de notre logeuse, paysanne, l'un des derniers spécimens de la population civile de ce triste patelin tout amoché : « Les obus font trop de poussière, on ne peut plus rien garder de propre. »

15 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Ce.

Je veux faire mes notes aussi vraies que possible, collées à la vérité, un décalque des caractères, un dessin réel des combats. Je n'y veux mettre que de l'exact, tel du moins que je le vois. J'y veux mettre ce que l'on voit de la guerre, j'entends de la guerre vue par en bas, les renseignements que l'on en peut tirer pour la conduite de la troupe ; où que la destinée me mène durant cette guerre, je continuerai...

Elles ne sont pas, comme tu dis, « style victoire », elles sont « style vérité »...

16 novembre 1914. — Manheules. — 166e R. I. 4e Ce.

Le peu de sensibilité acquise durant la paix s'émousse vite. Les grandes douleurs sont épisodiques : épisode, la destruction d'un régiment, c'est ce qui rend les chefs si durs aux hommes et les hommes si indifférents aux camarades.

Pour moi, la plus grande tristesse, c'est la sélection faite à rebours : les meilleurs sont sur le front : sur le front, les meilleurs se font tuer. J'ai commandé le caporal de Pierreux pour une patrouille : « Choisissez vos hommes, lui dis-je. — Tous ceux qui venaient d'ordinaire avec moi sont tombés. » Et il me cite : Chaumet, Debelbalut, etc. J'ai rapporté le fait à la popote. Le capitaine Mignon a constaté qu'il en est de même des officiers du régiment. Le major Mistarlet a étendu la remarque aux hommes de sport et aux musiciens. J'ai pensé à Pierre Goujon, un des seuls députés indépendants de ses électeurs, comme de toute ambition. Le capitaine Condamy, de son ton brusque, a conclu par cette remarque qui, nous classant, nous marque aussi pour la destinée : « Aucun de nous ne reviendra indemne. »

Silencieusement, chacun a regardé son voisin et a approuvé...

17 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie

Cette guerre est anonyme. J'interroge mes hommes : « Qui vous commande? — Le capitaine Mignon, le général Joffre. » Entre les deux, un trou. Les officiers ne sont guère plus renseignés. Quelques rares noms de commandants d'armée flottent dans les conversations. Cette imperson-na lité dans la guerre, si contraire à nos habitudes d'individualisme, n'est peut-être pas sans enlever du mordant aux attaques. Les ordres prennent un caractère abstrait, on les exécute sans confiance. Les officiers s'en plaignent. Cette chape d'ignorance rend la guerre plus lourde.

17 novembre 1914. — Sur la route de Fresnes. — 166e R. I. 4e Cie.

On m'a versé, aujourd'hui, 11 hommes de la classe 1914. Je les ai interrogés, ce sont des ouvriers d'art parisiens, imberbes et gouailleurs; derrière moi, dans la colonne, j'entends un murmure d'écoliers; je gronde, mais je suis ravi. Parmi mes lourds gas du Nord et de la Meuse, tenaces au combat, mais si lourds à mouvoir qu'il me semble parfois soulever ma section à bras tendus, ils vont mettre de l'activité et de l'intelligence. Du Parisien, pas trop n'en faut, juste un peu pour faire levain.

Je vais gaîment sur la route. L'attaque de Marcheville, tout à l'heure si oppressante à mon cœur, me paraît légère, facile, faite. Je sens frémir, derrière moi, ma section, comme un membre vivant.

22 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Tu as vu ma citation [1] à l'ordre du jour de la 3e armée. Elle est belle et j'avoue franchement ma satisfaction. Je crois, d'ailleurs, ce jour-là, l'avoir bien méritée...

27 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

J'assiste fortuitement à la conversation de deux grands chefs dont l'un est notre général de division. Ils discutent opérations. Je traduis : ils discutent nos vies. Le général

1. 15 novembre 1914. — 3e armée. — « Le sous-lieutenant Abel Ferry, 166e R. I., 4e Cie, par son attitude énergique et brillante au combat du 8 octobre a su maintenir, malgré de nombreuses pertes, sa section sous un feu violent d'infanterie et d'artillerie. »

X... se montre d'ailleurs précis et méthodique. Il monte son affaire en horloger, d'un peu loin, mais minutieusement. Il compte sur ses doigts ses coups de canon, car les approvisionnements sont si raréfiés que la place est obligée de compter ses obus comme un vieillard ses dépenses.

Mais pourquoi le général emploie-t-il ce « je »? Ce « je » me déconcerte, qui annexe tant de jeunes gens à cette tête blanche. « J'ai été attaqué à Pintheville-Riaville. » Eh non ! ce sont mes camarades, mes hommes, nous, qui avons subi le bombardement. « J'irai à Marcheville », et « je », ce sont des hommes qu'il n'a jamais vus, dont il sait tout juste le nombre, le numéro de régiment, qui iront. Et pourtant ce « je » accapareur et sinistre est légitime. Il exprime l'inégalité nécessaire du cerveau qui doit penser et des membres qui doivent agir. Il exprime la supériorité du chef sur l'exécutant. La gloire comme l'électricité s'accumule aux sommets, et nous, nous sommes l'innombrable et anonyme forêt.

24 février 1915. — 2e C. A.

Quelle douleur ! Le meilleur de tous les cœurs de la Chambre est mort [1]. Quand j'ai connu l'attaque sur les Éparges, j'en ai eu le pressentiment. J'ai eu peur pour lui. Il est mort. Des quatre députés que nous étions à Verdun, Maginot est blessé et lui, mort... La terrible guerre! Goujon, Chevillon... Quelle peine ! Il avait un si joli courage. Te souviens-tu comme il était gai, jeune et vivant. Je sentais en lui une si chaude amitié ; nous étions liés pour la vie. Je n'ai plus goût à rien. Mon pauvre Chevillon ! Je l'avais connu par la guerre qui permet de juger vite et bien. Je l'avais compris, aimé. J'ai beaucoup de peine... console-moi... J'ai beaucoup de peine et j'ai bien peur pour Charles [2].

28 février 1915. — Laval, près de Perthes. — 2e C. A.

... Ne t'inquiète pas, hélas ! les dangers que je cours sont rares ; quelques vagues sifflements, mais rien qui me rappelle la vieille chanson de la guerre. Pour rester ici je dois d'ailleurs

1. Frédéric Chevillon, député des Bouches-du-Rhône.
2. Sous-lieutenant de la Porte, cousin d'Abel Ferry.

faire un effort. Je suis résolu à n'y faire qu'un stage : après avoir vu la troupe, voir le haut commandement[1].

Il semble que nos états-majors fonctionnent bien. La machine est huilée, elle va sans hâte et sans fatigue. Ces officiers d'É.-M. sont de bons bureaucrates. Ils classent, écrivent, téléphonent, et s'exclament d'étonnement et d'admiration quand ils ont vu passer un obus. Je viens de rencontrer un officier de réserve. Il était calme et se chauffait à l'âtre en sommeillant. Des 60 officiers que comptait son régiment au départ, il n'en reste que 5. En vérité quand j'aurai vu cette affaire complète je redescendrai près de la troupe.

L'idée de la manœuvre tentée est de monter par les plaines de Champagne et de vider la poche des lignes allemandes à l'est de notre ligne[2]. Il semble qu'il y ait des craquelures, la ligne allemande est fêlée en maints endroits. Hier, j'étais en liaison à la division, légèrement à l'ouest de Perthes. Je suivais, pour en rendre compte au corps, quatre attaques montées soigneusement et qui devaient avoir lieu ; à 3 heures et demie un feu effroyable d'artillerie, d'innombrables colonnes de fumée noires et blanches ponctuaient la petite ligne et se croisaient en tous sens sur le terrain. C'étaient nos 75 qui bombardaient les tranchées allemandes ; puis voici soudain, à la jumelle, une ligne de petits arbres, mais la ligne marche, se déploie, se disloque. Ce sont des hommes. Ils courent, ils s'éparpillent. On voit des petites taches allongées sur le terrain ; ce sont des blessés ou des morts. La nuit tombe, ils auront froid, hélas ! Je songe à tous mes pauvres bougres. Comme je les aime, les pauvres qui courent là-bas ! C'est plus pénible à voir qu'à vivre, et quoique nos attaques aient réussi, je me sens, au milieu de l'allégresse de tous ces gens qui n'ont pas vécu de pareilles heures, tout triste...

1er mars 1915. — 2e C. A.

Ce matin j'ai ramené un blessé dans mon auto ; il avait les trois doigts de sa main enlevés. Le seule chose qui l'ennuyait c'est d'avoir laissé trois de ses doigts aux mains des Boches dans la tranchée. Comme son sang avait maculé les coussins :

1. Il venait d'être affecté à l'E.-M. du 2e C. M.
2. Bataille des Hurlus.

« Pardon, excuse, me dit-il, je me suis bien mal conduit, j'ai taché la voiture. » Ce sont ces braves gens qui gagneront la bataille.

Nous poussons sur la cote 196. La ligne allemande[1] fléchit lentement; s'il ne survient pas de réserves, nous passerons peut-être.

Mais les régiments fondent. Ils passent dix à douze jours aux tranchées; un bataillon est réduit à 220 hommes. C'est une effroyable bataille; si je n'y avais été hier, si je ne devais pas y retourner demain, je deviendrais fou. Je suis au Balcon[2]. On ne prend pas tant de douleur et d'héroïsme au spectacle. Sans doute je suis utile, mais je ne cours que le risque de quelques coups malheureux. Je verrai le mécanisme de la bataille, puis je rentrerai dans la vraie fournaise...

9 mars 1915. — Cote 196. — Hurlus. — 2e C. A.

Bonne nouvelle ! Je vais te revenir. Nous sommes mis au repos... Je suis satisfait de faire mon devoir. Je commence à croire que ce sentiment est le fond de ma nature.

J'ai tant laissé voir la gêne que me causait la demi-sécurité de cette vie d'état-major, qu'on m'a laissé faire la liaison avec les brigades et les tranchées de première ligne.

Nos soldats attaquent avec furie un petit mamelon. Les morts jonchent la terre et de loin font de petites taches sombres. Ils sont partout sur les parapets. Au fond des tranchées, leurs corps font de brusques dénivellations. On bute sur des bras, des jambes qui dépassent. Au fond d'une tranchée de quatrième ligne un lieutenant est tombé il y a quinze jours. On s'est contenté de jeter une sorte de toile sur son visage, puis la boue l'a maculé. Ça sent le cadavre.

Le canon-revolver, que je ne connaissais pas, écrête les parapets, brutal et rapide. Chaque mètre de tranchée nous a peut-être coûté un homme. Toute compagnie qui attaque perd la moitié de son effectif. Les hommes se battent, héroïques comme des condamnés à mort ; ils sont, *dans cette mort certaine*, comme dans leur élément. Je heurte deux hommes dont l'un n'a plus de tête et l'autre n'a plus de ventre. Une

1. Les Hurlus.
2. Poste d'observation ainsi nommé.

bombe à main vient de tomber sur eux, et leurs deux voisins de me dire, tranquilles : « Mon lieutenant, on était assis comme ça, on a rien eu, ce sont eux qui ont écopé de tout », du ton dont ils m'auraient dit : « C'est eux que l'adjudant a fourrés dedans! »

Ils chargent en chantant *la Marseillaise*. Ils mangent du Boche avant de mourir. Les peureux ici deviennent braves, les braves sont des héros. Ils se battent depuis quinze jours, ils sont épuisés, mais leur moral est surhumain. Non, cela ne s'est jamais vu ! Hier le 110e a chargé avec un tel entrain que le 120e l'applaudissait debout sous les balles et sur les parapets. Ils sont frénétiques et excités...

27 mars 1915. — Verdun. — 2e C. A.

Quatre mois après, je viens faire un triste et doux pèlerinage au théâtre de mes anciens combats. L'horizon était le même, les éclatements fumaient aux mêmes endroits. La nature, les hommes, la guerre avaient les mêmes habitudes. Je vais le cœur battant par la même vieille route de Manheulles ; voici le grand chêne de Pintheville près duquel, lors de ma dernière relève, de Nazelle disait, de son air grand seigneur, à chaque balle sifflante : « la garce ».

Je suis dans mes boyaux, dans mes tranchées, en P. 2, P. 3. Ce ne sont que visages troublés et mains tendues. Le sergent Drain pleure, le capitaine Herrick accourt. Ils me content la triste histoire. Après six mois de préparation, l'attaque de Marcheville, si souvent annoncée et que l'on croyait abandonnée, a eu lieu. On a fait sauter la mine forée depuis six mois; seulement, au lieu d'être face à un saillant de la tranchée allemande, la mine était face à un rentrant; au lieu d'être dessous, elle était devant. Ah ! les postes de commandement d'où l'on fait la guerre sur le papier sans venir sur les lieux ! Les Allemands n'ont pas sauté, leur réseau est resté presque intact. Le régiment n'a pas pu déboucher; la 8e compagnie sortie des tranchées y a été détruite en arrivant sur le réseau intact, oui intact. Une dizaine seulement, sans chef, sont allés en angle mort dans la tranchée allemande. Le soir, un des leurs revint en rampant et dit : « Je suis l'agent de liaison des camarades.

Ils demandent s'ils doivent attendre, revenir ou attaquer. » Est-ce beau?

La 4e, ma chère 4e compagnie, est partie en chantant. La veille ils avaient, ravis d'attaquer, joué toute la journée au bouchon. Ils ont été surhumains; même maintenant, ils n'ont pas l'air abattu. Le capitaine Mignon ne se faisait aucune illusion, il ne croyait pas au succès; il est tombé la tête dans la tranchée allemande, une balle dans l'œil.

Le lieutenant K. tué. Les voici sans chef. Une mitrailleuse allemande prit les survivants dans la tranchée en enfilade. Bouzin, un gringalet, le petit cycliste du capitaine, me raconte qu'il a arrêté une première panique. Ce petit a des qualités de chef. Il juge la situation, il prend des responsabilités. La belle race de soldats! Une seconde panique se produit en remontant le parapet, ils sont tirés comme des lapins; les survivants se réfugient dans l'entonnoir de mine, mais le téléphone que M. de X... n'a pas daigné, depuis six mois, faire enterrer est coupé par les obus allemands : l'artillerie française tire dans l'entonnoir et y massacre nos hommes. Ils remontent, se sauvent — comment? ils ne le savent. Des 220 partis si joyeux, 29 seulement sont revenus; l'un d'entre eux est devenu fou. Les meilleurs sont tués : Derlin, un délicieux garçon de café; Schneider, un épatant patrouilleur; de Neuville, un doux sergent, industriel de Reims. Tous les chefs de section sont tués...

Mistarlet, qui, paraît-il, a été épatant, me dit que l'ordre a été donné aux capitaines Herrick et Legouis, le Normalien; ils ont été admirables de stoïcisme dans l'acceptation de leur devoir. Je les regarde; c'est vrai, ils sont sublimes, ce sont des morts certains et je suis tout triste et tout honteux de n'avoir pas été avec eux ce jour-là, avec ma chère 4e détruite le 8 octobre, détruite le 18 mars. La capitaine S..., qui m'accompagne, me dit un mot qui m'est doux : « Vous avez laissé des souvenirs, dans ce régiment, qui vous font honneur. » J'ai embrassé Drain, Mistarlet, aussi fort que j'ai pu. La guerre me prendra-t-elle aussi Mistarlet? Avant-hier, de Nazelle, en passant dans la tranchée avec sa négligence hautaine, a été tué, la cervelle gisait à ses côtés.

Six mois de travail pour faire une mine, 600 hommes tués

ont abouti à ceci : les Allemands se sont installés dans l'entonnoir et dominent maintenant de ses bords surélevés nos tranchées. Et sur tout ce secteur on va recommencer.

... Ici j'ai pu voir et faire connaître des choses utiles. Pourtant je souffre dans ma conscience. La troupe m'appelle.

17 avril 1915. — 2e C. A.

Le plan allemand n'a pas échoué autant qu'on se plaît à le dire. Il s'est tout au plus déformé. La France n'est pas désarmée, mais elle est partiellement conquise. La volonté allemande est de nous amener, après nous être vainement usés sur ses tranchées, à traiter, l'ennemi étant encore en possession du territoire conquis. Or, ce que j'ai pu voir de la guerre pendant huit mois, sublime par en bas, inquiétante par en haut, me conduit à penser que si le G. Q. G. continue à grignoter dans ses attaques fragmentaires les forces d'offensive de ce pays, le jour est proche où l'armée française devra renoncer à rompre le front.

La guerre d'usure. — Tous les officiers de tous grades qu'il m'a été donné, en tous lieux, de voir, déclarent : « La guerre d'usure, *elle se fait contre nous.* »

21 mai 1915. — 2e C. A. — Les Éparges.

Ta lettre de fleurs, de tendresse, ta lettre sentant Targé vient de m'arriver. Je suis dans les mêmes bois où cet été je couchais sur la terre et sous la pluie. Ce sont les mêmes odeurs variées de bonne terre trempée, de déjections et de viandes pourrissantes. Au-dessus de nos têtes les mêmes départs et les mêmes arrivées. Cette guerre a ses coutumes; elles varient moins que les saisons. Je suis attaché à la division : ce n'est déjà plus la garnison du temps de paix des hauts états-majors, c'est un peu la guerre. Un tir de barrage gronde à l'instant même sur les Éparges. Hier, j'y ai fait une longue reconnaissance : une pente sinistre, presque à pic, descend dans la vallée de la « Mort ». Pas un arbre qu'un obus n'ait coupé ; dans ce printemps verdoyant, la terre des Eparges est d'une stérilité volcanique. La plaine est verte, les bois des Hauts de Meuse sont verts. Elle, elle est noire et retournée; partout des cratères, des

trous énormes où l'on ensevelirait une escouade. Là ont percuté des 105, des 150, des 21, des 28, des 305, des Minenwerfer. Les Allemands appellent cela l'enfer de Combres. Une de leurs poésies trouvée sur un prisonnier dit : « Là, l'obus enterre les hommes, horreur ! Là, l'obus les déterre, horreur ! »

Les tranchées sont construites de cadavres; partout des pieds, des mains dépassent; on ne reconnaît plus les Allemands des Français qu'aux bottes. Un homme donnant un coup de pioche dans le parapet a crevé un ventre ; du jus de cadavre lui a sauté au visage. La puanteur est épouvantable; il faut pourtant vivre, se battre et manger là. Les hommes ont le mal de mer. Ils vomissent. 50 000 hommes sont tombés là ; 8 à 10 000 sont peut-être ensevelis dans la boue de ces deux kilomètres carrés. Nous sommes accrochés en haut de cette lame de couteau ; une forte poussée allemande et, de l'avis de tous, nous roulerions au bas de la pente. De là je n'ai pas mieux vu mes vieilles tranchées de Marcheville que de la croupe de Montgirmont. Pourquoi 50 000 hommes de part et d'autre ont-ils été sacrifiés pour la conquête de ce petit charnier ? Pauvres familles ! Ce sont là les « disparus ». Jamais elles ne recevront même la pauvre médaille d'identité accrochée à leur cou; ils descendent inconnus dans la boue : misère et grandeur !

Targé... Les Éparges... Là-bas le charme, la beauté de la vie : ici toute la grandeur morale... Comme je voudrais être près de toi ! Quel repos !...

22 mai 1915. — 2e C. A. 4e D. I. — Tranchée de Calonne.

Passé ces deux jours à faire pour la division une reconnaissance dans les tranchées situées le long de la route dénommée « Tranchée de Calonne », en souvenir de l'aimable ministre de Louis XVI. Le soleil est lourd, les arbres sont immobiles, les soldats sommeillent. Les grosses mouches à cadavres et à charognes somnolent le long des boyaux ; les marmites semblent elles-mêmes venir plus péniblement. Les tranchées sont en forêt. Dans les gros arbres se dissimulent les bons tireurs, dénommés *perroquets* ; par endroits, les tranchées françaises sont enfilées par les perroquets alle-

mands. Pour passer inaperçus, les tranchées ont été couvertes de branches d'arbres. Par ce chaud soleil, on se croirait sous des tonnelles aux environs de Paris. Quel contraste avec les Éparges !

Sur un abri où dort un homme, je relève cette inscription qui synthétise bien le moral actuel du soldat français : « Vive le 147e, vivement la paix, mort aux Boches ! » Je conclus mon rapport en disant qu'autant les Éparges sont faibles, autant notre position, dans ces bois, est forte.

4 juin 1915. — 2e C. A.

Bourdeau[1] m'écrit que, par un hasard que je lui envie, il avait rencontré P... la veille de sa mort. Mon doux ami était, paraît-il, « resté le même, aimable, discret, sincèrement bienveillant ». Sa mère avait refusé de le laiser mettre en sursis, et lui-même voulut servir dans les chasseurs à pied. Quelle génération ! L'histoire déconcertée, stupéfaite, s'arrêtera devant cette facilité d'héroïsme.

1793 était tout enthousiasme, l'Empire était épopée : nous, nous sommes tout *devoir*. Nous ne nous sentons ni une âme de vaincu, ni une âme de conquérant. La guerre d'aujourd'hui n'est ni gaie, ni triste, elle est grave. C'est une guerre par devoir et voilà pourquoi nous serons vainqueurs. Mais pour ceux qui resteront quel désert d'amitiés !

Je pense sans cesse à P... ; c'est un morceau de ma vie qui s'en va. Je pleure...

25 juin 1915. — 38e D. I.

Comme ce secteur de Nieuport est varié et prenant. J'ai passé cette nuit derrière des tranchées déconcertantes. Ce sont, dans le polder, de hauts murs de sacs à terre; sur une estrade de planches courant à cinquante centimètres du sol, les zouaves, l'œil aux créneaux, veillent. Pas de sac au dos; on se promène comme le long d'un mur de parc dans la plaine plate et nue. D'innombrables petites tombes font une allée de petites croix continues ; les zouaves à chaque relève apportent des fleurs pour les entretenir.

Un zouave dans la nuit s'écrie : « Mais c'est monsieur Abel !

1. Sous-chef de cabinet d'Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Moi, je suis le fils de Colin, de Pallignez, vous savez bien, celui qui à vos dernières élections apporta le résultat de Pallignez! » On s'embrasse. Il est sergent. C'est un de ces gosses de la classe 14, dont la guerre, si elle les épargne, fera la plus belle génération qu'aura jamais connue la France.

Les uns, les autres, pressés, me content leurs souvenirs; le plus terrible ce sont les grandes torpilles aériennes ; il en pleut de temps en temps; elles contiennent 50 kilos d'explosif, tandis que nos 75 en contiennent 830 grammes : elles volatilisent les hommes. Le compte rendu de ces derniers jours comptait trois hommes disparus: pas un fragment de retrouvé. Une compagnie a perdu 100 hommes par ces deux torpilles; elles s'élèvent dans l'air avec le balancement d'une jeune poule; les hommes, les yeux fixés sur elles, hypnotisés, toute la journée... attendent.

5 août 1915. — 1re brigade coloniale. — Bois de la Grurie.

... Ici, le moral est excellent. Ah ! les nobles cœurs et les braves gens ! Comme la France est belle dans ces tranchées et dans ces trous. Le meilleur de son cœur bat dans cette terre humide et chaude, hostile ou bonne, mais qu'on aime parce qu'on la défend. Je suis sûr de bien t'aimer en aimant mon pays.

11 août 1915. — 1re brigade coloniale.

Tu sais que la correspondance venue du front doit être désormais ouverte : cette mesure déprime plus les poilus que la prise de Varsovie...

Je me sens ici digne de toi : c'est ce qui fait ma joie et me console des privations et des risques. Nous habitons en effet, par une sorte de laisser-aller fanfaron, la dernière maison qui reste debout de Vienne-le-Château. Les cuisines en sont détruites, elle est en carton-pâte, elle est condamnée. Les tranchées sont passionnantes : j'y retrouve cette odeur de boue, de sang pourri, de détritus et de mort qui souille sur tant de centaines de kilomètres notre beau sol de France.

Je me bats pour toi, pour nos enfants; la vie est douce et la mort légère à qui fait son devoir.

29 août 1915. — 250e brigade d'inf. — La Chalade.

... Je poursuis mon éducation de guerre. Il y a peu de générations à qui soit offerte une pareille vivisection de la société. Je passe de l'étude des mitrailleuses à celle des tranchées, des lance-bombes. On m'a pourvu d'un casque qui me fait une tête ronde de pompier, mais ce n'est peut-être pas inutile, car tout ce secteur est fort crapouilloté. J'aimais la guerre, j'étais fait pour elle; si j'avais vécu celles d'il y a un siècle, j'aurais donné ma mesure. La carrière militaire pendant la guerre était ma vocation et je n'ai accepté la politique que comme pis aller. Je suis sûr que je la comprends et je suis aussi à mon aise dans ce travail que dans celui de la Chambre. La belle armée que nous avons et comme il est vrai que tout Français naît soldat! L'enthousiasme ne décroît pas. Le soldat reste décidé à tenir tant qu'il faudra...

2 septembre 1915. — 250e brigade d'inf.

Éliane s'amuse-t-elle bien? Je voudrais bien voir ma petite chérie écouter tes histoires. Ne lui donne pas de moi une trop sublime idée; en grandissant, elle pourrait s'apercevoir de tout ce qui me manque et je serais obligé de me corriger d'un tas de petits défauts qui me sont bien commodes et auxquels tu es indulgente. Il me faudrait être correct, me bien tenir, et la guerre m'a donné tant d'habitudes supplémentaires de laisser-aller.

... Mais j'ai l'intime conviction de remplir ici un devoir qui n'est pas d'apparat. A mes risques et périls, péniblement, par un effort de recherches et de méditations patientes, par une enquête incessante dans la tranchée et dans les papiers, j'ai vu la guerre *mieux* qu'aucun autre homme. Je l'ai vue par en haut, par en bas, de biais, de face, et je suis arrivé à une conception de guerre, *la surprise et la préparation*. Des indices me permettent de croire que mon idée, d'abord repoussée, peu à peu fait son chemin.

Si elle réussit, je pourrai m'imaginer que j'y suis pour quelque chose; quelle joie, et comment aurais-je pu mieux servir mon pays? Oui, j'aurais pu rester aux Affaires étrangères, mais je n'aurais pu intervenir qu'à la condition d'être au conseil des ministres et je n'y vais, moi, que parce que

je vais dans la tranchée. Mon autorité morale, le droit même de prendre part au conseil des ministres, ma part dans la direction générale des affaires, me viennent de ce que je suis, en temps de guerre, le seul civil qui sache un peu la guerre.

... Comme nous sommes ici sur la défensive et que, sous peu, j'aurai vu tout ce que j'ai à voir, j'ai demandé à la 3e armée de me réaffecter à la brigade coloniale qui se trouve justement le long de la route de Suippes dont te parlait S., comme axe de la prochaine offensive.

Je suis curieux de savoir s'ils me donneront satisfaction : mon devoir à l'heure présente est d'être aux lieux importants de combats, pour renseigner le Gouvernement. Ce n'est pas pour mon plaisir, c'est parce que je dois, si je veux pouvoir jouer utilement les commissaires aux armées, être aux grandes batailles. J'ai déjà raté celle d'Arras; j'avais demandé à être de la 95e brigade qui s'y est battue, on ne m'a pas répondu. Je demande à être de la prochaine offensive pour la seule raison qu'il faut contre les choses, les hommes et les balles, employer sa volonté à être utile. ... L'amour n'exclut pas le devoir...

6 septembre 1915. — 250e brigade d'inf. — Courtes-Chausses.

Moi, je suis bien loin, dans quelque poste d'écoute où l'on n'entend pas battre son cœur. Il passe dans la nuit hostile de subits froufrous. Les soldats nomment cela des souris, des queues de rats ou des hirondelles; ça vient de la tranchée d'en face et ça éclate au premier contact.

La tranchée est comme la mer, on en a la nostalgie. On l'aime « par une nuit sans lune » où palpite seule la lueur des fusées. Les arbres, la terre, les hommes sont les témoins de ces choses brutales... J'ai le cœur serré. Tant d'impéritie, le savoir, être Français et ne pouvoir que se faire tuer! C'est une mauvaise vague de gaz moralement asphyxiant, et j'ai partiellement tort, car il se fait ici un gros effort de travail de la part de la troupe et d'organisation de la part des chefs. Pour la première fois, le chaos des bonnes volontés s'oriente vers un but commun. Je m'en veux d'avoir moins espéré, comme je m'en voudrais de t'avoir moins aimée...

15 septembre 1915. — 250e brigade.

... Le colonel H..., commandant la brigade, veut, je crois, me proposer pour un troisième galon ; je n'ai dit ni oui, ni non ; l'avancement se fait vite en temps de guerre, et ton frère, s'il n'avait été blessé, commanderait une compagnie. Mon ambition à moi serait de commander un bataillon.

Mais j'ai refusé tout net d'être proposé pour la Légion d'honneur : j'ai mis en avant ma qualité de membre du Gouvernement; la vérité est que ma croix de guerre me suffit; je n'ai rien mérité de plus, et cette petite goutte de sang, que Napoléon a imaginé de mettre à la boutonnière de mes contemporains, garde à mes yeux un air trop bonapartiste, et puis je ne veux pas être soupçonné d'avoir fait mon devoir pour être récompensé.

24 décembre 1915. — 250e brigade d'inf.

Je viens de passer cette matinée de Noël à patauger dans la boue montant par-dessus mes bottes.

Nos poilus de France sont bien sublimes : qui fera le compte des milliers de petites misères auxquelles a résisté ce peuple en armes, ferait une addition dont le total dépasserait nos imaginations, comme la dépassent les sommes de chiffres donnés par les astronomes. C'est le spectacle de ces chers poilus qui me garde ma foi...

9 mars 1916. — 91e R. I. — Poste des Cymbales.

Je ne saurais te dire combien je suis content d'être redevenu « poilu » au milieu des poilus [1].

Je t'écris d'une petite cagna en planches, élevée sur une pente de gazon, seule au milieu des bois et d'où l'on voit la ligne marmitée des tranchées allemandes. Après avoir dormi sous mes couvertures, d'un sommeil réparateur à peine troublé par le bruit lointain d'une petite attaque, j'ai été présenté à mes hommes. Vérification faite de leur installation, couchettes, nourriture, j'ai écrit de longues pages.

1. Il venait d'être affecté au 91e régiment d'infanterie, comme lieutenant mitrailleur.

30 mars 1916. — 91e R. I.

Le capitaine Lambert est nommé commandant du 66e bataillon de chasseurs à pied. J'en suis heureux pour lui, je le regrette pour moi.

Il y a deux catégories d'officiers : les fonctionnaires et ceux qui aiment la guerre. Ceux qui aiment la guerre seront tués, mais ils auront donné la Victoire; les autres, les fonctionnaires, l'écriront. Oui, ils écriront la guerre à la gloire des états-majors. Qu'importe ! la terre de France saura reconnaître les siens. On saluera éternellement les petites tombes dans les champs et les bois jusqu'à ce que peu à peu elles disparaissent dans l'éternelle nature.

Les autres auront des cimetières de bourgeois avec des allées sablées, une concession perpétuelle, un bel enterrement, sur leurs vieux jours. Ils auront même peut-être des discours ; les autres auront le regret rapide de ceux qui les auront connus et compris.

Qu'importe, l'homme qui aime son pays retourne naturellement à la troupe, à la bataille, à la souffrance, à la victoire, qui se fait comme le sang va au cœur... Lambert, Mistarlet, voilà les vrais vainqueurs. Je les aime et je tremble pour eux...

ABEL FERRY

L'IDÉE[1]

III

LA GRANDE VISION

Les semaines et les mois ont passé et l'horrible drame continue toujours.

Nous sommes, à présent, dans la première semaine d'octobre 1918. L'été, cette année, semble ne pas vouloir mourir et, sans les feuilles mordorées qui commencent à tomber lentement des arbres, on ne se croirait pas au début de l'automne, tant est douce la température.

Le jardin de la petite villa de Montmartre est illuminé par les rayons d'un soleil à son déclin qui, se glissant à travers le feuillage du marronnier de la pelouse, font, sur le sable des allées et sur le perron, de remuantes taches d'or pâle.

La grille et la porte donnant sur la rue sont entièrement masquées, l'une et l'autre, par un grillage serré, matelassé de lierre encore vivace et des arbustes rapprochés.

Madame Dupont, assise dans un fauteuil en osier, tricote avec ardeur ; Jacqueline et Marguerite, debout devant une table, confectionnent des paquets ; Dupont, enfoncé dans un rocking-chair, lit avec la plus grande attention des journaux.

Absorbés par leur besogne réciproque, les personnages ne se parlent pas pendant un long moment, mais, soudain, Dupont pousse une exclamation qui fait lever la tête aux trois femmes.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet et du 1er août 1919.

DUPONT. — Quinze cent vingt-troisième jour de la guerre!... quinze cent vingt-troisième jour de la guerre!... Quand je vois ces chiffres, je suis suffoqué!

MADAME DUPONT. — Tu les vois tous les jours, mon ami.

DUPONT. — C'est entendu... je suis suffoqué tous les jours... quinze cent vingt-trois!... Mille cinq cent vingt-trois!...

JACQUELINE. — Tenez, Marguerite, aidez-moi à ficeler ce paquet, je vous prie.

MARGUERITE. — Tout de suite, madame,

MADAME DUPONT (*posant son ouvrage*). — Encore une paire de chaussettes finie, Jacqueline.

JACQUELINE. — C'est très bien, mère.

MADAME DUPONT. — Je vais, à présent, commencer un chandail.

JACQUELINE. — Vous êtes, sans doute, la dernière Parisienne qui tricote pour les soldats.

MADAME DUPONT. — La dernière, non, mais il n'y en a plus beaucoup, en effet. En 1914 et 15, ce fut un engoûment général, tout le monde tricotait.

DUPONT. — On organisait des thés-tricot.

MADAME DUPONT. — En 1916, on commença à se lasser.

JACQUELINE. — Il y eut bien toujours des thés...

DUPONT. — Mais le tricot disparut.

JACQUELINE. — A partir de 1917, on ne s'occupa plus de ces choses.

MADAME DUPONT. — Il faut dire, pour être juste, que le besoin s'en fait moins sentir, le gouvernement ayant pu organiser cette fourniture lui-même. Et puis les grands magasins en vendent à si bon compte! On tricote moins, on achète plus, voilà tout!

JACQUELINE. — Oui... Mais il semble que le linge acheté doit leur tenir moins chaud. Dans celui que les femmes faisaient elles-mêmes il y avait un peu de la chaleur de leur cœur.

MADAME DUPONT. — C'est mon opinion, ma chérie.

DUPONT. — Eh bien, moi, j'ai comme une idée que ton travail actuel sera inutile. Nous n'aurons pas une cinquième campagne d'hiver.

MADAME DUPONT. — Puisses-tu dire vrai !

DUPONT. — Le Boche est fichu et, au train dont vont les choses, il ne va pas tarder à demander grâce. Ça chauffe bigrement en ce moment.

JACQUELINE. — Hélas !

Un silence.

Dupont a repris son journal, madame Dupont se tait, occupée par le début de son nouvel ouvrage; Jacqueline rêve et semble regarder au loin un spectacle qui l'angoisse, car sa physionomie est soudain devenue sombre et triste.

Nul bruit dans la rue peu passagère; on entend seulement s'égrener, de l'autre côté, les notes monotones d'une leçon de piano.

Quand madame Dupont a fait plusieurs mailles, elle pousse un soupir et se remet à parler.

MADAME DUPONT. — Votre ouvrière à la journée, madame Lumet, ne vient plus?

JACQUELINE (*tirée de sa rêverie*). — Si, si, tous les après-midi... Je suis étonnée qu'elle ne soit pas encore là. Quelle heure est-il donc?

MARGUERITE. — Quatre heures et demie, madame.

JACQUELINE. — C'est son premier jour d'absence. Peut-être est-elle souffrante.

MADAME DUPONT. — Son mari a été tué à la guerre, n'est-ce pas?

JACQUELINE. — Oui, il y a un an à peu près, en même temps que notre ami Alvarez.

MADAME DUPONT. — Pauvre petite femme !

JACQUELINE. — Elle est très courageuse, très résignée.

MADAME DUPONT. — Elle a des enfants?

JACQUELINE. — Un petit garçon qu'elle élève admirablement.

MADAME DUPONT. — Je voudrais l'aider un peu... Croyez-vous qu'elle accepterait...

JACQUELINE. — De l'argent?... Oh ! sûrement pas, maman... Mais vous pourriez acheter quelque chose pour son fils : un vêtement, des bottines...

MADAME DUPONT. — Voulez-vous vous en charger, ma mignonne? Vous me direz ce que je vous dois?

JACQUELINE. — Avec plaisir.

Nouveau silence, rompu, cette fois, par Dupont.

DUPONT. — Ces Américains sont admirables. Ils se battent comme des lions.

MADAME DUPONT. — Et quand on pense qu'ils font cela sans intérêt !...

DUPONT. — Oui, ça me dépasse ! Les Allemands veulent conquérir des territoires, nous, nous nous défendons, mais eux, ils se font tuer pour une idée !... C'est incompréhensible !

JACQUELINE. — Fernando agit de même.

DUPONT. — Oui... De la part d'un individu, c'est déjà étonnant. Mais que tout un peuple se lance dans la mêlée par amour du droit et de la justice... ça... ça me dépasse ! J'en suis ravi, mais ça me dépasse !

JACQUELINE. — Peut-être y a-t-il quelque chose de changé dans le monde, père?

DUPONT. — Il faut le croire !... Il faut le croire !

Un temps.

JACQUELINE. — Marguerite, montez donc voir si madame Miroslawa n'a besoin de rien.

MARGUERITE. — Bien, madame.

Elle entre dans la maison.

MADAME DUPONT. — J'ai hâte de l'embrasser, cette chère petite... Comment va-t-elle?

JACQUELINE — Elle est arrivée ce matin très fatiguée par son voyage, et j'ai dû la faire coucher... Oh! vous la trouverez bien changée...

MADAME DUPONT. — Elle a été fort malade?

JACQUELINE. — Terriblement. On a craint longtemps pour sa vie.

MADAME DUPONT. — Une fièvre typhoïde?

JACQUELINE. — Suivie d'une pneumonie double... Elle est restée quatre mois à l'hôpital de Châlons. J'avais demandé qu'elle fût envoyée ici, mais elle était intransportable.

MADAME DUPONT. — Il ne lui en est rien resté?

JACQUELINE. — Non... Mais son état de faiblesse est inquiétant. Il lui faut trois mois de repos absolu.

MADAME DUPONT. — Consentira-t-elle à les prendre?... Elle est si dévouée !

JACQUELINE. — Elle ne veut pas. Mais je la garderai ici, malgré elle. Après vingt-huit mois de front, et fatiguée comme elle est, elle peut bien demeurer quelque temps sans rien faire.

MADAME DUPONT. — Certes !

JACQUELINE (*comptant les colis préparés*). — Là !... Enfin, voilà six paquets terminés. (*Répétant sa phrase plus haut.*) Voilà six paquets terminés ! Hum !... Père !...

MADAME DUPONT (*à son mari*). — Paul !... Tu es sourd?

DUPONT (*sursautant*). — Hein?... Quoi?

MADAME DUPONT. — Est-ce que tu es venu ici pour lire les journaux, mon ami?

DUPONT. — Non, certes !... Qu'y a-t-il?

JACQUELINE. — Six paquets terminés !

DUPONT (*se tirant avec peine de son rocking*). — Bon, bon... Je colle les étiquettes immédiatement.

MADAME DUPONT. — Et puis, tu iras porter les colis à la poste.

DUPONT. — Ah !... Il faut que... (*Sur un regard de sa femme.*) Bien... bien... J'irai les porter à la poste !

Il saisit des étiquettes, un pot de colle et se met à l'ouvrage en chantonnant. Marguerite sort de la maison.

MARGUERITE. — Madame Miroslawa se lève, madame... Elle va descendre dans un moment.

JACQUELINE. — Pourquoi se lève-t-elle?

MARGUERITE. — Elle dit que cela lui fera du bien de s'étendre un peu dans le jardin.

JACQUELINE. — Eh bien, aidez-la à s'habiller. En passant, regardez si Marcel est sage.

MARGUERITE. — Monsieur Marcel étudie sa leçon très gentiment, madame.

Elle rentre à nouveau dans la maison.

MADAME DUPONT. — Cet enfant est un amour.

DUPONT. — Je n'ai jamais vu un gamin aussi raisonnable !... Je l'emmènerai dimanche au cinéma... si vous permettez, Jacqueline.

JACQUELINE. — Vous plaisantez, père... Mais j'ai peur que vous ne le gâtiez trop.

DUPONT. — Avec une nature comme la sienne, il n'y a pas de danger. J'adore sortir avec lui. Il a des réflexions bien au-dessus de son âge. On lit les journaux du soir ensemble ; il m'explique les communiqués.

JACQUELINE (*riant*). — Vous exagérez !

DUPONT (*convaincu*). — Pas du tout !... Je vous assure qu'il connaît la carte du front infiniment mieux que moi.

MADAME DUPONT. — Enfin, c'est beaucoup plus pour toi que pour lui que tu lui offres des distractions !

DUPONT. — Je l'avoue... je l'avoue... Ah ! quel amour d'enfant !... Et puis, nous avons été assez privés de plaisirs, tous les deux, pendant que les Berthas tiraient sur Paris; je n'osais plus le sortir... Oh ! ce n'est pas qu'il avait peur ! Ce sacré petit homme ne sursautait même pas.

JACQUELINE. — Il sera brave, comme son père !

MADAME DUPONT. — Jacqueline, voici un soldat.

*
* *

En effet, la porte du jardin vient de s'ouvrir et un légionnaire paraît portant plusieurs paquets.

JACQUELINE (*qui s'est retournée*). — Ah ! c'est Dimitri.

MADAME DUPONT. — Tiens, je ne le reconnaissais pas.

Dimitri traverse le jardin; il est en vareuse et en culotte kaki, bonnet de police sur la tête, croix de guerre sur la poitrine, sept brisques de front sur le bras gauche, deux brisques de blessure sur le bras droit, fourragère rouge à l'épaule.

DUPONT (*lui serrant la main*). — Bonjour, monsieur Dimitri ; bien content de vous voir avant votre départ. Ce congé tire à sa fin?

DIMITRI. — Mais oui. Je m'en vais demain matin.

MADAME DUPONT. — Vous ne sentez plus votre blessure?

DIMITRI. — Du tout. Cette fois-ci, ce n'était presque rien.

JACQUELINE. — Avez-vous trouvé tout ce dont vous aviez besoin?

DIMITRI (*posant ses paquets sur la table*). — A peu près... Et... dites-moi, Jacqueline... Miroslawa est-elle arrivée?

JACQUELINE. — Ce matin, deux heures après votre départ !

DIMITRI (*avec un grand mouvement de joie*). — Ah ! quelle chance !... J'avais peur de repartir cette fois encore sans la voir !

JACQUELINE. — Elle s'habille pour descendre au jardin.

DIMITRI. — Je suis bien content... bien heureux !... C'est vrai, cela me faisait gros cœur de n'avoir rencontré aucun de mes camarades... Ah ! c'est une bonne nouvelle que vous m'annoncez là !... (*Aux Dupont.*) Jacqueline m'avait écrit à l'hôpital de Lyon où je me trouvais, qu'elle attendait Mira et qu'elle espérait aussi que ce pauvre Fernando serait rapatrié d'Orient vers cette époque... Je demande vite quelques jours de convalescence, j'arrive ici... personne ! J'allais repartir désespéré ! Enfin, j'aurai au moins vu l'un des deux !... Pas d'autre nouvelle de Fernando?

JACQUELINE. — Rien, depuis cette dépêche où il me disait qu'il était arrivé à Toulon et pensait être dirigé sur Paris, pour passer devant un conseil de réforme.

DIMITRI. — Vous allez voir qu'il arrivera le lendemain de mon départ. C'est ma chance !... Il m'eût été pourtant bien doux de l'embrasser. Voilà deux ans et demi que je ne l'ai vu...

DUPONT. — Deux ans et demi !

DIMITRI. — Dame ! Il est parti en Macédoine avec un détachement de renfort en avril 1916 : comptez !

DUPONT. — C'est exact : comme le temps passe !

DIMITRI. — Et puis, je suis impatient de savoir quel genre de blessure il a eu. C'est évidemment une blessure grave, puisqu'on va le réformer.

JACQUELINE. — Certes !

DIMITRI. — Mais quelle?

DUPONT. — Nous nous perdons en conjectures.

MADAME DUPONT. — Il a dû être très malade, car aucune des lettres arrivées ici n'est de son écriture.

DIMITRI. — Et jamais il n'a fait la moindre allusion?...

JACQUELINE. — Jamais !... J'étais restée un mois et demi sans rien recevoir de lui, lorsqu'un matin arriva le petit

mot que voici. (*Elle prend une lettre dans une corbeille et lit.*) « J'ai été blessé il y a quelque temps et suis à l'hôpital temporaire N° 1 à Salonique. Ne vous inquiétez pas. Je pense être évacué en France dans cinq ou six semaines. » Aussitôt, je lui télégraphiai pour savoir quelle blessure il avait reçue. Il me répondit par dépêche : « Vais mieux. Vous embrasse tous. »

DIMITRI. — Vous n'avez pas eu l'idée de télégraphier à son médecin-chef?

DUPONT. — Bien entendu, si.

DIMITRI. — Alors?

MADAME DUPONT. — Il avait dû, sans doute, le prévenir. Nous n'avons pas reçu de réponse.

DIMITRI. — C'est insensé. Mais cela ne m'étonne pas de Fernando. Il doit trouver que ce qui lui arrive est une contingence insignifiante au milieu du grand drame qui se joue en ce moment. Je le reconnais bien là.

JACQUELINE. — Et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que dans aucune de ses autres lettres il ne manifeste la moindre tristesse. Au contraire, on le sent presque joyeux, en tout cas, vibrant d'enthousiasme. Tenez, si vous voulez les lire...

Elle tend à Dimitri un paquet de lettres.

DIMITRI. — Oh ! avec plaisir. Merci.

Il les prend et va s'asseoir contre l'arbre.

DUPONT. — Ah ! c'est un homme, celui-là !... Je ne partage pas toutes ses idées... il s'en faut... Mais c'est un diable d'homme et je serai bien content de le revoir... (*Un temps.*) Là... Voilà mes étiquettes collées !... Alors, il faut que je porte ces paquets à la poste?

MADAME DUPONT. — Tu ne penses pas, par hasard, qu'ils vont s'y rendre tout seuls?

DUPONT. — Certainement, certainement !... Eh bien, je vais y aller... dans un moment.

MADAME DUPONT. — Mais non, pas dans un moment. Tout de suite ! Pourquoi donc attendre?

DUPONT. — Je vais y aller tout de suite... tout de suite.

JACQUELINE. — D'autant que je vais avoir besoin de vous

pour clouer cette boîte de conserves destinée aux hommes de la section de Pierre.

DUPONT. — Ah !... Il faudra que je cloue ?...

MADAME DUPONT. — A moins que tu ne veuilles que Jacqueline et moi, nous le fassions.

DUPONT. — Non, non... Vous êtes folles !... Je clouerai ! Je clouerai !

MADAME DUPONT. — Dépêche-toi.

Dupont se dirige vers la grille. A ce moment le petit Marcel paraît sur le perron. Il a dix ans et demi et ne porte plus ses cheveux longs. C'est un petit homme déjà.

MARCEL. — Bon papa !... Bon papa, tu sors?

DUPONT (*se retournant*). — Oui, mon mignon, je vais jusqu'à la poste.

MARCEL. — Oh ! tu veux bien que j'aille avec toi, bon papa?

DUPONT. — Mais bien entendu, mon chéri, je veux bien... si ta maman permet.

MARCEL (*descendant les marches en courant*). — Maman permet, maman permet !

JACQUELINE. — Oh ! oh !... cela dépend !... Sais-tu ta leçon?

DUPONT (*vivement*). — Mais naturellement, il sait sa leçon, cet amour !

JACQUELINE (*à Marcel*). — C'est vrai, ça?

MARCEL. — Oui, maman, je la sais... presque.

JACQUELINE. — Presque, ce n'est pas tout à fait.

DUPONT (*entraînant Marcel*). — Il dit presque par modestie, mais il la sait... Je suis sûr qu'il la sait. Viens, mon coco chéri.

MADAME DUPONT. — Le plus enfant des deux...

MARCEL (*sautant en frappant des mains*). — C'est bon papa !

DUPONT. — Il est impayable !... Il a de ces reparties !...

Il ouvre la porte du jardin et se trouve face à face avec madame Lumet qui arrive. Il s'efface.

DUPONT. — Passez donc, madame Lumet, je vous en prie.

MADAME LUMET. — Pardon, monsieur... Bonjour, mon petit Marcel.

MARCEL. — Bonjour, Lumet. Ton fils va bien?

MADAME LUMET. — Très bien, je vous remercie.

Dupont sort avec Marcel. Madame Lumet se dirige vers madame Dupont et Jacqueline. Elle est nu-tête et porte une robe noire très simple.

***

MADAME DUPONT. — Nous parlions de vous, tout à l'heure, madame Lumet.

JACQUELINE. — Nous étions inquiètes de ne pas vous voir arriver.

MADAME LUMET. — Je vous prie de m'excuser, mesdames, si je suis en retard... Mais c'était aujourd'hui l'anniversaire du jour où...

Elle s'arrête avec cette sorte de pudeur des gens malheureux qui ne veulent pas attrister les autres.

JACQUELINE (*vivement*). — Ah ! c'est le 3 octobre que votre mari a été tué.

MADAME LUMET. — Oui, madame, le 3 octobre 1917... Alors, n'est-ce pas... je n'ai pas voulu laisser passer cette date sans prier un peu pour lui.

JACQUELINE. — C'est évident.

MADAME DUPONT. — Vous êtes allée à l'église?

MADAME LUMET. — Non, madame, au temple protestant.

MADAME DUPONT. — Ah ! vous êtes protestante?

MADAME LUMET. — Je suis catholique, madame, mais mon mari était protestant... Alors, j'ai pensé que c'était mieux de prier dans son église à lui... Comment vous dire mon idée?... Ne pouvant pas aller sur sa tombe, il m'a semblé que c'était me rapprocher un peu de lui. Le bon Dieu est le même, n'est-ce pas?

MADAME DUPONT (*émue*). — Vous avez bien fait, ma petite madame Lumet. Votre sentiment est très joli.

MADAME LUMET (*pleurant malgré elle*). — Je l'aimais tant, madame, je l'aimais tant !

MADAME DUPONT (*la serrant dans ses bras*). — Ma pauvre enfant.

MADAME LUMET. — Je vous demande pardon... Je voudrais

être plus forte... mais aujourd'hui... (*Elle s'essuie les yeux*). Madame Jacqueline, avez-vous reçu une lettre de monsieur Pierre?

JACQUELINE. — Il n'y en avait pas au courrier de ce matin.

MADAME DUPONT. — Nous serons peut-être plus heureuses à celui de cinq heures.

MADAME LUMET. — Il faut l'espérer... Oh ! ces lettres... ces lettres... je me souviens...

JACQUELINE. — Quelle angoisse !... On les attend...

MADAME LUMET. — Et elles ne rassurent jamais, car elles datent de trois ou quatre jours.

MADAME DUPONT. — Oui... Rien ne rassure les femmes et les mères.

JACQUELINE. — Attendre toujours... c'est affreux.

Elles se taisent. L'une revoit sa misère passée. C'est elle, la pauvre madame Lumet, qui semble la plus calme. Elle n'attend plus !

Madame Dupont et Jacqueline ont des visages de suppliciées.

Dimitri s'est levé, il s'approche pour rendre à Jacqueline les lettres de Fernando.

Madame Lumet, qui ne l'avait point encore vu, pousse un léger cri de surprise.

MADAME LUMET. — Ah ! monsieur Dimitri, je ne vous savais pas là.

DIMITRI. — Bonjour, ma pauvre madame Lumet.

MADAME LUMET. — Vous repartez ce soir?

DIMITRI. — Demain matin.

MADAME LUMET. — Ah !...

Elle hésite un moment. Ses regards ne peuvent se détacher de Dimitri. Enfin, elle se décide brusquement.

Écoutez, depuis que vous êtes là... il y a quelque chose que je veux faire... et... je n'ose pas !

DIMITRI. — Quoi donc?

MADAME LUMET. — Oh !... Vous allez me trouver bien sotte... Mais cette fourragère que vous portez à votre épaule... si vous saviez comme ça me fait plaisir de la voir... Il était, lui aussi, du 1er étranger... alors je pense qu'il a contribué à la gagner, cette petite ficelle rouge... et je voudrais... Oh !

tant pis !... Vous allez partir... Je ne veux pas qu'elle s'en aille sans que je l'aie embrassée.

Elle pose dévotement ses lèvres sur la fourragère en sanglotant.

DIMITRI (*enlevant la tresse de son épaule*). — Gardez-la, madame Lumet. Emportez-la en souvenir de votre mari.

MADAME LUMET (*joyeuse*). — Vous me la donnez?... Vous me la donnez?... Mais vous?

DIMITRI. — J'en toucherai une autre là-bas... Et puis, vous avez raison, elle est à lui plus qu'à moi.

MADAME LUMET. — Oh ! merci !... merci !... Pardonnez-moi... Vous me causez une joie... Merci !

Elle rentre en courant dans la maison, serrant la fourragère contre son cœur.

MADAME DUPONT (*tamponnant ses yeux avec son mouchoir*). — Je pleure comme une bête... Cette petite m'a émue.

JACQUELINE. — Croyez-vous, quels beaux sentiments il y a en elle... Son mari qu'elle adorait a été tué et jamais vous n'entendrez sortir de sa bouche une imprécation ou même une plainte. Sa douleur est toute auréolée de gloire !

DIMITRI. — C'est admirable.

JACQUELINE. — Son petit appartement est un véritable temple du souvenir. Elle a réuni tous les menus objets que son héros avait sur lui quand il est tombé. Elle a fait encadrer son livret militaire traversé par une balle et que le sang du pauvre homme a largement taché. Elle élève son fils au milieu de tout cela, dans une atmosphère d'héroïsme et de dévouement.

DIMITRI. — On ne sait pas la grandeur d'âme des humbles.

JACQUELINE. — Vous lui avez fait un plaisir dont vous ne pouvez pas vous douter en lui donnant cette fourragère. Les gens qui se disent forts sourient de ces distinctions qu'ils traitent d'enfantillages. Ils ont tort. Ils ne se rendent pas compte de tout ce qu'elles représentent pour certains de courage, de patience, de ténacité, de sacrifices librement consentis. Elles sont des petits drapeaux individuels.

DIMITRI. — Oui, surtout pour les étrangers comme nous.

***

Miroslawa sort de la maison, soutenue par Marguerite. Elle est pâle, ses joues sont creusées, son front dégagé paraît plus grand et plus lumineux.

MIROSLAWA. — Bonjour.

JACQUELINE (*courant à elle*). — Comment vous sentez-vous, Miroslawa?

MIROSLAWA. — Très bien. Je suis tout à fait reposée.

JACQUELINE. — Donnez-moi le bras pour descendre les marches.

MADAME DUPONT. — Quel plaisir de la revoir, cette mignonne... Me permettez-vous de vous embrasser?

MIROSLAWA. — Avec plaisir, madame. (*Elle l'embrasse et à ce moment aperçoit Dimitri.*) — Oh ! Dimitri, vous voici donc, mon grand ami?

Dimitri, très ému, embrasse la main qu'elle lui tend. Il voudrait parler, mais les mots s'arrêtent dans sa gorge, il ne peut que balbutier : « Miroslawa ! »

MIROSLAWA. — Jacqueline m'a dit ce matin, quand je suis arrivée, que vous étiez ici. J'en ai été bien heureuse.

DIMITRI. — C'est moi, Mira...

JACQUELINE. — Ne restez pas debout. Tenez, voici un bon fauteuil qui vous tend les bras.

MADAME DUPONT. — Et un pouf pour étendre vos jambes.

MIROSLAWA (*s'asseyant*). — Que vous êtes bonnes !... Je ne suis pas plus forte qu'un enfant... (*Un temps.*) Pas de lettre de Pierre?

JACQUELINE. — Le facteur n'est pas encore passé.

MADAME DUPONT. — Nous l'attendons avec tant d'impatience, ce facteur, Jacqueline et moi, que nous n'osons même pas en parler. Nous affectons, l'une et l'autre, une insouciance et un détachement... qui ne nous trompent pas, d'ailleurs.

MIROSLAWA. — Vous aurez une lettre aujourd'hui, je le sens !... Moi, je porte bonheur !

JACQUELINE. — Le ciel vous entende. Voilà trois jours que nous n'avons rien reçu de lui et nous commençons à être folles d'inquiétude.

MADAME DUPONT. — Surtout en ce temps d'offensives furieuses !

MIROSLAWA. — Il est officier, maintenant, n'est-ce pas?

JACQUELINE. — Oui, depuis six mois déjà.

MIROSLAWA. — Ses hommes doivent l'adorer.

JACQUELINE. — Je le pense, car lui les aime tendrement. Dans ses lettres il nous parle d'eux, nous raconte leurs mots, leurs histoires... Nous finissons par les connaître tous.

MIROSLAWA. — C'est un si délicieux garçon... Rien, non plus, de Fernando?

JACQUELINE. — Rien.

MIROSLAWA. — Il va tomber ici un de ces jours, sans crier gare, vous allez voir ça. Quel homme prodigieux et original !

DIMITRI. — Vous avez lu ses dernières lettres?

MIROSLAWA. — Oui, Jacqueline me les a données ce matin. Elles sont intéressantes à étudier pour qui le connaît bien. On sent, sous la banalité volontaire des mots dictés à un autre, le bouillonnement de son âme.

JACQUELINE. — Et presque de la joie.

MIROSLAWA. — De la joie, certainement.

DIMITRI. — La joie, sans doute, d'avoir souffert dans sa chair pour son idéal.

MIROSLAWA. — Oui, cette joie-là, peut-être, mais une autre aussi : la joie d'un homme qui est arrivé à une certitude !

DIMITRI. — Comment?

MIROSLAWA. — Ma pensée est assez difficile à exprimer. Vous savez quel chercheur infatigable est notre ami, et comme nous l'avons vu nerveux souvent quand il ne trouvait pas le pourquoi des choses. La guerre, surtout, avait posé à son esprit des problèmes sans nombre, et, dans plusieurs de ses lettres, vous vous en souvenez, il exprimait ses doutes, ses découragements. Dans celles que vous tenez à la main, au contraire, il est calme, heureux : « J'ai souffert, j'ai compris !... » Si je ne me trompe, il y a ces mots dans l'une d'elles.

DIMITRI. — C'est exact !

MIROSLAWA. — Croyez-moi. Ce n'est pas pour nous rassurer qu'il affecte cette sérénité... Il est heureux, vraiment.

JACQUELINE. — Puissiez-vous dire vrai !

MIROSLAWA. — J'ai hâte de le voir, de parler avec lui. Il

a dû amasser tant de réflexions !... (*A Dimitri.*) A ce propos, savez-vous ce que sont devenus ses amis... ceux qui le vinrent une fois chercher pour retourner au front avec lui... il y a longtemps, avant son départ en Orient... des artistes modernistes, de braves garçons... J'ai souvent pensé à eux.

DIMITRI. — Ah ! je vois de qui vous voulez parler... Il y avait Androff, un peintre russe?

MIROSLAWA. — Oui, oui, c'est cela !

DIMITRI. — Il a été tué dans la Somme.

MIROSLAWA. — Ah !... Et l'Américain neurasthénique?

DIMITRI. — Oui... Oh ! comment s'appelait-il donc?... C'est bête, je ne me souviens plus... Enfin, le nom importe peu... Il a été tué dans le Nord.

MIROSLAWA (*toute pâle*). — Assez !... Assez !... Que de morts déjà !

MADAME DUPONT. — On n'ose plus demander des nouvelles de personne.

MIROSLAWA. — Pauvres garçons, si gais !

DIMITRI. — Mais Tropfen, le poète, est vivant. Il a une jambe coupée. Quant à Gorzia, l'Espagnol, il est toujours au régiment, après trois blessures.

MIROSLAWA. — Aucun n'était parti en Macédoine avec Fernando?

DIMITRI. — Aucun.

MIROSLAWA. — Il a dû avoir du chagrin de les quitter, car il semblait avoir beaucoup d'affection pour eux.

Un long silence. La vision de la mort, faucheuse de jeunes hommes, a rendu les visages graves. Chacun évoque en soi-même, les femmes d'une façon vague, Dimitri avec précision, le front de bataille sinistre où, chaque jour, tant de jeunesse, de force, d'espoir et d'amour sont anéantis par la folie de l'humanité appliquée à se détruire elle-même.

Mais, comme toujours, les plus hautes préoccupations sont chassées par les réalités mesquines. Marguerite vient troubler cette méditation douloureuse.

MARGUERITE. — Madame, c'est le livreur du Printemps qui apporte une caisse.

JACQUELINE. — Ah ! bien... (*A madame Dupont.*) Ce sont

les assortiments de laines à choisir que vous m'aviez demandés. (*A Marguerite.*) Apportez-la ici.

MARGUERITE. — C'est qu'elle est très grande et difficile à transporter.

MADAME DUPONT. — Allons faire notre choix dans la salle à manger. Le livreur remportera ceux qui ne nous plairont pas.

JACQUELINE. — Eh bien, c'est ça... Vous nous excusez, Mira?

MIROSLAWA. — Voyons.

MADAME DUPONT. — Ce ne sera pas long.

MIROSLAWA. — Allez donc. Dimitri me tiendra compagnie. Et puis, si vous voulez que je reste longtemps ici, il ne faut pas vous gêner avec moi.

***

Jacqueline et madame Dupont entrent dans la maison. Dimitri, très ému, marche de long en large pendant un instant, cherchant comment engager la conversation.

DIMITRI. — Vous rendez-vous compte, Mira, qu'il y a près de trois ans que nous nous sommes vus pour la dernière fois?

MIROSLAWA. — Près de trois ans?... Oui, c'est vrai. Le temps passe d'une façon effroyable et, pourtant, les angoisses quotidiennes de cette guerre semblent en suspendre le cours.

Un long silence.

DIMITRI. — Vous êtes mal assise. Ne désirez-vous pas un autre coussin dans le dos pour vous soutenir les reins?

MIROSLAWA. — Oui, peut-être, en effet.

Le jeune homme glisse un coussin derrière Miroslawa.

DIMITRI. — Là... Êtes-vous mieux?

MIROSLAWA. — Infiniment mieux. Merci, mon grand ami.

DIMITRI (*s'asseyant à côté d'elle*). — De me retrouver ainsi près de vous, cela me rappelle un autre après-midi que nous avons passé ensemble, il y a très exactement trente-trois mois, dans cette même maison de Montmartre. Vous en souvenez-

vous, Mira?... Les rôles sont renversés aujourd'hui. En janvier 1916, c'était moi qui m'étendais, affaibli par plusieurs mois d'hôpital, et c'était vous qui me prodiguiez vos soins si délicatement bons.

MIROSLAWA. — Oui, oui, je m'en souviens... (*Un long silence.*) Vous me trouvez changée, n'est-ce pas?

DIMITRI. — Non, du tout.

MIROSLAWA. — Laissez toute galanterie. J'ai une glace et des yeux qui savent encore voir.

DIMITRI. — Vous êtes pâlie, certes, et amaigrie. En outre, votre coiffure n'est plus la même. A part ça...

MIROSLAWA. — Si, si, j'ai changé... j'ai beaucoup changé... Peut-être plus encore moralement que physiquement.

Il me semble que mon corps déprimé a donné toute sa force à mon âme.

C'est que j'ai été terriblement malade, mon cher ami, et j'ai bien cru que c'en était fini de moi !

DIMITRI. — Jacqueline m'a tenu au courant de votre mal. Je n'ai pas besoin de vous dire quelles angoisses furent les miennes !... Vous savoir presque mourante, et ne pas pouvoir courir auprès de vous... ne pas pouvoir donner ma vie pour racheter la vôtre !...

En ai-je passé des nuits dans la tranchée, de ces mornes nuits d'hiver, à tendre ma volonté vers vous !... Je me suis même surpris à prier, moi qui ne crois pas !

Ah ! Miroslawa, j'étais bien résolu à ne pas survivre longtemps à la nouvelle de votre mort... J'avais déjà repéré l'endroit où je me devais sûrement faire tuer. Je serais monté sur la tranchée en un point que battait sans cesse une mitrailleuse ennemie, j'aurais crié votre nom et mon âme se serait élancée à la recherche de la vôtre !

MIROSLAWA. — Votre existence ne vous appartient plus, Dimitri, elle appartient à la cause que vous servez.

DIMITRI. — Vous êtes intimement liée à cette cause, Mira ; vous la personnifiez, en tout cas, à mes yeux.

En dehors de vous, rien n'existe pour moi ! Vous êtes ma raison d'être, ma patrie, mon univers ! Non, rien n'existe pour moi en dehors de vous !

Un temps. — Miroslawa baisse la tête et ne répond rien.

Vous disiez tout à l'heure que vous vous sentiez comme purifiée, comme éthérée... J'éprouve la même sensation, en ce qui concerne l'amour profond que j'ai pour vous. Le temps, en le fortifiant, l'a rendu plus noble et plus grave. Il a perdu cet éclat tumultueux qui vous avait fait peur parce qu'il ressemblait à celui de la passion, de cette passion juvénile qui s'élève en chantant comme une fusée, s'épanouit en un éblouissement d'étoiles lumineuses, mais ne dure que quelques minutes, et n'est plus, en retombant dans la nuit, redevenue opaque, qu'une pauvre chose informe noircie par les flammes !

Mon amour pour vous, Miroslawa, est semblable à présent à une lampe de famille, une de ces bonnes vieilles lampes de nos parents qui duraient autant qu'eux et jetaient dans leurs maisons heureuses une lueur douce sous laquelle il faisait si bon vivre.

MIROSLAWA. — Mon ami...

DIMITRI. — De la guerre, en mon âme, est né un désir de paix ! Du tumulte est né un désir de calme !... La vie que je rêve pour nous, si jamais vous consentez à unir votre destinée à la mienne, est une vie toute de bonheur modeste... Une petite maison dans un site harmonieux, loin des trépidations de la ville, un foyer accueillant où le voyageur trouverait l'antique hospitalité de chez nous, une bibliothèque choisie, de bons amis, pas d'ambition.

MIROSLAWA. — Oui... Se reposer... Ne plus se torturer l'âme... Vivre pour soi... C'est un rêve que j'ai souvent caressé, moi aussi... Mais, hélas ! Dimitri, nous ne le réaliserons pas ensemble.

DIMITRI (*étranglé par l'émotion*). — Pourquoi?

MIROSLAWA. — Parce que, si j'ai éprouvé pour vous, sans que vous vous en doutiez, une très grande attirance, elle était indigne de moi et, si j'eusse cédé à ses conseils perfides, je vous aurais fait beaucoup de mal. Les grands incendies peuvent dresser vers le ciel des flammes éblouissantes, mais ils consument et détruisent toujours. J'ai pu me reprendre, étouffer à temps le feu qui couvait en moi. Nous avons échappé, l'un et l'autre, à un grand danger.

DIMITRI. — Je ne comprends pas, Mira, ce que vous voulez dire.

MIROSLAWA. — Eh bien...

Elle s'arrête, car à ce moment la porte du jardin s'ouvre et Marcel entre en courant suivi de Dupont.

***

MARCEL (*criant de toutes ses forces*). — Maman !... Grand'-mère !... Voilà le facteur !... Nous l'avons aperçu au bout de la rue !... Voilà le facteur ! Voilà le facteur !

DUPONT. — Veux-tu bien ne pas crier comme ça !... On dirait qu'il y a le feu !... (*Apercevant Miroslawa.*) Oh ! chère madame, vous vous êtes levée?

MIROSLAWA. — Mais oui, monsieur Dupont.

DUPONT. — Voyons cette mine?... Oh ! oh !... encore un peu pâlotte, hein?... Enfin, après un long repos...

MARCEL (*qui est retourné à la porte*). — Le voilà, c facteur !... Ah ! zut !... Il s'arrête à côté. Pourquoi qu'ils reçoivent des lettres, les gens d'à côté?

Madame Dupont et Jacqueline sortent de la maison, très nerveuses et très anxieuses surtout.

MADAME DUPONT. — Eh bien, où est-il?

MARCEL. — Un peu de patience, il s'amène !

JACQUELINE. — Marcel !... Tu as des façons de parler !

MARCEL. — Ah ! enfin, il se décide... Allez, facteur, grouillez vos puces... grouillez !

LE FACTEUR (*entrant*). — Salut, messieurs, dames et la compagnie.

JACQUELINE (*très impatiente*). — Il y a des lettres?

LE FACTEUR. — Oui, ma bonne dame, deux lettres et des journaux.

Il les lui tend. Elle les prend fébrilement et, tout de suite, son visage s'éclaire.

JACQUELINE. — Merci.

MADAME DUPONT. — Est-ce que...

JACQUELINE. — Il y a une lettre de Pierre?

MADAME DUPONT. — Ah ! enfin !

MIROSLAWA. — Que vous avais-je dit?

JACQUELINE (*lisant l'enveloppe*). — C'est pour Marcel !

MARCEL. — Pour moi?... Chic alors !

LE FACTEUR. — Messieurs, dames, bien le bonsoir.

DUPONT. — Bonsoir, facteur, bonsoir.

Le facteur sort.

MARCEL. — Donne-la-moi, ma lettre, maman, donne vite !

JACQUELINE. — Une minute, je l'ouvre.

Marguerite et madame Lumet paraissent sur le perron.

***

MARGUERITE. — Il y a une lettre de monsieur?

MADAME DUPONT. — Oui.

MADAME LUMET. — Quel bonheur !

MARCEL (*très fier*). — Une lettre pour moi, Margot, pour moi tout seul !

MARGUERITE. — Vous en avez de la chance, monsieur Marcel !

DUPONT. — Quelle drôle d'idée d'écrire à ce gamin, au lieu d'envoyer une lettre à sa femme ou à ses parents !

JACQUELINE. — Voilà longtemps que Pierre promet cette joie à son fils, et Marcel le lui rappelle dans toutes ses lettres.

MARCEL. — Je suis bien assez grand pour que papa m'écrive, je suppose !

JACQUELINE (*qui a ouvert la lettre*). — Oh ! j'espère qu'elle est longue ! Huit pages !... Ton papa t'a gâté.

MARCEL. — Donne, maman, donne !

JACQUELINE. — La voilà.

MARCEL. — Merci.

Il la prend et court vers la maison.

MADAME DUPONT. — Où vas-tu?

MARCEL. — La lire dans ma chambre.

JACQUELINE. — Tu es fou !

MIROSLAWA. — Voyez-vous, le petit égoïste.

MADAME DUPONT. — Et nous?... Tu ne penses pas à nous?

MARCEL. — Mais...

JACQUELINE. — Tu vas la lire ici et à haute voix, comme je fais moi-même quand j'en reçois une.

DIMITRI. — Nous sommes anxieux d'avoir des nouvelles de ton papa.

JACQUELINE (*asseyant Marcel sur la table*). — Assieds-toi là et lis.

MARCEL. — Mais si papa me dit des choses confidentielles?

DUPONT. — Il est impayable !

JACQUELINE. — Allez, ne fais pas le bête et lis gentiment.

MIROSLAWA. — Va-t-il pouvoir?

DUPONT. — Lui?... Vous allez voir ça !

JACQUELINE. — Vous oubliez qu'il a dix ans passés.

MIROSLAWA. — C'est vrai, pourtant.

MADAME LUMET. — Vous nous permettez d'écouter, madame, à Marguerite et à moi?

JACQUELINE. — Mais certainement. Allez, Marcel, vas-y !

MARCEL. — Vous y êtes?... Je commence.

Tous les assistants se sont groupés autour de l'enfant qui, très posément, très nettement, se met à lire.

« Mon fils chéri, mon joli petit Marcel,

» Ta dernière lettre m'est parvenue quelques instants avant une attaque et, dans la lueur blafarde d'un petit jour brumeux, je n'ai pas pu la lire. J'ai dû me contenter de la mettre dans la poche de ma capote, contre mon cœur, après l'avoir embrassée, et de partir avec elle à l'assaut des positions ennemies.

» Elle m'a protégé, sans doute, puisque après deux jours de combats acharnés et sanglants, je me trouve pouvoir en prendre connaissance dans le cantonnement où mon régiment, très éprouvé, vient d'être envoyé au repos.

» Tu me rappelles, mon chéri, que je t'ai promis de t'écrire longuement.

» C'est donc à toi que je vais consacrer aujourd'hui cette heure de liberté, en te demandant, tout d'abord, de m'excuser auprès de petite maman, à qui j'espère pouvoir écrire demain, et auprès de bon-papa et bonne-maman que tu embrasseras très fort pour moi.

Marcel saute à terre et court embrasser son grand-père et sa grand'mère.

Je fais la commission tout de suite.

JACQUELINE. — Son régiment est au repos, enfin !... Nous allons donc pouvoir respirer un peu.

DUPONT. — Il a été engagé dans les dernières affaires.

JACQUELINE. — Je m'en doutais... C'est pourquoi mon inquiétude était si grande ces jours derniers.

MIROSLAWA. — Enfin, il en est sorti indemne.

MADAME DUPONT. — Continue, mon mignon, continue.

Marcel se rassied et reprend sa lettre.

» Tu es aujourd'hui, Marcel, déjà presque un grand garçon et les enfants de ton âge ont vu et entendu tant de choses qu'ils sont de véritables petits hommes à qui l'on peut parler sérieusement. D'autre part, nous avons, nous autres, les papas, de si graves préoccupations en tête, nous vivons au milieu d'événements si considérables, nous avons devant les yeux des spectacles si grandiosement tragiques, qu'il nous est impossible de sourire et de plaisanter comme autrefois.

» Je ne te raconterai donc pas, dans cette lettre, de belles histoires semblables à celles que nous lisons avec étonnement dans les journaux de l'arrière, et dans lesquelles on voit des obus qui éclatent sans jamais tuer personne, et des Boches lamentables qui lèvent les bras en criant « Kamarades » dès qu'ils aperçoivent un Français.

» Je laisse ces puérilités qui rabaissent le mérite de nos soldats, à ceux qui, pour s'excuser à leurs propres yeux de n'avoir pas pris part à la guerre, se plaisent à se l'imaginer moins terrible qu'elle n'est en réalité.

DIMITRI. — Comme ceci est juste !

MARCEL (*continuant*) :

» Si la lecture de ces pages t'ennuie, mon mignon, replie-les et garde-les pour le temps où tu seras capable de les comprendre mieux.

» Mais j'ai tenu, moi, à te les écrire, au moment où nous sommes engagés dans des combats qui me semblent devoir être décisifs, et ne sachant pas si la destinée me permettrait

de le faire plus tard. J'estime qu'il y a des choses que nos enfants doivent savoir.

» C'est que vous êtes pour nous, ô chers petits, à la fois la grande raison de nos sacrifices et les juges suprêmes de nos actions. C'est à vous que nous en devons rendre compte et je m'étonne qu'il puisse y avoir des pères capables de penser sans terreur qu'un jour viendra où leur sera posée par leurs fils cette terrible question : « Qu'as-tu fait, papa, pendant la grande guerre? »

» C'est une des beautés de ce temps si prodigue en laideurs que cette comparution des hommes devant cet émouvant tribunal des enfants ! Je crois que je pourrai me présenter devant toi la tête haute, mon chéri, et ne pas détourner mon regard quand tu fixeras sur moi tes yeux clairs.

» C'est pour que vous soyez des hommes libres, pour que vous puissiez travailler joyeusement, sans l'appréhension de la guerre inévitable dont furent entravés les efforts de nos générations, que nous avons sacrifié tous nos espoirs, tous nos rêves, que nous supportons avec patience les fatigues et les privations, que nous risquons inlassablement notre vie sur les champs de bataille.

» Oui, tout cela, c'est pour vous que nous le faisons, vous qui constituez non seulement l'avenir de la patrie et de la race, mais aussi celui de l'humanité.

JACQUELINE. — Est-ce que tu comprends, Marcel, ce que dit ton papa?

MARCEL. — Oh! oui, oui, maman... Je comprends très bien... Pauvre papa!

JACQUELINE. — Alors, continue.

MARCEL (*reprenant sa lettre*) :

» Mais, en accomplissant notre devoir envers vous, nous vous créons, à vous-mêmes, un devoir auquel vous ne devrez pas faillir !

Pendant que Marcel continue à lire, la porte du jardin s'ouvre lentement, et Fernando paraît, conduit par un soldat. Il est pâle, amaigri. Ses yeux sont cachés par un épais bandeau noir. Sur sa poitrine, la médaille militaire et la croix de guerre avec deux palmes et deux étoiles.

Entendant parler, il s'arrête, fait signe à son compagnon de ne rien dire, puis il écoute.

Les assistants, pris par la lecture de la lettre, ne se sont pas retournés.

Le jour baisse légèrement. Des lueurs de couchant glissent dans le ciel.

» Cette paix que nous allons remettre entre vos mains et que nous aurons si chèrement acquise, il vous faudra la rendre productive de grandes et de belles choses. Vous devrez surtout la conserver et la défendre. Pour cela, petits Français, continuant l'œuvre traditionnelle de notre chère patrie, vous devrez vous efforcer de répandre par le monde les grandes idées de fraternité, de justice et de liberté, vous devrez prouver que la France est généreuse et noble, puisque nous aurons prouvé, nous, qu'elle était saine et forte !

» Songez toujours que ceux d'entre nous qui ne reviendront pas auront donné leur vie pour le triomphe d'un idéal désintéressé !

» Ils ne vous légueront pas un héritage de haine et ne vous demanderont pas de les venger ! Il leur suffira, pour dormir paisiblement leur glorieux sommeil éternel, que vous viviez libres, heureux et respectés !

» C'est à la guerre que nous faisons la guerre. La bête immonde chancelle déjà ; bientôt elle va s'abattre, impuissante et vaincue. C'est à vous qu'il appartiendra de l'achever !

» Si vos papas sont tués, ne les pleurez pas, mais songez toujours à eux quand vous serez devenus des hommes, afin de puiser dans leur exemple la force d'accepter dignement les responsabilités qui vous incomberont, comme ils ont accepté celles que le sort leur a dévolues. »

***

FERNANDO (*s'approchant*). — Et nous, les survivants, nous vous conduirons par la main, aussi loin qu'il nous sera permis de le faire !

JACQUELINE. — Fernando !... C'est Fernando !

MIROSLAWA. — Lui, enfin.

DIMITRI. — Mon vieil ami, je vais donc pouvoir...

Tous se sont levés et retournés, mais ils poussent un cri d'étonnement douloureux en apercevant Fernando qui s'avance avec hésitation, les mains tendues.

DIMITRI. — Oh !

JACQUELINE. — Aveugle !

MIROSLAWA. — Il est aveugle !

DUPONT. — Pauvre garçon !

MADAME DUPONT. — Quel malheur !

FERNANDO. — Bonjour, mes amis, mes chers amis... Quelle joie pour moi de me retrouver au milieu de vous !

MIROSLAWA (*le prenant par la main*). — Venez, Fernando, je vais vous conduire...

FERNANDO (*avec un frisson imperceptible*). — C'est vous, Miroslawa?... Oui... Je sens votre chère main qui tremble dans la mienne... Petite Jacqueline est là aussi, j'ai reconnu sa voix.

JACQUELINE (*très émue*). — Mon ami...

FERNANDO. — On lisait une lettre de Pierre. J'ai entendu... Donc, il va bien, cela me fait plaisir... C'est Marcel qui lisait... Viens, mon mignon, viens que je t'embrasse... Où es-tu?

Marcel s'est avancé. Fernando caresse avec des gestes maladroits ses cheveux.

Oh ! comme il a grandi !

MARCEL. — Pourquoi tes yeux sont cachés, dis, monsieur Fernando?

FERNANDO. — Parce qu'ils sont morts, mon chéri.

MIROSLAWA (*vivement*). — Mais il y a un espoir de guérison, n'est-ce pas?

FERNANDO. — Aucun, Miroslawa ; mes orbites sont vides.

DIMITRI. — Mon pauvre ami !

FERNANDO. — Dimitri, mon frère, c'est toi?... Viens sur mon cœur. Tu n'es pas blessé à nouveau, je suppose?

DIMITRI. — Si, mais très légèrement, quelques jours d'hôpital, quinze jours de convalescence. Je repars demain.

FERNANDO. — Eh bien, c'est une chance pour moi d'être arrivé à temps pour... J'allais dire pour te voir !... Cela n'aurait pas été tout à fait inexact, d'ailleurs, car je te vois... Je vous

vois tous... Vos visages aimés sont restés gravés dans ma mémoire...

Mais il y a d'autres personnes encore?

JACQUELINE. — Oui, mes beaux-parents.

FERNANDO. — Oh ! Monsieur Dupont, donnez-moi votre main.

DUPONT (*bouleversé*). — Monsieur... Je voudrais vous dire... C'est affreux ce qui vous est arrivé là...

FERNANDO. — Mais non, mais non, je vous assure... Bonjour, madame Dupont.

MADAME DUPONT. — Vous êtes brave !

Madame Lumet s'est approchée. Elle se penche, prend la main de Fernando qu'elle embrasse longuement.

FERNANDO. — Mais qui m'embrasse la main, comme cela?

MIROSLAWA. — C'est madame Lumet, notre ouvrière, vous vous en souvenez?

FERNANDO. — Oui, oui, très bien.

JACQUELINE. — Son mari a été tué. Je vous l'ai écrit.

FERNANDO. — En effet... Pauvre femme ! (*La relevant.*) Il faut être courageuse, mon enfant, aussi courageuse qu'il l'a été lui-même.

JACQUELINE. — Il y a aussi Marguerite.

FERNANDO. — Hé, bonjour, ma brave Margot.

MARGUERITE. — Monsieur Fernando... je... je...

Elle éclate en sanglots.

FERNANDO. — Pourquoi pleurer, quand je reviens?

MARGUERITE. — Vous voir ainsi... vous...

FERNANDO. — Allez, allez... Ce n'est pas terrible... Il y en a beaucoup qui sont plus à plaindre que moi !...

Avancez-moi une chaise, je vous prie.

MIROSLAWA. — En voici une.

FERNANDO. — Merci. Le camarade qui m'a amené est toujours là?

DIMITRI. — Oui.

FERNANDO. — Donnez-lui un verre de vin, Marguerite, et du bon !... Quand tu l'auras bu, vieux, tu pourras t'en aller. On me reconduira à l'hôpital après le dîner. Profite de ta soirée. Merci pour ta peine.

MARGUERITE (*au soldat*). — Venez par ici, monsieur.

Elle rentre dans la maison avec lui, tout en s'essuyant les yeux avec son tablier.

Un temps.

FERNANDO. — Voyons, Miroslawa... Approchez-vous de moi... Vous avez été très malade, paraît-il. Êtes-vous tout à fait remise?

Jacqueline, Dimitri et les Dupont parlent ensemble de la blessure de Fernando à quelques mètres de là.

MIROSLAWA. — Oui, oui, tout à fait.

FERNANDO (*passant ses mains sur les joues de la jeune femme*). — Vous avez un peu maigri.

MIROSLAWA. — Je ne suis plus la même, Fernando, et vous ne me reconnaîtriez pas.

FERNANDO. — Vous me semblez plus calme. Je ne sens pas en vous l'agitation d'autrefois.

MIROSLAWA. — J'ai souffert dans mon corps, mais mon âme s'est dégagée.

Elle hésite une seconde et voyant que les autres ne se sont pas rapprochés, elle ajoute :

Vous aviez vu clair en moi... Je n'aimais point !

FERNANDO. — Ah !

MIROSLAWA. — Non, je n'aimais point Dimitri, mais, dans l'isolement, j'ai découvert que les grands et beaux sentiments, si élevés fussent-ils, ne pouvaient pas s'emparer d'un homme au point de détruire sa nature humaine. J'ai pensé à des faiblesses révélées qui font du dieu qu'on admirait un demi-dieu qu'on peut aimer.

FERNANDO (*affolé*). — Mira, par grâce, taisez-vous !

MIROSLAWA (*tout bas*). — Personne ne peut nous entendre.

FERNANDO (*fou de joie*). — Mira, je ne veux pas comprendre !...

MIROSLAWA. — Comprenez !

A ce moment, Jacqueline se rapproche et aussi les Dupont et Dimitri.

JACQUELINE. — Vous savez, Fernando, que le médecin

veut que Mira prenne au moins trois mois de repos absolu. Mais elle s'y refuse.

FERNANDO. — Nous l'y forcerons. A présent que je suis là, il va falloir m'obéir.

MIROSLAWA. — Je vous en prie, ne parlons pas de moi. Parlons de vous, plutôt !... Racontez-nous comment vous avez été si cruellement blessé.

DUPONT. — Nous avons hâte de le savoir.

FERNANDO. — Oh ! c'est bien simple et sans le moindre intérêt, je vous assure... Une grenade qui a explosé devant le créneau où je me trouvais et qui a projeté dans mes yeux de la terre et de minuscules facettes d'acier, cependant que la déflagration les brûlait.

MADAME DUPONT. — Quelle horreur !

MARCEL (*qui écoute avec attention*). — Tu as eu très mal, dis, monsieur Fernando?

FERNANDO. — Sur l'instant, oui, mon chéri, et aussi durant les premiers jours du traitement... Puis mes orbites se sont vidées lentement d'elles-mêmes et la souffrance a disparu peu à peu.

JACQUELINE. — Mais pourquoi ne nous avoir pas prévenus?

DUPONT. — Nous faisions toutes les suppositions.

FERNANDO. — Si je vous avais écrit que j'étais aveugle, vous vous seriez affolés. Mira et Jacqueline auraient même été capables de venir là-bas ; vous vous seriez lamentés, et je ne voulais pas qu'on se lamente, nous m'auriez plaint, et je ne voulais pas qu'on me plaigne.

DIMITRI. — Que vous ai-je dit?

FERNANDO (*fermement*). — Et je ne veux pas encore, à l'heure actuelle, qu'on me plaigne, vous entendez, c'est mon désir formel !

DUPONT. — Pourtant...

FERNANDO. — Non, car je ne suis pas à plaindre !...

MADAME DUPONT. — Un pareil malheur...

FERNANDO. — N'est pas un malheur pour moi, comprenez-vous? C'est, au contraire, un grand bonheur inespéré !

MIROSLAWA. — Un bonheur?

FERNANDO. — Oui, un bonheur !... Mes yeux se sont éteints après avoir vu des spectacles effroyables, après avoir contem-

plé toutes les horreurs et tous les drames ; il se sont éteints pour que, dans l'ombre, mon cerveau puisse, sans être distrait par rien, classer toutes les impressions, coordonner toutes les idées accumulées depuis quatre ans, et dégager, enfin, de ce chaos, la vérité essentielle qui doit en surgir inévitablement.

Je suis heureux, car, déjà, la lumière commence à se faire en moi...

Je comprends... Je vois !... Oui, je vois... C'est depuis que je suis aveugle que je vois le plus clairement !

MIROSLAWA. — Vous voyez?

FERNANDO. — Je vois le but vers lequel l'Humanité s'avance ; je vois le pas immense qu'elle vient de faire dans la voie du Progrès !

DUPONT. — Mais la guerre est un recul, au contraire.

FERNANDO (*s'exaltant*). — La Société, même quand elle semble rétrograder, ne cesse pas de marcher en avant. Telle est la vérité, la vérité consolante que je veux crier au monde de toutes mes forces.

Si la Société n'avait pas progressé pendant ce conflit formidable, les sacrifices de ceux qui sont morts auraient été vains, et cela n'est pas !

Ils peuvent dormir en paix, ceux que nous avons enfouis dans la terre, car ils sont le bon grain semé dans le sillon, d'où va surgir une moisson magnifique et féconde !

Mais songez, mes amis, songez qu'il y a là-bas, sur le front, des millions d'hommes qui pensent depuis quatre ans avec cette acuité que donne à l'esprit le voisinage constant de la mort, des millions d'hommes qui cherchent le pourquoi de la guerre, des millions d'hommes qui étudient le moyen d'en éviter le retour, et vous croyez qu'il ne va rien naître de ces pensées et de ces volontés réunies?

MIROSLAWA (*qui boit les paroles de Fernando*). — Oh ! si... si !

FERNANDO. — Ces hommes, qui se sont d'abord dévoués pour la noble et belle idée de Patrie, ont tous compris que cette idée était dépassée et qu'ils se battaient, à présent, pour une idée encore plus belle et encore plus noble !

C'est la marche en avant !

Regardez comme, à travers les siècles, elle s'est continuée

lente mais certaine, renversant tous les obstacles ! Les hommes ont lutté pour la liberté de la famille, puis pour la liberté du clan, la liberté de la cité, la liberté de la province, la liberté de la nation. Ils en sont, maintenant, à la liberté des races !... Ils en seront demain à la Liberté toute pure, celle qui n'engendrera ni luttes, ni combats.

MIROSLAWA (*enthousiasmée*). — Oui, cela doit être, en effet !

FERNANDO. — Malheureusement, tous les peuples ne sont pas parvenus au même degré de compréhension. Il y en a encore qui subissent l'emprise de la tyrannie et se laissent mener, comme des enfants, par des fantoches de théâtre, qui les ont corrompus, pour maintenir leur pouvoir, avec des rêves bas de domination, des appétits de conquête !

C'est à ceux-là qu'il va falloir, la paix venue, prêcher inlassablement la vérité. C'est un rôle magnifique auquel j'entends me vouer désormais.

J'irai leur crier, à ces hommes :

« — Pourquoi avez-vous fait cela?

— Pourquoi avez-vous souhaité nous asservir?

— Est-ce que nous n'avons pas, comme vous, droit à la liberté?

— Quels avantages auriez-vous tiré de votre victoire, si le malheur avait voulu que vous fussiez victorieux, paysans, ouvriers de l'Allemagne?

— Votre sort aurait-il été plus heureux? Votre vie aurait-elle été moins dure?

Non ! Seuls, vos dirigeants, la caste qui vous domine, et se sert de vous, en auraient tiré des bénéfices !

Regardez, ouvrez les yeux !... La plaie qui vous ronge est en vous-mêmes !

Chaque peuple doit être maître de ses destinées ! Établissez chez vous la Liberté ! »

DIMITRI. — Mais la liberté d'un peuple ne garantit pas la liberté d'un autre peuple.

FERNANDO (*prophétique*). — Elle la garantira dans l'avenir, car, continuant notre tâche, nous, les apôtres de l'Idée, nous apprendrons aux hommes que la liberté n'est pas la licence et qu'elle est étroitement limitée.

Pour les individus, comme pour les nations, elle trouve ses frontières au libre exercice de la liberté d'autrui !

DIMITRI. — Mais qu'est-ce qui fera respecter cet exercice?

FERNANDO (*debout, vibrant et affirmatif*). — L'Amour !... Le grand sentiment de solidarité humaine qui va naître, qui grandira peu à peu et qui fera que, par-dessus la poignée d'individus intéressés au maintien des cruelles règles internationales actuelles, pleines de périls et de menaces, les peuples assagis se tendront la main.

Oh ! certes, il faudra du temps et, peut-être, d'autres secousses bouleverseront-elles encore la pauvre humanité.

Nous ne verrons pas, nous, cette ère de paix et d'amour, mais nous devons en préparer l'avènement.

C'est nous, qui nous sommes battus, nous seuls, qui avons le droit et le devoir de crier que la guerre est impie et criminelle !

Quant à moi, j'irai prêcher la bonne parole aux hommes. Je leur dirai : « Frères de souffrance, je vous ai donné mes yeux afin que vous puissiez mieux voir la Vérité. Regardez-la bien en face ; elle est consolante et splendide ! »

Miroslawa, qui écoute Fernando avec un enthousiasme croissant de disciple, et une admiration d'amante, se précipite vers lui.

MIROSLAWA. — J'irai avec vous, mon ami. Je me vouerai au même sacerdoce. Je serai votre disciple, votre aide ; je serai votre Antigone, ô grand aveugle sublime !

DIMITRI (*avec un cri désespéré*). — Mira !

Mais Fernando n'entend rien, ni l'offrande passionnée de la femme, ni l'appel tragique de l'amant dont le beau rêve vient de s'écrouler.

Il est au delà de l'humanité. Debout, les mains tendues dans l'espace vers sa vision sublime, le visage illuminé par une flamme intérieure, il continue sa prophétie :

FERNANDO. — Je leur dirai : « Regardez ! »

L'Humanité est accrochée aux flancs d'une montagne abrupte, dont il lui faut atteindre le sommet !

Les générations, s'appuyant les unes sur les autres, montent progressivement.

Chacune d'elles se rapprosche un peu plus... Rien ne le rebute, ni la pente vertigineuse, ni la dureté des roches auxquelles

elles doivent s'agripper, car, là-haut, tout là-haut, elles savent qu'il y a Celle qui doit assurer le bonheur des hommes, Celle que je vois, moi, maintenant que mes yeux sont morts.

Car je la vois et sa vue me plonge dans une extase sublime.

Tous les assistants l'écoutent sans prononcer une parole. Madame Lumet s'est mise à genoux et Marguerite pleure. Dimitri, le poing sur la bouche, le visage contracté, retient les sanglots qui gonflent sa gorge.

Et voici que le petit Marcel, qui est resté tout le temps auprès de Fernando, trouble de sa voix argentine le silence où flotte quelque chose de sacré.

MARCEL. — Que vois-tu, dis, monsieur Fernando?

Fernando se penche vers lui. A tâtons, il cherche la tête de l'enfant et la prend dans ses mains avec une tendresse émue.

FERNANDO. — O mon petit, ô mon enfant, je vois une femme adorablement belle ; sur ses cheveux d'or brille un diadème étincelant, ses yeux bleus sont d'une infinie bonté ; elle n'a pas, comme les déesses guerrières, une cuirasse d'airain et une épée flamboyante, elle est majestueusement nue comme la Vérité et tient dans sa main une étoile si lumineuse qu'elle m'éblouit.

Il soulève, tout en parlant, l'enfant dans ses bras.

Cette femme, ô mon petit, vers qui, nous qui sommes déjà presque le passé, nous te tendons de toutes nos forces, toi qui es l'avenir, c'est la « Liberté » !

DIMITRI (*avec l'accent d'une détresse affreuse*). — Adieu, Mira ! Adieu, Fernando ! Adieu pour toujours !...

J'ai compris !

Vivez !... Vivez pour l'Idée !... Moi, je vais mourir pour elle ! Adieu !

Il sort comme un fou. Fernando a reposé l'enfant à terre. Il reste impassible comme la statue de l'Avenir. Un rayon d'or filtrant à travers les feuilles auréole sa tête.

Miroslawa regarde Dimitri qui tourne la rue en courant, puis elle cache ses yeux dans sa main.

Madame Dupont, grave, fait un signe de croix et murmure tout bas : « Ainsi soit-il ! »

JEAN-JOSÉ FRAPPA

AVEC LE TSAR FERDINAND

JUILLET - SEPTEMBRE 1910

École normale supérieure, mardi 5 juillet 1910. — Cet après-midi, M. Lavisse m'a fait appeler à son cabinet. A brûle-pourpoint, — car notre directeur n'est pas homme à préambuler, — il me demande s'il me conviendrait de faire un tour d'Europe à la suite du tsar Ferdinand de Bulgarie qui a besoin d'un secrétaire particulier pendant les mois d'été. Quelques mots d'hésitation me sont naturellement échappés, car je fréquente par nature plutôt les bibliothèques que les cours; mais M. Lavisse me conseille d'accepter, et croit que je serai vite à la hauteur de mes fonctions. J'ai donc dit « oui » sans plus de cérémonie. Demain matin je dois aller à l'hôtel Carlton me présenter au grand chambellan, le comte de Bourboulon, qui se chargera à son tour de me présenter au roi.

Mercredi, 6 juillet. — Le comte de Bourboulon, avec lequel j'ai au préalable passé trois quarts d'heure, m'a fort aimablement reçu. Il m'a tracé un portrait sommaire du tsar, insistant sur sa passion pour l'histoire naturelle, ses dons linguistiques, la distribution capricieuse de ses heures de travail, ses exigences à l'égard de son personnel, son culte des souvenirs de famille, son attachement à la mémoire de sa mère, la princesse Clémentine. Il m'a dit le sérieux qu'apporte Ferdinand à sa lourde tâche quotidienne, mais aussi son désir de voir ses intentions devinées et devancées, et ses habitudes,

fussent-elles même excentriques, docilement admises comme des postulats inviolables.

Là-dessus, il m'a mené dans un petit salon attenant et s'en est allé quérir le roi, qui fit son apparition quelques minutes après, d'un pas alourdi. Quand on est roi et à demi Bourbon, on a le droit d'être podagre de bonne heure ! Simplement, avec un très charmant sourire, il me tendit la main, qu'il a fine et fort encombrée de bagues, et m'a posé cette abrupte question : « Ainsi vous, Français, — donc, je présume, républicain, — vous consentez à entrer au service d'un roi qui, par définition et par profession, ne saurait l'être? N'éprouvez-vous point de honte à frayer avec moi? »

Je lui répliquai que ma conscience s'accommoderait sans affres de mes fonctions d'un moment, et que je n'étais point anarchiste. L'entrevue fut terminée sur un « au revoir, à Bruxelles ». Je dois en effet entrer en fonctions à Bruxelles dimanche prochain. D'ici là, j'aurai tout le temps de faire mes malles.

Bruxelles, lundi 11 juillet. — Je suis donc « Monsieur le Secrétaire ».

J'ai revu le roi ce matin. L'essentiel de ma tâche sera, me dit-il, de dépouiller les journaux à son usage et de lui signaler ce que je croirai devoir l'intéresser. Mais je ne commencerai pas ce travail ce matin : nous sommes à Bruxelles pour voir l'exposition. En route donc pour l'exposition !

Je suis présenté en hâte à M. Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris et Bruxelles, ainsi qu'à madame Stancioff, qui est Française, et nous filons en auto déjeuner à l'exposition.

Nous y avons passé tout l'après-midi, suivant docilement le roi et ses fils, les princes Boris et Cyrille, que je voyais pour la première fois. Boris est un beau jeune homme, ou plutôt un bel adolescent, car il a encore les formes graciles d'un enfant. Il a de superbes yeux, le teint foncé, le type méridional prononcé. On devinerait à le voir que sa mère fut une princesse italienne.

Notre groupe fait une longue station au pavillon canadien, une plus longue encore au pavillon brésilien. Le « clou » de

ce dernier est une miniature de baie de Rio de Janeiro, en bois et en carton peints, mais d'assez grandes dimensions, qui plaît infiniment au roi. Jadis, il a visité Rio. Il ne se lasse pas d'évoquer le site incomparable de cette « perle du monde »; il se rappelle les noms de tous les quartiers de la ville, de tous les pics qui la dominent, et émerveille le directeur du pavillon par la précision de ses souvenirs.

Le fait est que Ferdinand semble doué d'une extraordinaire mémoire. Il en donne de nouvelles preuves dans le pavillon des joailliers de la rue de la Paix. Les pierres précieuses semblent n'avoir point de secret pour lui. Il connaît toutes les méthodes de taille, toutes les variétés de perles, tous les procédés de sertissage, comme s'il était bijoutier de profession, et aux techniciens de la gemme qui lui montrent à l'envi leurs plus belles pièces, il fait en soupirant cette confidence : « Ah ! si je n'étais roi, je serais joaillier ! »

Il est d'une endurance extrême. Malgré la difficulté qu'il éprouve à marcher, et même à rester debout, il prolonge ses visites devant chaque vitrine et donne à chaque exposant l'impression que, s'il ne tenait qu'à lui, il lui consacrerait plus de temps encore. Que d'amours-propres flattés par lui dans une journée !

Mardi 12 juillet. — J'ai accompagné le roi à Anvers. Nous avons voyagé dans le très beau wagon qui l'a amené de Sofia à Paris. Pendant le trajet, Sa Majesté m'a fait lire au salon des articles de journaux belges et allemands, m'interrompant de temps en temps pour me montrer soit la cathédrale de Malines, surgissant du milieu de la vieille ville, soit les premiers forts du camp retranché d'Anvers, qu'il paraît très bien connaître.

A peine arrivés, nous avons fait un saut au jardin zoologique, littéralement un saut, car le roi retrouve ses jambes de vingt ans quand il s'agit d'aller voir des animaux exotiques. Nous y avons passé pour le moins deux heures. Sa Majesté nous stupéfie par ses connaissances ornithologiques précises : elle dit les noms latins de chaque espèce — sans regarder l'écriteau ! — et ne se trompe jamais sur la région de provenance.

Après déjeuner — ô les plantureux repas belges ! — les singes font longtemps la joie du roi et des princes; puis nous nous mettons en route pour le port, où nous devons visiter le *Finland*, gros bateau de la *Red Star Line*. Après présentation du staff, nous descendons à fond de cale. Le roi pénètre dans la chaufferie, et se fait expliquer tout le mécanisme de transmission de force, depuis les chaudières jusqu'à l'arbre de couche, que nous suivons tout du long, courbés en deux. Pendant ce temps, le vaisseau a viré de bord en plein Escaut, afin que le roi pût voir tout l'organisme en mouvement.

Un champagne d'honneur attendait les hôtes royaux au moment où ils émergeaient des profondeurs; mais ils se sont excusés, car le programme de l'après-midi est encore très chargé. Vite nous montons en auto, sous une pluie diluvienne et tiède. Le directeur des travaux maritimes, qui a pris place vis-à-vis de moi, — brave Belge s'il en fut, mais un peu corpulent, — fond comme gouttière au printemps. Il peste contre la chaleur moite qui règne derrière les portières ruisselantes et me demande discrètement comment se comporte son col. Je le rassure : c'est tout au plus s'il s'y creuse quelques sillons.

Nous longeons d'interminables docks, puis visitons sommairement l'hôtel de ville et la cathédrale, où le bedeau dévoile pour nous la *Descente de Croix* de Rubens. Le roi nous dit la date de la toile : 1612.

Après de brèves dévotions de S. M. — qui est très catholique — nous nous dirigeons vers le consulat de Bulgarie, où une douzaine d'étudiants bulgares attendent leur roi. Un d'eux prononce en sa langue une harangue enflammée et fort longue. Le roi répond dans la même langue avec une élégante aisance, mais sans éclats. Sa voix est indiscutablement d'un très beau timbre. Puis il lève son verre à la prospérité de la Belgique — comme il ne pouvait manquer de le faire, puisque le consul M. Strauss et sa femme sont Belges — en souhaitant que toujours plus de blé bulgare soit chargé à Varna sur toujours plus de vaisseaux belges à destination d'Anvers, pour le plus grand bien de la libre Belgique et de la libre Bulgarie. Après quoi, nous reprenons le train de Bruxelles et débarquons sans encombre à notre hôtel.

Je dîne avec les deux jeunes princes. Je puis donc les observer de près et à loisir. Ils ont l'air intelligent en diable, l'aîné surtout. Très en verve ce soir, il raille agréablement les notables rencontrés pendant la journée. Leur rondeur joviale, leur bonhomie un peu fruste, leur placide satisfaction d'eux-mêmes et de leurs œuvres sont l'objet de quelques innocentes critiques.

Survient le roi vers la fin du repas. Il est « mort », dit-il, n'a pas encore dîné, faute de loisir. Il sort de sa poche trois brochures hypertechniques sur les wagons dynamomètres, et me les donne à digérer afin que je puisse en présenter la quintessence au prince héritier, entiché de mécanique comme son père. Rentré dans ma chambre, j'ai épuisé en une demi-heure les soixante-dix grandes pages de descriptions d'appareils et de chiffres. Il faudrait en vérité être bien niais pour ne pas se tirer d'affaire avec quelques bribes retenues. Le roi semble admettre que Normale m'a donné des clartés sur tout : ne s'est-il pas avisé de me demander dans un moment d'hésitation, au pavillon des mines : « Quand donc était l'époque carbonifère? » Pris de court, j'ai répondu sans songer à mal : « A l'époque secondaire », et il a eu la politesse de paraître s'en remettre à mon savoir.

Mercredi 13 juillet. — Ouf ! Nous avons passé à l'exposition toute la journée, dont deux heures au moins à la section des locomotives et des chemins de fer. Le roi est infatigable. Ses jambes ont l'air de lui refuser service; il s'appuie des deux mains sur sa canne, tout en scrutant bielles et tubulures. Il s'arrête devant le châssis Mercédès, devant le nouveau wagon de 3e classe du Nord Belge qui sollicite son attention. Chose amusante : les fabricants de locomotives français et les fabricants belges, quoique voisins, se jalousent ostensiblement. Ce fut à qui garderait le roi le plus longtemps dans son rayon. Les Belges, qui furent les premiers à le recevoir, lui ont amicalement déconseillé d'aller voir leurs confrères français, car ces derniers n'ont « rien exposé d'intéressant ». Le roi ne s'en arrête pas moins chez les Français, qui lui déclarèrent que, seul, Cail est capable de construire.

Jeudi 14 juillet. — Nous nous sommes de nouveau mis en branle ce matin de bonne heure. Le but de la journée est la visite des usines Cockerill à Seraing. Nous montons dans un train spécial, dûment pourvu d'un wagon dynamomètre du plus récent modèle. C'est dans ce wagon enregistreur que le roi, sa suite, le ministre des chemins de fer belges et quelques ingénieurs du réseau font le trajet, cependant que le prince Boris voyage sur la locomotive même. L'aiguille du cylindre qui indique la vitesse fournie est attentivement observée. Le mécanicien a tenu à honneur de conduire son hôte royal à belle allure : pendant environ une minute, nous avons atteint 131 kilomètres à l'heure et la moyenne a été de 120.

A remarquer la joie de ces bons ingénieurs belges — joie rayonnante, épanouie, — lorsqu'ils expliquent au roi leurs inventions, d'ailleurs très belles. Le roi, non content d'écouter religieusement le grand nombre de détails techniques que lui donne complaisamment M. Doyen, en provoque d'autres qui témoignent de la sûreté de ses connaissances en physique et en dynamique.

A peine descendus à Seraing, nous passons entre les mains du conseil d'administration de la société Cockerill. La visite des ateliers est singulièrement captivante. Nous assistons pendant la matinée et l'après-midi aux multiples opérations de la fonte de l'acier, de la fabrication des canons et des plaques de blindage, du passage des blocs métalliques incandescents au laminoir et de leur étirement en rails, etc.; puis on nous conduit au polygone voisin — une miniature de polygone — où l'on tire en présence du roi quelques coups de canon. Les pièces qui servent à ces expériences sont deux canons de campagne réduits à des proportions de gros jouets. Ce sont en effet des jouets, puisque le conseil d'administration les offre aux princes Boris et Cyrille, dont les noms sont déjà gravés sur les culasses.

Après dîner, nous partions en train spécial pour Hasselt, où nous devons passer la nuit dans nos wagons-lits respectifs.

Vendredi 15 juillet. — Réveillés de très bonne heure, nous partons en automobile pour le champ d'aviation. Nous assis-

tons à une série de vols très réussis du chevalier de Lammine qui pilote un biplan Farman. Il prend successivement à bord les deux princes et le roi, qui reviennent enchantés de leur premier vol. Après avoir fait part au roi Albert, dans un télégramme dont j'ai rédigé le brouillon, de l' « inoubliable sensation » éprouvée en survolant les bois d'une de ses plus belles provinces, après aussi m'avoir décoché quelques sarcasmes au sujet de mon écriture illisible, le roi remonte en auto et nous à sa suite. Nous descendons devant l'église de Hasselt; nous y entrons. Elle est curieuse plutôt par les fidèles qui y sont agenouillés que par son architecture : le marché se tient sur la place de l'église et les braves marchandes en profitent pour venir faire une petite dévotion à la Vierge avec leurs paniers de volailles.

Le roi a un succès de curiosité énorme en sortant de l'église. La curiosité se transforme en sympathie quand on le voit acheter un kilo de cerises à une grosse commère, qui croit que son client s'est trompé en lui donnant un louis au lieu des cinquante centimes qu'elle a demandés. En parfait touriste, le roi entre chez le marchand de cartes postales du coin, pour y griffonner deux cartes à ses filles demeurées en Bulgarie, les princesses Eudoxie et Nadejda.

Nous déjeunons chez le bourgmestre, dont la salle à manger est tendue de jolies tapisseries flamandes. A trois heures, nous étions de retour à notre hôtel à Bruxelles; à cinq heures et demie nous en partions pour aller dîner à l'exposition. Le roi nous avait donné rendez-vous à un restaurant allemand, le *Kaiserhof*, succursale de son homonyme berlinois. Le repas a été particulièrement soigné. Certain soufflé arracha au roi, cependant terriblement exigeant en matière culinaire, des éloges tels, qu'il fit venir le patron pour le complimenter. Ce dernier, gros et gras, a masqué sa joie sous une servilité de gestes et de paroles difficilement imaginable.

Le roi était de charmante humeur et s'est mis en frais de conversation. Il a parlé de l'histoire des Flandres, de l'avenir de l'aviation, et des anciens petits réseaux de chemins de fer rhénans qui ont précédé l'ère des chemins de fer de l'État allemand. On apprend beaucoup à l'écouter, mais il est [illegible] content de son savoir.

Samedi 16 juillet. — Beaucoup de travail aujourd'hui : lecture de journaux, rédaction de lettres et de dépêches dans la matinée... Appelé dans le cabinet du roi pour y rédiger un télégramme en latin destiné à je ne sais quel prélat, je m'assois pour écrire, tout naturellement et sans y avoir été convié au préalable. Le roi m'a aimablement rappelé à l'ordre, en m'assurant que « Monsieur Fallières, le roturier, ne transigerait pas sur ce point ». Sa Majesté ne m'en veut d'ailleurs point, apparemment, puisque, peu après, elle m'a fait don d'une épingle à cravate. Entre temps, j'étais allé porter de sa part un petit souvenir dans un écrin au patron du restaurant *Kaiserhof*, qui se confond en remerciements et me fait part dans le plus pur berlinois de son intention de toujours se tenir « au courant des progrès de la science à laquelle il s'est voué ».

Dîné le soir avec les princes. Je pense qu'il va y avoir un fort coup de collier à donner cette nuit, à cause du grand nombre de décorations octroyées par Sa Majesté. Il paraît qu'un beaucoup plus grand nombre avait été sollicité, si j'en juge d'après un mot du roi : « Je ne suis pas marchand de décorations, que diable! » Le patron du *Kaiserhof* lui-même avait sollicité un ruban, mais il dut se contenter de la babiole que je lui avais passée de grand cœur !

Dimanche 17 juillet. — Il y eut en effet beaucoup de besogne hier soir, — des lettres à écrire pour le roi, et surtout des décorations à étiqueter au nom du destinataire. Point de surmenage cérébral, somme toute, comme je dis à Stancioff, qui abonda dans mon sens. Il était à ce moment accroupi au milieu du tapis du salon, dont il avait repoussé les meubles contre le mur pour avoir le champ libre, et il s'acharnait à classer par piles de nombre égal les différents hochets — croix du mérite civil ou autres ordres bulgares — par quoi Ferdinand remerciait les Belges de leur hospitalité. Quand je le quittai, tard dans la soirée, il n'était pas encore parvenu à aligner sur le tapis le nombre exact de décorations qui correspondait au nombre des décorés.

J'ai eu un dimanche matin fort mouvementé : à dix heures moins cinq, je frappe par hasard à la porte du lieutenant-

colonel Stoyanoff, aide de camp, et je le vois mettre la dernière main à sa malle. Or je n'avais nullement été avisé de notre départ. Mon bond à ma chambre fut rapide, le jet de mes effets dans ma malle et valises plus rapide encore.

Nous avons déjeuné dans le train et sommes arrivés à une heure à Bruges, où une délégation de la municipalité et du corps consulaire attendait le roi, haut de forme en main. Nous avons visité la ville à la diable, mi à pied, mi en auto, en commençant par l'hôtel de ville. La lumineuse salle du premier étage, toute tapissée d'écussons, semble beaucoup intéresser le roi, nécessairement épris de blason. Redescendus, nous avons gagné la chapelle du Saint-Sang par le ravissant escalier Renaissance. Nous n'avons rien omis de la tournée classique, ni le Musée avec ses merveilleuses dentelles, ni le Lac d'Amour, ni les Memlings de l'hôpital Saint-Jean, ni le tombeau de Charles le Téméraire. N'empêche que nous étions avant six heures à la gare, où nous attendait le train qui doit nous conduire à Lille et à Paris dans la soirée. J'ai obtenu quelques jours de liberté pendant que Ferdinand et ses fils seront les hôtes de M. Schneider au château de la Verrerie.

Vienne, mercredi 27 juillet. — J'ai voyagé seul de Paris à Vienne. Ce qui m'avait dispensé de faire avec le roi le crochet de Cobourg, où il se rendait avec ses fils pour y célébrer je ne sais quel anniversaire. M. de Bourboulon m'avait averti : Ferdinand a le culte des anniversaires. Il effeuille chaque jour les éphémérides de sa propre vie, et de celle de ses parents et alliés. Pas de jour de l'année où il ne soit arrivé à quelqu'un de ses proches quelque chose de triste ou de gai — naissance, baptême, fiançailles, mariage, avènement au trône, beau coup de fusil, extrême-onction. Et il se souvient dudit événement au jour dit, il combine savamment ses voyages pour être en un lieu donné à une heure donnée. Il est à la fois un superstitieux et un sentimental. C'est au point qu'il n'aime pas se séparer des fleurs qu'il a cueillies ou qui lui ont été données. Il se ferait volontiers accompagner en voyage de ses bouquets, jusqu'au moment où ils tombent en poussière, et je ne suis pas bien sûr que, même alors, il ne conserve pas leur cendre dans quelque urne précieuse.

Jeudi 28 juillet. — Le roi, arrivé ce matin, est descendu au Palais Cobourg, dans la Seilerstätte, c'est-à-dire à deux pas de notre-hôtel : *Zur Ungarischen Krone.* Adieu ma liberté ! Je dépouille consciencieusement mes journaux, au cas où le « patron » me ferait appeler.

Vendredi 29 juillet. — Ça y est ! Ici aussi il y a une exposition et nous y avons, comme de juste, passé la plus grande partie de la journée !

Il faut convenir au demeurant qu'elle est fort gracieuse, cette *Jagdausstellung* du Prater. Tel pavillon de chasse, l'anglais, est un vrai bijou, avec son mobilier aussi simple que luxueux, ses fenêtres à vitraux si discrètes et sa fraîche pénombre. Le roi a réservé sa plus longue attention à une minutieuse reconstitution de faune et de flore bosniaques, avec oiseaux empaillés dans leurs vrais nids, écureuils sur leur branche et fleurs du pays, le tout dans un paysage. C'est à s'y méprendre ; on se croirait transporté à la lisière d'une forêt de là-bas.

Samedi 30 juillet. — Re-exposition !

J'ai découvert une nouvelle qualité au roi ; il est le meilleur des pédagogues pour ses fils. Il sait les intéresser sans trop les fatiguer. D'ailleurs, les princes sont aussi bons élèves que leur père est bon professeur.

Nous partons ce soir pour le château d'Alcsuth, non loin de Budapest. Le roi doit y rendre visite à sa sœur l'archiduchesse Clotilde.

Dimanche 31 juillet. — Je me réveille en sleeping je ne sais où, en face d'une jolie gare entourée d'acacias et de fleurs, près d'une route recouverte d'un pied de poussière brune que soulèvent mollement de pittoresques chars à bœufs.

La promenade en voiture jusqu'au château d'Alcsuth a été des plus agréables; il était très matin, et le soleil ne s'attirait pas encore notre réprobation.

De vieux domestiques hongrois tout chamarrés de médailles et dont j'admire les belles têtes et les mollets plastiques de valets héréditaires, nous conduisent à nos chambres. La suite

est présentée aux trois archiduchesses, l'archiduchesse Clotilde, sa fille la duchesse d'Orléans, et l'archiduchesse Élisabeth. Elles ont toutes trois l'air très « dame de qualité ».

Tout le château se rend processionnellement à la chapelle, dont nous occupons la galerie, tandis que les villageois et la domesticité prennent place dans la nef. Le service est simple et émouvant. Il a quelque chose de patriarcal.

Nous n'avons pas été nombreux à table : la famille « Cobourg » (trois dames et trois messieurs), le lieutenant-colonel Stoyanoff, le conseiller intime Fleischmann, ex-gouverneur de Sa Majesté, et moi. Le roi exprime sa joie d'être « enfin en vacances », « loin de cet affreux Sofia », et raconte quelques-unes de ses impressions de Paris. Ne s'avise-t-on pas de parler littérature et... *Chantecler* ! L'archiduchesse me demande ce que je pense de ce chef-d'œuvre, bien déterminée à recevoir une réponse pieusement flatteuse pour Rostand. Les réserves que j'ai timidement osé formuler et qu'elle aura du reste prises pour une boutade de collégien béjaune semblent lui déplaire, et elle passe à un autre sujet.

Le roi a consacré une partie de l'après-midi à attraper des papillons et à instruire les princes sur la manière la meilleure de brandir le filet et de saisir le captif entre le pouce et l'index sans le froisser et sans qu'il s'envole de sa prison de fine gaze. Entomologiste ici, ornithologue à l'exposition de chasse, mécanicien à l'exposition de Bruxelles..., combien de rois en Europe ont tant de cordes à leur arc ?

Pleszo, mardi 2 août. — Le roi est parti lundi soir pour ses terres du nord de la Hongrie. Il doit faire tout le trajet en auto. Le lieutenant-colonel Stoyanoff et moi, nous sommes partis très prosaïquement par le train. La première partie du voyage est ennuyeuse et la *pusta* monotone. A partir de Cassovie le paysage se fait de plus en plus pittoresque ; nous approchons du Tatra. Descendus à Poprad-Felka, nous gagnons, moyennant deux heures de voiture, le chalet de Pleszo où le roi ne doit nous rejoindre que quelques heures plus tard. Le site en est de toute beauté. C'est un décor de fond de vallon vosgien en plus boisé et en plus solitaire.

Mercredi 3 août. — Le roi, apprenant que le Tatra est pour moi *terra ignota*, m'a donné congé pour aujourd'hui et m'engage à visiter Tatra-Füred et les environs. Il s'offre à me faire conduire en auto jusqu'à Poprad. Je monterai ensuite en tram électrique jusqu'à Tatra-Fured, puis je prendrai le funiculaire jusqu'à Taraj-Karol. Il m'indique jusqu'au sentier que je dois suivre de préférence et me conseille de bien examiner la flore des vallons, car elle présente des analogies frappantes avec la flore ouralienne et même altaïque!

Ainsi dit, ainsi fait. Je n'ai pas eu à me repentir d'avoir de tout point suivi l'itinéraire du roi. Le sentier qu'il m'a recommandé offre une vue splendide sur tous les hauts sommets du Tatra, et notamment la Lomnitzer Spitze, dont les vives découpures, les reflets de fer rouillé et les éboulis blancs tiennent littéralement le regard fasciné. Tout cela vaut bien les Alpes, et je conçois que les familles riches de la plaine galicienne au nord, et de la plaine hongroise au sud ne puissent point se passer de villégiaturer ici chaque été.

Jeudi 4 août. — Cette fois c'est la pluie. Nous sommes néanmoins partis pour la chasse en montagne vers une heure, et ne devions être de retour qu'aux alentours de sept heures du soir. J'ai de nouveau admiré l'endurance du roi, qui a le pas plus montagnard que je n'imaginais. Il a grimpé comme un jeune homme, piétiné des heures entières à l'affût dans l'herbe et les myrtilles, et cela sous une pluie continuelle.

La vie est décidément charmante ici. Les repas sont un vrai plaisir. Le roi y est simple et paternel, toujours causeur, toujours instructif, même quand il commente le menu ou loue les légumes qu'on lui sert.

A propos de menus, c'est moi qui suis chargé de les écrire en français sur les cartons blancs *ad hoc*, ce qui n'est pas toujours facile, car le chef est un Hongrois qui ne baragouine qu'un peu d'allemand et mes traductions sont parfois impropres. Le roi me fait alors aimablement la leçon. Il doit me trouver bien ignorant!

Vendredi 5 août. — Le roi n'est rentré qu'à trois heures passées de sa promenade matinale en auto; il a grondé le

colonel de ce que nous l'avions attendu pour déjeuner. Il nous raconte qu'il a guetté et poursuivi un certain papillon pendant plus d'une heure sans parvenir à le capturer. En revanche il est satisfait de sa moisson d'herbes et de fleurs, qu'il est allé examiner aussitôt après le café.

Samedi 6 août. — La pluie de nouveau, après un terrible orage de nuit. Sa Majesté part néanmoins pour Murany en auto. C'est à cette terre héritée de sa grand'mère paternelle, et très aimée de lui, que Ferdinand emprunte le nom de comte de Murany qu'il prend pour voyager incognito.

Dimanche 7 août. — Le colonel Stoyanoff m'a emmené ce matin au village slovaque de Vernar-Rol, où nous avons assisté à un service uniate. Ce service est tout à fait curieux; mais ce sont les costumes des paysans et paysannes endimanchés qui frappent le plus : les cheveux des jeunes filles, soigneusement lissés et tressés, sont noués à la nuque par une débandade de rubans multicolores trempés de graisse; leurs corsages à forme de corset sont multicolores également, mais le jaune y domine; elles ont des jupes ramagées aux plis innombrables. Les hommes, groupés à part, beuglent à qui mieux mieux, chacun dans son vêtement en peau de mouton — je pourrais dire : chacun dans sa peau de mouton, tant la forme de l'animal est encore reconnaissable sur leurs épaules. Les manches, non enfilées, retombent sur les côtés. Avec cela, des visages d'hommes primitifs, à traits massifs, que fait ressortir un encadrement de longs cheveux noirs flottants.

Nous avons roulé en chemin de fer tout l'après-midi. L'Orient-Express s'est arrêté pour nous prendre à Kubaya, près de Budapest. Le roi y était déjà. Et maintenant, en route pour « cet affreux Sofia » !

Sofia, lundi 8 août. — Je me suis réveillé ce matin en Serbie.

Le parcours de Nisch à Sofia — surtout les défilés de la Nischawa, immédiatement après Nisch — est continuellement intéressant. Plus d'arbres sur les montagnes, ou bien, en guise d'arbres, des pieux de grosseur diverse entourés

d'une mince gaine de feuilles : et au-dessous, le sol nu et raviné. Le roi me donne l'explication de ce phénomène : faute de pâturages en suffisance, on nourrit ici en grande partie le bétail de jeunes frondaisons vertes. Cela ne rappelle-t-il pas Virgile? Le roi me montre également par la portière quelques-uns de ces cochons noirs de Serbie qui sont l'occasion périodique d'une guerre de tarifs entre Serbie et Hongrie.

Voici maintenant que nous pénétrons sur le sol bulgare et changeons d'heure. Quels pauvres et misérables postes-frontière, tant le serbe que le bulgare !

A première vue Sofia donne l'impression d'un grand village aux constructions basses, dominé au fond par le Vitosch et son unique flaque de neige. Seules, les rues des alentours du palais sont pavées, mais elles le sont fort bien, ou plutôt elles sont carrelées, car on s'est servi de carreaux jaunâtres très durs soudés entre eux par une coulée de bitume. Le palais, qui n'est autre que l'ancien *konak* turc rénové, — et agrandi, — est entouré de jardins bien ombragés et bien entretenus. On me conduit à mon appartement, clair et spacieux ; puis le lieutenant-colonel Stoyanoff me présente au maréchal de la cour, le colonel Draganoff, gros homme d'apparence peu distinguée, avec qui je dois dîner. Le roi et son aide de camp sont aussitôt partis rejoindre leurs épouses à Tsarska-Bistritza, villégiature favorite des Sofiotes, abritée derrière un contrefort des Rhodopes.

Mardi 9 août. — J'ai fait ce matin plus ample connaissance avec la capitale. Je suis revenu enchanté de la vieille ville, surtout du quartier du marché, qui est très « couleur locale ». Ce n'était pas grand jour de marché, — il faut pour cela attendre vendredi, — mais malgré cela l'animation ne manquait pas. Des petites filles, pieds nus, un filet grossier à la main, font très sérieusement leurs achats, débattant les prix et n'oubliant pas de se faire donner quelques oignons par-dessus le marché, par le galant marchand de légumes qui trône avec beaucoup de dignité derrière sa montagne de *paprikas* et autres légumes quasi exotiques pour un Français. Des paysans bulgares, une pipe bizarre à la bouche, passent chaussés

de leurs simples semelles, attachées au-dessus du pied par une lanière, plus souvent par une ficelle, plus souvent encore par des bouts de ficelle qui grimpent tout le long du mollet en tours hélicoïdaux, enserrant le bas des pantalons en laine écrue. Des poitrines velues au vent, une adroite substitution des doigts et de la poussière du chemin au mouchoir occidental; des gosses qui passent, portant dans chaque main, par la langue, de sales têtes de moutons couvertes de mouches; des étaux de bouchers à l'avenant; des noms juifs sur des devantures; quelques consommateurs de café à la turque sur le pas des portes; des petites boutiques d'un mètre carré où l'on débite du tabac et des timbres; le cri guttural d'un petit vendeur de journaux; d'ignobles chromos de la tête royale un peu partout; une jupe entravée (une seule) : voilà ce qui m'a le plus frappé dans mes pérégrinations de ce matin à travers les rues les plus sales que j'aie pu trouver. Je dois dire qu'elles sont peu nombreuses.

Le roi et la reine ont dû rentrer tout à l'heure.

Vendredi 12 août. — Même à Sofia je prends des habitudes : c'est, le matin entre huit et dix, une promenade dans la ville et les environs immédiats, promenade dont je suis toujours récompensé, soit par un coup d'œil furtivement jeté dans les chambrées de la caserne du premier régiment de la garde, soit par le charme tout particulier d'un puits aux deux solives vermoulues, vaguement articulées en potence, et que manœuvre une vieille femme, soit par la vue de deux buffles accouplés, soit enfin par des rencontres de réfugiés macédoniens aux pittoresques costumes bariolés qui ont fui l'oppression turque; assis coude à coude, sur le bord d'un trottoir inondé de soleil, ils attendent avec un fatalisme tout oriental que les autorités leur trouvent un gîte dans une école ou une caserne.

L'après-midi, je dépouille les différents journaux et périodiques auxquels est abonnée Sa Majesté, c'est-à-dire le *Figaro* et le *Temps*, l'*Opinion*, la *Kölnische Zeitung*, la *Neue Freie Presse*, la *Zeit*, le *Pester Lloyd*, le *Bukarester Tageblatt*, la *Turquie*, *Stamboul*, d'autres encore. Parfois le roi me fait appeler. Je lui lis alors les longues dépêches roses, à lui

adressées par ses agents de Macédoine et qui racontent des atrocités turques. Le roi écoute gravement, presque tragiquement. Il ne commente pas, mais on devine en lui la volonté de libérer les « frères » de Macédoine dès qu'il le pourra ou l'osera. Il est assis derrière sa vaste table de travail, garnie de photographies de tous les êtres qu'il a aimés : le duc d'Aumale, le duc d'Alençon, dont il a tout récemment accompagné la dépouille mortelle jusqu'à la crypte de la chapelle de la famille d'Orléans à Dreux; la princesse Clémentine, sa mère, au premier plan. « Que tout cela est près et pourtant que c'est loin ! » me dit-il dans un moment d'abandon, en regardant ses « chers disparus ».

De temps en temps je reste à dîner avec le roi. Il arrive, alors, qu'il me prie de lui parler anglais. Il a l'air enchanté de réaccoutumer son oreille à ces sons anglo-saxons qui lui furent jadis familiers quand, tout enfant, il rendait visite à sa grand'mère, la reine Marie-Amélie, sur les bords de la Tamise. Après dîner, je lui lis les journaux français, remplis des exploits de nos aviateurs du Circuit de l'Est. Le roi est dans l'admiration. Il aimerait que plus souvent je lui lusse du français, mais le temps pour cela? Il me renvoie vers minuit pour s'en aller signer des douzaines de papiers.

Sytniakowo, samedi 13 août. — Nous avons quitté Sofia en auto hier soir vers dix heures pour nous rendre à la propriété royale de Sytniakowo dans les Rhodopes, où le roi transporte ses pénates pour quelques jours. Nous y sommes arrivés à minuit et demi, après avoir obscurément admiré les gorges de l'Iskr et nous être arrêtés une demi-heure en route par suite d'une panne. La villa royale est très joliment située; des sapins de tous côtés entourant une clairière centrale située sur un épaulement de montagne. Cet épaulement continue à s'élever en pente douce derrière la villa et ses dépendances. Un tronc d'arbre sur lequel le roi, alors prince, s'asseyait pendant la chasse au coq de bruyère, puis une modeste cabane-abri, puis un petit pavillon, puis une aile, puis une autre, puis les dépendances : chalet pour la suite, postes et télégraphe, écuries, garages d'autos, une bonne route d'accès : telles sont les diverses étapes qui ont fait

de Sytniakowo une résidence vraiment princière. La journée a été pluvieuse, mais un temps d'arrêt l'après-midi nous a permis, au capitaine Bogdanoff, au lieutenant Saraëlieff et à moi, de faire une plaisante et assez longue promenade à pied du côté des sources de la Maritza, la rivière nationale des Bulgares.

Nous prenons nos repas avec le roi et les deux princes dans la charmante salle à manger d'un des pavillons latéraux. Elle est exquisement simple, toute boisée et plafonnée de ce pin de Macédoine que rendent si gai et si attrayant à l'œil ses riches nuances jaune clair, les nodosités foncées qui le parsèment capricieusement de leurs disques, et son éclat luisant.

Dimanche 14 août. — J'ai déjeuné avec le roi, ses quatre enfants (je n'avais pas encore vu les princesses, de jolies fillettes) et les deux gouvernantes.

L'après-midi nous avons fait une agréable promenade à cheval en suivant sensiblement le même itinéraire qu'hier. J'ai pris grand plaisir à revoir, sous une tout autre lumière, les sites admirés la veille.

Le roi est en excursion le père de famille modèle. C'est lui qui choisit un emplacement propice pour le déballage et la dégustation des « munitions de bouche » convoyées à dos de mulet, lui encore qui se préoccupe de signaler aux petites princesses les points de vue intéressants et les endroits où elles trouveront les plus belles digitales.

J'ai eu ma soirée libre, car le roi offrait à dîner à ses ministres et n'a heureusement pas besoin de moi quand il est au milieu de « ses » Bulgares.

Lundi 15 août. — Grande excursion à cheval jusqu'au sommet du Mus Alla, le pic le plus élevé des Balkans. Tous les ministres étaient de la partie. Il a fait très froid, mais le temps était beau et la vue splendide. Le Rilo assez proche, dont on devine l'historique monastère derrière une crête, plus loin le Perim-Dagh crevassé de neige, tous les monts de Macédoine, les sources de la Maritza, de l'Iskr et de la Bistritza, la vallée plus distante du Vardar, une partie du plateau

bulgare, le Vitosch à demi coiffé de brume comme toujours, à nos pieds des abîmes où les princes s'amusent à précipiter des quartiers de roc, tout cela forme un panorama saisissant, inconnu des touristes.

Il m'a semblé — est-ce une imagination? — que le roi et ses ministres ont eu presque tout le temps le regard et l'attention tournés du côté de la Macédoine et de la mer Égée...

Redescendus vers les quatre heures à la cabane que nous avons laissée dans son fond de vallée sauvage, proche trois lacs sinistrement noirs, nous sommes repartis après avoir déjeuné, et surtout assisté à une scène bien curieuse. Les ministres ont choisi ce site pour offrir au roi, enfermée dans un superbe étui en argent martelé, lui-même contenu dans une boîte en beau palissandre, elle-même enclose dans un coffret de cuir, la récente déclaration d'indépendance de Tyrnovo, luxueusement calligraphiée sur un parchemin signé de tous les ministres et garni de leurs sceaux. Une courte allocution du premier ministre Malinoff, à laquelle le roi répond avec la même brièveté et la même simplicité, est suivie de hourras poussés par les ministres, repris par les quelques soldats de l'escorte et répercutés de la manière la plus impressionnante par un grave et puissant écho, où mon imagination en éveil discerne je ne sais quelles sonorités mythologiques, orphéennes. La scène était vraiment émouvante. Le cadre qui contribuait à la pénétrer de majesté : un cirque de hautes montagnes rocheuses plongé dans l'ombre, tandis que l'une des parois est encore illuminée de soleil; un vert tapis de gazon irrégulièrement semé de blocs erratiques; à côté une pauvre hutte; vingt pas plus loin un feu de branches mortes où l'on rôtit de la viande et auprès duquel sont accroupis des montagnards bulgares; au-dessus de nous, enfin, un ciel glauque que traversent au galop de grands spectres blancs.

Cet épisode imprévu se termina d'une façon impressionnante : le roi choisit une grande roche plate émergeant du pâturage, se fit apporter de l'encre et une plume, et, à genoux, face au Mus Alla, face à la Macédoine, dans une pose solennelle et quasi hiératique, apposa lentement sa signature sur le parchemin.

Le caractère démocratique et simple, mais intensément patriotique de cette cérémonie, m'a fort ému. Ces ministres paraissaient de braves gens, un peu paysans, si bien que le tact et la délicatesse qu'ils ont montrés m'ont étonné. Ils étaient très gais tout le long du chemin et j'ai perdu mainte bonne — ou mauvaise — plaisanterie en ne comprenant pas le bulgare. Je me suis surtout entretenu avec Malinoff, le ministre des Travaux publics, qui parle très bien le français.

Mais le soleil se couchait ; nous prîmes le chemin du retour, à pied d'abord, à cheval ensuite, lorsque l'obscurité se fit.

Que cette longue vallée de la Bistritza, que nous longeons maintenant, a changé depuis le matin ! Ce sont d'abord des effets de crépuscule, puis la lune se lève et argente les pentes dénudées qui nous dominent. Enfin, juste avant d'arriver au bois épais qui ceinture le chalet royal, nous plongeons dans une nuit invraisemblablement noire. Impossible d'imaginer une fin de journée plus pittoresque ni plus romantique. Il était neuf heures. Nous en avions donc passé douze en plein air.

Une longue séance de rédaction de dépêches me guettait encore après dîner. Le roi, lui-même fatigué, s'est courtoisement excusé de me « mettre à la broche » en un moment aussi indu. C'était hier l'anniversaire de l'avènement au trône de Sa Majesté, ce qui explique le grand nombre de télégrammes de remerciements à rédiger.

A minuit, nous avons appris l'incendie de l'exposition de Bruxelles, nouvelle qui a paru beaucoup affecter le roi.

Mardi 16 août. — La journée a été magnifiquement ensoleillée. J'en ai profité pour lire un peu, à l'ombre des beaux et vigoureux mélèzes plantés par le roi à peu de distance de sa résidence et qu'il est très fier d'avoir été le premier à acclimater en Bulgarie. Je n'eus qu'un petit travail ; en lisant le *Temps*, j'avais vu que ce journal prenait à son compte une information de la *Neue Freie Presse* aux termes de laquelle le roi Ferdinand, atteint de surdité, allait être opéré par des chirurgiens viennois. Je communiquai le journal au roi, qui, n'étant point sourd — il a plutôt l'ouïe trop fine — fut vexé.

Il me pria de démentir la fausse nouvelle. J'ai donc rédigé et expédié sur-le-champ trois télégrammes, l'un au comte de Bourboulon, le second à Hébrard, et le troisième à mon camarade Comert, correspondant du *Temps* à Vienne. Le mensonge a, paraît-il, été lancé par une feuille de chou de l'extrême-gauche bulgare. C'est, me dit le roi, un exemple des procédés auxquels ont recours, pour le discréditer auprès de son peuple, certains journalistes « crapules » de Sofia. Ne m'a-t-il pas assuré que ses ennemis vont jusqu'à payer des espions parmi la domesticité du palais pour savoir la couleur de ses chemises?

On m'avertit à quatre heures que les bagages partent pour Sofia à quatre heures et demie... et que nous les suivons de près. Il s'agit d'emballer prestement. En fait, nous ne les suivons que d'assez loin, puisque notre départ de Sytniakowo est renvoyé à onze heures du soir. Nous n'arriverons guère à Sofia avant une heure et demie du matin.

Sofia, jeudi 18 août. — Sofia, cela veut dire pour moi des promenades au marché et des œillades à l'adresse, non pas des femmes, — elles sont horriblement laides, avec leurs mâchoires tatares et leurs pommettes kalmoukes, — mais de leurs costumes. Certaines portent de larges culottes bouffantes et bigarrées, qui ressemblent plutôt à d'amples robes qu'une épingle ou une couture relèverait entre les genoux. Sofia, cela veut dire encore de bibliques emplissements de cruches à la fontaine; une jeune femme fait l'office d'échanson auprès d'un vieux marchand juif perché au plus haut du bât d'apparence instable qui surplombe son bourriquet. Mais cela signifie aussi, hélas! bien des journaux à lire.

Nous prenons le train à huit heures du soir, à destination de Cettigné. Le roi va rendre visite au vieux prince Nikita, à l'occasion de sa prochaine élévation à la dignité royale. C'est décidément la course à la royauté dans les Balkans! Il me semble que depuis quelque temps tous les souverains y reçoivent, ou plutôt y prennent à tour de rôle de l'avancement.

(La fin prochainement.)

FRANCK-L. SCHOELL

NOS EFFECTIFS

(AOUT 1914 — MARS 1918)

Par quels moyens notre pays a-t-il pu entretenir pendant près de cinq années l'effectif de ses armées? Jusqu'au milieu de 1916, la France a presque seule supporté tout le poids de la lutte sur le front occidental. Elle a subi, à proportion de sa population, des pertes plus élevées qu'aucun autre belligérant. Et cependant, non seulement l'armée française a sans cesse accru et perfectionné ses armements, mais elle a conservé intacte sa ressource la plus précieuse, sa force en matériel humain ; elle a pu, jusqu'au bout, fournir plus que sa part dans tous les moments difficiles, et elle s'est trouvée capable de jouer un rôle décisif dans l'offensive finale de 1918, ruinant ainsi les prévisions sur lesquelles se fondaient les dernières espérances de l'ennemi. Comment a-t-il été possible de réaliser un pareil miracle?

Sans doute serait-il prématuré de vouloir écrire aujourd'hui l'histoire complète des effectifs français pendant la guerre. Cette histoire est, en effet, intimement liée à celle des plans d'opération, des conceptions et des intentions qui ont dirigé les actes de notre haut commandement et qui ne nous ont encore été qu'incomplètement révélés. Peut-être, cependant, n'est-il pas impossible de recueillir dès mainte-

nant certaines données objectives [1] et de dégager quelques conclusions relatives à la politique suivie et aux résultats obtenus par ceux qui ont été chargés de l'administration de nos effectifs.

***

Pendant les premières semaines de la guerre, il n'y avait pas, pour l'état-major, de question des effectifs, ou du moins cette question se posait dans les termes les plus simples. Il s'agissait d'amener le plus rapidement possible à pied d'œuvre, pour une lutte décisive et immédiate, la totalité des hommes valides en âge de porter les armes [2]. Le plan de mobilisation avait été établi dans cette intention et il fut réalisé avec un succès qui dépassa, on peut le dire, toutes les espérances. On s'attendait à un déchet de 10 p. 100 dans le rendement des contingents de réserve. Or le déficit fut en réalité beaucoup moindre. Tel fut même l'empressement avec lequel les appelés, devançant en grand nombre le jour fixé, répondirent à l'ordre de mobilisation, que les dépôts ne trouvèrent pas le temps de compter ces hommes au passage. A peine habillés, les soldats partaient pour la ligne de feu et il arrivait qu'ils fussent engagés et tués avant même d'avoir rejoint l'unité à laquelle ils étaient destinés et sans que leurs noms eussent été inscrits sur aucun contrôle. Comment, dans ces conditions, établir un bilan d'effectifs? Mais on ne se souciait guère, à cette époque, de bilans et de statistiques. A quoi bon, en effet, compter et discuter, tant que la supériorité numérique de l'ennemi restait assez marquée pour qu'il ne pût y avoir aucune hésitation sur le but à viser? A tout prix il fallait disputer à l'ennemi cet avantage du nombre qui avait rendu notre situation si périlleuse pendant la première période de l'invasion.

1. En ce qui concerne les données statistiques, nous nous sommes efforcé de n'utiliser que des renseignements puisés à des sources sûres. En particulier, nous nous sommes abstenu d'établir des comparaisons numériques entre les effectifs français et les effectifs ennemis, les indications que nous avons sur ces derniers ayant nécessairement un caractère conjectural.

2. Le plan de mobilisation ne prévoyait pas la convocation globale des classes de la réserve de l'armée territoriale, inaptes pour une grande part au service combattant. En fait, la dernière de ces classes (1887) n'a jamais été appelée, et l'avant-dernière ne le fut qu'en très faible partie.

Prévoyant que les contingents appelés par le décret de mobilisation — quatre millions d'hommes environ — seraient insuffisants, l'état-major chercha presque immédiatement à se procurer de nouvelles ressources. La classe 1914, dont le temps de service normal commençait en octobre, avait été incorporée dès l'ouverture des hostilités. La classe 1915 fut à son tour recensée et convoquée pour décembre. De nombreux fonctionnaires, agents des chemins de fer, sursitaires divers, furent retirés des services civils et appelés sous les drapeaux, en même temps que commençait l'incorporation de la réserve de l'armée territoriale. D'autre part, un décret rendu le 9 septembre assujettit tous les réformés et exemptés âgés de moins de quarante-trois ans à subir l'examen d'un nouveau conseil de revision. Enfin, on prescrivit une visite générale des hommes du service auxiliaire en vue de faire passer dans le service armé tous ceux qui étaient assez résistants pour supporter les fatigues de la campagne.

Vers la fin de 1914, cependant, l'armée française se trouva en présence de conditions nouvelles. Un état d'équilibre avait fini par s'établir sur notre front — où nous avions porté notre effectif à 2 300 000 hommes [1] — et l'on se rendait compte, d'autre part, qu'il faudrait, pour terminer la guerre, entreprendre une nouvelle série d'opérations dont la durée pouvait être assez longue. C'eût été le moment, semble-t-il, d'examiner avec soin l'état de nos effectifs et d'arrêter les principes qui devaient dorénavant en régler l'emploi. Pourtant les préoccupations de notre haut commandement ne se tournèrent pas tout de suite de ce côté. La question des effectifs continuait à être estimée secondaire, et cela pour des raisons assez curieuses à analyser.

Ainsi que nous le disions tout à l'heure, l'état-major se trouva longtemps dépourvu de toute donnée statistique précise sur les variations de nos effectifs. On a parfois supposé que ce défaut d'information portait nos chefs à un optimisme

1. L'effectif dont il est question ici et dans les pages qui suivent est l'effectif global de nos armées en campagne évalué en nombre d'hommes. On ne saurait, en effet, mesurer la force numérique des armées au nombre de leurs divisions, étant donné que la composition et l'effectif de celles-ci ont varié considérablement au cours de la guerre.

exagéré en leur faisant estimer trop bas le chiffre de nos pertes. Ce fut cependant l'inverse qui se produisit. Par une rencontre singulière, en effet, tous les procédés auxquels on avait recours pour évaluer les pertes des armées belligérantes se trouvaient fausser dans un même sens les calculs des états-majors et tendaient à accréditer la même erreur.

Il semblait à première vue que l'on pourrait déterminer approximativement le nombre de nos morts en comptant les avis de décès et de disparition qu'établissait le ministère de la Guerre. On décida donc de faire ce dénombrement. Or les chiffres que l'on obtint se trouvèrent notablement trop forts, car, par suite de circonstances inévitables, il est fréquemment arrivé qu'un même décédé ou un même disparu ait été l'objet de plusieurs avis. Pour évaluer, d'autre part, le nombre des blessés mis hors de combat, on utilisait souvent certaines formules toutes faites, fondées sur l'expérience des guerres antérieures. Or, ces formules avaient cessé d'être exactes, ainsi qu'on en pourra juger par un seul exemple. On enseignait autrefois que la proportion du nombre des blessés évacués au nombre des tués était en moyenne de 3 à 4 contre 1 et certains spécialistes affirmaient, d'autre part, que 50 p. 100 des blessés étaient irrécupérables, c'est-à-dire définitivement perdus pour l'armée [1]. Ainsi il eût fallu compter 150 ou 200 hommes irrécupérables contre 100 morts sur le terrain. Or le proportion réelle, constatée ultérieurement, n'a été que de 60 contre 100. On voit quel était l'ordre de grandeur de l'erreur commise.

Mais, s'il en était ainsi, dira-t-on, d'où vient que l'on ne se soit pas alarmé et que l'on ait cru pouvoir, au contraire, envisager l'avenir avec confiance? La cause de ce paradoxe apparent est facile à découvrir. C'est que des raisons analogues, des méthodes de raisonnement semblables à celles qui nous portaient à majorer les pertes françaises nous faisaient commettre une erreur beaucoup plus considérable sur le compte des pertes ennemies. Si élevé était le chiffre auquel on estimait celles-ci que nous n'avions aucune raison de nous inquiéter de l'étendue de nos propres sacrifices. Mais il y a plus. La

1. Soit qu'ils meurent dans les formations sanitaires, soit qu'ils doivent être réformés.

double erreur commise dans l'évaluation des pertes conduisait directement à certaines conclusions qui risquaient d'entretenir chez nous des espérances excessives.

Que résultait-il, en effet, des données imparfaites sur lesquelles on croyait pouvoir faire fonds? Si les pertes de l'armée allemande atteignaient vraiment le chiffre que l'on présumait, si la proportion des invalides irrécupérables parmi les blessés était telle que le supposaient les formules d'école, alors la force numérique de l'ennemi, après avoir franchi un maximum, ne pouvait manquer de décliner bientôt d'une allure précipitée. La stratégie, sans doute, s'était montrée impuissante à terminer la guerre en quelques mois; mais l'usure des effectifs en amènerait certainement la fin en un temps un peu plus long, un an, dix-huit mois peut-être. Ainsi il n'était point besoin d'instituer, pour l'utilisation de nos effectifs, une politique à longue portée. Il n'était pas utile de s'engager à ce propos dans des investigations statistiques, puisque l'on n'avait pas encore à faire un choix entre plusieurs politiques différentes; on n'avait à préparer aucun programme dont il fallût peser le pour et le contre. Intensifier sans cesse notre effort et tâcher, dans chaque affaire, de perdre moins que notre adversaire, tels paraissaient être, en 1915 comme en 1914, les préceptes essentiels dont l'application devait suffire à nous conduire au succès.

Or, pendant le premier semestre de 1915, l'état de nos ressources en hommes était incontestablement de nature à encourager tous les espoirs. Les mesures énergiques que l'on avait prises au début de la guerre étaient en train de porter leurs fruits. La revision des réformés et exemptés fournissait 400 000 hommes, dont 250 000 bons pour le service armé. La revision des « auxiliaires » faisait gagner au service armé 300 000 militaires. Le contingent [1] 1915 (250 000 hommes) était à l'instruction, et la classe 1916 (200 000 hommes) allait être appelée en avril, dix-huit mois plus tôt qu'elle ne l'eût été en temps de paix. Les classes 1891 à 1889, presque tout entières réservées jusqu'alors, étaient également convoquées, et l'incorporation progressive des auxiliaires de tout âge se poursuivait

1. Classe 1915 et ajournés des classes précédentes.

méthodiquement [1]. Aussi avait-on partout des hommes en abondance.

Sans doute les cinq premiers mois de la guerre nous avaient coûté (on l'a su depuis) près de 500 000 morts et prisonniers et autant de blessés et malades évacués sur la zone de l'intérieur. Néanmoins les effectifs de nos armées ne cessaient de s'accroître avec une régularité remarquable. C'était trop beau, en vérité, et la tentation était grande, pour le commandement, de s'engager un peu légèrement dans des opérations brillantes, mais d'un intérêt limité, sans regarder suffisamment à la dépense. De quel prix avons-nous dû payer les âpres combats d'Alsace et tant d'autres, fort sanglants, livrés en des points variés du front, dans les intervalles ou indépendamment des grandes entreprises de l'année, telles que la première offensive de Champagne et la bataille de l'Artois ! Aussi la moyenne de nos pertes a-t-elle été beaucoup plus forte pendant le premier semestre de 1915 que durant toute autre période de la guerre de tranchées. Elle s'est élevée à 40 000 morts et prisonniers et 95 000 évacués par mois [2]. Et néanmoins, l'on estime que, pendant ce même semestre, les effectifs de nos armées [3] sur le front ont réalisé un gain net de plus de 400 000 hommes.

Au point de vue numérique, on le voit, la situation de nos armées était encore très favorable au 1er juillet 1915. Malheureusement l'état de notre armement était loin d'être aussi satisfaisant, et, pour mettre celui-ci au point, il était nécessaire d'accomplir un effort considérable, qui allait avoir une répercussion sensible sur nos effectifs. Presque tous les ouvriers spécialistes en âge de porter les armes avaient subi le loi commune en 1914 et avaient rejoint leurs régiments. Peut-être, lors des premières batailles, la présence au front de tous les contingents disponibles a-t-elle été, en effet, d'une utilité appréciable. Mais, du moment où la guerre durait plus de

1. Le nombre des auxiliaires mobilisés (abstraction faite de ceux qui ont été versés dans le service armé) s'est élevé à 500 000, environ, en 1915. Il atteignit 700 000 en 1918 (en comptant les militaires versés dans le service auxiliaire au cours de la guerre pour cause de blessure ou de maladie).

2. Sur la zone de l'intérieur.

3. Nous comprenons dans ces effectifs celui du corps expéditionnaire des Dardanelles qui comptait environ 40 000 hommes.

quelques mois, il devenait déraisonnable de maintenir les ouvriers hors de l'usine. Toutefois, cette vérité ne s'imposa pas immédiatement, et c'est pourquoi le mouvement de retour des ouvriers se trouvait à peine commencé à l'époque de notre plus grande richesse en effectifs. Ce mouvement prit, par contre, une ampleur considérable pendant l'été de 1915. Le 17 août, le statut des ouvriers spécialistes fut définitivement fixé par la loi Dalbiez, et, de ce fait, les services militaires perdirent un effectif qui s'élevait déjà à 300 000 hommes au bout de quelques mois et qui monta plus tard à 550 000 hommes.

Un pareil déchet, venant s'ajouter aux pertes de guerre, devait, dès juillet 1915, donner à réfléchir. Cependant une grande offensive était alors en préparation, et il convenait sans doute d'en attendre le résultat avant de spéculer sur les difficultés de l'avenir.

A la fin du mois de septembre l'offensive eut lieu, en effet, mais elle ne donna pas les résultats espérés. Par contre, nous perdîmes, en septembre et octobre, environ 100 000 morts et disparus et 200 000 blessés et malades évacués. Après une telle bataille, il n'était plus possible de traiter avec indifférence le problème des effectifs [1]. Ce problème passait brusquement au premier plan des préoccupations de notre état-major, et il devait dorénavant y demeurer.

Que signifiait, en effet, l'insuccès de notre offensive? Suivant toute vraisemblance, on ne pourrait plus éviter que la guerre ne fût longue, très longue, et, dès lors, notre souci principal, le but suprême de notre politique militaire, devait désormais consister à durer.

C'est à ce moment que se fixent, en ce qui regarde les effectifs, les traits essentiels de la politique qu'allait suivre presque sans interruption, pendant deux ans et demi, le Gouvernement français. Remise en question, semble-t-il, en certains instants critiques de la guerre, cette politique fut cependant maintenue et appliquée avec une remarquable persévérance jusqu'au jour de l'assaut final, en 1918.

1. Le total des pertes en morts et prisonniers subies par notre armée depuis le début de la guerre s'élevait à cette époque à plus de 900 000 hommes.

*
* *

L'expression même dont s'est constamment servi l'état-major de l'armée pour définir la tâche qu'il cherchait à remplir met bien en lumière l'idée directrice qui lui dictait cette tâche. Il s'agissait d'assurer « l'entretien de nos effectifs ». En d'autres termes, le but poursuivi n'était point de porter le nombre de nos combattants à un maximum absolu, soit au jour le plus prochain, soit à une échéance déterminée, mais simplement de réaliser un état des effectifs aussi stable que possible et de faire durer cet état aussi longtemps que les conditions de la lutte resteraient stationnaires.

Dans quelle mesure la fixité que l'on recherchait a-t-elle pu être obtenue? Quelques chiffres vont nous permettre de nous en rendre compte.

A la fin de 1915, après la constitution de l'armée d'Orient (remplaçant le corps expéditionnaire des Dardanelles), l'effectif total de nos armées, tant sur le front français qu'en Macédoine, s'élevait à environ 2 800 000 hommes [1]. Quatre mois plus tard, en avril, cet effectif s'était accru de 150 000 hommes : c'étaient les fruits du grand effort de recrutement de 1915 que l'on continuait à récolter. D'avril 1916 à mars 1917, l'effectif monte encore de 15 000 hommes, et du 1er avril 1917 au 1er mars 1918, il s'abaisse de 60 000, formant à cette dernière date un total d'environ 2 900 000 hommes. Ainsi, entre la première phase de la bataille de Verdun et la grande attaque allemande de 1918, nos effectifs, sur l'ensemble des fronts, ne se sont affaiblis que dans la proportion de 1,5 p. 100, et le total de ces effectifs était plus élevé en mars 1918 qu'en décembre 1915.

Mais, dira-t-on, si la quantité des effectifs français est en effet demeurée sensiblement constante, en a-t-il été de même de la qualité? C'est là une question que l'on s'est posée fréquemment — non sans quelque inquiétude — aussi bien chez nos alliés que chez nous-mêmes.

Hélas ! il n'est pas douteux que ce sont les meilleurs éléments de l'armée — et notamment les jeunes gens — qui, ayant le plus souvent et le plus généreusement prodigué leurs

1. Dans ce total, l'armée d'Orient compte pour environ 100 000 hommes.

efforts, ont été aussi le plus durement atteints. On estimait qu'au printemps de 1917, 35 p. 100 de nos pertes en morts portaient sur les cinq plus jeunes classes déjà engagées à fond (1911 à 1915). D'autre part, le plus grande partie de ces pertes — 90 p. 100 — affectait les contingents de l'infanterie. Qu'en est-il résulté? A mesure que le temps passait, il a fallu se montrer moins difficile sur le choix des hommes. C'est ainsi que les commissions médicales ont introduit peu à peu dans les rangs de nos combattants une proportion croissante de militaires dont l'aptitude physique était douteuse. Et, néanmoins, l'on a vu décroître progressivement les effectifs de notre infanterie. Entre le printemps de 1916 et celui de 1918, le nombre de nos fantassins combattants a été réduit d'environ 20 p. 100 [1]. N'était-il pas naturel de craindre que la valeur de notre armée ne fût, de ce fait, sérieusement diminuée?

L'état-major français reconnut de bonne heure que cette crainte était injustifiée.

Sans doute nos jeunes classes ont été cruellement éprouvées. Mais, par contre, les contingents incorporés pendant la guerre ont compris une majorité de jeunes gens. L'effectif total des militaires âgés de moins de trente-cinq ans n'a décru que de 100 000 hommes environ entre le mois d'août 1914 et le mois de mars 1918.

Sans doute a-t-il fallu, pour combler les vides qui se produisaient, faire appel à des hommes physiquement imparfaits. Mais la plupart se sont adaptés aux fatigues de la guerre. Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, les statistiques médicales ont montré que l'état sanitaire de nos troupes — tout en subissant certaines fluctuations dues aux événements militaires et aux changements de saisons — n'a nullement empiré dans son ensemble entre 1915 et 1918.

Enfin et surtout, pendant ce laps de temps, les conditions mêmes de la guerre ont progressivement évolué. Aussi, nos armées — tandis qu'elles réclamaient un nombre de plus en plus grand d'artilleurs, de terrassiers, d'automobilistes,

1. Environ 300 000 hommes (en tenant compte de l'augmentation des effectifs de l'armée d'Orient).

d'aviateurs — ont-elles pu, sans s'affaiblir[1], renoncer à une partie de leurs fantassins. Si le nombre[2] et l'effectif de nos bataillons d'infanterie a diminué, l'armement de ces bataillons n'a cessé par contre de se développer. D'autre part, entre décembre 1915 et mars 1918, le nombre des artilleurs a augmenté de 25 p. 100 (100 000 hommes) et le nombre des canons de toutes catégories de 120 p. 100; la quantité des avions en service a plus que quadruplé; le char d'assaut a été créé.

En définitive, l'expérience a montré qu'à la condition de répartir convenablement les nouveaux mobilisés et de rectifier constamment la distribution des anciens — versant dans l'infanterie tous ceux qui pouvaient y prendre place, en retirant au contraire les hommes affaiblis — il était possible d'obvier aux inconvénients résultant de la raréfaction des hommes vigoureux. Mais l'on se serait exposé, par contre, à des risques graves si l'on n'avait pas trouvé le moyen d'éviter une chute de notre effectif global, dont les effets se seraient rapidement fait sentir dans toutes les branches et services de l'armée.

Ainsi c'est à bon escient que notre état-major avait déterminé sa politique d'effectifs. Comment, cependant, a-t-il été possible de pratiquer avec succès cette politique pendant la longue période de deux ans et demi au seuil de laquelle nous nous sommes arrêtés? Cherchons à nous en rendre compte en parcourant rapidement les phases successives de cette période.

L'accalmie prolongée qui suivit l'offensive de septembre-octobre 1915 — premier répit sérieux accordé à nos troupes

1. Avec le temps, il est vrai, nous sommes devenus moins riches en troupes de choc, et, comme ces troupes jouent un rôle fondamental dans le déclenchement d'une offensive, il devint manifeste à partir de 1916 — et surtout en 1917 — que nous ne pourrions plus, avec nos seuls moyens, recommencer sans cesse de nouvelles tentatives de percée. Mais s'il était inévitable qu'après deux ans de lutte notre armée, assagie, eût perdu un peu de son mordant, on peut dire qu'elle a conservé jusqu'à la fin les plus solides des qualités sur lesquelles reposait sa puissance combative dans l'attaque comme dans la défense.

2. Remarquons, en outre, que les bataillons d'infanterie supprimés ont été en majeure partie des bataillons territoriaux. Ainsi, entre décembre 1915 et mars 1918, le nombre de nos bataillons actifs n'a diminué que de 100 (sur 1 200 environ), tandis que le nombre de nos bataillons territoriaux passait de 550 à 250. Une partie du personnel de ces bataillons fut versée dans les bataillons actifs tandis qu'une autre partie était renvoyée dans la zone de l'intérieur.

depuis l'ouverture des hostilités — permit de réparer les pertes subies pendant cette bataille et de remplacer les ouvriers spécialistes rendus par l'armée aux usines. On était alors à l'époque où les derniers contingents recrutés au printemps de 1915 parvenaient au terme de leur instruction et devenaient disponibles pour le service du front. D'autre part, les lois du 6 avril et du 17 août (loi Dalbiez) avaient assujetti les hommes réformés au cours de la guerre et les militaires du service auxiliaire [1] à un nouvel examen médical. A la suite de cet examen, 50 000 réformés environ furent réincorporés d'août à décembre 1915, et 70 000 auxiliaires versés dans le service armé. Enfin, 30 000 ajournés des classes 1913 à 1915 furent incorporés au mois d'août. Grâce à ces appoints, nos effectifs purent supporter dans de bonnes conditions, au début de 1916, le terrible choc sur lequel comptaient nos ennemis pour nous écraser.

Environ 55 000 morts ou prisonniers et 80 000 blessés ou malades évacués sur l'intérieur en février et mars ; 55 000 morts ou prisonniers et 110 000 évacués d'avril à juin, tel fut le triste bilan des premiers mois de la bataille de Verdun. Cependant, l'ennemi n'avait pas percé nos lignes, Verdun tenait toujours, et notre armée, que la propagande allemande déclarait saignée à blanc, se trouvait en réalité, dans les derniers jours de juin 1916, plus forte d'environ 100 000 hommes qu'elle ne l'était six mois auparavant [2].

Or, en cette fin de juin 1916, le corps expéditionnaire britannique, formidablement accru en puissance, était prêt à sortir de sa longue inaction, le front russe s'était réveillé, et l'ennemi, dont notre résistance avait ruiné les plans, allait sous peu être obligé de changer de rôle. Dorénavant, et jusqu'au 20 mars 1918, il allait nous laisser l'initiative des opérations sur le front occidental et la possibilité, par conséquent, d'être jusqu'à un certain point maîtres de la consommation de nos effectifs.

Le second semestre de 1916 a été pour nos armes une période

1. Ceux du moins qui n'avaient pas déjà subi une contre-visite.

2. La part de l'armée d'Orient dans cette augmentation fut d'environ 35 000 hommes.

de très grande activité. Tandis que s'achève la première bataille de Verdun, nous livrons avec les troupes britanniques la bataille de la Somme, qui se prolonge sans répit pendant quatre mois. A la fin de l'automne, notre armée d'Orient entre en scène à son tour. En décembre, enfin, a lieu cette brillante bataille d'hiver qui nous rend les principales défenses de Verdun. Or, tous ces efforts sont accomplis sans dommage pour nos effectifs, ceux-ci ne variant pas d'une façon appréciable, en six mois, sur l'ensemble des fronts français et oriental [1].

Au commencement du semestre, il est vrai, les furieuses attaques que les Allemands réitèrent sous Verdun sont relativement meurtrières. Nous perdons encore en juillet et août, sur cette partie du front, près de 25 000 morts et prisonniers et 35 000 évacués. Mais sur la Somme, nos pertes sont incroyablement légères : environ 28 000 morts et prisonniers et 40 000 évacués pendant juillet et août. Dans l'ensemble du semestre, la moyenne des pertes de nos armées en morts, prisonniers et évacués n'est que de 70 000 hommes par mois, alors qu'elle était de 90 000 pendant la première phase de la bataille de Verdun (février à juin).

Or, toutes les mesures étaient prises pour faire face à des pertes que l'on craignait de voir plus élevées.

Tout d'abord, nous pouvions compter sur notre nouvelle armée coloniale qui fit pendant l'été de 1916 sa première apparition sur le front occidental. Les contingents noirs que nous avions pu amener en France avant 1916 avaient un effectif très limité : 70 000 hommes environ [2]. Assez durement éprouvés dès les premières semaines de la guerre, ces contingents n'avaient joué en 1915 aucun rôle appréciable. Mais nos colonies, pendant ce temps, préparaient les nouveaux bataillons qu'elles allaient nous envoyer les années suivantes. 40 000 combattants sénégalais ont été dirigés sur le front français en 1916, tandis que 30 000 autres soldats noirs et

1. Vers la fin de l'hiver, quatre divisions furent prélevées sur le front Nord-Est au profit de l'Armée française d'Orient. L'effectif de cette dernière se trouva ainsi porté à 200 000 hommes dans les premiers mois de 1917.

2. Quelques bataillons noirs furent en outre dirigés sur le corps expéditionnaire des Dardanelles en 1915.

jaunes venaient remplir dans la zone arrière et dans la zone de l'intérieur des emplois de toute nature.

En ce qui concerne, d'autre part, l'utilisation des contingents français, l'état-major fit porter particulièrement ses efforts sur le dégagement — au profit des effectifs combattants — des militaires indûment employés dans les services sédentaires, et sur la récupération des blessés et malades.

Tous les services du territoire, à l'exception des usines de guerre, furent invités à réduire au strict minimum le personnel militaire qu'ils immobilisaient. Déjà la loi Dalbiez avait posé en principe que tout homme appartenant au service armé devait avoir servi sur le front. On alla plus loin en déclarant qu'eût-il déjà séjourné aux armées, un homme valide ne devait en aucun cas être employé dans un service de l'intérieur s'il n'y était absolument indispensable. Cette règle — dont l'application fut surveillée par un service spécial d'inspection et qui fut sanctionnée plus tard, en ce qui concerne du moins l'armée active et sa réserve, par la loi Mourier — se heurta à la résistance tenace des intéressés. Néanmoins, grâce à un effort incessant et à un emploi judicieux de la main-d'œuvre féminine étrangère et coloniale, le contingent des militaires affectés aux services du territoire [1] put être graduellement transformé et réduit. Entre juillet 1916 et janvier 1918 ce contingent diminua de plus de 100 000 hommes, dont la moitié du service armé. Les hommes jeunes en furent presque totalement exclus.

Ajoutons que les mesures ainsi appliquées dans la zone de l'intérieur furent bientôt étendues aux services de l'arrière du front : alors que ces services n'employaient primitivement que des hommes du service armé, on y introduisit peu à peu un nombre important d'auxiliaires, une centaine de mille en quelques mois, ainsi que du personnel civil.

En collaboration avec le service de santé, d'autre part, l'état major étudia de très près les conditions dans lesquelles il convenait d'évacuer nos blessés et nos malades, de les soigner et les réentraîner après guérison, de manière à les

1. Non compris les G. V. C. et les hommes momentanément détachés comme travailleurs agricoles. Ce contingent comprenait environ 550 000 hommes en juillet 1916.

récupérer en aussi grand nombre et aussi rapidement que possible. Divers progrès furent ainsi réalisés, à la suite desquels le taux de la récupération, pour la totalité des blessés et malades (évacués ou non sur l'intérieur), se stabilisa aux environs de 88 p. 100 — dont 60 p. 100 récupérables en un mois.

Les dispositions dont nous venons de parler avaient pour objet d'améliorer le rendement des contingents déjà en service. On pouvait inscrire, d'autre part, au compte des ressources, d'importants contingents nouveaux. La classe 1917 — 155 000 hommes — appelée en hiver terminait son instruction au mois d'octobre. Les ajournés des classes 1913 à 1917 fournirent en outre, en septembre, un contingent supplémentaire de 120 000 hommes. Rappelons enfin que deux divisions russes prirent place sur notre front, au cours de l'été, dans les rangs de l'armée française.

C'est dans ces conditions que commença, pour les régulateurs de nos effectifs, l'année 1917. Les opérations s'étaient de nouveau arrêtées, et il ne fut pas difficile, pendant la période d'hiver, de porter une fois de plus à son point le plus haut la force numérique de nos armées. Dès que le commandement jugerait le moment venu, celles-ci seraient en mesure de jouer la grande partie, que certains espéraient devoir être décisive.

Pourtant, ceux qui observaient de près la situation de nos effectifs n'étaient pas sans éprouver quelques inquiétudes. La campagne de 1917 s'ouvrait incontestablement dans des conditions moins favorables que celle de 1916. Tout irait bien, sans doute, si le succès pouvait être obtenu très rapidement. Mais, dans l'hypothèse où nous aurions à soutenir notre effort pendant plusieurs mois, serions-nous à même d'entretenir, sans interruption, les effectifs nécessaires?

Un calcul dont l'exactitude fut prouvée en 1918, permettait d'imaginer le prix que pourrait coûter une bataille générale poursuivie sans répit jusqu'au succès final, et dans laquelle chacun des adversaires irait jusqu'au bout de ses moyens. En se fondant sur l'expérience des années antérieures, on pouvait estimer à 100 000 hommes, définitivement éliminés

ou irrécupérables avant quatre mois, le déchet mensuel que pourrait subir, au cours d'une telle bataille, la seule armée française. Ainsi, dans l'espace de cinq mois, nous perdrions 500 000 hommes, sans compter les unités fatiguées qu'il faudrait mettre temporairement au repos. D'ailleurs, les neuf dixièmes des pertes frappaient l'infanterie combattante et l'on n'aurait pas, en cours de bataille, le temps de procéder aux remaniements qui eussent permis de reporter sur les autres armes une partie du déficit. Or, les contingents frais d'infanterie que l'on serait en mesure de fournir aux armées pendant cinq mois, à partir du 15 avril, étaient inférieurs à 200 000 hommes. C'est dire que, si la grande bataille offensive avait une durée aussi longue, nos disponibilités en infanterie combattante aux armées du Nord-Est (1 200 000 hommes environ[1]) pourraient se trouver réduites d'un quart ou d'un tiers, tandis que l'ennemi, en se tenant sur la défensive, réussirait peut-être à limiter ses pertes.

Or, au printemps de 1917, les troupes américaines n'étaient pas encore avec nous, et nous avions déjà lieu de redouter la défection ou le renoncement de l'armée russe. D'importants perfectionnements de notre armement étaient à l'étude (artillerie lourde, chars d'assaut), mais ils n'étaient pas encore réalisés[2]. Pouvions-nous, dans ces conditions, affronter une diminution de nos effectifs? C'eût été nous exposer à une funeste surprise, étant donnée la longueur du front que nous occupions encore à cette époque[3]. Non, encore une fois, le temps ne travaillerait pour nous, en cas de longue bataille, que si, du premier coup, nous frappions assez fort pour que l'ennemi fût hors d'état de se refaire avant que nous ne commencions nous-mêmes à faiblir.

Divers sujets de préoccupation venaient d'ailleurs aug-

1. Nous comptons, dans ces disponibilités, les effectifs des bataillons d'instruction qui constituaient des réserves pouvant être, en cas de besoin, presque immédiatement utilisées.

2. 2 500 chars légers, en particulier, furent commandés au printemps de 1917. Ces chars, comme la plus grande partie du matériel d'artillerie commandé en 1917, ne devaient être prêts qu'en juillet 1918. Voir à ce sujet les conclusions d'un article sur *la Guerre et ses principes*, signé du général Lahoussaye, et manifestement inspiré par le Grand Quartier Général, qui a paru dans la *Revue du Mois* du 10 avril 1919.

3. Plus des quatre cinquièmes du front français total.

menter les craintes qu'inspirait aux gardiens de nos effectifs l'incertitude de la situation militaire. Si la politique suivie jusqu'alors en matière d'effectifs avait donné de bon résultats, c'est parce qu'un régime d'équilibre avait pu être établi entre les exigences de l'armée et les besoins du pays. Or, aux plaintes qui se faisaient entendre de nombreux côtés, à l'état de plus en plus précaire de notre agriculture, on pouvait reconnaître que l'équilibre était sur le point d'être rompu [1]. La France avait jusque-là donné sans compter ses fils à l'armée; mais, menacée de périr d'inanition, elle allait être obligée de lui en redemander un grand nombre. Dès janvier 1917, le mouvement se déclencha, et 60 000 agriculteurs furent rendus aux travaux de la terre avant la bataille d'avril. Ce n'était qu'un commencement. Du 1er avril 1917 au 1er mars 1918, 210 000 militaires de plus furent cédés à l'agriculture, 135 000 autres furent mis en sursis ou libérés.

Une autre cause de souci était la situation de notre armée d'Orient. Il y avait, comme on sait, urgence à la renforcer. C'étaient 50 000 hommes de plus, 100 000 hommes peut-être, qu'il faudrait embarquer et qu'on serait obligé de prélever sur les effectifs du front occidental [2]. D'autre part, le remplacement de tous les militaires ayant séjourné plus de dix-huit mois en Orient allait bientôt devenir nécessaire, et, comme un grand nombre de ces hommes, affaiblis par les fièvres, resteraient longtemps inutilisables en France, on pouvait prévoir que l'opération de relève serait très onéreuse.

En regard des dépenses probables, que trouvait-on à inscrire au chapitre des ressources? Pour les premiers mois, nous l'avons dit, quelque 200 000 hommes disponibles. Pour l'automne, et l'hiver — au cas où le guerre ne serait pas finie — le seul contingent important sur lequel on pût normalement compter était la nouvelle classe (classe 1918) comprenant environ 180 000 hommes. Les ajournés des classes

1. Il était fatal qu'il fût rompu au bout d'un certain temps, étant donné que l'appel de chaque classe nouvelle n'était point compensé par la libération correspondante d'une classe ancienne.

2. En fait, l'effectif de l'armée française d'Orient, qui était déjà de près de 200 000 hommes au début de 1917, ne dépassa jamais 260 000 hommes.

précédentes en état d'être récupérés avaient été, pour la plupart, appelés en 1916. L'armée arabe et l'armée noire seraient entretenues, mais non sensiblement accrues avant 1910. Le « désembusquage » ne pourrait sans doute plus fournir que quelques dizaines de milliers d'hommes.

Pour augmenter ses ressources, l'état-major de l'armée dut recourir à des mesures radicales. Le service de la garde des voies de communication (service des G. V. C.) fut aux deux tiers supprimé, et 35 000 hommes bons pour les armées furent ainsi recouvrés. D'autres services, comme le service de place, subirent peu à peu le même sort. Un projet de loi fut déposé, d'autre part, en vue de soumettre à une nouvelle revision les Français exemptés ou réformés avant la guerre qui n'avaient pas été reconnus bons pour le service en 1914 et 1915. Ce projet, modifié entre temps, et restreint aux classes 1896 à 1914 (avec quelques exceptions), fut finalement adopté par le Parlement le 20 février. Il souleva, néanmoins, avant et après le vote des Chambres, des protestations assez vives dans divers milieux. A quoi bon, disait-on, incorporer ces hommes, qui assurent tant bien que mal depuis trente mois la vie économique du pays et qui, par contre, sont trop faibles physiquement pour rendre de réels services à l'armée?

Il est indéniable, en effet, que le rendement de la nouvelle loi a été assez modeste : 60 000 hommes incorporés dans le service auxiliaire, et 60 000 appelés dans le service armé, mais qui ne purent pas tous y rester. Pourtant on a le droit de penser que l'initiative prise par le ministre de la Guerre a été opportune et qu'elle a eu, en somme, d'heureuses conséquences. En effet, l'expérience de la guerre avait montré qu'une grande vigueur physique n'était pas indispensable pour faire un bon soldat, et les règlements des conseils de revision avaient été modifiés en conséquence. Du reste, qui eût osé soutenir que les conseils de 1914 n'avaient point, dans leur hâte, commis certaines erreurs, qu'il était équitable de rectifier? D'autre part, l'armée, qui allait rendre en moins d'un an 400000 hommes aux occupations civiles, était sans doute en droit d'en recevoir, en échange, 120 000 autres, probablement moins nécessaires à l'activité économique du pays. Enfin la situation de nos effectifs pouvait sous peu devenir

critique en raison des événements militaires qui se préparaient.

Le 16 avril 1917, l'attaque attendue se produisit. Les résultats, comme on sait, ne répondirent pas aux espoirs que le commandement avait conçus. Nulle part il n'y eut rupture du front ni même commencement de rupture, et les pertes au bout de cinq jours s'élevaient à 30 000 tués et prisonniers (environ), et à 55 000 blessés [1], dont 5 000 mortellement. Ce n'était pas le brillant succès qui eût été nécessaire pour nous permettre de poursuivre, sans péril pour nos effectifs, une offensive de longue haleine. Déjà le commandement de nos armées avait modifié et restreint ses plans. Pendant quelques semaines encore — jusqu'à la mi-mai — la bataille se prolongea avec une intensité diminuée, nous coûtant 30 000 morts et prisonniers de plus. Puis elle s'éteignit. Le compte d'effectifs du premier semestre de 1917, qui avait donné lieu à tant d'inquiétudes, se solda finalement par un bénéfice, nos troupes ayant gagné sur l'ensemble du front 40 000 hommes environ : elles en avaient, par contre, perdu 70 000, par rapport à l'effectif renforcé du 1er avril.

Les mois qui suivirent furent parmi les plus calmes de toute la guerre. Quelques brillantes opérations furent exécutées ; elles se distinguèrent par la légèreté des sacrifices qui en furent le prix. Aussi, la moyenne des pertes totales de nos armées en morts, prisonniers et blessés ou malades évacués s'abaissa-t-elle, pendant les sept derniers mois de 1917, à un chiffre qui battait tous les records : 35 000 hommes.

Qu'on ne s'imagine pas, pourtant, que cette période fut exempte de difficultés. Si les pertes proprement dites diminuaient, la perspective d'un nouvel hiver de guerre rendait plus angoissante la situation économique de la France. La récolte s'annonçait déplorable, et cette circonstance donnait un grand poids à l'argumentation d'une importante fraction du Parlement qui demandait la démobilisation immédiate des agriculteurs de quatre ou cinq classes. L'opinion publique attendait impatiemment la libération complète des classes

1. Sans compter les malades et les blessés légèrement atteints presque immédiatement récupérables.

les plus anciennes. On peut dire que jamais nos effectifs n'avaient subi un pareil assaut. Il fallut toute la sagacité et toute l'énergie du Gouvernement et du commandement pour concilier tant d'exigences contradictoires. On décida de renvoyer à la terre les agriculteurs des classes 1890 et 1891 et de mettre en sursis les classes 1888 et 1889, cependant qu'un nombre important de spécialistes étaient mis ou remis à la disposition des mines, de l'aéronautique, des chemins de fer. L'ensemble formait un total imposant — plus de 300 000 hommes. Mais, grâce à la prudence de notre politique militaire, l'équilibre de nos effectifs put être sauvegardé une fois de plus. Légèrement diminuée au début de l'automne, notre armée reprit toute sa force lorsque les jeunes gens de la classe 1918 eurent achevé leur instruction. Au mois de mars 1918, nos effectifs sur l'ensemble des fronts étaient presque aussi élevés qu'en avril 1917[1], et nos réserves, dans la zone de l'intérieur, s'étaient notablement accrues. Il est vrai que nous avions désormais un nouveau front à défendre, le front italien, où se trouvaient momentanément six divisions françaises, mais nous avions obtenu des Anglais qu'ils nous relevassent sur une partie de notre ligne en France, D'ailleurs, la conception du front unique ayant finalement triomphé, la distribution passagère des unités devait cesser d'entrer en ligne de compte dans l'évaluation des forces belligérantes.

Ainsi, deux ans et demi d'efforts et de patience avaient porté leurs fruits et notre armée avait traversé sans faiblir cette longue phase de guerre d'usure qui, inférieure en intérêt dramatique aux grands jours de 1914 et de 1918, n'en a pas moins été peut-être la période la plus difficile de la guerre.

Nous étions, le 21 mars 1918, pour le nombre des hommes comme pour l'armement, dans une situation aussi bonne que possible : 2 900 000 hommes, environ, sur les divers fronts[1];

1. La diminution — 60 000 hommes — était due, pour les deux tiers, au fait que les bataillons sénégalais, retirés dans le Midi pour la période d'hiver, retournèrent au front plus tardivement en 1918 qu'en 1917.

2. Le total des pertes en morts, disparus et prisonniers subies par notre armée depuis le début de la guerre, s'élevait en mars 1918 à 1 500 000 hommes.

300 000 jeunes soldats[1], français et arabes, à l'instruction de nos dépôts; 400 000 noirs en réserve. Pour l'automne, une nouvelle classe (classe 1919) et un contingent d'ajournés, ainsi que des contingents indigènes considérables (notamment 80 000 Arabes) provenant d'une nouvelle et intense campagne de recrutement. Enfin, les usines de guerre, dont la tâche commençait à être moins lourde, et où l'emploi de la main-d'œuvre non militaire s'était généralisé, allaient pouvoir restituer un certain nombre des soldats qui leur avaient été prêtés[2]. Déjà, entre l'été de 1917 et mars 1918, l'effectif des militaires détachés dans ces usines était descendu d'environ 25 000 hommes. Pendant la période critique qui suivit, il fut possible, comme on sait, de faire un nouveau prélèvement sur ce personnel.

Nous avions devant nous, on le voit, plusieurs mois assurés. Or, une fois ce temps écoulé, la question des effectifs aurait cessé de se poser pour les Alliés, puisque l'armée américaine allait bientôt venir occuper une partie de notre front et renforcer d'éléments puissants nos masses de manœuvre.

Sans doute l'ennemi allait essayer de brusquer le cours des événements. Constatant que le dénouement ne pouvait plus être différé, il tenterait probablement de nous briser avant l'entrée en scène des Américains. Mais, en ce cas, c'est lui qui affronterait le risque que nous n'avions pas voulu courir en 1917. Une fois la lutte engagée pour la décision, on ne pourrait plus l'interrompre. Elle se prolongerait peut-être pendant de nombreux mois. Or, lequel des deux adversaires serait le plus rapidement épuisé? L'Allemagne allait amener sur notre front les divisions — presque toutes médiocres — qu'elle avait encore en Russie. Mais qu'était cette force en comparaison des effectifs américains? Que nous puissions résister trois mois au premier choc, et nos chances de succès iraient rapidement en augmentant.

***

Après avoir esquissé l'histoire de nos effectifs pendant les

1. Y compris les jeunes soldats achevant leur instruction dans les unités d'instruction des armées.

2. Notamment à l'occasion de l'application de la loi Mourier.

principales périodes de la guerre, nous aurions souhaité pouvoir formuler quelques appréciations sur la part qui revient, dans l'œuvre accomplie en commun, à chacun des organes qui y ont collaboré. Mais comment discerner, dans un ensemble de faits aussi complexe, les initiatives et les actes qui appartiennent à un homme ou à un bureau? Cherchons cependant à nous faire une idée des conditions dans lesquelles ont travaillé les principaux services d'état-major régulateurs de nos effectifs, voyons quelles difficultés ils ont eues à vaincre et quels concours de circonstance ont pu, en revanche, simplifier leur tâche. En nous rendant un compte plus exact de la fonction remplie par ces organes, peut-être comprendrons-nous mieux l'importance des services qu'ils ont rendus.

Les états-majors de notre armée avaient, relativement aux effectifs, un double rôle à jouer. Il leur fallait pourvoir aux besoins des services militaires en personnel de toute nature. Ils devaient aussi faire respecter le principe de l'égalité et les diverses lois ou prescriptions qui réglaient les conditions d'emploi de mobilisés. Dans cette seconde partie de leur tâche, les états-majors ont été constamment aidés par les commissions parlementaires et par les organes spéciaux qui furent chargés de faire la police des services militaires de l'arrière et de donner la chasse aux « embusqués ». Par contre, la direction des opérations ayant trait à l'entretien de l'effectif des armées est restée concentrée entre les mains des premiers bureaux de l'état-major de l'armée et de l'état-major général, agissant respectivement au nom du ministre de la Guerre et du général commandant en chef.

Au général en chef il appartenait de prévoir et de faire connaître ses besoins, de répartir les renforts reçus, d'en surveiller la consommation, de tirer le meilleur parti de toutes ses ressources en adaptant rigoureusement les hommes aux emplois.

Le ministre était le véritable maître de nos effectifs, puisque c'est lui qui tient le robinet par où s'alimentent les armées. A lui de décider si les besoins signalés par le général en chef seront satisfaits, si les pertes seront intégralement réparées, et, une fois sa décision prise, à lui d'échelonner les envois de renforts en conséquence, de fixer les dates d'appel

et la durée de l'instruction des nouvelles recrues, de restreindre au profit des armées combattantes le personnel de certains services, de proposer éventuellement au Gouvernement et au Parlement des mesures exceptionnelles de recrutement. Au ministre, également, incombe le soin d'assurer un juste équilibre des différentes parties de l'armée et de doter les formations ou services nouveaux en distribuant les recrues entre les différentes armes ou emplois.

Tel est, du moins, le programme idéal qu'il faudrait remplir au jour le jour, sans jamais se laisser distancer par les événements, si pareille tâche était humainement possible lorsque l'on est en présence d'une masse de cinq millions[1] d'hommes continuellement en cours de renouvellement.

Pour donner une idée de la multiplicité et de la complexité des mouvements qui agitent en tous sens l'effectif mobilisé, citons quelques chiffres se rapportant à une période de stabilité relative, celle qui s'étend du printemps de 1916 à mars 1918.

Au cours de chacun des mois de ces deux années, notre armée a perdu en moyenne 20 000 morts et prisonniers, 15 000 blessés et malades réformés ou rapatriés dans les colonies, 25 000 hommes, dont 15 000 agriculteurs, rendus aux occupations civiles, soit un total de 65 000 militaires définitivement éliminés. Pendant la même durée d'un mois, 110 000 militaires en moyenne, blessés et malades guérissables, sont évacués sur les hôpitaux et ambulances, 12 000 hommes passent du service armé au service auxiliaire ou inversement, un grand nombre, dont l'état de santé s'est modifié en bien ou en mal, doivent être changés d'armes. En outre, une foule de causes diverses viennent à tout instant bouleverser le personnel disponible. Tantôt c'est une armée qu'on doit renforcer d'urgence, une relève qu'il faut effectuer en Orient ; tantôt c'est un service ou une arme qui prend une extension nouvelle et réclame du personnel ; tantôt c'est une réglementation ou une loi (loi Dalbiez, loi Mourier), qui entraîne le déplacement de nombreux mobilisés; ce sont des modifications survenant dans les situations de famille (naissances d'enfants, décès de

1. Nombre moyen des hommes entretenus simultanément sous les drapeaux, tant aux armées que dans la zone de l'intérieur et l'Afrique du Nord.

frères) qui donnent aux hommes le droit de changer d'emploi; ce sont des mises en sursis temporaire, des permissions agricoles; c'est un va-et-vient continuel d'indigènes et d'Européens entre la France et l'Afrique du Nord. Au total, plus de 200 000 changements d'armes ou de corps doivent être prononcés chaque mois, tandis qu'à l'intérieur même des corps d'innombrables remaniements se produisent.

Est-il possible d'exercer une direction sur un ensemble de mouvements aussi compliqué? Réussira-t-on, seulement, à voir clair dans ces mouvements et à savoir exactement où l'on en est et où l'on va?

La difficulté serait sans doute insurmontable si la complexité même du problème n'avait pas finalement pour effet de le simplifier. Tel est l'avantage des grands nombres. De l'infinie variété des cas individuels certaines moyennes, certaines lois se dégagent; les circonstances accidentelles se neutralisent; les multiples mouvements se combinent entre eux et tendent à réaliser naturellement un état d'équilibre. — En faisant cette observation, nous n'avons nullement l'intention de suggérer que les faits d'ordre militaire doivent être traités aujourd'hui comme des faits économiques. Ce que nous voulons dire, ce que l'on a eu maintes fois au cours de la guerre l'occasion de remarquer, c'est que la tâche si délicate de notre état-major avait été singulièrement facilitée par l'action de ces forces naturelles qui, d'elles-mêmes, et automatiquement en quelque sorte, tendaient à sauvegarder la stabilité de nos effectifs.

N'est-il pas merveilleux, cet accord incessant des circonstances et des volontés qui, à mesure que la guerre se prolonge, permet de réduire graduellement ses effets meurtriers et nous donne le moyen de réparer nos pertes? Sur le front, chacun, avec le temps, devient plus résistant et plus circonspect; tranchées et organisations défensives sont rendues plus solides; le développement de l'artillerie, la création des chars d'assaut permettent d'utiliser pour l'action offensive de nombreuses catégories de militaires qui ne sont pas ou ne sont plus aptes au service du fantassin; enfin, une heureuse alternance des phases d'activité et des mois de calme met notre armée à même de réparer périodiquement ses forces. A l'intérieur du pays, le régime de l'hospitalisation se stabilise de lui-

même et la récupération des blessés et malades suit un cours de plus en plus régulier ; les manifestations de l'opinion publique se produisent juste à point pour aider l'état-major et le Parlement à comprimer les services dotés d'un personnel démesuré et à faire partir pour le front les hommes qui y deviennent nécessaires ; enfin, c'est grâce à l'accord spontané de tous les intéressés que l'équilibre s'établit entre les exigences militaires et les besoins économiques. Dans les moments de sécurité relative, il serait impossible d'obtenir du pays un effort supplémentaire, qui semble au-dessus de ses forces ; lorsque vient le danger, au contraire, chacun va volontairement au-devant des demandes du Gouvernement.

Ainsi, c'est, en grande partie, à l'instinct et au bon sens de tous, à l'harmonie préétablie des bonnes volontés, que notre armée doit d'avoir pu conserver toute sa force jusqu'au jour de l'action décisive.

Loin de nous pourtant la pensée que ce résultat fût fatal. Soutenir une pareille thèse serait tout d'abord commettre une grave injustice envers la nation française et méconnaître le caractère voulu de l'héroïsme qu'elle a déployé.

Lorsque l'on analysera plus tard les causes de la défaite allemande, il est un fait qui dominera tous les autres : c'est l'abnégation avec laquelle le peuple français s'est immolé à la cause commune. Si nos effectifs ont pu s'élever et se maintenir au chiffre nécessaire, c'est parce que les Français ont consenti à s'imposer des sacrifices qui ont dépassé ceux de toutes les autres nations belligérantes. La France, au cours de la guerre, a mobilisé 7 950 000 hommes[1], soit plus de 20 p. 100 de sa population. L'Afrique du Nord nous a envoyé 250 000 indigènes, et nos colonies 200 000. Jamais, avant 1914, on n'avait envisagé comme possible un pareil effort de recrutement[2].

1. Y compris les officiers nommés avant la guerre (environ 100 000).

2. Rappelons que d'août 1914 à novembre 1918, les pertes totales de l'armée française en morts et disparus (non identifiés comme prisonniers) se sont élevées à environ 1 375 000 hommes, dont 70 000 indigènes (morts ou disparus en France ou à l'armée d'Orient) et 35 000 officiers. A ces pertes s'ajoutaient, en novembre 1918, 475 000 prisonniers environ et 700 000 hommes réformés (non compris les indigènes rapatriés et réformés en Afrique ou dans les colonies) ; l'effectif des réformés de la guerre a naturellement continué à augmenter depuis l'armistice.

Comment le Gouvernement et l'état-major français ont-ils usé de cette force immense, mise à leur disposition par la nation? On a parfois nié que la France ait eu une politique d'effectifs raisonnée. Il est difficile de souscrire à cette opinion si l'on considère avec attention la suite des faits et des décisions que nous avons rapportés plus haut. Pour se convaincre que le succès obtenu fut bien le résultat d'une action consciente et réfléchie, il suffit de placer en regard de la politique française celle des autres pays belligérants.

Dans ces pays aussi de grands efforts ont été accomplis grâce à la collaboration de populations entières; chez les uns comme chez les autres, les conditions de la guerre ont subi la même évolution; et cependant, la mise en valeur des effectifs n'a pas été partout dirigée de la même manière.

Observons, par exemple, ce qui s'est passé en Grande-Bretagne. Nos alliés ont réalisé, en fait d'effectifs, un véritable tour de force. Bien que leur marine de guerre, leur flotte commerciale, l'exploitation de leurs mines et leurs industries de guerre aient absorbé une portion considérable de leur population masculine, ils ont réussi à recruter une armée de plusieurs millions d'hommes. Pourtant leur corps expéditionnaire, quelle que fût par ailleurs sa force de résistance, n'a jamais possédé ce caractère de stabilité qui semble avoir été l'apanage de l'armée française. Lent à croître, il ne parvint que tardivement — au printemps de 1917 — à un maximum, auquel il ne lui était pas possible de se maintenir d'une façon durable étant donné le taux du recrutement britannique à cette époque [1]. Ce fut là, pour le commandement anglais, une source de difficultés lorsque survint la crise de 1918.

Il est vrai que la Grande-Bretagne — et l'on en pourrait dire autant de l'Italie — ne s'est pas trouvée dans la même situation que la France, la période d'action militaire intense ayant été plus courte pour elle que pour nous. Un meilleur terme de comparaison nous serait fourni par nos ennemis, qui ont eu à soutenir une lutte aussi acharnée que nous-mêmes pendant le même espace de temps. Comment donc ont-ils réglé l'emploi de leurs effectifs ?

1. Le recrutement britannique, qui s'était ralenti en 1917, devint de nouveau rtès intense à partir de janvier 1918.

C'est là une question à laquelle on ne saurait répondre encore avec certitude. Il apparaît cependant à divers indices que l'Allemagne n'a pas eu sur la question des effectifs les mêmes conceptions que la France.

L'Allemagne — a-t-on fait observer — paraît avoir monté son entreprise non pas en durée, mais en intensité [1]. En d'autres termes, elle n'aurait pas visé à entretenir le plus longtemps possible une force numérique stable, mais au contraire à enfler très rapidement ses effectifs à certains moments déterminés, — en allant jusqu'au bout de ses ressources, — de façon à jeter tout d'un coup dans la balance des forces écrasantes. Son effort aurait été essentiellement discontinu.

En agissant ainsi, l'Allemagne se conformait, semble-t-il, à certains préceptes classiques de la science militaire. Aurions-nous dû l'imiter, cependant? L'état-major français estima que non, et adopta délibérement une méthode différente. Or, l'événement a prouvé qu'il avait vu juste. Non seulement la politique qu'a suivie la France était celle qui répondait le mieux aux exigences de notre situation et aux plans de notre alliance. Mais, en raison des fins qu'elle se proposait, — stabilité et durée, — cette politique s'est trouvée conforme à l'instinct naturel et à la volonté patiente du pays. C'est pourquoi, sans doute, elle a réussi. Dans une guerre où sont engagées les populations de plusieurs continents, le chef le plus entreprenant ne saurait pétrir à sa guise l'énorme masse d'hommes dont il dispose. A vouloir forcer la nature, on s'expose fatalement à une déception.

PIERRE BOUTROUX

1. Joseph Bédier, *la Pression allemande sur le front français.* (*Revue de Paris* du 1er juillet 1918.)

L'ÉVOLUTION DES CAUSES DE GUERRE

Y aura-t-il toujours des guerres?

Cette question ouvre un débat qui n'est pas purement académique ; elle correspond à un ordre positif des faits. Car suivant que vous répondrez « oui » ou « non », vous serez conduit à préconiser deux politiques tout à fait opposées.

Si c'est « oui », il n'y a de soutenable que le nationalisme radical, l'égoïsme national absolu. Éternité de la guerre ou triomphe du plus fort, cela revient au même. Des hommes d'État qui escomptent un tel avenir auront pour devoir de ne baser leur politique étrangère que sur la présomption du mépris — chez les autres ! — de toute moralité. Quelle imprudence alors pour eux-mêmes que d'obéir à des scrupules vertueux ! Avoir de la conscience aujourd'hui qu'on est le plus fort, c'est favoriser ceux qui s'en embarrasseront le moins quand ils seront les plus forts à leur tour ; l'instinct de conservation vous conseille de les prévenir.

Si c'est « non », vous pratiquerez le désintéressement national avec toutes ses conséquences; car, tablant sur la stabilité de la paix, on n'aura pas à se préoccuper des intérêts nationaux : ils n'existent qu'en fonction de guerres éventuelles qu'eux seuls, d'ailleurs, peuvent déchaîner.

Mais la réalité est plus complexe. On répond toujours à la fois « oui et non », ce dont s'étonnera seul celui qui croit que la logique préside aux affaires humaines.

Il n'y a jamais eu, en effet, d'homme d'État, si partisan fût-il de la doctrine de la Force, qui n'ait agi, en certaines occasions, comme un adepte de la doctrine contraire, non plus que de dirigeant pacifiste qui n'ait préconisé des mesures incompatibles avec la foi en un régime de paix stable.

En public, les machiavélistes les plus cyniques affectèrent très souvent, sinon toujours, un sérieux attachement pour la Justice, l'Humanité, l'esprit de conciliation, le respect des traités... Ils exaltaient ainsi, chez leurs propres peuples, la moralité internationale; la jugeant, à part soi, dérisoire, ils lui reconnaissaient en même temps un pouvoir suprême sur le cœur humain; sans cela, pourquoi tant redouter de ne pas paraître en règle avec elle ? Or non seulement la moralité internationale, mais la moindre notion du « Droit » ne prennent une valeur intelligible qu'avec la perspective d'un régime pacifique stable ; à défaut de cette perspective, tout ce qui n'est pas l'expression pure et simple de la volonté du plus fort n'a aucun sens. Et la pratique des vertus *officiellement* prônées par les gouvernements de proie aurait depuis longtemps supprimé la guerre. De sorte que les machiavélistes eux-mêmes sont obligés de conduire l'État comme si on pouvait à la fois et ne pouvait pas clore l'ère de la violence.

Inversement, s'il y a jamais eu des hommes d'État foncièrement pacifistes, ce sont les membres de la Conférence de la Paix; ils se réunissent pour empêcher à jamais le retour du cataclysme récent et ils croient évidemment leur entreprise réalisable ; malgré quoi ils prennent des décisions qui impliquent la croyance contraire; cédant à certaines nécessités pratiques, ils distribuent quelques territoires (peu de chose) autrement que ne l'indiquerait le droit des peuples; cela équivaut à répondre « oui » à la question : — Y aura-t-il toujours des guerres? — Car s'il ne doit plus y en avoir, l'application stricte du droit des peuples ne présente que des avantages. Pourquoi un État voudra-t-il cependant imposer sa souveraineté à certaines populations qui la repoussent? Ce sera pour acquérir de bonnes frontières, des mines de charbon, de fer, etc... Or l'expérience historique montre que les meilleures frontières ont été franchies ; elles ne sont que des cartes importantes du jeu stratégique où bien d'autres

atouts sont nécessaires ; puisqu'elles ne sauraient donc à elles seules garantir une paix durable, leur recherche suppose l'expectative de guerres à venir. En temps de paix, la mine de charbon étrangère voisine de votre territoire vous rend autant de services que si elle était nationale ; vous avez, en effet, si peu de craintes de manquer de son charbon que vous le grevez de droits de douane ; le désir de la posséder ne s'explique que par la prévision de la guerre ; s'il y a la guerre, en effet, on n'aura jamais assez de charbon *à soi*.

Bien que tous répondent « oui et non » à la question posée, les uns répondent « plutôt oui que non », les autres « plutôt non que oui ». Dans l'ensemble, la prédominance de l'affirmation ou de la négation est assez observable pour qu'on puisse tracer une ligne de démarcation entre les partis adeptes du « plutôt oui » et leurs adversaires qui tiennent pour le « plutôt non ». Les premiers sont dits « nationalistes », désignation que l'usage établi empêche d'être confuse, bien qu'en réalité tout le monde, sauf les bolchevistes — et encore ! — se sente obligé à conserver jusqu'à nouvel ordre une certaine dose de nationalisme, ne fût-ce que par précaution contre le nationalisme des étrangers. C'est par l'opposition entre ces deux tendances que se marque, beaucoup mieux que par n'importe quelle autre, l'essentiel du débat politique contemporain envisagé dans sa plus grande généralité. Voilà ce qui montre l'importance des idées relatives à un avenir de la guerre et de la paix.

Rien de plus vain cependant que de donner une réponse ferme sur cet avenir, que de prophétiser. Les moins optimistes comptent bien ne pas revoir une grande guerre, et si la grande paix est vraiment venue, on ne le saura que bien après notre mort ; nous ne serons plus là pour recevoir des événements le démenti ou la confirmation de notre pronostic ; choisissons-le donc au gré de nos préférences, il sera toujours bon, et c'est ce qui lui enlève toute valeur.

Il n'y a de raisonnable et d'intéressant, en ce qui concerne l'histoire future, que d'en amorcer la direction d'après celle qui a été suivie par l'évolution humaine jusqu'au point de la durée où nous en sommes.

Des changements se sont produits dans la nature des

personnalités collectives entre lesquelles peuvent naître des conflits, dans leur « âme », dans leurs intérêts vitaux, ou du moins ceux qu'elles considèrent comme tels, dans leurs conditions économiques, et il n'y a rien de comparable à la métamorphose mondiale qui s'accomplit encore sous nos yeux. De là des changements parallèles dans les causes de guerre, dans les chances de guerre, dans les possibilités d'inaugurer un régime de paix stable.

*
* *

L'histoire tout entière pourrait se raconter comme une alternative de concentration et de dissolution des sociétés politiques humaines ; mais, dans l'ensemble, jusqu'à nos jours du moins et surtout de nos jours, c'est la concentration qui l'a emporté. Les civilisés se sont agglomérés en communautés de plus en plus nombreuses et de plus en plus centralisées.

Comme types d'« États », l'antiquité connut les tribus, les cités, les empires. Les tribus, tels les peuples des Gaules, et les cités formaient les seules unités politiques permanentes. Nous les trouverions singulièrement petites si la grandeur de leurs noms ne nous abusait parfois. Les cités, Rome elle-même d'abord, se réduisaient à peu près à une ville et aux champs d'alentour. Si démocratique que fût leur régime, elles étaient toujours en fait gouvernées par une oligarchie, car la majorité de leur population consistait en esclaves, affranchis et métèques, lesquels n'eurent jamais que des droits politiques nuls ou très incomplets. A ne compter que les seuls citoyens, une cité comme Athènes, qui fut populeuse, équivalait à une de nos médiocres préfectures.

Le fameux colosse aux pieds d'argile dont nous parle la Bible était l'image des empires de l'antiquité. Tous, ceux des Assyriens, Babyloniens, Macédoniens, celui de Carthage, étaient de simples juxtapositions de cités et de tribus sans lien entre elles. Ils croulaient d'une chute lourde et soudaine, leurs petits matériaux élémentaires demeurant indemnes, sauf deux ou trois que le choc destructeur endommageait. On pouvait détruire la ville elle-même de Carthage sans toucher à rien du reste de l'empire, et, une fois Carthage détruite,

tout ce reste tombait en morceaux dont aucun n'était carthaginois.

L'incapacité générale des Anciens à réaliser une concentration stable fit le succès de Rome. Elle employa les cinq premiers siècles de son histoire à se faire un noyau territorial qui n'excédait certainement pas en superficie la Hollande actuelle. Mais ce noyau était compact, d'un seul tenant, composé de cantons véritablement annexés et assimilés par la cité conquérante. Pareil bloc n'existait ni n'avait existé nulle part, de sorte que Rome était dès lors virtuellement la maîtresse du monde civilisé antique, dont elle s'empara, d'ailleurs, en deux fois moins de temps que de l'Italie centrale. Elle défit ensuite elle-même cette concentration en noyant, comme nous le dirions aujourd'hui, le nationalisme romain dans le cosmopolitisme : être romain, cela signifia seulement être civilisé. Les Barbares n'eussent certainement pas ruiné un empire au cœur duquel se fût maintenue la Rome des guerres puniques.

Avec le ve siècle après J.-C., recommença l'ère des colosses aux pieds d'argile : empires wisigoth, arabe, franc, Saint Empire... Mais la féodalité, qui porta d'abord à son comble l'inconsistance de semblables édifices politiques, inaugura une concentration progressive qui ne s'arrêta pas jusqu'à nos jours. Elle commença par la fondation de ces États féodaux, comtés et duchés, qui devinrent, en France, nos provinces, et persistèrent, en tant que souverainetés nominales, au sein même de l'Allemagne de 1914.

Au stade suivant, des monarques cumulent les pouvoirs féodaux, et ainsi se réalise le type de l'État d'ancien régime. Parlant de ses sujets, le chef de cet État disait parfois « mes peuples », et c'était une expression très juste. Il avait réuni en sa personne les souverainetés des grands vassaux d'autrefois ; quand elles correspondaient à des unités politiques devenues homogènes, elles régissaient chacune un peuple caractérisé par son dialecte, ses coutumes... ; cela faisait donc bien *des* peuples.

On en arrive enfin à l'État moderne où le souverain, quand il subsiste, cesse d'incarner l'État pour ne plus en être que le représentant. La Nation est née, grâce surtout à la Révolution

de 1789 qui fédéra, par un accord unanime, les peuples provinciaux français en un seul peuple français. Elle représente la concentration à son apogée : sous l'ancien régime, peu importe que les peuples d'une monarchie aient, *entre eux*, une attache quelconque : du moment que chacun d'eux *séparément* pratique un loyalisme sincère à l'égard du souverain, cela suffit pour assurer la vie de l'État ; tandis que c'est la volonté commune à *tous* les membres d'une collectivité politique de former une seule nation qui fait la Nation.

On ne peut imaginer une concentration plus forte que celle que réalise le lien national; elle résiste, en effet, à toutes les causes de désagrégation : différence de « race », c'est-à-dire de langues, — la Belgique est bilingue, la Suisse trilingue ou même « quadrilingue » si l'on compte le romanche, — différences de religion, de coutumes, de lois...; et surtout elle persiste malgré les changements de constitution ou de dynastie.

Au contraire, l'État d'ancien régime n'a pour armature que la dynastie. Une fois éteinte la lignée maîtresse d'un groupe de peuples, rien ne maintient plus leur cohésion ; chacun d'eux, insoucieux du sort des autres, ne pense qu'à soi, à moins précisément qu'ils ne sentent entre eux un lien de nation.

Or la concentration par le lien national est récente : la nation italienne n'a pas trois quarts de siècle d'existence, l'allemande va tout juste célébrer son cinquantenaire; à peu près aussi récemment sont nées la Grèce, la Roumanie, la Serbie, et je n'ai pas besoin de rappeler quels sont les fruits magnifiques de la Grande Guerre terminant, au prix des dernières douleurs, cette parturition des nationalités qui a commencé presque aussitôt après le Congrès de Vienne.

Il ne serait pas juste d'invoquer l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et de l'empire ottoman et l'amoindrissement de la Russie pour en conclure à une prédominance actuelle de la dissolution sur la concentration. En réalité, la ruine de ces États a fait succéder des concentrations, relativement petites sans doute, à ce qui n'était pas du tout une concentration. Eux-mêmes travaillaient, depuis quelque temps et de leurs propres mains, à se désagréger moralement, et y réussissaient, bien qu'ils poursuivissent, ou plutôt parce qu'ils

poursuivaient, un but d'unité nationale. Étant de type d'ancien régime, ils eussent dû dire « mes peuples » et ne réclamer de chacun de ces peuples séparément que le loyalisme envers la dynastie. Au lieu de cela, ils voulurent les fondre en un seul bloc par divers procédés, notamment par l'usage imposé, comme langue officielle, de l'un des idiomes parlés sur le territoire de l'État. Les Tzars russifièrent, ce qui revenait à prétendre changer en Moscovites les Finlandais, Esthoniens, Lettons, Lithuaniens, Polonais. De même, la magyarisation en Hongrie tendait à faire des Slovaques, Serbes, Allemands, Roumains, des Magyars. Jusqu'au gouvernement jeune-turc qui se mêla tout récemment de turquifier!

Ces efforts datent surtout de l'époque où ils ne pouvaient plus réussir, de la naissance du mouvement des nationalités, suite naturelle de la Révolution de 1789. Par réaction contre le mouvement libéral qui lui était connexe, les États autoritaires s'assujettirent de plus en plus leurs peuples en augmentant l'emprise sur eux de la bureaucratie centrale ; de là des résistances qui amenaient des répressions et de nouvelles mesures d' « assimilation ». La lutte alla en s'échauffant et en s'étendant par action et réaction et à mesure que se développaient les moyens généraux de communication entre les hommes : presse, moyens de transport, enseignement primaire. Le sentiment de la nationalité jaillissait par l'effet même de la compression exercée pour l'étouffer. Les Posnaniens, par exemple, n'étaient pas des sujets récalcitrants du roi de Prusse. On entreprit de les germaniser, et, à cette fin, de faire prier en allemand dans les écoles ; les enfants s'y refusèrent et furent schlagués. « Je veux vous donner des sentiments allemands, disaient les magisters d'outre-Rhin ; vous avez des sentiments polonais, donc je vous traite en Polonais, et je vous dis et vous prouve ainsi que vous êtes Polonais. » Comment ne pas les croire?

Ainsi les États oppresseurs de nationalités opéraient des concentrations à leurs dépens. Ils achevaient celles qu'avait commencées l'histoire et même en créaient que l'histoire, jusqu'à ces derniers temps, ne semblait pas préparer, telle la Yougo-Slavie réunissant Croatie, Dalmatie, Slovénie, Serbie, Bosnie et Monténégro.

D'un seul choc, la victoire ententiste les dégagea soudain toutes formées.

La constitution fédérative, le régionalisme, dont plusieurs auteurs annoncent la prochaine prédominance, ne répondent pas non plus à un relâchement de la concentration. Ils ne signifient rien que décentralisation administrative et n'entraînent nul affaiblissement du lien national. Celui-ci a autant de force aux États-Unis et en Suisse que dans bien des États plus uniformisés. Au surplus, les attributions du pouvoir central ont plutôt augmenté que diminué dans ces confédérations.

Pour apprécier les conséquences de l'évolution de l'humanité civilisée vers la concentration, il faut y joindre le progrès de l'opinion et le progrès démocratique ; ces deux progrès n'en font qu'un, car la démocratie ne se définit sans équivoque que comme l'extension et le pouvoir de l'opinion : tout autre point de départ permet à n'importe qui, professant n'importe quelles idées, de les présenter comme les seules « vraiment » démocratiques.

Il serait banal d'insister là-dessus. Remarquez seulement que la Grande Guerre, achevant, pour plus de la moitié de l'Europe, la concentration nationale et la démocratisation, inaugure vraiment une ère nouvelle ; jusque-là, et depuis assez peu de temps, nous n'en étions qu'à la transition entre elle et la précédente.

***

Une autre évolution, très moderne aussi, nous a fait entrer dans l'ère économique. Elle se caractérise surtout par les modifications d'une importance incalculable qu'elle amène dans les relations entre les États; elle rend vitale pour eux la solidarité commerciale qui les unit.

Jusqu'au milieu du XIXe siècle environ, un grand État civilisé pouvait se suffire à la rigueur à lui-même; quand son commerce extérieur pâtissait, même au point de se réduire à rien, il n'en résultait pas pour lui une souffrance intolérable. Dès lors, il n'avait pas à redouter la ruine d'un autre grand État civilisé, en particulier s'il en était l'auteur lui-même par la guerre ou autrement.

Mais aujourd'hui, des millions d'hommes, dans un tel pays, dépendent, pour leur subsistance, de ce qu'il exporte et importe. Les milliards de francs d'exportation représentent le travail de ces millions d'hommes, et, par conséquent, leur vie, à condition qu'ils soient payés ; or comment le sont-ils? dans l'ensemble par les importations.

Il se rencontre encore çà et là quelqu'un pour avoir comme idéal que ses compatriotes soient uniquement exportateurs : on les paierait en or ; ils draineraient ainsi tout l'or du monde et seraient le peuple le plus riche du monde. Au train de milliards du commerce international, ce résultat serait atteint en quelques années, au bout desquelles ce peuple exportateur ne pourrait plus rien exporter, parce qu'on n'aurait plus rien pour le payer ; ce serait la ruine chez lui et autour de lui.

Anéantir un concurrent est donc devenu une opération désastreuse, lors du moins qu'il s'agit de grands États économiquement développés, parce que l'on supprime ainsi un client irremplaçable.

Admettez que l'Allemagne victorieuse ait ruiné l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, bien des gens se seraient écriés : « La voilà maîtresse du marché du monde ! » Oui, mais en devenant seule vendeuse sur un marché sans acheteurs. Que d'Allemands seraient morts de cette forte paix allemande !

C'est ce qui rend si délicate la question des indemnités de guerre. Une fois pris les quelques milliards d'or du vaincu, et ce qu'il peut fournir en nature, — une misère devant l'énormité des réparations exigibles [1], — il ne paiera plus rien qu'avec les bénéfices de son travail, c'est-à-dire de ses exportations ; mais chez qui exportera-t-il? Chez l'Entente qui représente pratiquement la totalité du monde économique. Et celui-ci se rappellera qu'avant la guerre la valeur de ses

1. La réparation en nature : remplacement de tout objet détruit par un objet semblable et de même valeur : table par une table, charrue par une charrue, vache par une vache, bicyclette par une bicyclette, etc... la plus équitable et, économiquement, la plus sûre, est très limitée par toutes sortes de difficultés pratiques. Quant à la main-d'œuvre des prisonniers allemands, elle n'a certes pas donné un rendement supérieur au prix de leur entretien qui était payé par l'Allemagne, — on sait combien sont peu économiques les résultats du travail forcé ; — cela revient toujours à une indemnité pécuniaire.

ventes annuelles à l'Allemagne s'élevait à une dizaine de milliards. S'il veut faire revivre cet énorme commerce, — et il le voudra fatalement, — il faudra qu'il importe des produits allemands pour une somme au moins égale, puisque l'Allemagne, n'ayant plus ni or ni crédit, ne pourra s'acquitter de ses achats qu'en marchandises; l'Entente souffrirait sérieusement d'une trop forte décadence économique de l'Allemagne.

L'ère économique se caractérise donc en ceci qu'un État riche ne saurait appauvrir un de ses pareils sans préjudice grave pour lui-même. Il n'y a plus que le pauvre qui puisse supporter la ruine du riche, et il n'y a plus de ruine supportable pour le riche que celle du pauvre. Ainsi le Monténégro de 1913 se fût accommodé sans peine de la disparition de l'Empire Britannique, et réciproquement.

C'est une ère vraiment nouvelle, car elle introduit dans les relations entre les sociétés politiques des conditions qui ne s'y trouvèrent jamais avant les trois derniers quarts de siècle écoulés.

Ceux des États de naguère et de jadis qui vivaient surtout de négoce, comme il y en eut beaucoup, étaient en général assimilables à des particuliers dirigeant chacun une maison de commerce : on ruine ses concurrents, tant mieux ! Quand même ils seraient des clients et des fournisseurs, le dommage reste minime, car ils comptent peu devant ce qui subsiste de clients et de fournisseurs, d'autant qu'on bénéficie de leur clientèle.

Une cité antique, si adonnée qu'elle fût au trafic et aux transports maritimes, n'avait aucune larme à verser sur la mort d'une de ses pareilles ; elle n'était privée que d'un débouché entre cent et bénéficiait de la place commerciale laissée vacante par la disparue ; faible gain dépassant en général la perte. Rien à redouter non plus de l'écroulement d'un grand empire comme le perse ou le carthaginois : ce n'était qu'un cadre brisé, les cités qu'il contenait restaient indemnes sauf une ou deux, et cela revenait au cas précédent.

Tout ce qui est dit là du monde civilisé s'applique encore mieux aux barbares : ils étaient trop pauvres pour qu'on pût agiter à leur sujet la question de clientèle perdue : la

victoire ne se soldait qu'en bénéfices nets pour leurs vainqueurs — acquisition d'esclaves, suppression d'ennemis convoiteux — ou pour eux — butin magnifique —.

Au moyen âge, le cas des États commerciaux était analogue à celui des cités antiques. Les non commerciaux, sans être pareils aux peuples barbares, n'avaient pas une importance économique suffisante pour que les désastres qui leur étaient infligés eussent la moindre répercussion fâcheuse sur le vainqueur.

Cette situation ne changea pas lorsque la concentration accrue donna naissance à de grands États. Par le fait seul de l'extension de leur souveraineté à de vastes territoires, ils étaient beaucoup plus agricoles qu'industriels, et leurs industries satisfaisaient surtout à des besoins locaux. En aucun cas, la ruine du reste de l'Europe n'eût été un désastre pour l'un d'eux ; il se nourrissait de son propre blé, de la viande de son propre bétail ; les produits dits coloniaux pouvaient seuls lui manquer ; mais, privé d'épices par la disparition d'une marine étrangère, il n'avait qu'à aller chercher le poivre, la cannelle, le sucre... sur ses propres bateaux; et même il considérait cet encouragement à ses constructeurs navals et armateurs comme un gros avantage.

Que l'on se représente le protectionnisme, le colbertisme, ayant produit ses dernières conséquences dans la France de Louis XIV, et même celle de Louis-Philippe : drainage de tout l'or du monde et par conséquent arrêt des exportations françaises que l'étranger ne peut pas payer en or — il n'en a plus — ni en importations rigoureusement interdites, c'est un malheur, non une catastrophe ; tout compte fait, quelques milliers d'hommes en pâtissent (quelques centaines sous Louis XIV) et non pas comme aujourd'hui un ou deux millions chez nous, plus ailleurs.

Ce fut le Royaume-Uni qui entra le premier dans l'ère économique ; les autres États suivirent avec assez de retard d'abord, mais on peut dire qu'elle est inaugurée depuis un demi-siècle environ pour toute l'Europe occidentale et centrale et pour l'Amérique du Nord.

*
* *

La conséquence directe du progrès de la concentration des sociétés politiques et de celui du progrès de l'opinion et de la démocratie est que, parmi les causes de guerre, les causes morales ont pris une importance prédominante.

Dans une communauté hellénique de jadis, aussi démocrate qu'elle pouvait l'être, et de première importance, il y avait peut-être vingt mille citoyens. Chacun d'eux touchait, pour ainsi dire, de la main les affaires de la cité ; il sentait très directement en quoi son intérêt y était impliqué. Mais la nation moderne est une cité agrandie dans la proportion de mille pour un, comme nombre de citoyens, et à une échelle incomparablement plus vaste encore si l'on regarde au territoire métropolitain; et, au lieu de se réduire à une seule ville, elle en comprend des centaines. Noyé au milieu d'un ensemble aussi vaste, le citoyen moderne ne voit plus les affaires communes que de loin, de si loin qu'il n'a plus de recours que dans son imagination. Or celle-ci lui représente les choses d'après des partis pris, des préjugés, des principes, un idéal... Suivant la locution populaire, « il se fait des idées ».

Les affaires nationales étaient, sous l'ancien régime, les affaires du Roi, auquel on s'en remettait de gouverner ses peuples comme à Dieu de gouverner le monde ; ce qu'il faisait était bien fait. On pouvait souvent demeurer ignorant et passif devant les pages d'histoire qui se tournaient à quelques dizaines de lieues de l'endroit où l'on habitait, — tandis que ces transactions des « hautes sphères » tombent maintenant dans le domaine public. Il est difficile, même si on le voulait, de ne pas en entendre les échos. La politique nationale vient « vous relancer » dans les coins les plus obscurs ; chacun s'en occupe, du moins pour s'en affecter, y penser, en parler.

On ne la comprend pas au sens rationnel du mot « comprendre », surtout si on est intelligent, car il faudrait une dose inouïe de présomption, de bêtise et d'ignorance pour prétendre déterminer la voie des intérêts « véritables » de la nation scientifiquement, comme un ingénieur mécanicien fabrique une locomotive avec la certitude qu'elle marchera bien pour

peu qu'on observe dans sa construction les lois de l'expérience et de la logique. On est obligé, ou de ne penser à rien, ou de prendre les principes de ses opinions dans l'ordre irrationnel, affectif, passionnel, qui mérite ici le nom d'idéal.

Il le mérite tout autant alors qu'on croit se trouver en présence de l'intérêt, même le plus matériel.

Des bourgeois bien intentionnés se disent qu'il faut combattre l'antipatriotisme et l'antimilitarisme dans le peuple par des arguments de bon sens bien positif et non par les appels aux « grands sentiments » qui paraissent vagues. Ces gens allaient trouver le travailleur et lui disaient :

— Défends la France pour défendre ton pain. Si tu refuses de te battre, l'Allemand prendra les usines, les charrues, le bétail et les champs ; ouvrier et paysan, vous mourrez de faim.

Il serait dangereux de ne compter que sur la raison « terre à terre » de l'homme simple, car, ne s'inspirant que d'elle, il trouverait une réponse immédiate :

— Il fallait rester en paix. Si on avait commencé tout de suite par faire ce que l'Allemand demandait, il n'y aurait pas eu de guerre; et c'est parce qu'il y a la guerre que l'Allemand veut en profiter le plus qu'il peut en raflant tout.

Comment convaincre ce prolétaire en ne faisant appel qu'à l'intérêt matériel immédiat? Il était bien difficile de lui prouver qu'il aurait eu plus de peine à se procurer vivres, habillements, couvert, si on avait laissé les mains libres à l'Autriche en Serbie, abandonné l'alliance russe, consenti à l'occupation, par les troupes germaniques, de Toul et de Verdun.

Bon gré, mal gré, on devait en arriver à spéculer sur l'avenir, à montrer que, si on cédait une fois à l'Allemagne, il faudrait céder encore, puis toujours, jusqu'au moment où on serait à son entière discrétion.

Mais le « patriotisme économique », celui que l'on propose à qui n'est pas « dupe des sentiments », ne suffit en rien pour repousser la perspective d'une hégémonie telle que la germanique. Étudiez la littérature de guerre et d'avant-guerre consacrée à la puissance allemande, les ouvrages de Jules Huret, Victor Cambon, Lysis, et tant d'autres, vous en

conclurez à une immense supériorité de l'organisation écomique allemande sur toutes les autres. Si donc l'intérêt économique prime tout, il fallait s'en remettre au bon vouloir de l'Allemagne, désarmer, — première économie, non négligeable, des dépenses militaires, — puis favoriser la pénétration chez nous des banquiers, industriels, agronomes, savants, commerçants allemands dont le génie organisateur eût suppléé à notre infériorité.

Mais les partisans du « patriotisme économique » répliquaient : « Les hommes d'affaires allemands auraient enrichi l'Allemagne en appauvrissant la France. » Piètres organisateurs alors que ces surhommes teutons ! Ils appliqueraient à leur colonie, la France, ce système qui a si mal réussi à l'Espagne et que nous-mêmes n'avons pas encore tout à fait abandonné : vendre très cher à la colonie ce dont elle a besoin et lui acheter pour rien ses produits, excellente méthode employée par la métropole pour se boucher un débouché dès son ouverture ; prétendre écouler beaucoup de marchandises à un client auquel on retire les moyens de les payer, c'est un rêve interdit à qui possède le moindre sens commercial ; les Allemands, eux, ont ce sens très développé; ils enrichiraient la France, parce que ce serait leur seul moyen de s'enrichir de la France.

Une telle discussion durera indéfiniment tant qu'on ne répondra pas :

— Nous aimons mieux tomber au dernier degré d'indigence que de nous enrichir sous la direction des Allemands.

Voilà le fond de la question. Que le simple soupçon d'une possibilité d'asservissement soit d'abord écarté de notre pensée, et à tout prix ! Le reste ne vient qu'après dans nos préoccupations véritables.

Cette extrême susceptibilité nationale qui se retrouve cachée derrière une foule d'arguments soi-disant « mathématiques », toujours discutables et souvent contradictoires — comme s'ils étaient plus « sérieux » qu'elle — appartient à la catégorie de l'Idéal, d'un Idéal très élevé, très général, très humain ; elle est l'instinct de résistance à l'oppression. Sans elle, il n'y aura pas de liberté dans le monde, car dès que quelqu'un fait le moindre geste qui implique la reconnaissance d'une infé-

riorité, il se trouve aussitôt quelqu'un d'autre pour tenter d'agir en supérieur.

C'est qu'il existe un Idéal contraire : les personnes collectives, comme les individus, non seulement résistent à ce qui les diminuerait, mais tendent à se grandir. Idéal louable quelquefois, car il a gagné à la civilisation d'énormes espaces : l'Amérique, l'Australie, l'Afrique, mais le plus souvent dangereux : il a déchaîné la plupart des guerres.

Les sentiments nationaux d'appétits prédateurs, d'orgueil de la domination, ont beau être immoraux, ils n'appartiennent pas moins, pour la masse des gens, au domaine de l'idéal. C'est tout à fait exceptionnellement que l'individu saura en quoi il bénéficie personnellement d'un succès impérialiste de sa patrie ; il n'a indubitablement à lui, il ne « touche » — dirait-on en style d'intendance — que l'idée du succès, grande joie cependant. Qu'est-ce qu'un pays conquis? C'est un pays où il en coûte plus à l'indigène d'insulter le conquérant qu'au conquérant d'insulter l'indigène. Voilà le seul bénéfice certain d'une annexion par la force : tous les autres peuvent se discuter. On l'a bien vu pour l'Alsace-Lorraine dont il était raisonnable aussi de dire qu'elle apportait à l'Allemagne des charges et des dangers. Mais la majorité des Allemands n'allaient pas en Alsace-Lorraine, ils n'éprouvaient pas pour leur propre compte la satisfaction d'étaler certains sentiments parmi une population contrainte à refréner les sentiments contraires ; ils savaient seulement que ce privilège appartenait à certains de leurs compatriotes ; ils en jouissaient donc en idée, idéalement.

Plus on avancera dans l'ère démocratique et économique, plus s'accentuera cette vision « idéale » des choses de la politique étrangère; non pas que la mentalité humaine s'élève, mais parce qu'il y aura de moins en moins de possibilités de voir autrement. L'interdépendance économique des États, l'imprévu des répercussions produites par les crises commerciales et financières, l'instabilité de la balance entre les intérêts de la consommation et ceux de la production, la diversité des besoins, leur opposition, sans compter les revendications sociales, tout cela ira en croissant. On y verra donc de moins en moins clair, et comme on s'en occupera de plus

en plus, il faudra bien qu'on en juge d'après des principes, des idées d'une très grande généralité. On ne cessera pas, sans doute, de parler de politique « réaliste », « positive », — pure locution, aussi mal appliquée que le serait l'algèbre à la psychologie.

Mais, sera-t-il objecté, il y a des intérêts personnels sous les intérêts nationaux. La métallurgie, ou toute autre industrie française, anglaise, belge, américaine, se résume en un certain nombre d'industriels français, etc... et plus particulièrement de ceux qu'on qualifie de « gros ». C'est en somme l'influence qu'ils ont ou peuvent avoir sur les destinées de l'État que les socialistes appellent le régime capitaliste. Tout en s'appuyant sur des faits certains, l'objection ne porte pas : les gros intérêts particuliers se heurtent entre eux, ceux des industriels à ceux des commerçants et consommateurs dont beaucoup sont non moins gros. La preuve en est qu'à côté des capitalistes flétris par le socialisme, il y a ceux que dénonce le nationalisme; en général, ils s'opposent; les petits et moyens capitalistes ne manquent pas non plus de moyens de pression sur les pouvoirs publics. Un ploutocrate ne saurait avoir un intérêt sans que ce soit celui de bien d'autres, et lui-même n'a que dans un champ très restreint l'expérience directe du contact entre ses affaires propres et les affaires nationales ; dans l'ensemble, il doit se contenter, comme le vulgaire, de « se faire des idées ».

Au surplus, les potentats économiques ne mèneront pas l'État sans créer un courant d'opinion conforme à leurs vues, donc en passionnant la masse des particuliers pour toutes ces grandes questions de liberté nationale, d'impérialisme, d'intérêts nationaux, qui, s'étant éloignées des yeux du citoyen, se rapprochent de son cœur.

Un livre célèbre de Norman Angell porte le titre de *la Grande Illusion*. L'auteur y établit fort bien, du moins à mon sens, qu'on se fait illusion quand on envisage aujourd'hui la guerre comme une opération économique fructueuse. Il n'y a pas lieu de reprendre ici ses arguments. Mais la grande illusion de Norman Angell lui-même c'est de ne pas voir que les biens les plus chers aux hommes sont ceux qui échappent à leur expérience directe, ceux qu'ils ne possèdent que par

la représentation de leur esprit, ceux qui sont un acheminement incertain vers un but hors de portée de la génération actuelle, ceux que précisément on appelle, en langage économique, des illusions.

***

La lutte est donc désormais de plus en plus entre ces Grandes Illusions : gloire, puissance, liberté, justice, qui sont aussi les plus grandes réalités, puisque les hommes sont morts pour elles par millions.

Engendreront-elles sans cesse par leur conflit des catastrophes mondiales, ou s'accommoderont-elles en un régime de paix?

Il faut remarquer qu'il y a parmi elles une hiérarchie : la justice est incontestablement à leur tête, car si l'idéal impérialiste et l'idéal d'indépendance s'opposent dans une guerre, jamais aucun belligérant ne se dispense d'invoquer celui de justice. Victorieux cependant, on fait triompher sa volonté sur celle de l'adversaire ; voilà le résultat : une fois acquis, tout le reste ne l'empêchera pas d'être acquis, tout le reste est superfétation. D'où vient donc ce souci d' « avoir raison »?

Il ne s'expliquerait pas si les hommes n'avaient une aspiration, plus ou moins confuse, vers un ordre qui devrait régner entre les États comme entre les membres d'une société régie par des lois, lesquelles à leur tour s'appuient sur une équité, un Droit naturel, universellement reconnus, en un mot, l'aspiration vers une Société des États.

Un instinct qui la contredit coexiste avec elle et la représente comme chimérique ; il répond, dans la pensée inconsciente, à la perception d'un obstacle réel, formidable, qui s'oppose à la fondation de la Société des États : cet obstacle provient d'une différence fondamentale qu'il y a entre une telle société et celle qu'un État forme entre individus : la seconde réunit des millions de membres, la première compterait les siens par dizaines. De là cette conséquence importante : les rapports juridiques — sans lesquels il n'y a pas de lien social — ont été réalisés au sein de la seconde ; en faire bénéficier la

première est une tâche dont les immenses difficultés apparaissent quand on se rappelle dans quelles conditions l'idée de justice exerce un pouvoir de fait.

Il y a bien, certes, une idée de justice telle qu'on puisse la dire inhérente à l'humanité non absolument sauvage, et si répandue que l'on appelle anormales, monstrueuses, les consciences particulières d'où elle paraît absente. C'est à l'unanimité qui se fait autour d'elle que les lois doivent d'avoir de l'efficacité. L'existence même d'une police et de tribunaux suppose qu'ils agissent d'après la conception générale des crimes et des délits, de la morale, du droit, qui inspire les mœurs et par conséquent l'opinion ; on ne voit vraiment pas comment ni pourquoi on réprimerait, par exemple, le vol dans un pays où tout le monde le considérerait comme une action indifférente.

Mais s'il y a une conscience humaine universelle, à quoi bon des institutions judiciaires? Voilà la question que posent Rousseau et ses disciples : entre des hommes naturellement bons, c'est-à-dire d'accord sur le bien et le mal, le juste et l'injuste, ils ne voient pas quelles peuvent être les querelles; concluant donc à l'inutilité de toute force répressive, ils semblent insinuer que si l'on supprimait le gendarme, l'assassin disparaîtrait. Leur erreur n'est pas dans l'appréciation optimiste de la nature humaine, — l'homme est certainement juste, — mais dans l'oubli d'une particularité importante de cette nature : l'individu est « subjectif », doué d'un Moi, et par là de l'impuissance à confondre avec les autres contacts ceux qui se produisent entre lui et le monde extérieur. Aussi, quand il s'agit de sa propre cause, ou, ce qui revient au même, d'une cause amie, juge-t-il tout autrement que dans un conflit entre inconnus qui ne lui inspirent par eux-mêmes aucun sentiment ni de sympathie ni d'antipathie.

Un passionné, un impulsif, parfaitement honnête d'ailleurs, s'attachera avec la même violence au droit et à ce qu'il désire ; s'il y a une contradiction entre les deux, il ne la verra pas, ou elle ne sera pour lui qu'un fantôme; il ne « voudra pas croire », il ne « pourra pas croire » qu'elle existe; ayant une foi impérative en la valeur de ses affections, il ne les laissera pas s'altérer par leur conflit ; de même que le croyant écarte

les doutes sur le dogme comme une tentation mauvaise, il repousse tout soupçon naissant en lui-même sur la non-conformité de ses actes avec sa conscience qu'il veut intègre. Qui n'a rencontré çà et là des échantillons de ce type psychologique? Atténuez-en les traits et vous le trouverez absolument général. L'incohérence morale qui le caractérise se manifeste à un moindre degré en chacun de nous, de temps à autre sinon habituellement. Elle donne au saint lui-même deux poids et deux mesures; à tout le moins les questions de justice où ses affections sont intéressées se distinguent-elles des autres en ce qu'elles réclament de lui un *effort* d'impartialité ; et sa bonne volonté ne rend pas toujours à sa clairvoyance ce que l'amour lui fait perdre. « Moi ! ce n'est pas la même chose ! » Voilà ce que dit implicitement chacun de nous quand il compare son procès au procès identique d'autrui.

La sagesse des nations, ayant reconnu tout cela depuis longtemps, a décrété que nul n'est juge dans sa propre cause. C'est pour cela qu'il y a des tribunaux, beaucoup plus que pour mettre la société à l'abri des individus à conscience mal conformée.

D'autre part, l'homme de la moralité la plus ordinaire a en lui, parfaitement nette, l'idée générale de justice, aussi fait-il un juge très suffisant pour toutes les affaires qui ne le touchent directement ni lui ni les siens. Or ce sont les plus nombreuses, ce sont presque toutes les affaires dans une société, tel un État moderne, qui compte des millions de membres. Il en est ainsi pour chacun de ceux-ci ; de là un effet de masse qui assure une puissance positive (non assurément parfaite ni absolue) à l'idée de justice.

Rien de pareil dans une Société aussi peu nombreuse que le serait celle des États : elle réunirait théoriquement de vingt à trente membres, pratiquement une dizaine, car il n'y aurait que les États prépondérants à mener les affaires communes. Ces grandes personnalités sont douées d'un Moi, ce qui leur fait dire en cas de litige : « Moi ! ce n'est pas la même chose ! » Et comme il n'existe pas d'affaires mondiales où chacune ne soit intéressée, elles sont, toujours et en tout, juges suspects et récusables, comme étant à la fois juges et parties, bien qu'elles puissent adhérer à un idéal commun du

bien. Plus encore que l'individu humain ordinaire, elles sont susceptibles de réaliser ce type de l'incohérence morale qui pratique, avec un aplomb stupéfiant, le contraire de ce qu'il professe, et conserve, en dépit de tout, la foi en la pureté de sa conscience.

Ici, pas d'effet de masse qui permette à des institutions judiciaires de se fonder, qui les soutienne et donne ainsi à l'idée de justice une puissance de fait. Il n'existera jamais entre États considérés comme individualités distinctes.

On ne peut l'espérer que dans un accord d'opinion nationale à opinion nationale.

Il faut donc, avant tout, qu'il y ait dans les États une opinion, et assez forte pour avoir une influence décisive en matière politique, c'est-à-dire que l'État soit démocratique, soit une Nation.

Or la Grande Guerre a rendu universelle cette métamorphose des États en Nations, condition nécessaire du triomphe de l'idéal de justice.

Nécessaire, mais non suffisante, diraient les géomètres : l'opinion représente aussi parfois un Moi impulsif et passionné capable des inconséquences morales les plus déconcertantes.

Surtout quand elle est jeune ! Elle débute souvent dans l'existence par des soubresauts qui la ballottent d'un absolu politique à l'autre. Elle modère ses oscillations en prenant de l'âge, car, à mesure qu'elle se développe, elle se divise; les partis s'émiettent; c'est une grande gêne pour un gouvernement parlementaire qui se voit interdire par là toute suite dans les desseins, mais en même temps une garantie : quand une tendance d'ensemble se manifestera, il y aura plus de chance pour qu'elle exprime l'aspiration vers quelque chose de général, d'humain ; les opinions nationales ont besoin d'une évolution politique assez prolongée avant qu'elles deviennent capables de s'unir autour d'une notion commune du droit.

C'est pourquoi la Société des Nations ne saurait débuter sans avoir pour noyau cette association, que la Grande Guerre a réalisée, de l'Europe occidentale avec l'Amérique. Partout ailleurs, ces « âmes » collectives qu'expriment les opinions nationales sont encore incertaines.

***

Les Alliés de l'Ouest ont dû pratiquer la solidarité économique non moins que la militaire, et il faudra qu'ils continuent longtemps encore. Et ils seront obligés de tenir compte de l'interdépendance qu'il y a entre eux et l'Allemagne, ne fût-ce que pour en obtenir les réparations nécessaires.

On peut se demander en quoi les chances de paix stable sont modifiées du fait que les dommages graves subis par un belligérant ont leur répercussion chez son ennemi et dans le monde entier, pour peu qu'il s'agisse d'une collision sanglante entre États économiquement développés.

Or depuis que l'humanité est entrée dans l'ère économique, l'intérêt économique de la guerre a complètement changé : il n'existe plus *en soi* par le profit qu'apporte une conquête ou une indemnité pécuniaire, car, tout compte fait, l'opération se solde en perte [1]; tout au plus apparaît-elle comme une spéculation hasardeuse.

Il n'y a plus qu'à la paix que soit attaché le véritable intérêt économique *en soi*, j'entends celui qu'indique le calcul, tout sentiment mis à part. C'est cependant un motif rationnel de guerre quand on se croit assez fort pour devenir, par la victoire, le gendarme du monde : on restera seul armé parmi des États désarmés. Paix romaine, avec Berlin en guise de Rome ; ce rêve n'avait rien d'utopique de la part de l'Allemagne. Elle disait bien à qui voulait l'entendre : « Comment aurais-je été assez absurde pour déchaîner la guerre, interrompre l'essor de ma prospérité industrielle et commerciale, chercher, au prix d'une dépense effroyable en vies et en argent, des profits que la paix m'assurait automatiquement? » Un pareil argument ne valait rien pour l'innocenter : elle était fondée raisonnablement à compter mettre la France hors de cause et la paralyser de telle sorte qu'aucune résistance à la politique germanique ne fût plus désormais possible en Europe ; c'était une assurance de paix durable sous l'organisation commerciale et industrielle allemande. But économique

1. Si l'on cite la guerre de 1870, il faut faire entrer en ligne de compte tout ce que l'Allemagne a perdu comme concours financier de la France ; elle n'est entrée d'ailleurs que vers 1890 dans l'ère économique.

dont on ne saurait exagérer l'importance ; les plus gros sacrifices consacrés à l'atteindre étaient un placement hors ligne. On ne l'a pas assez dit : *l'Allemagne jouait sur le velours* ; son gain possible — la paix durable par l'hégémonie — n'était accessible qu'à elle seule ; il n'y avait que ses alliés et ses adversaires qui courussent des risques mortels ; et la victoire de l'Entente, toutes réparations effectuées, laissera la France aussi épuisée économiquement que l'Allemagne dont les usines devront fonctionner à pleine puissance, si l'on veut qu'elle paye, puisque le paiement sera prélevé principalement sur leur travail.

Mais le cas de l'Allemagne est unique ; tant qu'il ne se représentera pas, la guerre sera une mauvaise spéculation économique.

Ce qui fait croire le contraire, c'est que la guerre prend un caractère de plus en plus économique dans ses moyens : elle nécessite, pour être soutenue, l'emploi intensif de toutes les ressources d'une nation : matières premières, transports, agriculture, métallurgie, usines de produits chimiques... ; elles ne seront jamais trop grandes. On considérera leur augmentation comme un intérêt vital, et l'on voudra prendre des mines de charbon, de fer, de pétrole, etc. Si l'on recherche, par la guerre, de telles acquisitions, on fait alors la guerre en réalité pour la prochaine guerre et non pas en vue d'une paix mieux assise, car, en temps de paix, le charbon, le fer, le pétrole du voisin sont aussi bien à vous qu'à lui : vous n'avez qu'à les payer ; il les paie le même prix que vous ; si vous les payez plus cher, c'est vous et non pas lui qui les aurez chargés de droits de douane.

Les libre-échangistes disent : — Établissez le libre-échange et vous aurez la paix stable. — Ils ont certainement raison au point de vue d'une bonne gestion de la planète par l'humanité. Dans l'ensemble, rien de plus absurde que le protectionnisme qui vous oblige à donner vingt francs de ce qu'on vous offre pour dix. Absurde si la paix doit toujours régner, mais il peut y avoir la guerre ! et on répondra aux libre-échangistes : — Vous mettez la charrue avant les bœufs : supprimez d'abord la guerre, et il n'y aura plus aucun inconvénient à établir le régime de la porte ouverte. La France

n'a-t-elle pas couru les plus grands dangers parce qu'elle avait laissé à l'Allemagne le monopole de la fourniture de certains produits chimiques?

C'est un cercle vicieux, cas particulier de celui qui a rendu insoluble jusqu'ici le problème de la paix stable : on prend des garanties en vue de la guerre possible, mais comme elles sont toujours prises aux dépens de quelqu'un, elles inspirent toujours à quelqu'un des désirs de revanche, elles constituent des causes de guerre. Si, d'un autre côté, on fait preuve de désintéressement, on tente l'adversaire éventuel qui, le moment venu, profitera de votre infériorité, et c'est aussi une cause de guerre.

Par là, l'ère économique n'a pas apporté de grands changements. Si d'un côté elle fait hésiter davantage devant les aventures sanglantes, elle augmente d'autre part la valeur des garanties de sécurité et par conséquent la convoitise qu'on a.

Il y a cependant une amélioration du fait de la solidarité économique entre les États développés : elle existera aussi longtemps qu'eux, et sans s'affaiblir un seul jour ; elle est donc plus forte que leurs sursauts de passion, et agit dans le sens de la paix stable.

Je me bornerai à ces généralités sur l'évolution des causes de guerre. Pour entrer dans les détails, il faudrait vivre à une époque où les formes du présent soient plus distinctes, ce qui permettrait de spéculer raisonnablement sur leur prochain avenir. Or la fin de la Grande Guerre ne nous ramène pas le plein jour. C'est une aube des temps, mais brumeuse. Les brouillards ne se lèveront pas avant des années. Que verra-t-on alors? Quel qu'il soit, le décor apparu semblera ancien, et il faudra bien des années encore avant que l'on sache en discerner les aspects nouveaux.

JULES SAGERET

LES LETTRES ET LA VIE

Malgré son titre, *l'Énergie spirituelle* [1], que vient de publier M. Henri Bergson, n'a aucun rapport avec ces manuels de conduite pratique : *l'Art d'être viril, l'Art de dominer, l'Art de vaincre la timidité*, en vente, depuis quelques années, aux étalages des libraires.

Ce sont bel et bien des corollaires, des *parerga et paralipomena* de la philosophie bergsonienne — mais se présentant sous quel aspect modeste et rassurant ! Des essais, des conférences, des causeries — bref, l'air d'un bon petit recueil de bergsonisme cordial et édulcoré à l'usage du grand public. Mais approchez un peu, pour voir !

Sans doute je n'ignore pas que, pour beaucoup de mondains et même de mondaines, la lecture de M. Bergson n'est qu'un jeu d'enfant. « Savez-vous, me disait récemment, avec une admiration un peu irritée, un vieux Parisien, savez-vous que je rencontre à chaque instant dans le monde des « poules » qui prétendent lire couramment Bergson ! »

Je ne mets pas le fait en doute, car il n'a rien d'invraisemblable, lire étant une chose, et comprendre ce qu'on lit une autre. Ainsi il y a une traduction de *l'Égoïste*, de Mérédith, dont toutes les phrases sont correctement composées et se suivent dans un ordre normal. J'ai bien souvent ouvert cette traduction, j'en lisais des pages et des pages. Et je n'y ai jamais compris un mot.

1. In-8. — Alcan.

Pour ma part, en ce qui concerne M. Bergson, j'ai frayé avec pas mal de philosophes assez durs, et je crois pouvoir affirmer cependant que M. Bergson est un des plus durs parmi les plus durs.

Une des premières difficultés dont se hérissent ses textes, c'est l'usage continu du dialecte philosophique, qui constitue déjà, je ne vous l'apprends pas, un dialecte aussi différent de la langue coutumière que le tatar ou le mandchou. Les mots n'y offrent aucun caractère d'extranéité, mais sont employés dans une acception si particulière et si conventionnelle, qu'un profane mal entraîné essaierait vainement d'en saisir le sens. Pour aider les débutants dans ce dialecte, on en est même venu à publier un vocabulaire spécial où les termes philosophiques ont leur traduction en langue française.

Mais ce qui, chez M. Bergson, corse encore ces difficultés, c'est l'addition constante d'un dialecte individuel au déjà si obscur dialecte philosophique courant. Autrement dit, lorsque les vocables que lui assure cet idiome ne suffisent pas à l'expression de sa pensée, M. Bergson ou bien en institue de nouveaux ou bien attribue aux anciens un sens à lui strictement personnel, greffant sur la terminologie métaphysique de jadis une sorte d'espérantisme bergsonien ou de volapukisme bergsonien, qui pour aisé qu'il paraisse aux « poules », ne va pas sans causer maint casse-tête aux simples lecteurs réfléchis. Figurez-vous un télégraphiste bouleversant à sa convenance tout le code Morse et vous envoyant là-dessus toute une série de sans-fil soignés ; vous aurez une idée approximative de ce qui se passe quand M. Bergson se trouve au départ du développement philosophique et le lecteur à l'arrivée. Conscience, perception, sensibilité, esprit, matière, il n'est presque pas un seul des termes fondamentaux de la métaphysique que M. Bergson n'ait reforgés sur son enclume privée, façonnés et repliés selon les contours de modèles exclusivement réservés. Et loyalement d'ailleurs, il en fait l'aveu. « Nous-même, écrit-il par exemple, dans un travail antérieur, nous avons pris les mots « réalisme » et « idéalisme » dans un sens assez différent du sens usuel. » Vous aviez déjà eu quelque peine à pénétrer ce sens usuel. Pour

comprendre M. Bergson, il vous faudra en sus connaître le sens bergsonien. D'où souvent, toute une éducation à refaire !

Heureusement, néanmoins, avec un peu d'habitude des spéculations philosophiques, cette éducation se refait assez vite. Et sans lire le Bergson aussi couramment que les volatiles ci-dessus mentionnées, on parvient, tant bien que mal, à se débrouiller dans les arcanes dont le maître aime à s'envelopper.

Témoin le volume qui nous occupe, et où il m'a bien semblé que M. Bergson s'appliquait à résoudre le vieux problème des rapports du physique et du moral.

Mais vous pensez qu'un esprit si original n'abordera pas ce problème en partant des données fournies par ses devanciers. Il le reprendra à pied d'œuvre, du point de vue uniquement bergsonien, et commencera par une définition de la conscience, selon la doctrine rigoureusement bergsonienne.

Vous n'ignorez pas que pour M. Bergson, la conscience tout entière presque se réduit à la mémoire. M. Bergson nie le présent. C'est à la fois un prophète du passé et un prophète de l'avenir. Comment se définira donc pour lui la conscience? Oh ! bien simplement : « Un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un pont entre le passé et l'avenir. »

Pourquoi ces cris? Vous venez de vous brûler avec votre cigarette? Et après? Vous en avez éprouvé une douleur cuisante? Et encore? Cette douleur persiste? Qu'en concluez-vous? Que la perception de ce premier choc et la perception de cette douleur persistante ne constituent pas des phénomènes de conscience passés ou futurs, mais des faits de conscience, hélas ! beaucoup trop présents ? Soit, demeurez dans ces grossiers sophismes, mettez de la fécule sur votre brûlure et n'en parlons plus. Vous n'entendrez jamais rien aux beautés de la philosophie bergsonienne.

Car si je veux ajouter que, d'après M. Bergson, la caractéristique, la fonction de la conscience est de choisir, — de rejeter certaines impressions, de s'emparer de certaines autres, vous m'objecterez que le choix implique la liberté, que M. Bergson n'a pas, et pour cause, prouvé la liberté, et nous n'en finirons plus.

Alors je vous conseille plutôt de feuilleter le volume, et

d'y lire ce que vous y comprendrez sûrement : une foule de pages profondes ou fines sur la différence entre le plaisir et la joie, sur les rêves, sur les phénomènes de télépathie. Vous sauterez ce qui précède ou suit, et du reste vous tirerez le plus vif agrément, M. Bergson étant l'écrivain et l'observateur le plus élégant, le plus ingénieux, dès qu'il abandonne la doctrine pour se pencher sur la vie réelle.

Et les rapports du physique et du moral? me demanderez-vous. Vous tenez absolument à être fixés là-dessus. Eh bien, attaquez-vous à deux des chapitres du livre : *l'Ame et le Corps* et *le Cerveau et la Pensée*. Ce sont incontestablement les meilleurs, les plus neufs du recueil. Non que M. Bergson, sur les rapports entre l'un et l'autre, nous apporte une solution définitive, une explication plausible. Mais du moins, avec une force singulière, il démontre la fragilité, pour ne pas dire la puérilité des dogmes officiels sur ce problème.

Jusqu'ici, en effet, on se contentait de noter le parallélisme des phénomènes cérébraux et des phénomènes mentaux : le cerveau d'un côté qui vibre, et de l'autre par choc en retour la pensée qui perçoit et agit. Puis, de la simultanéité on concluait à la transmutation — d'un accord dans le temps à une sorte d'identité entre les substances, quand justement l'écrasant, l'éternel mystère, c'est la transformation de ces vibrations matérielles en vibrations de conscience.

Aujourd'hui, après les vigoureux coups de pioche de M. Bergson, il ne subsiste plus une pierre du pont illusoire jeté sur l'abîme entre les deux pôles de l'humaine nature. Pour les rejoindre, pour expliquer leurs secrètes transactions, il faudra trouver autre chose. Mais quoi?

M. Bergson ne nous le dit pas. Et comment pourrait-il le dire? Il a accompli son office de philosophe qui consiste à dénoncer l'erreur de ses devanciers. Ce qu'on appelle la philosophie n'a jamais fait plus. Par quel miracle ferait-elle jamais davantage?

Avez-vous, du reste, réfléchi sur ce qu'était un philosophe et sur l'étrangeté de sa profession ou, si vous préférez, de son art? En général, le philosophe, à l'origine, c'est un élève excellent, qui, dès la classe de philosophie, a « mordu » au

genre, montré pour les questions métaphysiques des dispositions précoces. Ses professeurs le louent, l'encouragent. Le voilà licencié, agrégé, maître à son tour. Supposez-le doué de l'esprit le plus méditatif, le plus distingué, le plus autonome, allons plus loin, mettons que ce soit un esprit supérieur. Au total, nous n'avons qu'un homme — c'est-à-dire un être aux moyens limités, aux horizons bornés par la réalité, et sans aucune communication directe ou indirecte avec l'au-delà. C'est pourtant ce faible humain qui assumera la charge de dévoiler tous les mystères de nos destinées, de prononcer sur tout l'insoluble et tout le caché de l'univers, de dire le mot de toutes les énigmes que, depuis l'aube du monde, l'humanité s'acharne vainement à percer...

Le premier de ces spécialistes, le premier qui se détache de la science pour pratiquer isolément la philosophie, Socrate, sent tellement l'énormité de son audace qu'il éprouve le besoin de faire avaliser ses affirmations par une puisssance supraterrestre. Il se dit inspiré, guidé par un petit dieu personnel, un « daimôn » tout à son service. Comme cela, d'abord le public est mis en confiance, et puis, si les faits viennent à contredire la doctrine, on pourra toujours rejeter la faute sur le « daimôn ». C'est à la fois modeste et pratique, et ça donne une certaine autorité.

Le « daimôn » ayant mal réussi à Socrate, ou ses successeurs se jugeant assez forts pour parler en leur propre nom, l'usage du petit dieu tombe en désuétude. Seulement qu'arrive-t-il? C'est que désormais les philosophes passeront leur carrière soit à développer les doctrines de leurs prédécesseurs, soit à les amender en les censurant. D'Aristote jusqu'à Nietzsche suivez la chaîne, vous ne rencontrerez que des rafistoleurs ou des destructeurs de systèmes.

Et le bilan de tous ces siècles d'efforts, vous le connaissez. En morale, quelques remarques justes, mais auxquelles les préceptes religieux de tous les temps eussent largement suppléé, en cas de nécessité. En logique, quelques heureux perfectionnements des méthodes scientifiques.

Mais la métaphysique, c'est-à-dire ce qui forme l'essentiel, le but suprême, la raison d'être de la philosophie, quelle faillite ! La métaphysique n'a que quelques problèmes à résou-

dre. Passez-les en revue et voyez ce qu'on nous a appris à leur sujet.

Nature de l'âme, nature de la conscience — néant. Rapports du physique et du moral — néant. Liberté, volonté — néant. Perception du monde extérieur — néant. Survie ou anéantissement de l'âme après la mort — néant. Destinées originelles et futures de l'homme, de la création — néant.

Quel est l'art, quelle est la science qui ne se rebuterait pas après des siècles de pareils échecs? La philosophie, elle, ne renonce pas. Même à notre époque de science, elle s'obstine. Dans nos collèges, dans nos facultés, la métaphysique continue à tenir ses assises et à promulguer ses verdicts. Un instant elle paraissait s'orienter vers la critique historique des systèmes antérieurs, pour dorénavant s'y confiner. Ce n'a été qu'une fugitive apparence. Bientôt sur les systèmes défunts des systèmes non moins arbitraires se sont remis à germer. Et particularité extraordinaire, sans jamais se heurter à l'incrédulité.

De tout temps, les religions ont suscité des iconoclastes. De tout temps, le Ciel a vu se dresser contre lui le poing des impies. Le XVIIIe siècle tout entier s'est épuisé à discréditer, à déchiqueter, à pulvériser les écritures saintes.

Plus favorisée, la métaphysique a toujours ignoré ces révoltes ou ces profanations. Les leçons succèdent aux leçons, les professeurs aux professeurs, les systèmes aux systèmes, les assertions incontrôlables aux hypothèses invérifiables. Et pas une fois, dans nos plus hautes écoles, même dans l'élite de nos étudiants, personne qui se soit levé pour poser au maître cette brève question : « Qu'en savez-vous? »

Eh bien, cette immutabilité, cette infrangibilité de la foi métaphysique, après une telle succession de « ratés » que ne coupèrent jamais un succès net, une précision acquise, une solution franche, que voulez-vous, moi, cela me dépasse. Il y a vingt-cinq ans, au sortir des études, je ne pouvais me retenir d'en écrire ma stupeur. Et maintenant encore, chaque fois que j'y pense, je me sens rajeuni de vingt-cinq ans.

*
* *

Je vous signalais, il y a quelques mois, à propos de certains écrivains de guerre, la contradiction des tendances sociales que les hostilités avaient inculquées à ces auteurs ; la guerre ayant tantôt rallié des fils de bourgeois au communisme et à l'internationalisme, tantôt converti des révolutionnaires ou des internationalistes aux principes d'ordre et de conservatisme. Je mettais « tendances sociales » pour ne pas mettre tendances « politiques ». Mais je ne gardais que peu d'illusion sur la portée de cet euphémisme, étant bien sûr que, dans leurs œuvres futures, les intéressés continueraient infailliblement à accuser les opinions contractées par eux, soit au front, soit à l'arrière. Or, il se trouve que la réalité a devancé mes prévisions, puisque, sans parfois même attendre le volume, les écrivains en question et leurs camarades ont éprouvé le besoin de professer publiquement leurs convictions et de s'organiser en partis nettement déterminés selon des programmes nettement opposés.

La première de ces manifestations, due à l'initiative de M. Romain Rolland, s'est produite sous la forme d'un ardent appel adressé à tous les intellectuels du monde civilisé, en vue d'obtenir leur concours pour établir entre les peuples l'universelle entente et l'universelle concorde. L'intention ne semblait pas mauvaise, mais elle ne paraît pas avoir fait recette, gâtée qu'elle était par la présence, parmi les signataires, de quatre ou cinq écrivains allemands.

Le voisinage de ces messieurs, en effet, n'avait guère de quoi plaire aux écrivains français ou étrangers qui ont conservé contre l'Allemagne une haine et une rancune dont l'apaisement n'est pas pour demain. Et puis, ressentiment et chauvinisme à part, il n'y avait rien de bien flatteur à coudoyer, sur la même liste, des gens issus d'une nation qui l'an dernier encore proclamait comme dogmes sa suprématie foncière sur toutes les races de l'univers et le droit d'imposer cette suprématie à l'humanité entière, par les pires ressources de la force. Si modeste qu'on fût, l'idée de fraterniser avec des surhommes tellement imbus de leur supériorité, ne promettait pas beaucoup d'agrément.

Enfin, à supposer que les signataires allemands eussent, par une rare exception, répudié l'odieux pangermanisme, on ne pouvait s'empêcher de remarquer qu'ils avaient mis bien du temps à publier cette aversion.

Obscurs pour la plupart, les cinq années de guerre leur avaient offert mille occasions de se distinguer aux côtés de Liebknecht, en protestant, au nom du droit et de l'humanité, contre les crimes de leur gouvernement ou de leurs armées. Or loin de là, à l'inverse de Liebknecht, ils avaient gardé devant ces scélératesses le silence le plus déférent. On notait également l'heureuse chance qui, par la suite, leur avait épargné de mourir pour leurs idées comme Liebknecht ou quelques autres. Et l'on en venait nécessairement à se demander si leur brusque explosion de tendresse humaine était le cri de consciences opprimées ou le fruit de notre victoire.

Vous concevez alors le peu d'empressement de nos auteurs à interpréter la cantate pacifiste de M. Romain Rolland en compagnie de choristes si improvisés. L'œuvre en soi était peut-être excellente ; mais, comme il arrive aux meilleures pièces, elle a pâti d'une erreur d'affiche.

L'association tentée par M. Romain Rolland visait à réunir les écrivains de tous les pays. Plus restreints, mais plus importants et plus durables semblent deux groupements récents qui se sont recrutés exclusivement parmi les auteurs français. Le premier a pris pour nom *Clarté*. Le second, quoique n'ayant pas adopté encore de titre officiel, pourrait s'intituler *Intelligence*, puisqu'une des fins qu'il s'assigne c'est « la défense de l'intelligence », et particulièrement de l'intelligence française.

Clarté a débuté par un manifeste-programme, des plus véhéments

Intelligence a riposté par un manifeste-programme dont la véhémence n'avait rien à envier à celle de ses antagonistes. Ces deux manifestes sont d'une lecture fort intéressante. Cependant, pour en prévoir le contenu, il eût suffi de se reporter à la liste des premiers signataires. Parmi ceux du manifeste *Clarté*, tous les écrivains internationalistes et

révolutionnaires, suivis de quelques auteurs d'un socialisme moins coloré, mais de tendances démocratiques nettement marquées. Parmi les signataires du second, même progression dans les opinions inverses. Bref, d'un côté presque toute la littérature de gauche, de l'autre presque toute la littérature de droite. Et, comme dans les deux camps, loin de borner l'action aux régions littéraires, on se propose de la porter dans les luttes publiques, c'est en somme non seulement la politique qui s'installe dans la littérature, mais la littérature qui s'engage dans la politique.

Si soudain que paraisse ce schisme, et si nouveau dans les lettres françaises, il n'étonnera que les non initiés. En réalité, il couvait secrètement parmi nous depuis des années et la guerre n'aura fait qu'en hâter l'éclosion. A certains égards même, mieux vaut peut-être qu'il ait pris corps officiellement, car à connaître la couleur des écrivains, le lecteur pourra mieux discerner, dans les éloges ou dans les blâmes, la part qui revient à l'esprit de parti. Il en résultera sans doute plus d'âpreté dans les mœurs littéraires, mais dans le public plus de clairvoyance, donc plus d'équité. Et si par hasard cette scission tournait finalement au détriment des lettres, à quoi servirait de se lamenter, en invoquant le bon vieux temps où la littérature planait au-dessus des tourmentes sociales? Ce temps n'est plus, un autre commence ; et comme rien n'en empêchera le cours, le plus sage sera de s'en accommoder.

En ce qui me concerne, inutile d'ajouter que je ne me suis affilié à aucun des deux groupes; mais, si vous voulez savoir les raisons de mon abstention, je ne vois nul inconvénient à vous les dire :

1° Je n'ai jamais fait partie d'aucune ligue. Soit manque de discipline, soit manque d'humilité, je n'ai jamais pu me résigner à abdiquer entre les mains d'une collectivité l'expression de ma propre pensée. Et ce n'est pas à mon âge que je vais commencer.

2° Quoique ma franchise ici vous ait souvent montré, je crois, que je n'étais pas « l'ami de tout le monde », j'aurais eu peine à choisir entre les deux manifestes, tant, dans chacun, je trouve de choses justes, sensées et généreuses. Mais de chacun d'eux je me sentais autant écarté par certaines décla-

rations qui m'y choquent. Comment suivre le groupe *Clarté* quand il accuse en bloc tous les écrivains de droite d'avoir « dégradé » la pensée française? Et comment approuver le groupe *Intelligence* quand il ne voit dans les écrivains de gauche qu'un amas de « malheureux » et de « bolcheviks » asservis à l'Allemagne pour réaliser la déchéance française? En regard de ces violences, je n'avais qu'à évoquer, dans chaque camp, les belles œuvres, les belles pages des signataires, pour que, même sur le point de signer, la plume me tombât des mains.

3° Enfin, à défaut des exigences de mon instinct littéraire, il y avait à sauvegarder ici l'indépendance de mes jugements; et c'eût été fait d'elle, si je m'affiliais à l'un ou à l'autre des groupes. Or, tant par goût que par devoir professionnel, je désire la préserver de toute atteinte.

Le jour où l'actualité me conduira à parler de tels ou tels écrivains de droite ou d'action française, j'entends rester libre de dire le bien que j'en pense ou les défauts que j'y trouve, sans que le lecteur soupçonne, selon le cas, une courbette à *Intelligence* ou une concession à *Clarté*. Et de même s'il m'arrive de louanger M. Barbusse ou de critiquer MM. Dorgelès et Vaillant-Couturier, pour qu'éloges et critiques portent, il ne faut pas que les uns viennent d'un adepte de *Clarté*, les autres d'un féal d'*Intelligence*.

Voilà telles quelles toutes mes raisons, dont la dernière fut sûrement la prédominante. Je ne me dissimule pas d'ailleurs ce qu'elle pourra m'aliéner de sympathies ou d'appuis chez les deux partis. Mais, dans les lettres comme dans la vie, l'indépendance est un luxe coûteux; et si on le veut, on doit savoir faire quelques sacrifices.

***

Cette double vague de politique, il faut cependant le dire, n'a pas encore submergé en entier le monde des lettres, où l'on continue paisiblement à s'occuper des problèmes littéraires. Jamais même la floraison de ces problèmes n'a été plus exubérante que depuis la conclusion de la paix. Ce ne sont partout qu'enquêtes et contre-enquêtes sur ce que sera la

littérature prochaine, sur les changements qu'y aura apportés la guerre, sur les destinées de l'art de demain et notamment sur le point de savoir si nous aurons un art moins mandarinesque, moins mondain, plus rapproché du peuple, enfin lâchons le grand mot : un art social?

Ce dernier problème doit être assez difficile à résoudre, car, si ma mémoire ne m'abuse pas, voilà bien une vingtaine d'années, sinon plus, qu'on nous le pose environ tous les ans. Et ce ne sont pas les termes dans lesquels on nous le soumet, qui aident beaucoup à la solution. Généralement on s'abstient de nous dire en quoi consiste au juste cet art social, réclamé par la démocratie, et c'est peu à peu qu'on se l'imagine comme reflétant à la fois les mœurs populaires et formulant les desiderata du peuple ; une sorte de macédoine où alterneraient la peinture des prolétaires et les cahiers de leurs revendications sociales.

Ainsi envisagé, la guerre aura-t-elle été favorable ou non à l'art social? Et parce que durant cinq années, la vie de tranchées les mêla au peuple, nos écrivains vont-ils céder à une nostalgie d'aristocratie ou au contraire s'ingénier à contenter leurs camarades d'hier? Comme toujours en matière littéraire, je crois ici bien plus aux hasards de l'initiative individuelle qu'aux efforts concertés des groupes. Social ou non, l'art prémédité, l'art qui s'achemine dogmatiquement vers un but officiellement fixé, et par des voies tracées à l'avance, a rarement donné du bon. Au contraire, un talent hors pair mais inconscient de sa force et allant au gré de l'inspiration, une personnalité heureusement douée et qui invente, sans le savoir, à mesure qu'elle écrit, voilà de beaux livres qui naissent, parfois des chefs-d'œuvre — un genre qui grandit, crée des adeptes.

Tout me porte à penser que l'art social, s'il doit fleurir en littérature, suivra le même sort. Il ne devra pas sa prospérité aux théories ou aux programmes. La fortune lui viendra d'écrivains supérieurs, dont les œuvres et le succès feront date et école.

Mais, déjà bien avant la guerre, ne possédions-nous pas des auteurs qui, sous le rapport d'un art populaire sinon social, répondaient à ce brillant signalement? Je vous en

citerai tout au moins deux que des livres récents viennent de remettre en vedette : M. Pierre Hamp et madame Neel Doff.

Quels cas singuliers que celui de M. Pierre Hamp et celui de madame Neel Doff ! Voilà deux écrivains qui comptent parmi les plus personnels et même les plus puissants de notre époque. Ils n'ont contre eux ni l'ésotérisme qui éloigne, ni l'obscurité qui rebute. Par les sujets comme par la forme, ils sont nets, directs, émouvants. Ils possèdent toutes les qualités pour plaire au lecteur. Et cependant le grand public les ignore presque totalement. Le public lettré les estime et les goûte, certes, mais sans ferveur, avec cette discrétion qui tient plus de l'équité que de l'emballement. Quant à la presse, c'est à peine si elle sait leurs noms. M. Pierre Hamp est un journaliste remarquable, madame Neel Doff une conteuse de premier ordre. Leur collaboration aux journaux s'est néanmoins bornée pour M. Pierre Hamp à quelques articles dans les feuilles socialistes, pour madame Neel Doff à quelques contes dans feu *Comœdia*... Et tous les jours, vous rencontrez des directeurs de gazettes se plaignant « qu'il n'y ait personne » !! Resteraient alors pour rendre pleine justice à M. Hamp et à madame Neel Doff, les salons, c'est-à-dire les milieux mondains où l'on se pique de priser les auteurs dernier cri et dernier bateau, de connaître le fin du fin de notre mouvement littéraire. Mais nul n'ayant informé les salons qu'il était de bon ton d'admirer M. Hamp et madame Neel Doff, les salons ne lisent ni l'un ni l'autre. De sorte que M. Hamp et madame Neel Doff ne sont même pas à la mode !

Y seront-ils un jour? J'en doute. Car, lorsque je vous disais qu'ils avaient tout pour aller au public, j'oubliais ce qui les sépare et les séparera peut-être toujours de certains lecteurs : leurs origines, leur classe de naissance, et tous les sentiments comme toutes les idées qu'ils en gardent. « Je veux être peuple ! » choisissait jadis La Bruyère. L'alternative de l'être ou de ne pas l'être ne s'est probablement jamais posée, ni pour M. Hamp, ni pour madame Neel Doff. Peuple, tous deux le sont dans le sang, dans les moelles, dans leurs remarques, dans leurs élans, dans leurs gaietés, dans leurs

rancunes; et jusque dans leur écriture, jusque dans leur talent, c'est le pur accent plébéien qui sonne.

M. Pierre Hamp a, m'assure-t-on, débuté par l'atelier. Il y était, je crois, quelque chose comme contremaître, et, même entré dans les lettres, il est demeuré inspecteur d'usines, conservant un contact journalier avec ses camarades de jadis. Son style se ressent de ces débuts comme de ces fréquentations. Ce n'est pas celui d'un jeune bourgeois formé par le lycée ou les facultés. Ce n'est pas davantage celui d'un primaire se haussant, à force de lectures, jusqu'au beau langage. Ce serait plutôt un style empirique — pour parler comme à présent — forgé instinctivement par l'auteur à la mesure de ses sentiments, selon le tour de ses idées, et visant beaucoup moins le bien dire que le tout exprimer. Une forme parfois en contravention avec la syntaxe, souvent rocailleuse et abrupte, mais tordue et façonnée d'un poignet vigoureux qui sait ce qu'il veut et manie la plume comme le marteau ou la varlope. Ajoutez des vocables du cru, des emprunts au patois du Nord, les ironies à la fois patelines et mordantes de là-bas, qui donnent aux récits de M. Pierre Hamp toute la rêche saveur du genièvre — du « genieff » comme on dit au pays du Petit Quinquin. Et vous aurez une idée sommaire de ce ton ultra-personnel.

Il ne fallait à M. Hamp rien moins que ces coloris nouveaux pour venir à bout de l'immense fresque qu'il a entreprise et dont le titre général vous indiquera le sujet : *la Peine des Hommes*[1]. Et vous avez deviné, je suppose, que ces hommes n'étaient autres que les hommes du peuple.

Germinal, *l'Assommoir*, pour ne nommer que des livres célèbres, avaient auparavant tenté cette peinture. Mais lisez de M. Pierre Hamp deux petits ouvrages : *Marée fraîche* et *Vin de Champagne*, et vous sentirez toute la différence entre l'écrivain bourgeois, fût-il génial, qui ne connaît le peuple que par étude, par application et quelqu'un qui en a été, qui en est encore et partagea la vie qu'il décrit. Depuis lors, M. Pierre Hamp nous a donné de beaux romans comme *le Rail*, *l'Enquête*, *Vieille histoire*, des *Contes* où les mœurs de ses concitoyens sont retracées avec une fermeté

1. Éditions de la *Nouvelle Revue Française*.

et une belle humeur dignes de nos meilleurs conteurs; il vient de publier récemment *les Métiers blessés*, où l'héroïsme et le martyre des populations ouvrières du Nord, pendant la guerre, nous sont dépeints en des pages pantelantes d'émotion et de colère. Mais dans aucun de ces livres, M. Hamp n'a surpassé les dons et la manière originale qu'il attestait dans ces deux petites brochures de début.

Marée fraîche, c'est l'histoire d'une sole, oui, d'une pauvre petite sole, depuis le moment où on la pêche en pleine mer, jusqu'à celui où on la sert sur la table d'un grand cabaret. Seulement, que de souffrance humaine entre le départ et l'arrivée! Pêcheurs, mareyeurs, trimardeurs, hommes, femmes, enfants, la pluie, le froid, les attentes sans fin — pour aboutir à des croquis de grande vie aussi acerbes que des Forain. Et c'est la même odyssée pour un magnum, que l'histoire de *Vin de Champagne*. Encore l'interminable série des tourments d'autrui qui nous procurent le plaisir.

Mais dans tout cela rien de didactique, rien de déclamatoire. Rien d'un apologue moral et rien d'un libelle anarchiste. Des personnages, des portraits, des faits entremêlés à des chiffres, à des statistiques, car, chez M. Hamp, le technicien ne perd jamais la carte et appuie ses dires de preuves sérieuses. Puis, soudain, par contraste, le drame qui se révèle, la leçon qui surgit, tout l'abîme qui se découvre entre tant de peines pour si peu de salaire et tant de jouissances faciles sans effort.

Les ambitions de madame Neel Doff sont moins amples que celles de M. Pierre Hamp. Elle est femme, et, comme presque toute femme qui écrit, elle ne sait guère que se dire elle-même. Ses trois livres, *Jours de Famine et de Détresse*[1], *Contes farouches*[2], *Keetje*[3] ne sont que des confessions. Madame Neel Doff nous y conte son aventure, qu'on résumerait en quatre mots : elle a eu faim.

Knut Hamsun, sous ce titre, *la Faim*, a écrit un livre très dramatique. Mais, par le dispositif des épisodes, par le soin de la composition, on sent sous cette pseudo-autobio-

1. Fasquelle.
2 et 3. Ollendorff.

graphie, l'auteur, le romancier. Chez madame Neel Doff nulle trace analogue de métier. On a l'intuition que de si affreuses souffrances ne s'inventent pas, que l'imagination même la plus féconde n'ourdirait pas de tels détails.

Le style dans sa nudité a un prodigieux relief. Telle remarque, telle description, tel cri, telle réplique feraient envie aux plus vieux routiers du conte. Il y a dans ces récits tragiques une ironie presque constante, le sourire qui brille presque toujours sous les larmes. Mais l'impression dominante qu'on en éprouve, c'est une pitié mêlée de remords et comme une participation aux douleurs qu'on lit — le cœur qui se serre et l'estomac qui se pince.

Tous les contes de madame Neel Doff se passent parmi les miséreux des grandes villes de Hollande ou de Belgique. Là le souci de tous : père, mère, gamins et petites filles, consiste à pouvoir manger. Oh! pas des balthazars, je vous prie de le croire. Pas même « manger » au sens usuel du repas. Simplement assouvir un peu, de temps à autre, sa faim avec un bout de tartine, un petit morceau de lard, la tasse de café chaud constituant la grande bombance.

Vient un jour, pourtant, où ni la mère ni le père ne peuvent subvenir à ces élémentaires besoins. Alors une femme, une petite jeune fille qui a trop faim, pour manger, vous savez ce qu'elle fait? Et Keetje, l'héroïne du livre, le fait, et ô tristesse! sa mère même l'y pousse.

Keetje, le dernier livre de madame Neel Doff, paraît clore cet atroce martyrologe. A partir de la centième page, le livre perd en émotion, car Keetje a rencontré un ami, s'établit presque, quitte son enfer.

La suite présente, par contre, un vif intérêt littéraire, madame Neel Doff nous y racontant son initiation à la lecture et aux lettres. Notamment, elle cite comme lui ayant porté le grand coup deux auteurs : le Rousseau des *Confessions* et Dostoïewski. Elle est effectivement de leur famille, mais je ne pense pas qu'elle soit de leur lignée. Pour moi, ses maîtres, ses muses véritables ont d'autres noms. Elles s'appellent la Faim et la Misère.

Depuis les hostilités, la pitié humaine paraît traverser une crise de défaveur même chez beaucoup de ceux qui y

étaient le plus enclins. On se montre volontiers plus endurci. Dans les milieux les plus libéraux, il se prononce quotidiennement des phrases de ce genre : « La justice n'est pas de ce monde. Il y aura toujours des gens qui..., etc., etc. » Je ne crois pas que les personnes qui s'expriment ainsi soient plus insensibles que d'autres. Si elles cèdent à une sorte d'égoïsme revêche, c'est chez elles moins sécheresse d'âme et de cœur que manque d'imagination. Des livres comme ceux de M. Pierre Hamp et madame Neel Doff me semblent faits pour leur repréciser des images qu'une longue guerre a peut-être un peu oblitérées.

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — La librairie Crès, qui avait déjà publié une réédition de la traduction de *Moll Flanders*, par Marcel Schwob, nous offre aujourd'hui une autre traduction de Daniel de Foë non moins intéressante : *Lady Roxana*. Nous avons ainsi au complet le diptyque des deux courtisanes anglaises : celle d'en bas et celle d'en haut.

Double lecture recommandée aux grandes personnes qui ne se représentent souvent Daniel de Foë que sur les souvenirs d'enfance laissés par le bénin *Robinson Crusoé*.

F. V.

LES ARMÉNIENS

DANS LA GUERRE MONDIALE

Depuis le début de la guerre, le peuple arménien s'est engagé aux côtés de l'Entente, combattant sur le front occidental et sur le front oriental, dans les rangs de l'armée russe — à laquelle il a fourni un contingent de plus de 180 000 hommes, — au Caucase — où des dizaines de milliers de volontaires ont fait leur devoir — et enfin en France, en Palestine, et en Syrie. Comme conséquence de cette participation active et efficace des Arméniens aux opérations militaires aux côtés des Alliés sur tous les fronts, l'Arménie turque a été ensanglantée par des massacres qui ont fait près d'un million de victimes.

Ces faits sont aujourd'hui connus du monde entier, mais ce que l'on connaît moins, c'est la part que l'Arménie caucasienne a prise à la guerre mondiale, c'est l'héroïsme avec lequel cette Arménie a lutté seule, depuis le moment où les troupes russes, gagnées par la démoralisation bolchévique, abandonnèrent le front du Caucase.

A ce moment, fin 1917, les trois éléments principaux de la population transcaucasienne, Arméniens, Géorgiens et Tatares, avaient, pour remplacer l'autorité russe disparue, institué un « Commissariat de Transcaucasie », lequel, sans rompre définitivement avec la Russie, refusait de reconnaître le gouvernement bolchévik. Ce commissariat, siégeant à Tiflis, comprenait douze membres : trois Arméniens, trois Géorgiens, quatre Tatares et deux Russes.

Mais, à côté de ce gouvernement central, chaque groupement ethnique, Arméniens, Géorgiens, Tatares, et plus tard Russes, avait aussi son Conseil national ; ces conseils formaient autant d'autorités différentes. Chacun de ces groupements ethniques avait son orientation politique propre : alors que les Arméniens étaient pour l'Entente, les Tatares étaient acquis aux Turcs, et les Géorgiens, dont la politique avait toujours été assez équivoque, manœuvraient entre les deux partis.

Telle était la situation en Transcaucasie au moment où l'armée russe abandonnait le front arménien et où le gouvernement bolchévik, par le traité de Brest-Litovsk, livrait aux Turcs Kars, Batoum et Ardahan.

Les Arméniens, les plus menacés par l'invasion turque, prirent soin, les premiers, de réorganiser la défense de ce front. A cet effet, le Conseil national, élu par le Congrès de tous les Arméniens de Russie qui s'était réuni à Tiflis au mois de septembre 1917, s'efforça, sous l'impulsion de son président, l'éminent écrivain Avétis Aharonian, de constituer une armée arménienne. Tout en faisant leurs préparatifs, les Arméniens entamaient des pourparlers avec les Géorgiens afin de coordonner les efforts des deux peuples pour la défense de la commune patrie. Ces pourparlers n'aboutirent point. Les Géorgiens firent des promesses, mais au moment critique, lorsqu'il fallut agir, leur Conseil national déclara qu'il n'était pas en état d'envoyer un seul soldat sur le front.

Cette défection, qui ouvrait aux Turcs les portes du Caucase et mettait les Arméniens dans une situation tragique, avait ses raisons... dictées par « l'égoïsme sacré ». Abandonnant secrètement leurs voisins, les chefs géorgiens négociaient avec les Germano-Turcs.

Plus tard, les Arméniens apprirent même que, dès 1914, un accord avait été conclu entre Géorgiens et Turcs. Le texte de cet accord a été publié récemment par le *Morning Post*. On comprend pourquoi les envahisseurs turcs traitaient les Géorgiens avec mansuétude, alors qu'ils ravageaient d'un bout à l'autre l'Arménie russe.

Donc, les Arméniens devaient seuls lutter contre l'avalanche turque, disputer seuls aux Germano-Turcs la posses-

sion du Caucase et de la grande voie de la Perse. La tâche fut rude. En vain le Conseil national arménien cherchait-il à rassembler au Caucase les soldats et officiers arméniens qui, au nombre de 180 000, restaient disséminés dans les armées russes sur les fronts occidentaux. D'une part, les hésitations de Kérensky qui ne saisissait pas l'importance réelle du front caucasien, de l'autre, la désorganisation générale de la Russie, le manque de moyens de transport, rendaient impossible le rassemblement des forces arméniennes. Le Conseil national arménien n'eut donc à sa disposition que le faible contingent de soldats arméniens qui se trouvaient primitivement dans l'ancienne armée russe du front du Caucase. Et c'est autour de ce petit noyau de troupes régulières qu'il décida, au mois de décembre 1917, la mobilisation générale de tous les Arméniens du Caucase.

Le recrutement se faisait au milieu de difficultés de tout ordre créées par les Tatares et les Kurdes, et dues aussi à la sourde opposition des pouvoirs officiels de Transcaucasie, qui étaient principalement entre les mains des Géorgiens et des Tatares. Le mauvais vouloir du Commissariat de Transcaucasie et des Soviets retarda en effet, jusqu'au 17 février 1918, la publication officielle du décret de mobilisation.

Les Turcs avaient déjà attaqué les troupes arméniennes qui étaient sur le front. Environ 20 000 hommes, commandés par le généralissime arménien Nazarbekian, vieux soldat hautement apprécié de l'armée russe, et une division d'environ 12 000 Arméniens de Turquie, sous les ordres du fameux chef de partisans Andranik, tenaient, avec leurs faibles effectifs, l'immense front s'étendant d'Erzindjian à la frontière persane.

L'armée turque commandée par des officiers allemands était de beaucoup supérieure en nombre, en matériel, en organisation. La lutte s'engagea, inégale et âpre. Elle allait durer huit mois, pendant lesquels, loin des Alliés et sans recevoir les secours qui lui avaient été promis, abandonné par les Géorgiens, traqué par ses autres voisins Kurdes et Tatares, le « vieux peuple martyr » résista héroïquement, dans l'espoir non pas de vaincre les Turcs, mais seulement d'entraver leur marche vers l'intérieur du Caucase et d'atteindre ainsi l'heure

de la grande victoire des Ailliés, victoire dont il ne douta jamais.

C'est au milieu de janvier 1918 que les Turcs, secondés par les Kurdes du pays, commencèrent leurs attaques dans la région d'Erzindjian ; le détachement arménien leur opposa une forte résistance, jusqu'au 9 février, puis se fraya un passage par la vallée de l'Euphrate et rejoignit, le 14 février, le détachement d'Erzeroum.

Les combats qui se livrèrent alors dans les régions de Mélidjian, de Kaki-Darassi et d'Ilidja ne furent pas à l'avantage des Arméniens. On manquait surtout d'artilleurs, ceux-ci étant généralement des Russes et des Polonais, qui étaient partis avec l'armée russe en débandade.

La pénurie de troupes spéciales, surtout d'artillerie, constituait la principale cause de l'infériorité des Arméniens, les Turcs leur étant, sur ce point, infiniment supérieurs. C'est aussi cette pénurie qui rendit extrêmement difficile la défense d'Erzeroum où d'importants combats eurent lieu pendant la deuxième quinzaine de février et les premiers jours de mars 1918.

D'autres causes encore entravèrent la résistance sur ce point. Les renforts, c'est-à-dire les troupes de réserve créées grâce à la mobilisation et au volontariat, ne purent arriver à temps, faute de moyens de transport, parce que toutes les voies de communication, lignes ferrées et routes, se trouvaient entre les mains d'un Tatare, le commissaire-ministre Mélik-Aslanoff. Il en fut de même des munitions que refusaient le gouvernement central des commissaires de Transcaucasie et les Soviets, qui continuaient leur politique d'obstruction.

Enfin, lorsque après d'interminables discussions le Conseil national eut obtenu de ces pouvoirs les munitions et les wagons nécessaires, les convois et les troupes, attaqués en cours de route par la population tatare, ne purent passer et arriver à temps à Erzeroum, au secours des troupes de défense.

Au contraire, les assaillants, — les meilleures divisions turques de Palestine, comme en a témoigné Liman von Sanders, — très supérieures en nombre, en artillerie et en organisation, étaient en outre activement secondés par la

population turque de la ville et par les tribus kurdes qui se trouvaient à l'arrière des forces arméniennes.

L'ordre fut donné, le 11 mars, d'évacuer Erzeroum, d'où, sous la protection de la cavalerie de volontaires de Mourade, les troupes arméniennes se retirèrent à Sarikamisch, entraînant dans leur recul le détachement de Knis qui se replia vers Meliazgert et Kara-Kilisé.

Cependant le recrutement et l'instruction de l'armée se poursuivaient avec fièvre, en dépit des difficultés sans cesse causées par la malveillance des Tatares et des Kurdes qui s'appliquaient à couper les communications et à détruire les voies ferrées. Pour garder les lignes de communication, on dut retirer du front, où les effectifs étaient déjà insuffisants, d'importants détachements qui durent livrer de véritables batailles tout le long de la ligne ferrée d'Alexandropol à Djoulfa.

La pénurie de matériel roulant causait aussi une gêne extrême aux Arméniens. Tiflis, en effet, continuait à leur refuser tout, trains blindés, locomotives et wagons.

La situation était angoissante. De faibles forces arméniennes tenaient le front de Sarikamish, Kars, Alexandropol. Craignant la démoralisation de ces troupes, le Conseil national arménien leur dépêcha son président Aharonian et quelques-uns de ses membres. Le 21 mars, Aharonian arriva à Sarikamisch. Sur la demande du commandant en chef Nazarbekian, il parcourut les rangs des troupes. Et, sous le vent glacial qui souffle des hauteurs couvertes de neige, il les harangua :

Frères, leur dit-il, vous devez tous mourir ici plutôt que de laisser passer les Turcs... Le sort de vos enfants, de vos femmes, de vos sœurs, est entre vos mains... Ici, c'est la porte de l'Arménie... Défendez-la, défendez-en le passage aux Turcs ou mourez tous...

Presque tous ces jeunes soldats devaient tomber à Sarikamisch au cours des engagements qui suivirent. Le lendemain, en effet, les Turcs s'élancèrent pour forcer le passage. Pendant onze jours, les Arméniens, pour la plupart de jeunes recrues, résistèrent à leurs assauts ; durant onze jours, en pleine neige, ils luttèrent en désespérés... Menacés d'enveloppement ils battirent en retraite. En ordre parfait, sous la direction du général Arechian et du colonel Mamikonian, ils

se replièrent, les 3 et 4 avril, sur les positions de Begli-Akhmed.

Aharonian repartit pour Alexandropol, Kars et Tiflis où sa foi et son patriotisme stimulèrent encore les énergies, accélérèrent la mobilisation et l'envoi d'indispensables renforts au front. A Tiflis, c'est aux femmes, aux mères arméniennes qu'il s'adressa :

> Sur tous les fronts vos enfants sont tombés, tués ou blessés, leur dit-il. Donnez encore à la patrie ceux qui vous restent. Donnez-lui vos derniers enfants, même les plus jeunes... L'ennemi féroce avance... Coûte que coûte, il faut nous défendre jusqu'au bout, il faut l'arrêter... Mères, vous souffrez le martyre dans votre chair; mais la patrie est une mère plus grande et plus douloureuse encore. Sacrifiez-vous, sacrifiez-lui vos derniers enfants...

Et toutes les pauvres femmes arméniennes qui écoutaient en pleurant le président du Conseil national, séchèrent leurs larmes pour l'acclamer. Et ainsi quelques nouveaux renforts purent être formés, qui partirent de Tiflis, d'Érivan et d'Alexandropol. Avec eux, pour être plus près du front, le Conseil national tout entier, se transporta à Alexandropol. Il avait à se prononcer sur l'ultimatum que venait de lancer Véhib Pacha, commandant en chef des troupes turques, qui exigeait l'acceptation des conditions du traité de Brest-Litovsk, c'est-à-dire l'abandon de Kars, de Batoum et d'Ardahan.

En dehors des difficultés d'ordre militaire, le Conseil national arménien devait aussi tenir compte de la question des fugitifs qui, de toutes les régions envahies par les Turcs, fuyaient par centaines de milliers vers le nord, encombraient les routes et mettaient partout le désordre, parfois jusque dans l'armée. Néanmoins, à l'unanimité, le Conseil national décida de repousser l'ultimatum turc.

Malheureusement, à ce moment même, Batoum était déjà livré par les Géorgiens. Le 17 avril, l'attaché militaire français au Caucase, le colonel Chardigny et le commandant en chef du front du Caucase, chef purement nominal, hélas! le général russe Lébédinsky, passèrent en revue, à Alexandropol, les réserves arméniennes, environ 5 000 hommes, dont la tenue et la discipline les étonnèrent. Ils allèrent

ensuite visiter les défenses de Kars qu'ils trouvèrent bien organisées. Le 19 avril, enfin, ils se rendirent sur les positions même de Begli-Akhmed que les Turcs, renforcés par une nouvelle division envoyée de Palestine, attaquaient violemment.

Durant deux jours, les troupes arméniennes réussirent à refouler l'ennemi. Et c'est en défendant le terrain pas à pas qu'elles reculèrent les 21, 22 et 23 avril, vers Kars et Akhbaba. Dans son rapport au Conseil national, le général Nazarbekian après avoir dépeint les actes de courage de ses hommes déclarait : « *Avec de tels soldats nous serions invincibles, si nous n'étions pas submergés par tant de difficultés.* » Ces difficultés étaient très graves. En effet, le gouvernement central de Tiflis qui, depuis le mois de février, avait entamé à Trébizonde des pourparlers avec les Turcs et était disposé à livrer Kars en échange de la restitution de Batoum, continuait à refuser aux Arméniens le matériel roulant et les munitions indispensables. Enfin, les Tatares, qui ne cessaient pas leurs attaques, opéraient maintenant jusque dans la région comprise entre Tiflis et Alexandropol.

Le 23 avril, de sa propre initiative, le Géorgien Tchkhenkel, devenu ministre-président du gouvernement de Transcaucasie, envoya un télégramme signé de lui et du ministre de la Guerre, un Géorgien nommé Odchélidzé, au général Nazarbekian : il lui annonçait que l'armistice était conclu avec les Turcs et lui enjoignait de lui livrer la forteresse de Kars. Ce télégramme fut une surprise douloureuse pour le général arménien qui n'était nullement disposé à livrer la fameuse citadelle. Il tenta de communiquer télégraphiquement avec le Conseil national arménien, afin d'éclaircir le mystère; mais toutes ses tentatives échouèrent, ses dépêches furent supprimées. Le télégraphe était entre les mains des partisans des Germano-Turcs.

Malgré tous ses efforts, le général Nazarbekian ne put enrayer la panique de la population : après avoir mis le feu à leurs maisons, les habitants fuyaient déjà vers Alexandropol. La démoralisation gagna les troupes, et force fut d'abandonner la forteresse et de se retirer jusqu'à la rive de l'Arpa-Tchaï, qui était la frontière indiquée par le traité de Brest-

Litovsk, c'est-à-dire l'ancienne frontière russo-turque de 1876.

Mais, en dépit des conventions stipulées dans ce traité, en dépit de l'accord conclu entre le gouvernement central des commissaires de Transcaucasie et le haut commandement turc, les troupes ottomanes, dépassant cette ligne, continuaient à avancer. Nazarbekian se replia alors sur Alexandropol.

Le 15 mai, une lettre provenant du commandement turc fut remise au commandant de la forteresse d'Alexandropol. Toujours contrairement aux conditions de l'armistice, les Turcs exigeaient la reddition de la forteresse et de la ligne ferrée Alexandropol-Djoulfa.

De plus, cette lettre-ultimatum remise à *sept heures du matin* exigeait une réponse pour le même jour, *six heures du matin*. Et les Turcs ouvrirent immédiatement le feu. La lutte reprit. Elle dura jusqu'au 24 mai, en s'étendant jusqu'à Karaklis, où se livra la dernière et la plus sanglante bataille de ce front.

A la veille de cet engagement et alors que plus heureux sur un autre front, celui d'Érivan, d'autres forces arméniennes triomphaient des Turcs, le vieux général Nazarbekian adressa au peuple arménien un émouvant appel qui faisait ressortir la situation tragique des troupes arméniennes, dépourvues de vivres et de munitions. Voici cet appel :

Arméniens !

Après des siècles de servitude sous le joug turc, nous avons résolu de vivre libres ou de mourir avec honneur. Notre situation est critique.

Malgré les négociations du gouvernement du Caucase, malgré l'armistice, les Turcs, répudiant le pacte conclu, ont profité de cet armistice pour attaquer déloyalement et s'emparer d'Alexandropol.

Tout semblait perdu, il ne restait à l'ennemi perfide qu'à continuer d'avancer en Arménie, et aux habitants qu'à fuir ou à se soumettre à son joug exécrable.

Heureusement, la valeureuse armée d'Érivan les a repoussés après leur avoir infligé des pertes sanglantes, et à l'heure actuelle les poursuit.

Cette victoire d'Érivan a relevé le moral de nos soldats. Partout accourent vers moi des détachements, dont l'unique désir est de vaincre ou de mourir.

Malheureusement, les vivres, les armes et les munitions, surtout les cartouches, me manquent. Il faut donc que chaque Arménien qui vient à moi soit armé et apporte ses cartouches.

Nous ne devons compter que sur nos seuls moyens. Si nous ne parvenons pas à subvenir aux besoins de l'armée, nous sommes perdus.

L'heure suprême a sonné ; nous devons sauver notre avenir ou périr.

Le Commandant de l'Armée arménienne,

GÉNÉRAL NAZARBEKIAN

Les Arméniens étaient au nombre de 10 000, les Turcs, constituant la 9e armée, commandée par Chefki Pacha, étaient le double, 20 000 hommes. La bataille s'engagea le 24 mai ; elle dura quatre jours, avec des alternatives de succès et de revers, et ne cessa que lorsque les Arméniens eurent épuisé toutes leurs munitions.

« *La victoire m'échappe*, télégraphia Nazarbekian, *parce que j'ai brûlé ma dernière cartouche.* »

Cependant, comme on l'a vu, des luttes sanglantes avaient aussi pour théâtre Érivan, où un autre combat se livrait dans la plaine de Sardarabad, sur les bords de l'Araxe.

Là, les Arméniens, au nombre de 6 à 7 000 hommes seulement, commandés par le général arménien Silikoff et par Dro, leur héros populaire, repoussèrent les Turcs jusqu'à Alexandropol. La victoire fut si complète que le général Silikoff télégraphia au Conseil national de refuser l'armistice turc et de continuer la lutte.

Mais lorsque le Conseil national soumit cette proposition au haut commandement de Nazarbekian, celui-ci ne put que répondre encore : « *Je n'ai plus de munitions, je n'ai plus de cartouches.* »

Alors, et bien que sachant d'avance que les Turcs continueraient à ne pas respecter l'armistice et à avancer, le Conseil national se vit dans l'obligation d'accepter cet armistice, tandis que la plupart des troupes, et entre autres le détachement d'Andranik tout entier, allaient se réfugier dans les montagnes de Zanguezour et de Karabagh, prêtes à reprendre la lutte.

Les Turcs, en effet, dépassèrent la ligne ferrée pour s'arrêter seulement dans les montagnes de Lori et pour avancer plus profondément encore dans la région d'Alexandropol, dans l'Aderbaidjian et vers Bakou.

Heureusement, les Jeunes-Turcs avaient conçu un plan dont l'exécution laissa un répit aux Arméniens. Ayant abandonné la politique panislamique, à la suite de l'attitude prise par certains musulmans comme les Arabes et les Syriens, ils étaient alliés à l'idée du panturquisme ou pantouranisme; il s'agissait de grouper d'abord les Tatares du Caucase, puis les musulmans des montagnes du nord du Caucase, et à l'est ceux de l'Aderbaidjan persan, et enfin ceux des pays transcaspiens. Enver pacha était l'âme de cette propagande, que dirigeaient au Caucase les intellectuels musulmans d'Élisavetpol et de Bakou, et dont la première étape devait être la prise de Bakou. C'est pourquoi les dirigeants Jeunes-Turcs laissèrent momentanément tranquilles les Arméniens.

Cette trêve permit aux Arméniens de reconstituer leur armée et de recueillir des centaines de milliers de réfugiés qui avaient fui les régions envahies. En gagnant du temps, on pouvait atteindre l'heure de la grande victoire en Occident.

A ce moment, les Allemands arrivaient par la voie de Poti à Tiflis, au nombre de 3 000 hommes ; les Géorgiens, sous leur protection, avaient déjà proclamé l'indépendance de la Géorgie ; les Tatares suivant leur exemple, mais sous la protection des Turcs, s'étaient également déclarés indépendants.

Ainsi l'unité caucasienne, qui n'avait jamais été que nominale, se trouvait brisée.

Il ne restait plus au Conseil national arménien qu'à proclamer lui aussi l'indépendance de l'Arménie, proclamation qu'il fit connaître aux représentants des puissances étrangères par un acte ainsi conçu :

Par suite du démembrement de la République transcaucasienne, le Conseil national arménien du Caucase, dans sa réunion du 28 mai 1918, et en vertu des pouvoirs dont il est investi par le peuple arménien, a décidé de déclarer l'indépendance de l'État arménien et d'instituer la *République démocratique arménienne.*

La cessation, au moins momentanée, de la lutte sur les fronts arméniens était si nécessaire aux Turcs qu'ils ne s'opposèrent même pas à la création et à l'indépendance de la République de l'Arménie du Caucase. L'avalanche turque roulait désormais vers Bakou.

Le gouvernement de la nouvelle République d'Arménie se transporta dans le courant de juin à Érivan, où le Parlement arménien était également convoqué et où il s'appliqua à reconstituer l'armée et à soulager la misère de la population qui souffrait de la faim.

Les Turcs cependant avançaient sur le siège central de l'Église arménienne, vers Etchmiadzin. Un engagement se produisit au mois de juillet, près du village Zéva, entre eux et les troupes arméniennes, et finit à l'avantage de ces dernières. De son côté, le chef du cercle, Andranik, « tenait » toujours à Nakhitchevan, avec 3 500 hommes.

Mais, c'est sur le front de Bakou que les Turcs concentrent alors le gros de leurs forces. Et durant sept à huit mois, le grand centre pétrolifère fut le théâtre de luttes violentes entre les deux vieux adversaires ; d'un côté, les Turcs, alliés à leurs frères de race, de langue et de religion, les Tatares ; de l'autre, les Arméniens, appuyés par une poignée de Russes. La supériorité numérique de l'ennemi était écrasante. Les Arméniens combattaient en plein pays musulman. L'ennemi avait coupé toute communication avec le monde extérieur, détruit les conduites d'eau. Néanmoins, les Arméniens résistaient sous le commandement du général arménien Bagratouni et des chefs de volontaires Mourad et Hamazasp.

Ils résistaient, en attendant les secours britanniques annoncés. Ces secours arrivèrent trop tard et en nombre insuffisant : à peine un bataillon. Les forces britanniques se virent obligées de quitter la ville.

Abandonnés, les Arméniens succombèrent et un massacre eut lieu dans la partie arménienne de Bakou : 20 000 Arméniens, hommes, femmes et enfants, furent égorgés avec des raffinements de cruauté.

Tel a été le rôle des Arméniens dans la guerre mondiale.

Ils ont été des belligérants dès le début et ont souffert plus que n'importe quel autre peuple belligérant. Au moment où les troupes alliées, sous le commandement du général Allenby, brisaient l'armée turque de Palestine, les meilleures divisions turques étaient engagées au Caucase contre les Arméniens. Néanmoins, l'Arménie n'a pas été admise à la Conférence de la Paix. On n'a pas reconnu la République indépendante créée dans l'Arménie caucasienne. Et lors de la conclusion de l'armistice, quand la Turquie était à la merci des Alliés, ceux-ci n'ont pas imposé aux Turcs l'évacuation de l'Arménie. L'administration turque fonctionne toujours dans les six vilayets arméniens et en Cicilie. Des milliers d'orphelins et de jeunes filles arméniennes gémissent encore dans les maisons et les harems ottomans. Des centaines de milliers de réfugiés arméniens de Turquie ne pouvant rentrer chez eux continuent à vivre sur le territoire de la République arménienne du Caucase, où sévissent la famine et les épidémies.

A. VANDOUNY

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1919

		Pages
LOUIS BARTHOU. . . .	La Bataille du Maroc. — I.	5
STENDHAL.	Rome, Naples et Florence (Inédits)	31
A. AULARD.	Hoche et la République rhénane.	46
GEORGES DE LAURIS. .	Sans retour (1re partie)	64
ANDRÉ MAZON.	Prisons Russes. — II	107
ÉDOUARD ESTAUNIÉ. .	L'Ascension de M. Baslèvre (fin).	134
JACQUES-É. BLANCHE. .	Les Arts et la Vie.	180
GEORGES LACHAPELLE.	Les Finances françaises après la Guerre.	205

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1919

GUSTAVE FLAUBERT. .	Lettres inédites. — I.	225
LOUIS BARTHOU. . . .	La Bataille du Maroc. — II.	238
JEAN-JOSÉ FRAPPA . .	L'Idée (1re partie).	266
RÉGINALD KANN. . . .	La Guerre sur le Front occidental. — I.	313
GEORGES DE LAURIS. .	Sans retour (2e partie).	352
PAUL MAUTOUCHET . .	Les Fêtes des Victoires sous la Révolution.	395
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie.	417
Dr A.-F. LEGENDRE . .	L'Évolution du Japon.	438

LIVRAISON DU 1er AOUT 1919

		Pages
GUSTAVE FLAUBERT. .	Lettres inédites. — II.	449
RÉGINALD KANN. . . .	La Guerre sur le Front occidental. — II.	461
JEAN-JOSÉ FRAPPA. .	L'Idée (2e partie).	499
EDMOND JALOUX. . . .	Lectures étrangères.	539
GEORGES DE LAURIS. .	Sans retour (fin).	563
LÉONCE PINGAUD. . . .	Le dernier Roi de France.	594
JACQUES-É. BLANCHE. .	Les Arts et la Vie	621
BERNARD LAVERGNE. .	La Société des Nations et la Conférence de la Paix.	642

LIVRAISON DU 15 AOUT 1919

ABEL HERMANT.	La Journée brève (1re partie).	673
L. DUMONT-WILDEN. .	Le Roi Albert aux Armées	714
FERNAND GREGH. . . .	Ode sur l'Entrée des Français à Metz.	730
ABEL FERRY.	Lettres (août 1914-mars 1916)	737
JEAN-JOSÉ FRAPPA. .	L'Idée (fin).	766
FRANCK-L. SCHOELL. .	Avec le Tsar Ferdinand (1910). — I.	798
PIERRE BOUTROUX. . .	Nos Effectifs (août 1914-mars 1918)	818
JULES SAGERET. . . .	L'Évolution des Causes de Guerre	844
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie	867
A. VANDOUNY.	Les Arméniens dans la Guerre mondiale	883

URODONAL

nettoie le rein

lave le foie et les articulations, dissout l'acide urique, active la nutrition et oxyde les graisses.

Rhumatismes, Goutte, Gravelle, Artério-sclérose, Sciatique, Obésité

L'OPINION MÉDICALE :

J'affirme que l'*Urodonal* est le meilleur dissolvant de l'acide urique et je le prescris dans tous les cas indiqués.

Dr Enrico Perinetti,
Fiorenzuola d'Arda.

Toutes pharmacies et Etablissements Chatelain, 2, rue de Valenciennes, Paris. Le flacon, franco 8 fr. Les trois flacons, franco 23 fr. 25

KRIEGER

AMEUBLEMENT
GARDE-MEUBLE

Exposition permanente - 74, Fs St Antoine, Paris. DEVIS SUR DEMANDE

CRÉDIT LYONNAIS

Siège social à Lyon — Siège central à Paris

CAPITAL : 250 MILLIONS

ENTIÈREMENT VERSÉS

AGENCE DE BRUXELLES

DÉPOT DE TITRES

LOCATION DE COFFRES-FORTS

GARDE-MEUBLE

BEDEL & Cie

TÉLÉPHONE 259-24

18, rue Saint-Augustin, PARIS

★

CRÉDIT LYONNAIS

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le **Crédit Lyonnais** met à la disposition du Public des Coffres-forts entiers ou des compartiments de Coffres-forts, pour la garde des **Valeurs, Papiers, Bijoux, Argenterie, Dentelles, Objets d'Art**, etc.

Ces Coffres-forts sont situés dans les sous-sols du CRÉDIT LYONNAIS; leur construction et leur installation présentent les plus complètes garanties contre les risques d'incendie et de vol.

Chaque locataire reçoit une **Clé spéciale**, dont il n'existe pas de double, et il peut faire varier les combinaisons de la serrure à son gré.

Il peut seul ouvrir le Coffre qu'il a loué.

Tarif de location très réduit, à partir de 5 francs par mois, suivant les dimensions.

Le **Crédit Lyonnais** accepte aussi en **garde Coffrets, Cassettes, Caisses, Malles** et autres objets.

S'adresser

SIÈGE CENTRAL, 19, boulevard des Italiens ou dans les BUREAUX DE QUARTIER

Chemin de fer de Paris à Orléans

Relations entre Paris-Quai d'Orsay et les Stations Thermales et Climatiques de la ligne de Perpignan à Villefranche-Vernet-les-Bains et Bourg-Madame.

En vue de favoriser les déplacements entre Paris et les Stations thermales et climatiques desservies par la ligne de Perpignan à Villefranche-Vernet-les-Bains, Font-Romeu et Bourg-Madame, les Compagnies d'Orléans et du Midi se sont mises d'accord pour établir un service de voiture directe, 1re et 2e classes, qui circulera journellement entre Paris-Quai d'Orsay et Villefranche-Vernet-les-Bains.

ALLER. — Départ de Paris-Quai d'Orsay à 21 h. (depuis le 8 juillet jusqu'au 28 septembre) ; arrivée à Villefranche-Vernet-les-Bains à 14 h. 31.

RETOUR. — Départ de Villefranche-Vernet-les-Bains à 13 h. 55 (depuis le 10 juillet jusqu'au 30 septembre) ; arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 10 h. 08.

LE CRAPOUILLOT

— DE PARIS —

Revue d'Art et de Lettres, fondée en 1915 à Neuville-Saint-Vaast

« **Le Crapouillot** », la plus vivante des revues du front, tenta de donner de la Grande Guerre et du Poilu une vision sincère et réaliste : PAUL LINTIER, JEAN ARBOUSSET, morts au champ d'honneur; GEORGES DUHAMEL, MARC LECLERC, JEAN DES VIGNES-ROUGES, ALEXANDRE ARNOUX, JEAN GALTIER BOISSIÈRE, DOMINIQUE BRAGA, écrivirent au « **Crapouillot** », qu'illustrèrent de croquis du front les artistes-combattants : LUC ALBERT MOREAU, A. DE SEGONZAC, CHARLES MARTIN et GUY ARNOUX.

Dans la Paix, « **le Crapouillot** » s'est transformé en une revue critique et satirique, d'une haute tenue littéraire, qui donne, tous les quinze jours, sous la plume des jeunes les plus autorisés, l'analyse détaillée des livres, des expositions et des spectacles. « **Le Crapouillot** » de paix, illustré par G. LEPAPE, V. BARBEY, A. MARTY, J.-J. JADELOT, P. BRISSAUD, JEAN-LOUP FORAIN, R. BONFILS, M. TAQUOY, FAUCONNET, est la revue des jeunes qu'il faut lire pour se tenir au courant du mouvement artistique et littéraire à Paris.

La collection illustrée des trois années de guerre . . . . . **20 fr.**

Abonnement d'un an (24 nos) *au « Crapouillot » de Paix. France*, **15 fr.**; *Étranger*, **18 fr.**

Administration : 5, Place de la Sorbonne, PARIS.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Services automobiles de Correspondance P.-L.-M.

POUR SAINT-NECTAIRE

Depuis le 15 juin dernier, des Services automobiles de correspondance P. L.-M fonctionnent chaque jour jusqu'au 30 septembre entre Issoire, Saint-Nectaire, Murols et Besse et Clermont-Ferrand et Saint-Nectaire.

Ces services sont en correspondance avec les trains directs de et pour Paris P.-L.-M.

Des billets directs avec enregistrement direct des bagages sont délivrés de Paris P.-L.-M. à Saint-Nectaire, Murols et Besse ou vice versa.

PAPETERIES BERGÈS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6 MILLIONS

SIÈGE SOCIAL
ET
DIRECTION GÉNÉRALE
LANCEY (ISÈRE)

USINES LANCEY ISÈRE

USINES PERSAN (S.-et-O.) ALFORTVILLE (S.)

MAISON A PARIS 10 RUE COMMINES (III) MAISON A LANCEY (ISÈRE)
MAISON A LYON 380-388 RUE DUGUESCLIN ET 8 PLACE DE L'ABONDANCE
AGENCE A ALGER

TOUS LES PAPIERS BLANCS ET COULEURS
POUR IMPRESSION ET ÉCRITURE
TOUS LES PAPIERS D'EMBALLAGE ET DE PLIAGE
TOUS LES CARTONS

4 USINES — 12 MACHINES A PAPIERS
Force hydraulique : 12.000 HP.

FABRIQUE DE PATES MÉCANIQUES
FABRIQUE DE PATES CHIMIQUES AU BISULFITE
FABRIQUE DE CARTONS

Vue des usines de Lancey

DRAEGER

CHEMINS DE FER DE L'EST

Depuis le 14 Juillet, les correspondances entre **Paris-Est, Bâle, Berne, Lucerne, Zurich,** ont été sensiblement améliorées.

ALLER :

Paris-Est, départ 20 h. 00; **Bâle,** arrivée 6 h. 10; **Zurich,** arrivée 8 h. 14; **Berne,** arrivée 9 h. 18; **Lucerne,** arrivée 9 h. 35, correspondances vers l'Oberland, le Lœtschberg, Milan, le Saint-Gothard et l'Engadine.

RETOUR :

Zurich, départ 15 h. 08; **Lucerne,** 18 h. 00; **Berne,** 19 h. 13; **Bâle,** 21 h. 40; **Paris-Est,** arrivée 9 h. 00.

Train de nuit pour Mulhouse et Bâle.

Aller : **Paris,** dép. 21 h. 00; **Mulhouse,** arr. 8 h. 00; **Bâle,** 9 h. 11.
Retour : **Bâle,** dép. 16 h. 47; **Mulhouse,** 17 h. 50; **Paris,** arr. 5 h. 35.

Le train qui quittait Paris à 20 h. 20 à destination de Metz part à 21 h. 35. L'arrivée à Metz, 7 h. 00, ne sera pas modifiée.

La Rivista Politica e Parlamentare

Direzione ed Amministrazione: ROMA, via Pierluigi da Palestrina 47 - Telef. 21-845

"La Rivista Politica e Parlamentare" de Rome est la publication politique et économique la plus répandue et la plus importante d'Italie.

DIRECTEUR : Charles-Albert CORTINA

Sont collaborateurs de "La Rivista Politica e Parlamentare" les plus éminents parlementaires et écrivains politiques et économistes.

ABONNEMENTS :

Pour l'Italie, un an : 10 francs | Pour la France, un an : 12 francs

La livraison : 0 fr. 30

THE CONTEMPORARY REVIEW.

MONTHLY 2s/6d

EDITED BY

The Rev. Dr. SCOTT LIDGETT

AND

Mr. G. P. GOOCH, M. A.

The *Contemporary Review* was founded in 1866 and is one of the oldest of the British Magazines. It stands in the front rank of European Reviews. It deals with all subjects of current interest—Religion Politics, Literature, Philosophy, Science, Art, Education, and Social Topics. Its general tendency is Liberal. The first writers of Great Britain are among its contributors, while eminent foreign authors write in its del pages from time to time. It is widely read on the Continent and in the Colonies.

A free specimen copy of a recent number will be sent from the office of "The Contemporary Review", 10, Adelphi Terrace, London England., on receipt of 3d. for postage.

Copies canbe obtained delete direct from the Publisher :

10, ADELPHI TERRACE, LONDON, W. C., ENGLAND.

Subscription Rates (POST FREE):

3 months, 8/3; 6 months, 16/6; 12 months, £1 13/-

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

Améliorations au Service des Trains

entre PARIS et TOULOUSE

Un nouveau train express de nuit de toutes classes entre PARIS et TOULOUSE viâ MONTAUBAN a été mis en circulation depuis le 8 Juillet à l'aller et de TOULOUSE, le 9 Juillet.

ALLER. — Départ de Paris-Quai-d'Orsay 21 heures. — Arrivée : LIMOGES 3 h. 46 ; CAHORS 7 h. 26 ; MONTAUBAN 8 h. 34 ; TOULOUSE 9 h. 30.

RETOUR. — Départ de TOULOUSE 19 h. 26 ; de MONTAUBAN 20 h. 19 ; de CAHORS 21 h. 34 ; de LIMOGES 1 h. 51. — Arrivée à PARIS-Quai d'Orsay 9 h. 18.

A l'aller, ce train permet des relations très commodes avec les Pyrénées-Orientales et BARCELONE. Depart de TOULOUSE à 9 h. 40. — Arrivée à NARBONNE 12 h. 10, à PERPIGNAN 13 h. 31, à PORT-BOU à 15 h. 30, à BARCELONE à 19 h. 30. Sleeping et voitures directes des 3 classes de PARIS-Quai d'Orsay pour PORT-BOU.

Au retour, le nouveau train express se trouve en correspondance avec un train Midi venant de LUCHON. — Départ de LUCHON à 15 h. 53. Arrivée à TOULOUSE à 18 h. 47. Sleeping et voitures directes des 3 classes de LUCHON pour PARIS-Quai d'Orsay.

LE LIVRE MI-RELIÉ A 5 FRANCS

FOCH
LE VAINQUEUR

PAR RAYMOND RECOULY

VOICI une nouvelle formule d'édition qui, pour 5 francs, *offre des volumes* mi-reliés, *à couverture souple et cependant solide, et dont les* feuilles coupées à l'avance *éviteront désormais au lecteur cette fastidieuse besogne.*

Le beau livre de M. Recouly l'inaugure brillamment.

FOCH LE VAINQUEUR

est un livre que tous les Français doivent lire, sa présentation nouvelle sera appréciée de tous.

LIBRAIRIE HACHETTE

LE VOLUME MI-RELIÉ : 5 FRANCS

4f,90 CALMANN-LÉVY, Éditeurs 4f,90

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

ANATOLE FRANCE	*Le Petit Pierre.*
PIERRE LOTI	*L'Horreur allemande.*
RENÉ BAZIN	*Les Nouveaux Oberlé.*
PIERRE MILLE	*Nas'r Eddine et son épouse.*
Mme CLEMENCEAU JACQUEMAIRE	*Les Hommes de bonne volonté.*
PIERRE VEBER	*L'Homme qui vendit son âme au Diable.*
COLETTE YVER	*Les Cousins riches.*
J.-H. ROSNY Jeune	*Mimi, les Profiteurs et le Poilu.*
MARCEL BERGER	*Jean Darboise, auxiliaire*
ADRIEN BERTRAND	*L'Orage sur le Jardin de Candide.*
FRANCISQUE PARN	*En suivant la Flamme.*
MARGUERITE COMERT	*Éros rédempteur.*
JEAN-LOUIS VAUDOYER	*Les Permissions de Clément Bellin.*
PAUL DARMENTIÈRES	*Maman.*

4f,90 4f,90

Paris. — Imp. L. Pochy, 52, rue du Château. — 579-19.

LIVRES NOUVEAUX

SŒUR ANSELMINE

par **Jean Psichari**.

La critique a généralement insisté, en étudiant le roman de M. Jean Psichari, sur quelques pages qui sont en effet émouvantes et belles : celles où l'auteur raconte la mort chrétienne et admirable de son fils, Ernest Psichari, et la mort « philosophique », non moins admirable, d'Ernest Renan. Mais il faut signaler aussi dans le livre le très délicat roman d'amour qu'il contient, et le véritable drame de conscience qu'il expose, à propos de cet homme éperdument désireux de partager la foi de celle qu'il aime, et qui ne peut arriver à croire. Le livre, qui a beaucoup de charme, n'a pas moins de portée morale.

LA POLOGNE INCONNUE

par **K. Waliszewski**.

Les aptitudes politiques du peuple polonais ont été généralement jugées avec sévérité. M. Waliszewski veut défendre son pays, en éclaircissant « l'énigme d'une destinée douloureuse » ; il cherche à montrer que les incertitudes, les divisions de la nation polonaise, qui la précipitèrent dans l'anarchie, ne suffisent pas à expliquer l'esclavage qu'elle dut subir : elle fut surtout victime des forces mauvaises qui la pressaient de toutes parts. C'est pourquoi on peut espérer que la Pologne ayant recouvré son unité nationale et son indépendance, saura maintenir l'une et l'autre avec l'appui des Alliés.

THÉORIE GÉNÉTIQUE DE LA RÉALITÉ

LE PANCALISME

par **James-Mark Baldwin**.

Sous le nom de *Pancalisme*, M. Baldwin, l'un des philosophes britanniques les plus estimés d'aujourd'hui, résume la solution qu'il donne au problème central de la philosophie, celui de la pensée et des choses. Tandis que le primitif ne peut donner de celles-ci que des explications « prélogiques », l'homme civilisé élabore des systèmes intellectuels conformes aux exigences de la logique, ou bien, par la foi religieuse, il recherche une synthèse supérieure « hyperlogique », qui l'unisse au principe premier de la réalité. Mais pour M. Baldwin une autre philosophie de la connaissance est encore possible : elle consiste à dépasser le dualisme de l'expérience usuelle par l'intuition esthétique où disparaît l'opposition du sujet et de l'objet, à rechercher la définition la plus compréhensive du réel par la satisfaction de la conscience esthétique. La traduction de cette synthèse philosophique sacrifie malheureusement la clarté à la reproduction littérale des expressions anglaises. L'ouvrage aurait besoin d'être récrit en français.

LA DESTRUCTION DES MONUMENTS SUR LE FRONT OCCIDENTAL

par **Auguste Marguillier**.

L'auteur ne s'est pas proposé de dresser le bilan complet des actes de vandalisme commis par les Allemands : il a voulu seulement mettre en lumière les plus caractérisés et les plus odieux, la destruction des villes belges comme Visé, Louvain, Termonde, ou françaises comme Senlis, Reims, Arras. La propagande allemande a cherché des excuses à ces attentats en invoquant des nécessités militaires ; mais l'examen des doctrines de guerre allemandes et des ordres donnés dans chaque cas particulier révèle au contraire la volonté systématique de l'ennemi de détruire nos richesses d'art. La démonstration de M. Marguillier est appuyée de nombreuses photographies d'Ypres, Soissons, Reims et Arras, documents saisissants sur le vandalisme allemand pendant la guerre.

APHRODITE COURONNÉE

par **G. Mareschal de Bièvres**.

Dans une suite de petits tableaux, dont l'élégance a quelque chose de vraiment attique et dont la vivacité est toute moderne, M. de Bièvres nous conte l'histoire de la belle Cléonice. Comment cette charmante Athénienne qui a fait vœu devant Aphrodite de ne jamais aimer arrive à trahir son serment pour le philosophe Agathon, c'est ce qu'on lira avec le plus délicat plaisir dans ce livre où la passion parle le plus joli langage.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES D'APRÈS GUERRE

par **L. de Launay**.

Peu de questions sont plus urgentes aujourd'hui que la reconstitution industrielle de la France ; on est d'accord sur la nécessité de produire aussi abondamment que possible, mais on ne connaît pas toujours nettement les facteurs dont dépend cette production : méthodes d'organisation industrielle, aménagement des forces naturelles, ravitaillement en matières premières, utilisation des transports, augmentation de la main-d'œuvre. Tels sont les problèmes que M. de Launay envisage, précisant les conditions spéciales dans lesquelles ils se posent en France et préconisant diverses réformes qui aideront à les résoudre. L'ouvrage renferme d'utiles renseignements et des suggestions à retenir, notamment sur l'esprit d'économie associé à l'esprit d'entreprise, dont l'industrie de demain, soutenue par la science, devra s'inspirer. Notons que cette étude sur les moyens propres à développer la production passe sous silence l'examen de la « répartition » ; mais la question est à vrai dire plus sociale qu'économique.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE.	60 »	31 »	16.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	66 »	34 »	18 »
ÉTRANGER.	72 »	37 »	19.50

PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr. 50

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (Téléphone : Élysées 16.20), dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris